26e Année | N° 14 | 15 Juillet 1919

GENERAL LIBRARY
AUG 26 1919
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

SOMMAIRE

		Pages
Gustave Flaubert	*Lettres inédites.* — I.	225
Louis Barthou	*La Bataille du Maroc* — II.	238
Jean-José Frappa	*L'Idée* (1re partie)	266
Réginald Kann	*La Guerre sur le Front occidental.* — I.	313
Georges de Lauris	*Sans retour* (2e partie)	352
Paul Mautouchet	*Les Fêtes des Victoires sous la Révolution*	395
Fernand Vandérem	*Les Lettres et la Vie*	417
Dr A.-F. Legendre	*L'Évolution du Japon*	433

Copyright 1919, *Revue de Paris.*

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1919

LIVRES NOUVEAUX

SOUS LES PINS TRANQUILLES,
par **Paul Margueritte.**

Ce beau roman, l'un des derniers du brillant écrivain, a paru dans la *Revue de Paris*, il y a quelque temps. On n'y admire pas seulement les qualités de conteur et d'observateur qui étaient habituelles à Paul Margueritte et sa façon de composer une histoire romanesque qui semble vraie comme la vie. Il faut signaler aussi l'atmosphère morale du livre, l'élévation des caractères, la qualité d'émotion qui se dégage de ce noble récit. C'est l'un de ceux où Paul Margueritte a mis le plus de sa sensibilité.

LES ESTAMPES, IMAGES ET AFFICHES DE LA GUERRE,
par **Clément-Janin.**

Pour donner une idée de l'importance et de l'étendue d'une telle matière, il suffirait de dire que le total des estampes de toute sorte suscitées par la guerre dépasse huit mille pièces! tel est le chiffre énoncé par l'auteur dans sa préface. M. Clément-Janin a mis de l'ordre dans la dispersion et la variété déconcertantes de cette production. Au point de vue artistique, l'intérêt d'une telle étude n'a nullement besoin d'être démontré; les techniciens aussi en feront leur profit. De plus, et l'on ne saurait trop l'en louer, le livre de M. Clément-Janin, montre, en reproduisant et en commentant ces illustrations, ce que fut pendant l'époque terrible l'esprit de la France, « sa gravité, sa confiance imperturbable, son patriotisme ». Le choix des documents iconographiques est en tous points excellent.

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS,
par **René Johannet.**

Ce livre de critique politique trouve sa raison d'être dans la multiplication des possibilités de conflits en Europe, à mesure que des nationalités nouvelles viennent au jour, absolues, intransigeantes, ennemies. Est-il possible de baser le statut futur de l'Europe sur le principe des nationalités, c'est ce qu'examine l'auteur en des pages compactes et de lecture souvent difficile, mais suggestives et instructives. Après avoir fait l'historique de l'avènement de ces doctrines en France, il oppose l'idée allemande de nationalité, ethnographique, à l'idée française, démocratique et élective; il les condamne toutes deux au nom d'un réalisme traditionaliste et thomiste.

SUR LE RHIN,
par **Henri Bordeaux.**

M. Henri Bordeaux a suivi l'avance de nos armées victorieuses le long du Rhin; il a pu assister à l'occupation des marches rhénanes, précédée de l'entrée triomphale en Alsace-Lorraine. Son livre évoque le Rhin mystérieux, ses burgs, ses cathédrales et aussi l'ennemi héréditaire qui monta si longtemps la garde sur ses bords. La première partie est consacrée à des souvenirs romantiques et à des paysages de légende, la seconde aux fêtes de la libération à Strasbourg et à Metz, la troisième à l'occupation. On voit assez par là l'intérêt et la variété de l'ouvrage où le nouvel académicien, avec une spontanéité et une liberté d'allures tout à fait charmantes, a fait œuvre à la fois d'artiste, d'historien et de patriote.

AU SEUIL DE LA PAIX,
par le **Comte de Fels.**

Les problèmes de la paix retiennent l'attention du public à l'heure actuelle. On confrontera donc volontiers les solutions qu'apporte M. de Fels avec celles du Traité élaboré par les chefs de l'Entente. Quel est le principe qui pacifiera l'Europe, dans quelle mesure la « volonté de puissance » des peuples est-elle légitime ou condamnable, comment organiser la Ligue des Nations : autant de points sur lesquels les vues, parfois contestables, de M. de Fels méritent l'attention. Notons en particulier l'étude de l'idée d'impérialisme, qui distingue des ambitions mauvaises les impérialismes « majeurs », capables de maintenir la paix en se limitant : idées ingénieuses, mais bien précaires, et difficilement conciliables avec l'esprit des démocraties modernes.

ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRÉS,
par **André Thiers.**

A l'aide de l'histoire et des précédents, l'auteur montre comment le Conseil d'État, par son libéral accueil aux recours particuliers pour excès de pouvoir, a assuré l'administré isolé et faible contre les abus de la puissance publique. Mais si le contrôle des particuliers sur l'administration se trouve ainsi largement assuré, M. André Thiers estime que le contrôle des pouvoirs publics est beaucoup trop insuffisant; il voudrait l'organiser au moyen de corps autonomes d'inspecteurs généraux qui ne relèveraient que des ministres, mais en rapport avec le président du Conseil; le Conseil d'État serait appelé en cas de conflit à un rôle d'arbitre entre les ministres et le président.

LETTRES INÉDITES

DE

GUSTAVE FLAUBERT

C'est à madame Louis Loviot, née Delzant, une grande amie des livres, d'ailleurs petite-fille, fille et veuve de bibliophiles qu'appartiennent, aujourd'hui, seize des lettres qu'on va lire, et qu'elle voulut bien nous communiquer en souvenir de notre amitié pour son mari. La collection particulière d'ouvrages anciens que Louis Loviot, très jeune encore, avait déjà su rassembler et qui, selon son désir, vient d'être dispersée, occupait une place d'honneur, mais restreinte dans l'ensemble d'une bibliothèque considérable, sans cesse accrue, où les lettres de Flaubert aux Sandeau [1] continueront de voisiner avec de très précieux manuscrits de Lamartine, de Verlaine, de Théophile Gautier, des Goncourt et de Mallarmé.

C'est M. Alidor Delzant qui, en 1885, sauva cette correspondance de la destruction. Dans les dernières semaines de sa vie, madame Jules Sandeau se plaisait à relire les vieilles lettres avant de les jeter au feu, sans égard pour les signatures les

1. Avec la plus grande amabilité, madame Caroline Franklin Grout nous accorda l'autorisation de publier ces lettres. Presque à la veille du centenaire de Gustave Flaubert, nous sommes heureux d'adresser à madame Franklin Grout l'hommage de notre admiration pour son oncle, en même temps que l'expression de notre très vive et très respectueuse reconnaissance. — Nous avons rencontré la même bienveillance chez M. Henri Portier, neveu des Sandeau, qui nous fournit d'utiles indications et qui trouvera ici l'assurance de nos plus sincères remerciements.

plus illustres. M. Delzant qui, à cette époque, la voyait presque tous les jours, put cependant, deux ou trois fois, intervenir avec succès, notamment en faveur de Renan et de Flaubert. Pourquoi madame Sandeau voulait-elle supprimer des lettres dont quelques-unes sont de si pittoresques documents d'histoire littéraire, qui toutes sans exception, disent la modestie, la délicatesse, l'infinie bonté du grand romancier et surtout en quelle estime il tenait ses deux amis? Pourquoi donc, quelque temps plutôt, madame Sandeau sollicitée, devait-elle si vivement s'opposer à leur publication? La perte d'un fils et d'un mari adorés, la vieillesse et la maladie, avaient-elles, peu à peu, de désespoir en désespoir, aigri le cœur de la plus douce des femmes, au point qu'elle eût voulu garder jalousement, pour elle seule, et même anéantir, plus égoïstement encore, des souvenirs dont la mort menaçait de la séparer?

L'amitié de Gustave Flaubert pour les Sandeau remontait loin. Au temps où il se décidait à publier *Madame Bovary* et où il était venu s'installer à Paris, les Sandeau étaient conviés aux petits dîners intimes du boulevard du Temple. La société, peu nombreuse, était choisie. On y rencontrait Sainte-Beuve et Théophile Gautier [1]. En 1865, celui qui se vantait de descendre d'un Iroquois et qui cependant se montrait à la cour, écrivait à sa nièce : « La princesse Clotilde, me voyant au bras de madame Sandeau, a demandé à sa cousine Mathilde si c'était ma femme ; là-dessus, plaisanteries des deux princesses sur mon compte. »

Lorsque madame Sandeau mourut, la presse s'accorda pour faire l'éloge de la femme charmante et discrète qui disparaissait. Le comte de Pontmartin [2] lui consacra un article pompeux où, çà et là, entre le brouillard des périodes transparaît l'aimable et vraie figure de celle qui fut, si longtemps, l'inspiratrice et l'idole d'un mari définitivement revenu des romantiques erreurs de sa première jeunesse.

Quant à ce mari, qu'on a un peu trop facilement traité

1. Caroline Commanville. *Souvenirs intimes* (*Correspondance* de Gustave Flaubert. Charpentier, Paris, 1887.)

2. Feuilleton de *la Gazette de France* du 9 mai 1885. Lire, sur Pontmartin l'article d'Émile Zola, intitulé *Monsieur le comte*, paru dans *le Figaro* du 17 décembre 1880.

d'écrivain paresseux et qui était avant tout un brave homme, un trait suffira pour en dire l'extrême bonté.

Voici comment Jules Claretie conte l'anecdote [1] :

« Balzac vivait avec Sandeau dans une intimité complète, en pleine misère vaillante...

» Mon cher, — dit-il un jour à Sandeau, — il me faut vingt francs, un louis ! trouve-moi cela, je vais en soirée. Je n'y puis aller le gousset vide. Fouille tes poches, bats les buissons, égorge un éditeur, fais ce que tu voudras, mais il me faut un louis.

» C'était en hiver, ce pauvre Sandeau avait un manteau chaud, sans luxe, mais auquel il tenait beaucoup, un de ces manteaux dont on s'enveloppe à la cavalière, comme un Andalou dans sa cape. Il descendit avec son manteau, et rapporta le louis à Balzac.

» A quelque temps de là, Balzac allant prendre le thé encore chez quelque duchesse de Langeais, dit, le plus naturellement du monde à son ami :

» — Prête-moi ton manteau.

» — Non, — dit Sandeau, — je ne te prêterai pas mon manteau !

» — Tu y tiens donc tant! Tu as peur que je te le gâte! Tu en es à l'égoïsme des vêtements?... Eh bien, soit, j'irai sans manteau... Je boutonnerai mon habit. Je grelotterai. Je m'enrhumerai, je...

» Et s'arrêtant, tout à coup, dans ses brusqueries, devant le bon sourire doux de Sandeau qui le regardait attendri, sans un reproche, il devint tout rouge, serra dans ses robustes bras de Tourangeau le petit Limousin timide et, les larmes aux yeux, comprenant tout :

» — Ah ! mon pauvre enfant, — dit-il, — je suis une brute, et je te demande pardon ! »

Toute la pensée des Sandeau était occupée par leur fils unique, jeune officier de marine que la phtisie devait prématurément emporter. « Je sais un dernier roman qu'il aurait pu écrire, dit M. Gustave Frédéric en parlant de Jules Sandeau, c'est le roman de son fils, mourant à Menton d'une

1. *Jules Sandeau*, par Jules Claretie (1883).

maladie de poitrine, pendant qu'une jeune fille, atteinte du même mal, s'éteignait dans une maison voisine. Jamais ces deux malades ne s'étaient parlé, mais ils se suivaient des yeux, de la pensée. Un peu des fleurs et des fruits qu'on apportait chaque jour à la jeune fille, était envoyé à celui qu'elle ne connaissait que par leur commune tristesse, par cette sympathie de deux existences qui se voient finir toutes deux du même coup, en même jeunesse. Et quand elle expira, lui, quelques heures après, rendit l'âme. »

La dernière lettre de la série que nous publions est précisément adressée à madame Sandeau, à propos de ce deuil.

Tels étaient les amis au cœur débordant de tendresse dont le commerce charma si longtemps le grand Flaubert. Les lettres qu'il leur écrivit se passent aisément de commentaires. Il nous a cependant paru intéressant de les entourer de quelques notes, — deux ou trois fois, par exemple, à propos d'écrivains oubliés, d'œuvres plus oubliées encore, car de même que le vêtement de certains noyés s'attarde à flotter un instant, les noms ne sombrent pas toujours dans l'oubli avec la même rapidité que les œuvres.

Nous signalerons comme tout à fait savoureuses, quatre lettres qui intéressent la candidature de Baudelaire à l'Académie française ; mais les deux billets de Baudelaire sont déjà connus. Ceux de Flaubert sont inédits ; l'un des deux provient de la collection Delzant-Loviot, l'autre nous fut aimablement communiqué par M. Louis Conard. On nous permettra d'attacher quelque prix à la phrase initiale de ce très court billet : « Le premier devoir d'un ami est d'obliger son ami. »

ANDRÉ DODERET

I

A Madame Jules Sandeau [1].

Chère Madame,

Voici tout ce que j'ai pu obtenir de renseignements sur Grandcamp [2]. Je me dépêche de vous les envoyer.

Depuis que je suis ici, je n'ai fait que dormir, mais aujourd'hui que je commence à me réveiller, je vais me mettre aux Penarvan [3]. Je suis étourdi par le calme et le silence qui m'entourent. Au milieu de tout cela j'ai pensé à vous, comme vous voyez.

Je vous demande la permission de vous baiser les mains, et de me dire, chère Madame,

Votre tout dévoué (formule à part).

G^ve FLAUBERT

Croisset, près Rouen.

N.-B. — Il faut voir Rouen en allant à Caen.

II

A Madame Jules Sandeau.

Croisset, dimanche 7 [4].

Quelle surprise, chère Madame ! et comme j'ai été attendri de votre souvenir ! Je pense souvent à vous, et vous auriez reçu des volumes, si j'avais cédé à mon envie. Je vais donc répondre à toutes vos questions.

Et d'abord, il m'est très « agréable de savoir que vous êtes encore de ce monde ». J'espère vous y voir longtemps et je compte bien, cet hiver, reprendre nos bonnes causeries, le jeudi, vers quatre heures du soir, quand les bourgeois et les

1. Cette lettre semble avoir été écrite durant l'été de 1858. C'est au printemps de cette même année que Flaubert visitait Constantine, Carthage, la Tunisie.

2. Grandcamp-les-Bains, commune du Calvados.

3. *La Maison de Penarvan*, roman de Jules Sandeau, paru en 1858.

4. Été 1859.

bourgeoises sont partis ! Vous souffrez avec indulgence toutes les sottises qui me passent par la cervelle. On se trouve heureux près de vous. Comment n'y pas revenir?

La chaleur vous gêne donc? Vous avez manqué, en écrivant ce mot, d'y adjoindre l'épithète de *tropicale*. Il le faut ! (Voir tous les journaux et ouïr les exclamations des personnes rouges agitant des mouchoirs.) Quand on a dit : « Ah ! il fait une chaleur... une chaleur... vraiment... tropicale ! ! ! » on est soulagé. Les maniérés formulent « sénégalienne ».

Moi, je me réjouis de cette température. Le soleil m'anime et me grise comme du vin. Je passe mes après-midi dans des négligés peu convenables, fenêtres closes et jalousies fermées. Je me plonge, le soir, dans la Seine qui coule au bas de mon jardin. Les nuits sont exquises, et je me couche au jour levant. Voilà. D'ailleurs, j'aime la nuit passionnément. Elle me pénètre d'un grand calme. C'est une manie, un vice.

Quant aux ennuis du monde, comme je ne vois absolument *personne*, j'en subis peu. Mais j'en ai d'autres et qui les valent bien ! Ceux de la littérature et ceux du cœur ! Le fardeau du style à remuer et l'éternel *moi* qui vous pèse! En définitive, je m'amuse peu sur la planète.

Vous me demandez si mon roman sera bientôt fini [1]. Hélas, non ! j'en suis au tiers. Un livre a toujours été pour moi une manière spéciale de vivre, un moyen de me mettre dans un certain milieu [2]. J'écris comme on joue du violon, sans autre but que de me divertir, et il m'arrive de faire *des morceaux* qui ne doivent servir à rien dans l'ensemble de l'œuvre et que je supprime ensuite. Avec une pareille méthode et un sujet difficile, un volume de cent pages peut demander dix ans. Telle est toute la vérité. Elle est déplorable. Je n'ai pas bougé depuis bientôt trois mois. Mon existence est plate comme ma table de travail et immobile comme elle.

Humez bien le vent de la mer, à Honfleur ! J'ai passé par là

1. *Salammbô*. Flaubert dut, pour la première fois, penser à *Salammbô* en 1849, au cours de son voyage en Orient. Il se documentait déjà en 1856. Le roman qui longtemps s'appela *Carthage*, ne fut achevé qu'en avril 1862.

2. Voir la lettre à mademoiselle Leroyer de Chantepie, 26 décembre 1858. « Je ne pense plus qu'à Carthage, et c'est ce qu'il faut. Un livre n'a jamais été pour moi qu'une *manière de vivre* dans un milieu quelconque. Voilà ce qui explique mes hésitations, mes angoisses et ma lenteur. »

de bonnes vacances dans ma jeunesse et j'y ai beaucoup vécu, sentimentalement.

Les deux mains que vous me tendez, permettez-moi de les baiser — et croyez-moi,

Tout à vous (bien que ce soit une locution banale).

Gᵛᵉ FLAUBERT

Qui donc vous empêche de revenir par Rouen? Venez donc. Je vous montrerai un tas de choses que vous ne connaissez pas.

Quand vous n'aurez rien de mieux à faire, envoyez-moi un peu de votre écriture. Votre lettre m'est arrivée, vous voyez. La poste a été plus intelligente que le pseudo-cocher de fiacre, qui, l'année dernière, n'a pu vous dire où j'étais.

III

A Madame Jules Sandeau.

Samedi 30 septembre. [1859.]

Je suis tout étourdi et ébloui par les deux nouveaux volumes d'Hugo [1], d'où je sors à l'instant. J'ai des soleils qui me tournent devant les yeux et des rugissements dans les oreilles. Quel homme ! [2]. Mais parlons de vous.

Comme c'est aimable de m'avoir écrit ! de vous être souvenue de moi ! Cette *ingrate de fièvre* est-elle passée? L'eau est un peu froide pour la *mener aux Bains*. Voici l'hiver qui vient

1. *La Légende des Siècles* qui parut le 26 septembre 1859.

2. « Quel homme que ce père Hugo, sacré nom de Dieu ! Quel poète ! Je viens, d'un trait, d'avaler les deux volumes ! Tu me manques ! Bouilhet me manque ! Un auditoire intelligent me manque ! J'ai besoin de gueuler trois mille vers comme on n'en a jamais fait ! Et quand je dis gueuler — non, hurler ! Je ne me connais plus ! Qu'on m'attache ! Ah ! ça m'a fait du bien !

» Mais j'ai trouvé trois détails historiques et qui se trouvent dans *Salammbô*. Il va falloir que je les enlève, car on ne manquerait pas de crier au plagiat. Ce sont les pauvres qui ont toujours volé !

» Ma besogne va un peu mieux. Je suis en plein dans une bataille d'éléphants, et je te prie de croire que je tue les hommes comme les mouches. Je verse le sang à flots. » Lettre à Ernest Feydeau qui doit dater de cette même année 1859 et non de 1861.

et, tantôt, la Seine déferlait au pied de mon mur avec des airs d'océan. Il paraît que c'est l'Équinoxe et que les marées doivent être ainsi? Pourquoi *doit-on* crier contre l'hiver? Quant à moi, je vois revenir avec plaisir la saison des grands feux et des longues heures sous la lampe. C'est d'ailleurs le temps où je sors de mon antre — où je retourne à Paris— où je pourrai vous revoir. Comme j'espère bavarder chez vous, dans deux mois!

J'ai eu, ces dernières semaines (et j'ai encore), des inquiétudes et des tracas domestiques assez graves. On a beau vouloir s'écarter de toutes les affaires et affections humaines, on tient toujours à la terre ; et on n'a pas fait trois pas qu'on se déchire à toutes les épines ou qu'on barbote dans des fanges. Votre charmant souvenir m'a fait grand bien, je vous assure.

J'ai beaucoup songé à vous, depuis que je vous sais à Honfleur. Voilà un *depuis* qui n'est guère convenable? Mais j'ai longtemps vécu dans ce pays-là. Quelque chose de mon cœur y est resté. C'était une rencontre, peut-être?

Si vous tenez à savoir ce que je fais, apprenez que je suis au milieu des éléphants et des batailles. J'éventre des hommes avec prodigalité. Je verse du sang. Je fais du style cannibale. Voilà.

Et puis — et surtout —

Je vous baise les deux mains.

G^ve FLAUBERT

Donnez-moi donc, je vous prie, votre numéro dont je doute.

Je veux que ceci vous arrive avant lundi. Je n'avais plus que ce soir pour vous écrire. Mais ne jugez pas mon affection aussi courte que ma lettre!

IV

A Madame Jules Sandeau.

Croisset. Jeudi. [Novembre 1859.]

C'est moi!

Comment allez-vous? Il m'ennuie de ne pas avoir de vos

nouvelles ? Où êtes-vous maintenant, et comment se passe votre vie? Écrivez-moi donc un peu.

Quant à moi, je n'ai absolument rien à vous dire, si ce n'est que dans un mois, j'espère me précipiter rue du Cherche-Midi. Mes jours s'écoulent dans une monotonie et une régularité monacales. Je suis seul maintenant — (ma mère est à Paris). Je ne vois personne et je n'entends rien. De temps à autre un *remorqueur* passe sous mes fenêtres. La Seine murmure, les grands arbres sans feuilles se balancent, et pendant la nuit le vent bruit. Voilà tout. Je suis perdu dans des rêveries et des lectures sans fin ni fond. J'ai fait, cet été, de la médecine [1], de l'art militaire, etc., un tas de choses fort inutiles. Une idée en amène une autre et je me laisse aller au courant, sans trop songer à ma besogne. Voilà pourquoi je suis si longtemps à pondre un livre. « Mon dernier petit [2] » a cependant avancé. Maintenant, j'en vois la fin. Pourvu qu'il vous plaise! car je tiens beaucoup à votre estime littéraire. Comment accepterez-vous ce tissu d'extravagances? En tout cas, la tentative est honnête. J'ai fait ce que j'ai cru *bien*. Or, nous ne valons quelque chose que par nos aspirations.

Je suis en ce moment un peu troublé par l'idée d'un voyage en Chine. Il me serait *facile* de partir avec l'expédition française. Et je ne vous cache pas que je lâcherais très bien mon travail et mes travaux, pour m'en aller au pays des paravents et du nankin, si je n'avais une mère qui commence à devenir vieille et que ce départ achèverait.

Voilà la seconde fois que je *rate* la Chine !

Voyager (bien que ce soit un triste plaisir) est encore la meilleure chose de la vie — puisque tout, ici-bas, est impossible : l'Art, l'Amour, etc., et même le Bien-Être, — j'entends la parfaite Santé du Corps et de l'Ame, que je vous souhaite, — comme on dit à la fin des Sermons. Mais je suis lugubre, il me semble? C'est peut-être l'influence de Moloch (dont je décris

1. Voir la lettre à Ernest Feydeau (1859). « C'est une chose étrange comme je suis attiré par les études médicales (le vent est à cela dans les esprits). J'ai envie de disséquer. » Et l'on pense à la critique de Sainte-Beuve : « Flaubert tient la plume comme d'autres tiennent le scalpel. »

2. *Salammbô.*

le sanctuaire)[1] — ou bien celle de mes trente-huit ans qui vont sonner dans quinze jours? Hélas, oui[2]!

« Ah! si mon cœur osait encor se renflammer!
Ne sentirai-je plus de charme qui m'arrête?
Ai-je passé le temps d'aimer[3]? »

Comme dit notre *immortel* fabuliste, l'*inimitable* La Fontaine.

Avez-vous lu *la Légende des Siècles*? Comme c'est beau! J'en suis resté ébloui.

Quel cabire[4], quel colosse que ce père Hugo!

Mais tout cela doit plaire très peu au bon public. Tant qu'on ne le prend par un vice, il vous échappe, ce bon public. Plus nous irons et plus le talent se séparera de lui.

Dans ce ramassis de badauds et de misérables qui composent la Grand'Ville, il [faut] bien faire des exceptions, cependant. — Vous savez qu'il s'y trouve un petit coin où ma pensée se reporte souvent. Acceptez-la, pour si peu qu'elle vaille — et permettez-moi de baiser vos deux mains,

En me disant,

Tout à vous.

G^r FLAUBERT

V

A Madame Jules Sandeau.

Dimanche. [5 août 1860.]

Je m'ennuie de vous extrêmement. De jour en jour j'attends de vos nouvelles — et comme elles n'arrivent pas, je vous en demande.

Que faites-vous? Que devenez-vous? Que lisez-vous? etc.! etc.! L'atroce été que nous avons, vous jette-t-il un peu de noir dans l'âme? Moi, je me rôtis les tibias devant

1. Le treizième chapitre de *Salammbô* « Moloch », commencé en juillet, occupait encore Flaubert en novembre.

2. Flaubert étant né le 12 décembre 1821, cette lettre serait donc du 28 novembre 1859.

3. *Les deux Pigeons.*

4. *Cabires.* Font partie d'un groupe de dieux grecs, appelés les « grands dieux ». Index de *Salammbô.*

ma cheminée, comme en plein décembre — en ruminant un tas de vieilles choses et bâtissant encore (comme si j'étais jeune !) des plans de livres, de voyages et de vie. Je pousse de grands soupirs. Je fume pipes sur pipes, puis je retourne à ma table. Telle est la façon diaprée dont s'écoulent mes jours. Les angoisses de la littérature succèdent aux aplatissements de l'existence. Et toujours ainsi ! Cela alterne — c'est un duo, une harmonie.

J'entremêle mes lectures *puniques* (qui ne sont pas légères) d'autres facéties graves. Je me livre maintenant au volumineux bouquin de mon ami le Dr Pouchet, sur les générations spontanées [1]. Je regrette de ne pas être un savant et puis... je songe à vous ! bien que vous ne vouliez pas le croire.

Voici les vacances qui vont venir. Vous allez avoir chez vous votre fils, ce sera une douceur. Savourez-la. On en goûte peu. Cette époque de distribution de prix me remet toujours en mémoire mon temps de collège. J'ai un grand respect pour ce que j'étais alors (bien que je fusse parfaitement ridicule) — et si je vaux quelque chose, c'est peut-être à cause de cela? — Nous étions un petit cénacle où bouillonnait et flamboyait, je vous le jure, la plus furieuse exaltation poétique et sentimentale qu'il soit possible de contempler. Nous couchions la tête sur des poignards. On se suicidait *pour tout de bon*. Nous étions beaux comme des anges !

Pourquoi, diable, vous dis-je tout cela?

Le but ou le prétexte de ma lettre (comme vous voudrez) était de vous demander si, à la fin de la semaine prochaine, (c'est-à-dire après la fête de S. M.) vous serez chez vous? — et l'heure à laquelle on peut vous voir? — Répondez-moi, hein?

Et laissez-moi vous baiser les mains.

Gve FLAUBERT

1. Voir la lettre à Ernest Feydeau du dimanche 5 août 1860. « ...Je lis maintenant le volume de mon ami le Dr Pouchet sur *l'Hétérogénie*, cela m'éblouit. Quelle quantité de splendides bougreries il y a dans la nature ! »

Et plus loin : « A la fin de la semaine prochaine (après les fêtes de Sa Majesté), je serai à Paris. »

Les deux lettres furent donc écrites le même jour.

VI

A Madame Jules Sandeau.

Croisset, près Rouen. Dimanche. [Été 1860?]

Eh bien, c'est joli ! Voilà trois semaines que j'attends une lettre de vous. Pas de nouvelles, rien !

Comment ! Je me transporte à Bellevue[1], afin de jouir de la vôtre (pardon) ! j'endure une chaleur africaine et la soif comme dans le désert ! je me rabats sur l'Institut[2], etc... enfin j'ai passé une journée abominable à courir après vous — vainement — et vous ne me dites pas que vous en êtes un peu fâchée.

Vous qui ne passez pas votre journée à écrire, — envoyez-moi une très longue lettre.

Je m'ennuie de vous. J'ai bien envie de voir vos jolis yeux, votre jolie bouche et je vous baise les deux mains très longuement. Voilà tout ce que j'avais à vous dire, depuis que je suis,

Tout à vous.

Gve FLAUBERT

VII

A Madame Jules Sandeau.

1er septembre. [1860].

Comme voilà longtemps que je n'ai entendu parler de vous ! — et qu'il est doux de vivre ainsi sans savoir si les gens que l'on aime sont morts ou vivants ! Où êtes-vous? Que devenez-vous? Que lisez-vous? etc..? Allez-vous en vacances quelque part? à des eaux, à des bains quelconques? — ou bien restez-vous tout bonnement dans votre jardin? — Et cette fameuse Promesse de venir me faire une petite visite ?...

Quant à votre esclave indigne, il continue à mener la même

1. Les Sandeau possédaient une propriété, aux environs de Paris, à Bellevue.

2. Jules Sandeau avait été nommé conservateur à la Bibliothèque Mazarine, en 1853.

existence que par le passé, une vie de curé, ma parole d'honneur ! Il me manque seulement la soutane. Quant à la tonsure et au reste, c'est complet.

Puisque vous êtes une personne littéraire et que vous vous intéressez à mes longues turpitudes, je vous dirai que le mois prochain j'espère commencer mon dernier chapitre [1]. Le tout sera, probablement, fini au jour de l'an. Mais plus j'avance dans ce travail, plus j'en vois les défectuosités et plus j'en suis inquiet !

Je donnerai, je crois, aux gens d'imagination, l'idée de quelque chose de beau. Mais ce sera tout, probablement ? Bien que vous m'accusiez de manquer absolument de bon sens, je crois en avoir dans cette circonstance. Or, vous verrez que ma prédiction se réalisera : mon bouquin ne fera pas grand effet.

Eh bien, vos amis sont décorés : Nadaud et Énault. Énault et Nadaud [2]. Quel duo ! Quel attelage ! En voilà qui trouvent l'art de plaire ! et aux Dames surtout.

Je ne sais pas d'autre nouvelle, car je ne vois personne et je ne lis rien — de moderne du moins — et avec tout cela je ne m'amuse guère.

Écrivez-moi un peu, afin que j'aie une petite illusion et que je me croie à vos côtés, quand nous sommes seuls.

Adieu. Ne vous ennuyez pas trop.

Songez à moi, dans vos moments perdus. Et laissez-moi vous baiser les mains bien longuement.

A vous.

G^ve FLAUBERT

(La fin prochainement.)

1. Il s'agit toujours de *Salammbô*. Flaubert écrivait, la veille, à Ernest Feydeau : « J'ai fait de mon treizième chapitre vingt-deux pages ; il doit en avoir une quarantaine. L'avant-dernier et le quinzième, qui aura dix pages, me demanderont bien encore deux bons mois. » Et plus loin : « J'arrive aux tons foncés. On commence à marcher dans les tripes et à brûler les moutards. Baudelaire sera content. »

2. Gustave Nadaud, compositeur et chansonnier (1820-1893). Louis Énault, romancier (1824-1900). « .. M. Louis Énault est un des écrivains de l'époque qui fait le plus d'honneur aux lettres parce qu'il a le bon esprit de respecter ses lecteurs en se respectant lui-même par la sévérité dont il use envers ses œuvres d'imagination. » (*Le grand Dictionnaire Larousse.*)

LA BATAILLE DU MAROC[1]

II

UN PROTECTORAT QUI PROTÈGE. — L'ACTION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Le général Lyautey avait trop d'expérience et trop de clairvoyance pour envisager la bataille du Maroc, dont il savait l'importance et les difficultés, sous le seul aspect de l'action militaire. Dès le premier moment il avait compris et il avait dit que les forces morales et que les mesures politiques ne joueraient pas dans le sort de l'empire chérifien un rôle moindre que les effectifs. Commandant en chef et résident général, il cumulait entre ses mains tous les pouvoirs et son autorité ne connaissait d'autres limites que les instructions reçues du Gouvernement. Celui-ci saisit heureusement assez vite les dangers d'une intervention lointaine et fréquente et il laissa au général ses coudées franches. Cette liberté, inspirée par une sage confiance, sauva le Maroc des hésitations et des contradictions qu'une autre méthode, même pratiquée avec les meilleures intentions, n'aurait pas manqué d'accumuler.

Le général Lyautey aime l'autorité. Elle entre, comme la hiérarchie et comme la discipline, qui en sont les conditions,

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet 1919.

dans sa conception sociale. L'autorité lui apparaît comme la forme supérieure et nécessaire de l'action. Il ne s'en sert, d'ailleurs, que pour agir. Il n'est pas de ceux qui ont le souci de dégager leur responsabilité. Il l'engage, au contraire, pourvu que ses mouvements soient libres, avec une sorte de résolution joyeuse, dont l'élan gagne et emporte ses subordonnés. Élevé à l'école du général Gallieni, il préconise l'union inséparable de la politique et de la guerre ; il est un administrateur autant qu'un soldat. Au Tonkin et à Madagascar, il avait fait ses écoles et ses preuves. Quand la guerre de 1914 le surprit au Maroc, il y avait deux ans seulement qu'il y exerçait le Protectorat au nom de la France, mais aucun des ressorts de son mécanisme ne lui échappait. Le général Lyautey travaille beaucoup, et il sait travailler. Si vite qu'il comprenne, il ne s'en donne pas moins le temps de réfléchir. Il a le goût des arbres, sans que jamais ils lui cachent la forêt. Il a des vues d'ensemble, un but, une orientation. Au Maroc il s'était adapté au Protectorat, non par nécessité, mais par conviction. Il ne le subissait pas comme une modalité diplomatique : il l'acceptait comme un instrument de travail dont la souplesse convenait mieux qu'une administration centralisée à la complexité des problèmes posés dans un pays où les éléments méfiants et rebelles conservaient encore une grande force.

En 1914, sur les 420 000 kilomètres carrés dont se compose le Maroc, nous en occupions seulement 163 000. Pour maintenir cette occupation, et avant même de songer à l'étendre, il fallait, au moment où les hostilités s'ouvraient, inspirer une entière confiance, non seulement aux tribus soumises, mais même au Makhzen et aux autorités locales. L'Allemagne avait, par sa propagande et par son action, donné, dans les années qui précédèrent la guerre, l'impression d'une force organisée qui ne redoutait aucune concurrence. A peine entrée en guerre, elle clamait sa supériorité et elle exaltait sa victoire. Au Maroc comme ailleurs, elle répandait de fausses nouvelles. Entre elle et nous, qui croire? La justice de notre cause n'était pas un argument qui pût émouvoir l'âme indigène, encore trop près de la nature pour ne pas voir dans la force la marque et la preuve du droit. En attendant

que la force décidât, seules notre sérénité et notre confiance pouvaient exercer sur le Makhzen et sur les tribus une impression salutaire. Avec la rapidité habituelle de son coup d'œil, le général Lyautey vit que notre action vaudrait ce que vaudrait notre attitude. Il fallait continuer la vie normale, au moins dans ses apparences. Si nous ne changions rien à nos habitudes et aux leurs, et si leurs intérêts ne subissaient aucun trouble et aucun dommage, il y avait des chances pour que l'ordre ne fût pas compromis dans les tribus soumises. Selon le mot du général Lyautey, qui excelle à caractériser les situations par d'heureuses formules, il fallait « garder le sourire ». Il le garda, et le Maroc avec lui. La formule se répandit comme une consigne, dure, mais nécessaire, et dont tout le monde, sur l'ordre du chef, comprit la nécessité. La vie extérieure parut ne pas changer. Tandis que la France entière était transformée en place de guerre, le Maroc, sauf sur ses lignes avancées, jouissait de la continuité de la paix. L'exécution des travaux publics employait la main-d'œuvre indigène, que l'oisiveté et la misère auraient rendue trop sensible aux excitations de la dissidence. Les contrôles civils et les services municipaux poursuivaient leur œuvre et, restés ouverts par contrainte, dans un intérêt public, les établissements de crédit alimentaient la vie économique. La mobilisation était atténuée. Des colons qui voulaient partir pour la France, où l'on se battait, étaient maintenus par ordre dans leurs fermes, sur leurs exploitations. A l'un d'eux, sergent de réserve, démobilisé par une injonction supérieure sur son propre domaine, et qui suppliait qu'on le laissât rallier son poste, le résident général répondait :

C'est ici qu'est votre devoir militaire, au milieu de ces centaines d'indigènes qui ont confiance en vous, à qui vous assurez le travail, qui sont justement inquiets de l'agitation voisine, que votre seule présence va rassurer, tandis qu'à votre défaut, je serais peut-être obligé d'y envoyer une ou deux compagnies, que vous rendez ainsi à la défense nationale.

Pour imposer un tel sacrifice il fallait payer d'exemple. Le général Lyautey ne songea pas à se dérober, si pénible qu'il fût, à ce devoir. J'ai dit comment son âme de Lorrain dut souffrir en silence du rôle, si grand certes, mais si éloigné

de la frontière natale, que lui assignait le destin. A côté de lui, d'autres eurent la même abnégation. Aucun de ses officiers n'était plus près de son esprit et de son cœur que le colonel Berriau, un chef d'élite, qu'il avait connu dans le Sud Oranais, à Beni-Ounif, en 1903. Une amitié fraternelle les unissait. Directeur des Affaires indigènes et du Service des renseignements au Maroc, le colonel Berriau succomba en décembre 1918 à la tâche qu'il remplissait avec un zèle supérieur. En rendant hommage à sa mémoire, le général Lyautey disait :

Berriau avait fait le plus cruel des sacrifices. Au moment où la guerre éclata, il ne me demanda rien, ne m'en parla jamais. Il y eut à cet égard entre lui et moi comme un pacte tacite, nos yeux se disaient ce que nous sentions tous deux. Il avait compris que sa place de guerre était ici, qu'il ne pouvait pas être ailleurs. Il savait bien que s'il m'avait dit : « Je n'y tiens plus, je veux aller là-bas », je lui aurais dit : « Allez-y ! » Mais il ne me le demanda jamais, parce qu'il savait que son devoir de guerre était ici ; et moi, je ne le lui proposai jamais, parce que je savais qu'il était indispensable.

Peut-on s'étonner que, gardés au Maroc, de tels hommes aient gardé le Maroc à la France ?

***

Le général Lyautey n'eut, la guerre déclarée, qu'à poursuivre la politique dont le développement avait depuis deux ans donné tant d'heureux résultats. En favorisant l'intronisation comme sultan de Moulay-Youssef, le résident général avait eu la main heureuse. Que fût-il advenu — comme il en a fait lui-même l'hypothèse — s'il y avait eu un sultan « ne nous donnant qu'un concours de surface, mais nous trahissant en dessous (nous avons connu ces temps) ou si, n'en ayant pas du tout, nous avions été privés de la force qu'il nous apporte »? Il a suffi au frère des deux derniers sultans de gouverner avec loyauté pour réussir dans une fonction où avaient échoué la faiblesse cupide d'Abd-el-Aziz et l'hypocrisie sanguinaire de Moulay-Hafid. Au cours de l'audience que Sa Majesté Moulay-Youssef m'a fait l'honneur de m'accorder, j'ai été frappé par la simplicité accueillante

de ses manières, par sa connaissance, jusque dans les détails de la situation de son empire, par son bon sens tranquille et ferme, par sa courtoisie aisée et par son évidente correction. En acceptant le Protectorat de la France, il a assuré sa souveraineté et il l'a établie sur les bases les plus solides. Seul, il serait discuté et impuissant à maintenir l'ordre. Avec nous, son pouvoir s'étend sur des tribus qui n'avaient jamais encore reconnu l'autorité du Makhzen, et il jouit d'une sécurité complète. Ayant pris le parti le plus sage, il s'y est tenu avec une loyauté impeccable dont la guerre a fourni la preuve décisive. Ses proclamations aux contingents marocains qui combattaient à nos côtés lui donnèrent l'occasion d'affirmer dès le début des hostilités sa fidélité prévoyante. Aussi le général Lyautey a-t-il su toujours, et à propos, rendre hommage à ses qualités et à son concours. Il a loué son « esprit éclairé et clairvoyant », ses « avis si judicieux » et son « haut souci de la justice ».

L'instrument diplomatique qui règle les rapports du Gouvernement de Sa Majesté chérifienne et du Gouvernement de la République française n'est l'œuvre ni de Moulay-Youssef ni du général Lyautey. C'est un traité signé à Fez le 30 mars 1912, par le sultan Moulay-Hafid et par M. Régnault, ministre de France au Maroc. Ses neuf articles ont établi en termes clairs un régime, « fondé sur l'ordre intérieur et la sécurité générale », qui, ayant résisté à l'épreuve de la guerre, a prouvé sa solidité. Le général Lyautey, tout en usant des droits que le traité donne au résident général, en particulier dans le domaine des opérations militaires ou de la police, s'est appliqué à respecter avec un soin rigoureux la souveraineté du sultan. Le Protectorat n'est pas à ses yeux une formule : il est un régime. Ce régime sauvegarde « le respect et le prestige traditionnel du sultan » (article 1er). Le général Lyautey a relevé ce prestige et accru ce respect. Il n'a pas tenté de passer à travers les mailles assez larges du traité : il s'est soumis à ses conditions, sans sortir de son rôle et sans excéder ses attributions. Aucun abus de pouvoir n'est à sa charge. Il n'a fait que ce qu'il avait le droit contractuel de faire. En donnant sa pleine part à l'autorité du sultan, il s'en faut qu'il ait diminué ou déconsidéré la sienne. Tout au

contraire : il s'est grandi en se limitant. Le sultan est un chef religieux. Ce titre lui confère sur les indigènes une influence supérieure à celle qu'il tient de son titre politique. Il faut qu'elle soit intacte et qu'elle paraisse telle. Les articles d'un traité, même très simple et très clair, comportent des nuances dont la délicatesse est inaccessible aux indigènes. Mais rien ne leur échappe des formes extérieures du respect. Ils ont le sens du protocole, de la *Caïda*, de l'habitude traditionnelle. Quand il est reçu par le sultan, le général Lyautey accepte les exigences du protocole avec l'aisance d'un grand seigneur auquel les bonnes manières sont naturelles. Il n'élude aucun des trois saluts réglementaires, entre lesquels il met la distance consacrée. Quand il sort, il marche à reculons et il n'oublie pas non plus les saluts que la *Caïda* impose. En se pliant à ce cérémonial, le résident général n'accomplit pas seulement un acte de courtoisie, il fait de la politique, et de la meilleure. Il montre aux indigènes par un fait tangible que le Protectorat de la France n'a pas changé leur souverain et qu'ils doivent toujours au sultan, proclamé par les Ouléma selon les règles traditionnelles, leur respect et leur obédience.

J'ai assisté à Rabat, dans le palais de Moulay-Youssef, à une audience accordée par Sa Majesté chérifienne au général Lyautey. C'est là que le rite protocolaire m'est apparu pour la première fois comme le symbole précis de la politique du Protectorat. Mais je crois que j'en ai mieux senti la signification quelques jours plus tard, à Fez, sous une tente, dans une circonstance moins solennelle. C'était pendant la *fête des tholbas*. Les *tholbas* sont des étudiants, que la renommée de la mosquée de Karaouïn, dont la beauté et l'enseignement sont également célèbres, a surtout attirés à Fez. Au mois d'avril ils ont leur fête, qu'ils célèbrent aux portes de la ville sainte, dans une immense plaine, sur les bords de l'Oued, en face de la ligne neigeuse du Moyen Atlas. Ils nomment aux enchères leur sultan dont la royauté éphémère, à laquelle la ville de Fez fournit sa liste civile, régnera pendant dix jours de fêtes. Autour des tentes qui abritent les *tholbas*, les notables de la ville ont les leurs, où ils viennent avec leurs femmes et leurs enfants se rafraîchir, s'amuser, dormir et goûter la splendeur d'une nature incomparable. Cela rappelle un peu la *feria* de

Séville. Accompagné d'une garde d'enfants pacifiquement armés de lances de bois, le *sultan des tholbas*, monté sur un beau cheval, promène indolemment dans la plaine et autour des murs, avec un sérieux qui fait rire, ses regards de roi fainéant et précaire. Il reçoit sans sourciller des visites et des hommages. Quand le sultan, le vrai, est à Fez, il se rencontre dans la ville des tentes avec son « frère » improvisé et ils échangent, chacun entouré de ses féaux chevaliers, des discours dont la solennité comique amuse la foule immense accourue pour la cérémonie traditionnelle. A défaut de Moulay-Youssef, absent, j'ai vu l'un de ses frères, harangué par le *Sultan des tholbas*, qu'abritait une ombrelle verte, tandis qu'un héraut lisait, au milieu des rires, le discours de bienvenue. Après le frère de Moulay-Youssef, le général Lyautey vint apporter ses hommages... et cinq cents francs d'or au *tholba*, sérieux et grave, qu'il saluait, comme l'autre, du titre de Sidna. Et ce furent, à l'entrée et à la sortie de la tente, les trois courbettes réglementaires, celles de la sortie à reculons, que j'avais vues au palais de Rabat. Ainsi, jusque dans la caricature de ce cérémonial burlesque, le résident général, fidèle à une pensée profonde, affirmait la souveraineté du sultan et il traitait, en apparence avec les mêmes égards de respect protocolaire, le *tholba* qui devait sa couronne éphémère au jeu des enchères et la *Majesté*, vraie celle-là, que sa naissance avait appelée aux honneurs suprêmes. Je suis bien sûr que les notables de Fez, attentifs aux moindres mouvements du général, ne furent pas insensibles à cette nuance et que, les fêtes finies, les *tholbas*, rendus à leurs études, commentèrent à Karaouïn, dans les autres mosquées et dans leurs *medersas* la haute leçon politique qu'un geste avait suffi à fixer.

***

Respectueux envers le sultan, dont il maintient le prestige traditionnel, le général Lyautey sait user de toutes les forces qu'une organisation sociale plusieurs fois séculaire met à sa disposition. Dans la région du Haut Altas, difficile à garder, la politique supplée à l'action de nos armes ou la complète. Sans l'influence héréditaire et sans l'alliance loyale des grands

caïds, les compagnies réduites qui sont réparties de Demnar à Agadir seraient insuffisantes à maintenir l'ordre parmi les tribus turbulentes qui composent une population de trois millions d'habitants. Seule la collaboration des chefs indigènes nous permet de remplir notre tâche et d'assumer les responsabilités qui nous lient envers le sultan, auquel nous devons la sécurité. Il n'est personne pour nier les abus qu'entraîne avec elle la féodalité sur laquelle nous nous appuyons. Nos efforts tendent à les atténuer, en attendant qu'un régime nouveau les supprime, mais nous n'avons pas inventé cette organisation que les siècles ont faite ; sans nous, elle s'exercerait contre nous, et l'Allemagne nous a appris, au cours même de la guerre, quels dangers s'élèveraient contre notre autorité et contre l'ordre public si les grands chefs du Sud ne nous apportaient pas leur aide fidèle et efficace. En deçà et par delà l'Atlas, ce sont les caïds et les pachas qui, sous notre direction et sous notre contrôle, ont combattu, refoulé ou apaisé les tribus hostiles. L'ancien grand vizir Madani-Glaoui, un homme de grande allure et de haut prestige, un vrai chef, avait, après avoir organisé la région de Demnat, étendu son influence jusqu'au Thodra. Son frère, El-Hadj-Thami-Glaoui, pacha de Marrakech, qui avait secondé son action, a pris la direction politique de la toute-puissante famille. Il est, lui aussi, un chef. Reçu par lui à Marrakech, dans son beau palais, avec la somptuosité d'un seigneur de grande race, j'ai pu apprécier ses qualités de fin lettré musulman, la pénétration de son esprit cultivé et son attachement à la France, dont il fut l'hôte en 1913. Depuis 1912, il a combattu à nos côtés. On le dit guerrier magnifique. Ce fut lui qui, en septembre 1912, après l'affaire de Sidi Bou Othman, sauva à Marrakech les Français prisonniers d'El Hiba. Depuis il a pris part, jusqu'à Taroudant, avec des contingents levés sur ses domaines, à toutes les opérations de police que nous avons effectuées dans la région du Grand Atlas. La guerre n'a ni ému sa confiance ni troublé sa fidélité. Au début de 1919, il nous a rendu les plus grands services. A la nouvelle du soulèvement du Tafilalet organisé par Si Mohamed-Nefrouten, le chérif du Sahara, il lève 10 000 hommes dont il prend le commandement. Malgré le froid et la neige qui obstruent les cols, il emmène son armée

à travers le Grand Atlas, atteint la vallée du Dadès, puis du Thodra, pour aboutir au Farklo où il établit la liaison avec notre colonne du Ziz. Il bouscule les Aït Atta, il maintient dans l'obéissance et il organise les régions qu'il traverse, et il disperse la harka de Si Mohamed Nefrouten. Ce beau fait d'armes lui a valu, en mars, la croix de grand officier de la Légion d'honneur.

***

Le respect de la souveraineté du sultan dans tout ce qui intéresse la conscience et le statut musulmans, et la collaboration avec les grands chefs indigènes ont puissamment aidé le général Lyautey à gagner sur le terrain politique la bataille du Maroc. Mais la victoire aurait été indécise et précaire si le résident général n'avait pas pratiqué à l'égard des indigènes eux-mêmes une politique attentive, prudente, équitable et bienveillante. Ce fut, dès son arrivée au Maroc, son premier souci. Son expérience l'y préparait, mais la situation ethnographique la lui imposait. Quoique la vie des tentes et le mouvement des tribus nomades rendent les statistiques assez incertaines, on peut évaluer à environ 5 400 000 habitants la population indigène de la zone française au Maroc. Le quart de cette population n'est pas encore soumis à notre autorité ou administré directement. Si l'on retient les chiffres approximatifs de la population urbaine, on comptait au 1er janvier 1918, 409 059 musulmans contre 40 190 Français. Le nombre global des indigènes et leur proportion dans la population urbaine où sont nos principaux établissements suffisent à déterminer une politique. Le général Lyautey en a fixé les traits essentiels dans un remarquable rapport du 1er décembre 1916. A ce moment, après seize mois de guerre, il pouvait, en jetant un regard en arrière, apprécier les difficultés vaincues et les résultats obtenus. Pour obtenir ces résultats il avait fallu surmonter des difficultés dont la guerre avait peu à peu modifié le caractère sans en atténuer la gravité. Le coup monté par l'Allemagne avait raté, puisqu'elle n'avait pas réussi à transformer en une révolte générale les rébellions particulières, que ses agents avaient provoquées. Nous restions, solidement établi, l'état protecteur, mais les événements, qui

paraissaient avoir résolu en notre faveur la question politique, posaient brusquement une question de solidarité religieuse. En Turquie, en Tripolitaine, en Égypte, en Asie Mineure, les musulmans étaient entrés dans la lutte, de gré ou de force, et s'il n'y a pas d'unité politique de l'Islam, il n'en est pas moins « une caisse sonore », où tout se propage et s'amplifie avec une extraordinaire rapidité. Habile à exploiter des incidents fâcheux, comme l'échec des efforts des Alliés à Gallipoli et les revers des Anglais à Kut el Amara, l'Allemagne se présentait en libératrice. Elle promettait aux pays de l'Islam, rendus à l'indépendance, de les restaurer dans leur intégrité, et sa propagande avait d'autant plus de chances d'être entendue, qu'à la différence de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, elle n'exerçait en pays musulman de domination que sur les colonies lointaines et mal connues du Centre Africain. Il lui manquait, heureusement, l'atout qui aurait pu lui assurer le gain de la partie. Elle avait bien essayé de faire intervenir le sultan de Stamboul, mais le sultan du Maroc est un iman couronné dont le khalifat religieux est absolument indépendant du Khalifat turc. *C'est en son nom que l'on dit la prière*, et ceux-là mêmes qui sont en révolte plus ou moins ouverte contre sa puissance temporelle acceptent sa suprématie religieuse. Cette indépendance est une force : en respectant l'une, le général Lyautey s'est acquis le bénéfice de l'autre ; en rassurant les consciences, il a apaisé les esprits. Non content de rendre hommage au sultan absent, de se dire « le premier serviteur de Sidna » et de proclamer son autorité religieuse, il n'a pas manqué une occasion de favoriser le contact du souverain avec son peuple et de démentir ainsi publiquement, par des égards vus de tous, la légende allemande d'un Moulay-Youssef auquel manquaient la liberté et le respect. Après les fêtes de l'Aïd à Fez, la preuve de notre politique était faite et le résident général pouvait dire :

Le sultanat restauré y a manifesté une force d'attraction dont notre œuvre pacificatrice a eu tout le profit. A voir le sultan accomplir en toute indépendance, sans aucune immixtion européenne, avec tout l'éclat traditionnel, les rites de la fête religieuse, les délégations venues de toutes les régions du Maroc ont compris, mieux que par tous les discours, notre résolution de sauvegarder scrupuleusement

leur religion et leurs coutumes. A constater de leurs yeux la confiance réciproque entre le sultan et moi, entre ses vizirs, le personnel du Makhzen et les chefs de l'administration française, elles ont compris que l'esprit de collaboration cordiale entre les deux organismes n'était pas une vaine parole et qu'on ne songeait pas à leur demander de rien abdiquer des choses auxquelles ils étaient les plus attachés. Le bruit s'en est répandu rapidement et au loin, et c'est ainsi qu'on a pu voir venir à Fez, pour « saluer le sultan » et bénéficier de sa « baraka », des dissidents des plus qualifiés comme des plus humbles, qui s'étaient jusqu'ici refusés à tout rapport avec nous. Du palais du sultan tous sont venus à la résidence, et le lien s'est noué. Ils sont rentrés dans leurs tribus, disant l'accueil du chérif couronné qui, sur leurs têtes, avait dit la « fatia », la prière coranique, les présents qu'ils en avaient reçus, les égards dont l'entouraient les chefs français, et d'autres sont revenus, nous apportant leur soumission et résolus à rester avec nous.

Ce spectacle frappait d'autant plus les indigènes qu'ils avaient le bénéfice d'une liberté religieuse égale à celle de Sidna. En promettant au peuple marocain, réuni à Aïd-el-Kebir, le 28 septembre 1917 « le respect scrupuleux du plein exercice de sa religion, la sauvegarde et l'accroissement de ses biens religieux et des biens privés, le maintien intégral de son statut, de ses coutumes et des habitudes de sa vie quotidienne », le général Lyautey avait pour garants les actes qui depuis cinq ans illustraient son administration. Non seulement le statut personnel de l'indigène, sa propriété immobilière et sa liberté religieuse avaient été rigoureusement protégés, mais le résident général avait favorisé par le développement des *medjless* et des *djemaas* la participation directe et élective des indigènes à la vie administrative. Il n'appartient pas à cette catégorie d'indigénophiles dont l'archaïsme, figé dans une formule immuable, se refuse à toute évolution. Il a le souci des transitions et des adaptations, mais son esprit ne se refuse à aucun progrès et son principal collaborateur, le colonel Berriau, définissait excellemment, dans une conférence, en mai 1918, le caractère de cette politique :

L'établissement du Protectorat, un choix meilleur des fonctionnaires, un contrôle plus attentif de leur gestion, ont permis de délivrer la masse des administrés de ce régime d'arbitraire, d'oppression et de violence.

Mais ce n'est pas tout et notre devoir ne s'arrête pas là. Il nous

faut encore donner aux indigènes les moyens d'exprimer par des organes officiels leurs besoins et leurs désirs, de les faire collaborer à nos travaux et de contribuer eux-mêmes à l'amélioration de leurs conditions matérielles.

A cet effet, le Protectorat vient de créer deux séries d'organes qui assureront la participation de l'indigène à la vie politique du pays.

Dans le domaine politique et administratif, on a donné aux villes des medjless, véritables conseils municipaux, qui discutent les intérêts des cités et collaborent à leur administration. Dans les tribus, on a institué les djemass qui sont, comme vous le savez, des assemblées de notables auxquelles sont reconnues, sous la présidence de leurs caïds, des attributions administratives et parfois juridiques.

Dans le domaine économique, on a doté les villes de Chambres de commerce où les notables commerçants indigènes pourront discuter leurs intérêts, formuler leurs vœux, et contribuer ainsi à l'essor économique du pays. Dans le même ordre d'idées, les populations rurales sont représentées par les Chambres d'agriculture.

C'est là une innovation très hardie.

Je ne crois pas qu'il existe dans nos vieilles colonies une organisation semblable...

***

Il n'existe pas non plus une colonie française, ou étrangère, qui ait donné pendant la guerre le spectacle dont le Maroc offrit, à trois reprises, à la France l'étonnement et la fierté. L'Exposition de Casablanca en 1915, la Foire de Fez en 1916 et la Foire de Rabat en 1917, achevèrent de donner ses traits à une politique hardie et confiante, qui n'attendait pas de la seule force des armes la sécurité du pays et la tranquillité des esprits. Décidément, le Maroc « gardait le sourire ». Tandis qu'il apportait à la métropole, après lui avoir envoyé plus de bataillons qu'elle ne pouvait en attendre, des produits de ravitaillement, et qu'ainsi il concourait à la défense nationale de tous ses efforts et par tous les moyens, le résident général avait le souci de parler le moins possible de la guerre à la masse marocaine et de ne pas créer chez elle une curiosité inutile et dangereuse. Certes, au milieu des deuils qui accablaient le pays et des dangers qui le menaçaient, il en coûtait au général Lyautey de maintenir au Maroc « la façade extérieure de la vie, son décor même et sa représentation ». Mais cette sérénité apparente n'était-elle pas la preuve

de notre confiance, et celle à laquelle les indigènes seraient le plus sensibles? C'était *un geste de guerre* que le résident général avait fait en décidant l'Exposition de Casablanca et il la qualifia, en l'ouvrant, d'*Exposition de combat*. Aux manœuvres occultes des Allemands qui tentaient d'envelopper le Maroc dans un réseau d'intrigues pour le conduire, le jour venu, jusqu'à la révolte et le détacher de la France, le général Lyautey répondait par une affirmation publique de la puissance de la France et de la tranquillité du Maroc. Il pouvait dire que jamais aucune exposition ne s'était ouverte dans de telles conditions, tandis que le pays protecteur soutenait la plus terrible des guerres et que le pays protégé, gardé aux frontières, luttait, dans des combats presque quotidiens, contre des dissidents farouches, payés et armés par l'ennemi du dehors. En soixante-seize jours, plus de deux cents pavillons avaient dressé une féerie, surgie de terrains vagues où un an avant les chasseurs poursuivaient les lièvres. En soixante-deux jours, l'Exposition, ouverte devant El-Hadj-Omar-Tazi, pacha de Casablanca, et El-Hadj-Thami-Glaoui, pacha de Marrakech, vit défiler 120 000 indigènes, venus de partout, des villes ou du bled, et représentant toutes les classes. Tout le Maroc avait été comme secoué et attiré par une manifestation dont le succès s'était propagé jusque dans les tribus les plus éloignées. Les dissidents eux-mêmes en avaient eu la curiosité. Battu, mais non soumis, un chef redoutable de harkas, Abd'es Selam, protégé autrichien de Larache, qui bataillait encore contre nous en juin 1915, dans le nord de notre zone, fit brusquement, en septembre, des ouvertures au colonel Simon. A la condition de pouvoir visiter l'Exposition de Casablanca, il acceptait toutes les autres conditions qu'il avait refusées obstinément jusque-là. Le général Lyautey eut la bonne grâce et l'esprit politique de recevoir, sur « le grand marché », cet adversaire de la veille qui, depuis, devint notre allié et combattit à nos côtés sur le front de l'Ouergha.

L'année d'après, à la foire de Fez, tenue presque sous les portes de la ville, à quelques kilomètres de la zone du feu, les indigènes affluaient chaque jour par dix ou vingt mille. On voyait au milieu d'eux des Beni-Ouaraïn et des Riata qui appartenaient à des tribus rebelles de la montagne, mais on

y voyait aussi, venus à Fez pour la première fois, des dissidents illustres, ralliés de la veille, tels que le chérif Moulay-Mohamed-Tserroucheni, le chef de guerre Si Saïd ou Mohamed et les délégués de la Zaouïa des Marmoucha d'Almis.

L'Exposition de Casablanca et la Foire de Fez avaient si brillamment réussi qu'on pouvait désespérer de mieux faire. Pourtant, en 1917, Rabat, Rabat la Blanche, eut à son tour sa foire, tenue devant un des plus beaux horizons que ma vie de voyageur insatiable m'ait fait connaître, et qui, matériellement et moralement, éclipsa tout. Elle garda d'ailleurs au milieu des attractions, dont les femmes mêmes du sultan voulurent goûter le charme si nouveau, la décence que la situation de la France commandait. Chacun comprenait ce que l'on avait voulu faire.

Ce que nous faisons ici? disait le général Lyautey. — Nous voulons une fois de plus faire toucher du doigt à ce peuple qui s'est si complètement et loyalement uni à nous, que, si rude que soit la lutte dans laquelle nous sommes engagés, nous gardons intactes notre puissance et notre richesse. Ce que nous faisons ici? — Nous suscitons, pendant une période annuelle, un lieu d'union des cœurs et des activités où tous les Français du Maroc puissent se regarder dans les yeux, se rapprocher les uns des autres et travailler la main dans la main ; un lieu où les Marocains, venus de toutes les extrémités de l'empire, puissent se réunir, se reconnaître, constater les ressources de leur pays, la prospérité et le progrès que nous leur apportons, pour en rapporter l'écho dans leurs tribus les plus lointaines, encourager ainsi celles qui, pour le plus grand nombre déjà, collaborent avec nous, et portent chez les autres, de moins en moins nombreuses, l'encouragement à nous venir et le découragement à nous combattre.

*
* *

Le général Lyautey n'aurait pas — et une fois n'eût pas été coutume — exprimé sa pensée tout entière s'il n'avait pas devant les Français, les colons et les indigènes marqué un autre caractère de l'*Exposition de Combat* qu'il inaugurait. Il n'eut garde d'y manquer. « Ce que nous faisons ici? — Vous le savez. Nous combattons le bon combat pour que notre commerce prenne définitivement au Maroc la place qu'il doit y garder et pour que d'autres, vous savez lesquels, la trouvent bien prise. » Ces *autres*, il n'était pas nécessaire de les nommer

pour que chacun les reconnût, et chacun aussi comprenait que la bataille du Maroc ne se livrait pas moins sur le terrain économique que sur le terrain politique et militaire. En 1915, à Casablanca, le général Lyautey avait dit :

Ce que nous avons voulu faire ici, c'est un geste de guerre, parce qu'il nous est vite apparu que cette guerre sans précédent se livrait sur tous les terrains et qu'elle employait toutes les armes. Nous ne nous sommes pas seulement trouvés en face, nos alliés et nous, de la plus meurtrière machine de destruction, mais de l'organisation la plus puissante et la plus généralisée, embrassant tous les domaines, et nous avons compris que c'était dans toutes les manifestations de l'activité humaine qu'il fallait la contrebattre et cela, sans perdre un instant, sans répit.

Vous venez de lire les déclarations récentes où notre adversaire proclamait ouvertement et cyniquement son programme, non pas seulement de domination militaire et politique, mais d'asservissement économique, et c'est à ce programme que nous répondons ici, dans ce Maroc, qui a été un des premiers enjeux de cette lutte, en affirmant notre volonté de vivre et de prospérer par nous-mêmes, et de ne pas nous laisser asservir.

En 1916, à Fez, le résident général exprimait, en d'autres termes, la même pensée, et il dégageait avec force le double caractère de la bataille dans laquelle il conduisait la France à une glorieuse et précieuse victoire :

Tandis que nos troupes, nos chères, nos braves et admirables troupes, luttent quotidiennement, avec une vaillance et une abnégation qu'on ne connaîtra jamais assez, sur toute la périphérie de notre couverture marocaine, et non seulement la maintiennent inébranlable, mais encore la reportent constamment un peu plus avant, ici, partout, à l'abri de leur protection, se livre le combat des chantiers, des entreprises commerciales, industrielles et agricoles. Vous connaissez l'adage : « Le pavillon couvre la marchandise. » Vous savez sous quel pavillon s'abritait la marchandise qui prétendait naguère au monopole du marché marocain. Ce pavillon, il est battu, et c'est le nôtre aujourd'hui, nos chères et glorieuses trois couleurs, qui « couvre la marchandise », sans exclure certes aucune des concurrences loyales et amies auxquelles le champ reste largement ouvert...

L'Allemagne menait depuis des années sur ce champ de bataille une lutte âpre et méthodique, et, sans être loyale, sa concurrence se faisait de plus en plus terrible. Le chiffre de ses ventes s'accroissait d'une façon régulière et trahissait la

continuité de ses efforts. De 5 573 861 francs en 1911, il était passé à 13 177 674 francs en 1913. Le premier semestre de 1914 avait atteint 6 252 181 francs, chiffre supérieur pour six mois à celui de l'année 1911 tout entière. Elle ne négligeait rien pour gagner le marché marocain, qu'elle nous disputait avec une énergie disciplinée sur laquelle notre commerce devrait se décider à prendre enfin exemple. Il me souvient qu'au début de la guerre une revue avait ouvert une enquête sur l'organisation allemande pour la comparer à l'organisation française. Je me refusai à y prendre part, parce qu'on voulait me faire dire, comme à tant d'autres, ce que je ne voulais pas dire, ne le pensant pas, à savoir que nos qualités d'organisation dépassaient celles de l'Allemagne. Passe encore pour nos qualités que, prises en elles-mêmes, je ne crois pas inférieures. Mais il en va tout autrement de l'usage que nous en faisons. Nous n'avions au Maroc ni l'initiative, ni l'audace, ni la forte organisation que l'Allemagne mettait dans ses entreprises industrielles et commerciales. Rien n'est instructif à cet égard comme l'effort fait par la *Marokko Mannesmann C°* pour accaparer économiquement le Maroc. J'ai sous les yeux des dossiers où cette action est étudiée avec une minutie qui ne laisse rien dans l'ombre. J'en extrais quelques points de faits essentiels.

En 1912, la *M. M. C.* était une société à responsabilité limitée ; au mois de mai 1914, trois mois avant la guerre, elle se transformait en une société par actions au capital de trois millions de francs. Son principal établissement se trouvait à Hambourg, son siège social à Casablanca. Elle avait au Maroc comme succursales : Casablanca, Fedalah, Fez, Marrakech, Médina, Marrakech-Mellah, Mazagan, Mogador, Saffi, Soc Djuma et Tanger, auxquelles se trouvaient affiliés de nombreux comptoirs : Tétouan, Azila, Melilla, Ceuta, Larache, El Ksar, Meknès, Oudjda, Rabat, Mehedia, Sefrou. N'ai-je pas raison de penser que cette seule énumération a déjà la force d'une démonstration? Les principales succursales avaient à leur tête un personnel allemand et partout il remplaçait, dès que les circonstances le permettaient, le personnel indigène. De nombreux voyageurs parcouraient le Maroc pour le compte de la compagnie. Autour de la *M. M. C.* s'étaient

constitués un *syndicat minier* qui visait l'accaparement de la zone espagnole, et la *Marokko Export C°*, qui se proposait l'achat des forêts de chêne-liège. La *M. M. C.* pratiquait principalement le commerce de commission, dont elle avait le plus souvent la représentation exclusive, qui avait pour objet l'importation au Maroc des marchandises allemandes. Le nombre des maisons représentées était très grand et il va de soi que toutes les marchandises susceptibles d'être vendues au Maroc entraient dans la combinaison. C'étaient des compagnies allemandes ou autrichiennes qui effectuaient le transport. La société n'avait pas d'ailleurs un objet rigoureusement limité et ses statuts dévoilaient le plan de la vaste entreprise qu'elle projetait. « La Société a pour objet les opérations, *ainsi que les entreprises agricoles et industrielles, particulièrement au Maroc. La Société peut également s'intéresser à d'autres entreprises quelconques, ou entreprendre elle-même.* »

De même que la maison Karl Ficke, la Compagnie Mannesmann associait à ses combinaisons industrielles, commerciales et économiques le souci constant d'une action allemande. Elle attendait des indigènes auxquels elle faisait appel plus d'influence que de compétence et elle voyait moins en eux des commis commerciaux que des agents politiques. Elle tendait surtout à augmenter par ce moyen le nombre de ses *censaux*.

Les censaux étaient les auxiliaires indigènes des commerçants étrangers qui jouissaient au Maroc du privilège des Capitulations. Tels que leurs patrons, et sur leur désignation, les censaux échappaient à la juridiction locale et ne relevaient que de la juridiction des consuls sur les registres desquels ces patrons étaient inscrits. Tant que les commerçants étrangers étaient les seuls à réclamer le bénéfice de la protection consulaire, il y avait des raisons sérieuses à faire valoir pour la leur accorder, surtout dans les temps troublés où l'administration et la justice chérifiennes n'offraient pas les garanties d'autorité et d'impartialité nécessaires. S'il y avait des abus, le nombre en était restreint. Avec l'extension de la protection aux censaux, le nombre en devenait illimité. Il y avait bien eu en 1880 une convention internationale qui, pour remédier à un mal grandissant et intolérable, avait fixé à deux par maison le nombre des censaux, mais, au Maroc

comme en Europe, l'Allemagne pratiquait en matière de traités, avant de l'avoir publiquement avouée, la théorie du *chiffon de papier*. Elle agréait et elle protégeait des censaux au delà de la quantité que la convention de 1880 lui accordait. Elle les choisissait avec soin et elle n'hésitait pas à changer ceux qui avaient cessé de plaire ou de servir. La direction de Hambourg recommandait en octobre 1913 à un de ses correspondants de remplacer les censaux « qui n'auraient pas rempli les conditions que nous sommes en droit d'exiger ». Toutes ces conditions n'étaient pas de l'ordre commercial. L'Allemagne n'avait pas hésité en effet, même depuis le traité du 4 novembre 1911, à étendre en dehors même des auxiliaires indigènes de ses maisons de commerce, le privilège de l'exterritorialité à des indigènes non commerçants, mais connus pour leur hostilité contre la France. Les Mannesmann accablaient leurs consuls sous des demandes dont ils n'attendaient pas toujours l'instruction et le règlement pour transformer en censaux des chefs rebelles dont ils voulaient exploiter contre nous les ressentiments ou les ambitions. Ne vit-on pas, en 1913, « Robert Mannesmann, dans la région de Saffi, distribuer, de son propre chef, des patentes de protection aux Oulad Bou Aziz, aux Chaouna et aux Oulad Maadra, et son frère Otto envoyer, le 28 novembre de la même année, une carte de censal à Abdullah-Ben-Brahim, chef des contingents du Tiout au service du rebelle Mohammed-Hiba »? On pourrait douter de ces faits, qui révèlent tant d'audacieux cynisme, s'ils n'étaient affirmés dans son livre sur *la Politique marocaine de l'Allemagne* par Louis Maurice, un pseudonyme qui abrite le nom d'un diplomate distingué dont les renseignements ont été puisés aux sources les plus sûres.

Ainsi secondés par leurs commis voyageurs et par leurs censaux, ceux-là affectés à l'action commerciale, ceux-ci employés à l'espionnage et à l'action politique, les Mannesmann s'ingéniaient à inonder le marché marocain de *l'universalité* des produits allemands, ou autrichiens, qui pouvaient y trouver leur emploi. Sera-t-on étonné qu'ils eussent recours aux procédés habituels en Allemagne pour démarquer les produits français auxquels ils voulaient faire concurrence? Je prie qu'on m'en croie sur parole : j'ai dépouillé là-dessus

des dossiers suggestifs. Qu'on me croie aussi si j'affirme que l'emprise allemande a rencontré trop souvent des concours imprévus et faits pour surprendre. Les administrations françaises au Maroc ne se sont pas toutes fait scrupule d'adresser parfois à des maisons allemandes des commandes qui auraient pu et dû prendre une autre direction. Ajouterai-je que certaines maisons françaises de la métropole choisissaient d'une façon singulière leurs représentants au Maroc? J'en sais une, et des plus connues, qui avait pour agent à Tanger l'interprète de la légation d'Allemagne, dont la déclaration de guerre provoqua le brusque départ pour un port espagnol.

La guerre a dissous la *Marokko Mannesmann C°* : elle a mis fin à ses manœuvres et à ses affaires. Il dépend de l'administration du Protectorat, libérée par le traité de paix, qu'elle ne reprenne plus ses manœuvres, et il dépend du commerce français, qui ne peut que gagner à s'organiser méthodiquement, d'interdire à l'industrie et au commerce allemands de rentrer au Maroc, même par la porte espagnole. La France occupe le premier rang parmi les nations qui sont en relations commerciales avec le Maroc. En 1917, sur un chiffre global d'échanges qui s'élevait à 386 238 618 francs, elle comptait pour 272 757 969 francs. La progression a été continue. En 1912, nos importations et exportations représentaient 43,37 p. 100 du total ; 59,53 p. 100, en 1913 ; 61,48 p. 100, en 1914 ; 65,93 p. 100, en 1915 ; 70,67 p. 100 en 1916 ; 70,62 p. 100, en 1917. Ces chiffres donnent raison à l'optimisme que le général Lyautey manifestait à la Foire de Fez en 1916. Le pavillon français a remporté au Maroc sur le terrain économique la même victoire que le drapeau français a gagnée dans l'action militaire sur l'Allemagne. Mais il ne suffit pas de vaincre : il faut savoir profiter de la victoire.

***

Le général Lyautey n'a pas besoin, pour profiter de la victoire et pour en développer les avantages, du conseil qu'Annibal, amolli par les délices de Capoue, dédaigna dans la bouche de l'un de ses lieutenants. En guerre sur son propre

sol avant les hostilités qui déchirèrent l'Europe, il sut faire la guerre. Mais, pendant qu'il faisait la guerre, il préparait la paix par une politique dont la hardiesse était la forme d'une sagesse réfléchie et prévoyante. S'il eut, dès les premiers jours de 1914, le courage de dire qu'au Maroc « la séance continuait », le résident général comprit que jamais il n'avait été plus nécessaire de poursuivre, malgré toutes les difficultés, le plan de travaux déjà dressé et commencé. La bataille économique engagée au Maroc, qui n'était sous un autre aspect que la prolongation de la bataille militaire et de la défense politique, fut gagnée par l'exécution d'un vaste programme de travaux publics. Ce n'était pas seulement, comme je l'ai dit, le moyen de détourner la masse indigène des tentations que lui offrait la dissidence ; c'était la façon la plus habile et la plus probante de témoigner notre confiance dans l'issue de la guerre. C'était une nécessité vitale. L'action économique compensait l'insuffisance des effectifs. Le général Lyautey avait dit : « Tout nouveau chantier ouvert vaut un bataillon », et cette heureuse formule avait gagné les esprits, animé les cœurs et exalté toutes les espérances. Je ne crois pas qu'on conduise encore les hommes par des mots. Les mots ne valent que par les idées, bonnes ou mauvaises, justes ou fausses, dont ils sont l'expression. Il en est des mots comme des drapeaux : les hommes ne s'y attachent qu'en proportion de l'idéal qu'ils renferment. Au mérite de frapper l'imagination par sa forme pittoresque, la formule du général Lyautey ajoutait la force entraînante d'une pensée profonde. Elle n'était pas un aphorisme : elle était un programme. Tout le Maroc, avide de travail, s'y rallia et en fit une réalité.

Les administrations publiques lui donnèrent l'exemple. Avec le général Lyautey, il faut comprendre et il faut obéir. Il a la routine en horreur, et les lenteurs administratives, et les solutions toutes faites. Rien ne répugne plus à son tempérament d'action que l'uniformité d'un règlement figé, apte à tout et propre à rien. Homme d'initiative, il provoque chez ses subordonnés les initiatives, et il les encourage.

Je ne sais rien de plus caractéristique à cet égard que la lettre d'envoi aux commandants de subdivision et de terri-

toire d'une circulaire du 9 novembre 1917 pour leur recommander l'organisation dans chaque poste où se trouve un effectif européen, si réduit qu'il soit, d'un lieu de réunion, de lecture et de repos pour la troupe et pour les sous-officiers.

En vous envoyant la note-circulaire ci-jointe, j'appelle sur elle votre particulière attention. Ce que je demande, c'est qu'elle ne tombe pas dans le gouffre des circulaires qu'on lit, qu'on classe et dont on ne s'occupe plus, ou mollement. Je demande aussi qu'elle ne se trouve pas paralysée par l'automatisme des transmissions hiérarchiques et de l'esprit administratif, mais que cela devienne quelque chose de vivant, de personnel, de souple, et d'essentiellement variable selon les gens, les lieux, et les modalités, et qu'avant tout, cela ne tombe pas dans le domaine des projets, avant-projets, états T, modèles-types et gabarits. Je demande aux commandants de la région de s'y intéresser comme moi-même, de prendre la chose à cœur, et de vraiment intéresser chacun, de haut en bas, à la réalisation la plus pratique, la plus simple et la plus rapide.

Voilà certes une façon de commander et d'administrer dont je doute qu'il soit possible de trouver l'équivalent dans une administration de la métropole. La circulaire elle-même était écrite du même ton. Elle excluait avec vigueur les constructions à longue échéance, les projets grandioses et une lente recherche du mieux où trop souvent le bien hésite et échoue. Elle faisait appel à la *volonté des commandants* : « Ce qui importe, c'est qu'ils *veuillent* », et elle contenait un passage digne d'être donné en exemple à des administrations que l'Europe a fini par ne pas nous envier.

Le moyen pratique d'aboutir, c'est de charger de ces installations, dans chaque place, camp ou poste, un personnel spécial, un officier, un sous-officier, un homme de troupe non pas quelconques, mais particulièrement dégourdis, ayant le goût et le sens des installations. Ils existent toujours, il s'agit de les trouver, de leur laisser beaucoup d'initiative en tirant parti de l'esprit d'émulation, de l'amour-propre et du désir de faire œuvre personnelle qui sont toujours le meilleur stimulant de toute réalisation que glace et paralyse l'action administrative et hiérarchique.

Je pensais à cette circulaire un matin du mois de mai tandis que le général Lyautey m'entraînait, dans le tourbillon d'une visite rapide, au milieu des travaux achevés, commencés ou

projetés de la petite ville de Kenitra, située dans la boucle du Sebou, le grand fleuve du Maroc, à 17 kilomètres de son embouchure. Il y a six ans il n'y avait que la Kasbah : aujourd'hui il y a une ville de 6 000 habitants, 14 000 mètres de rues, des villas, des jardins, des édifices publics, une gare, un port. La gare a transporté en 1916 et en 1917 29 000 voyageurs : elle a reçu ou expédié pendant ces deux mêmes années réunies 20 744 370 tonnes. Le mouvement commercial du port de 1913 à 1717, soit durant cinq ans, au cours desquels la barre a été impraticable pendant 358 jours, a été de 114 833 tonnes, représentant en francs une valeur de près de 67 millions. Pour une ville construite depuis six ans et inachevée, qui donne encore l'impression d'un chantier dispersé, j'ose dire que ce n'est vraiment pas mal et je n'ai pas été tenté de reprocher au général Lyautey la fierté paternelle avec laquelle il m'en faisait — un peu trop rapidement — les honneurs. J'imagine qu'il ne s'est pas attardé « aux projets, avant-projets, états T, modèles-types et gabarits ». Il a voulu, il a agi, il a réussi.

C'est un grand constructeur de villes que le général Lyautey. Ancien collaborateur du général Gallieni au Tonkin et à Madagascar, il a, pour l'initiative, pour la méthode et pour l'action — j'ajoute : pour la réussite — de qui tenir. Il envoyait de Langson le 9 février 1895 une lettre encore inédite qui donne une juste idée de sa façon de voir, de comprendre et d'écrire.

Sensations d'Amérique : — une ville naît — sur le sol nu, les avenues sont tracées sur un vaste plan ; — les premiers travaux datent de quatre mois, du début de la bonne saison, seule favorable aux travaux ; et une cinquantaine de maisons s'élèvent déjà, à mi-étage, suivant un tracé rectiligne, américain. Au milieu, la future résidence du colonel (Gallieni), presque un palais, conçue pour affirmer la puissance française. Le quartier indigène bordait le fleuve, quartier de paillottes et de torchis ; le colonel, par mesure de sécurité, de police et d'aspect, ne veut plus que des briques et des tuiles, — le moyen est simple : il fait éventrer ce ramassis, y trace ses rues, puis il jette par terre tout un secteur, en laissant bien le terrain aux propriétaires, mais sous la réserve qu'avant quinze jours ils auront recommencé, sur l'emplacement de leur paillotte de la veille, une construction définitive en briques, charpente et tuiles. Dame, le colonel veut faire

surgir en deux ans de la broussaille une ville de pierre, de fer, avec lumière électrique, quais, promenades ; il l'aura.

J'ai assisté hier à une de ces opérations ; c'est au moins pittoresque. Déjà les secteurs A et B sont à l'ordonnance, les anciens propriétaires ont trouvé le nécessaire pour faire les maisons exigées, et une fois leur parti pris, ils ont mis de l'entrain et leur goût personnel, et c'est resté très indigène et amusant tout en devenant maçonnerie. Cette fois, c'était le tour du secteur C ; les habitants prévenus depuis huit jours avaient déménagé, et ont installé des campements sur le terrain vague d'en face. Voici un tailleur avec sa machine à coudre, installé sous un abri de paillassons et de boîtes de farine, à côté d'un gargotier qui a refait en plein vent tout son étalage. La pioche a été mise ce matin, et les deux tiers du secteur sont par terre, et déjà aujourd'hui sur le terrain à peine déblayé on voit les indigènes commencer leurs fondations en briques.

Nous passons avec l'officier chancelier ; il accroche un Chinois : « C'est toi qui vas être content d'avoir une belle maison en pierre au lieu de ta sale cagna en paillotte. » Tout ceci qui doit vous sembler un peu expéditif est ici absolument justifié. Depuis des siècles, ce peuple frontière est opprimé de la façon la plus draconienne tantôt par les mandarins chinois, tantôt par les mandarins annamites ou par les pirates de l'un et l'autre habit ; on leur prenait tout, c'est bien simple, argent, marchandises, femmes, avec un régime de coups de bâtons à l'appui.

L'autorité ne leur est jamais apparue que sous la forme immédiatement impérative. Le parlementarisme et le formalisme administratif leur échappent totalement, et si l'on avait procédé par expropriation légale, enquête *de commodo et incommodo*, voies d'affiches, temps de pourvoi, etc., les intéressés auraient trouvé cela incompréhensible, ennuyeux, et surtout faible. Ils comparent encore avec le passé et trouvent, en somme, que puisque le grand mandarin français veut une ville, il est encore bien bon de leur laisser le terrain et de ne pas se payer chaque matin une récréation d'une heure en coups de rotin sur leur dos, histoire de rire ; c'était l'apéritif des mandarins.

Et vraiment ça surgit de terre ; il y a là une intensité de création et d'activité empoignante. On entend le sifflet du chemin de fer. Il vient déjà deux trains par jour ; entre les tracés des avenues ce ne sont que charpentes métalliques, fours à chaux, fosses à pisé, briqueteries ; et rien n'était intéressant comme d'accompagner ce soir le colonel dans sa tournée de propriétaire, suivi de deux ou trois agents, garde d'artillerie, officier chancelier, commissaires de police qui sont des ministres, comptant les briques de la journée, plantant sa canne dans le pisé, harcelant l'un, complimentant l'autre, voyant tout, notant tout, puis achevant sa tournée par la ronde des blockhaus de protection à deux kilomètres de la ville, interrogeant le lihn-co de garde, comptant les hommes et, chemin faisant, m'entretenant de ses

projets : une jumenterie qu'il veut faire dans ces anciennes rizières, — le général Sou lui a promis des poulinières; plus loin un jardin botanique pour acclimater et essayer des essences de France ; ici une chute d'eau de deux mètres qui donnera l'électricité l'an prochain, etc., etc. Son cerveau est en constante genèse, et vraiment, à regarder simplement ce qui en un an est sorti de son coup de baguette, on croit tout possible.

Ce matin, il a eu une joie : un mandarin de Lang-Tchéou est arrivé dans sa chaise laquée verte pour voir *de visu* le chemin de fer, l'arrivée du train, toucher et comprendre. Sur-le-champ, pendant sa visite, les lettrés ont été attelés à lui rédiger en « caractères » une explication détaillée, et une dépêche partie pour Hanoï a demandé qu'on tirât immédiatement à cent exemplaires en chinois, les horaires, tarifs, etc. Ce dont il s'agit, en effet, c'est de détourner sur le nouveau chemin de fer le transit de 10 000 tonnes de filés de coton qui représentent la consommation normale de Lang-Tchéou et arrivent actuellement par Hong-Kong, voie anglaise.

Ce dont, en dehors des résultats pratiques, je jouis en dilettante, c'est de constater ce magnifique spécimen d'homme complet, de voir réalisé ce type de chef absolu, soldat et administrateur, rustique et cérébral, de toucher à un homme qui, pour avoir un habit catégorisé, ne se croit pas forcément parqué dans le 2 novembre 33 et développe, à travers la vie, sans entraves, son entière personnalité. Et ce qui est très intéressant aussi, ce sont les hostilités. Pour les colonels du modèle habituel, c'est un fumiste et un agité ; les corrects bureaux de l'état-major d'Hanoï se voilent la face chaque fois qu'il saute à pieds joints par-dessus le filet des circulaires, chaque fois qu'il s'étonne au bout d'un mois de n'avoir pas de réponse à une question qui peut se résoudre d'un coup de télégraphe. On lui répond que « la question est à l'étude »; j'ai même dû parfois lui rédiger cette formule, lui s'en tord, et quand la question lui revient étudiée, il y a beau temps qu'il l'a résolue. Enfin, ici même, à côté des officiers enthousiastes, passionnés, qui le bénissent d'avoir rempli leur vie, donné un aliment à leur activité, une fonction à leurs organes, un objectif à leurs facultés, de les avoir sortis, en décuplant leur rôle, de la dépression morbide de la lourde vie des postes, il y a les indignés qui déclarent que si on leur a appris à commander l'exercice, ce n'est pas pour être maires, architectes, ingénieurs. A côté des Grandmaison qui donnent à plein collier, il y a tous les caporaux dont le chœur clame : « Il nous embête ! » Il le sait, s'en moque. Et comme l'égotisme ne perd jamais ses droits, je me lèche d'entendre user contre ce grand entraîneur des mêmes clichés que contre mes humbles essais de jadis. Toutes initiatives ont même sort et mêmes ennemis. Et puis cet homme qui a guerroyé sous tous les ciels, manié la troupe à tous les grades, croit lui aussi à l'évolution nécessaire du rôle de l'officier. Il voudrait quelques piastres de plus pour faire ici une salle de lecture et semer sa citadelle de jeux et de

jardins. Son expérience vaut pourtant bien celle des adjudants-majors de France, et j'ai donc raison !

Mais, comme il connaît son monde : « Voyez-vous, me dit-il, en exposant ses plans, ses plans du Langson à venir, ses larges idées de relations commerciales avec la Chine, sa conception de l'organisation définitive de ce pays ; voyez-vous, je vous dis cela, mais je me garde bien de leur dire à Hanoï, je les épouvanterais et l'on m'arrêterait net. Le fonctionnaire français, général ou préfet, ne craint qu'une chose, les idées générales et les vues à longue portée; je leur sers donc des plats pour leur estomac, je leur rapetisse tout ce que je fais, j'avance en cachette, en louvoyant, en atténuant toujours la portée des choses, en donnant comme mesures de simple police, de détails, de rectification de commune, mes actes les plus osés et en somme les plus révolutionnaires, et alors ça passe. » Est-ce assez cela et conforme à la consigne générale de frousse, de timidité, de petit bout de la lorgnette. Et pourtant, j'ai la conviction qu'on pourrait tout oser et parler clair. Mais dame, il faudrait rompre en visière à toute la hiérarchie, violer toutes les règles étouffantes que notre fausse conception de la discipline a laissées s'établir, ne pas craindre d'y laisser ses galons et sa carrière régulière et crier carrément par le livre, le journal, le forum...

Est-ce seulement au colonel Gallieni que ressemble ce portrait si vivant, si coloré, tumultueux et fait de verve? J'y retrouve de nombreux traits auxquels le commandant Lyautey ne ressemblait pas moins et qui, accentués depuis vingt-quatre ans, rendent avec un relief saisissant la physionomie du résident général de la France au Maroc. Oui, vraiment, en lisant ces lignes si crues et si pleines, où se révèlent l'homme d'action et l'écrivain — un écrivain dont l'Académie sera encore plus fière quand toute sa correspondance sera connue — je me représente autant que le général Gallieni celui qui fut son élève préféré, son ami, son continuateur. Je revois sur son champ d'action, au milieu « des résultats pratiques », qui attestent la vigueur et la variété de son œuvre, ce « magnifique spécimen d'homme complet », ce « type de chef absolu, soldat et administrateur, qui développe à travers la vie, sans entraves, son entière personnalité ». Je suis repris, à la réflexion et à distance, par « l'intensité de création et d'activité » qui, là-bas, m'avait « empoigné » si fortement. Et je salue d'un même hommage d'admiration et de gratitude ces deux grands serviteurs de la France qui l'ont enrichie, par une adminis-

tration pacifique, dont aucun colonial anglais n'a dépassé le modèle, du Tonkin, de Madagascar et du Maroc.

S'il n'a pas été « parqué dans le 2 novembre 33 », qui veut dire le règlement militaire sur le service intérieur, le général Lyautey, constructeur des villes marocaines, a pourtant connu des « entraves » dont le général Gallieni avait secoué la chaîne. Respectueux de la souveraineté du sultan, et du droit de propriété soit du Makhzen, soit des particuliers, il a établi, par une série de *dahirs*, une législation sur l'aménagement des villes et de l'expropriation, dont le préambule de celui du 20 Djoumada El Oula 1332 (16 avril 1914) fixe poétiquement l'intention et l'objet.

Louange à Dieu seul !

A nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes, — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

Considérant que les villes de Notre Empire ne cessent de se développer et qu'il est nécessaire de réglementer ce développement dans l'intérêt de l'esthétique, de l'hygiène, de la sécurité publique et de la circulation :

A décrété ce qui suit...

Ce qui suit, cette législation originale et souple, qui a créé en 1914, pour le Maroc, un droit nouveau emprunté aux meilleurs textes et aux plus récents de nombreux pays, mériterait d'être étudié en détail. Je m'y refuse, mais à regret, pour ne pas déborder le cadre d'un article dont l'objet doit forcément se limiter et ne pas se charger d'une technicité un peu abrupte. Mais je ne peux me dispenser de dire le souci esthétique avec lequel le général Lyautey a préservé les villes indigènes à Rabat, à Marrakech, à Meknès, à Fez. Grâce à lui, grâce à son goût éclairé des belles choses, elles sont intactes et elles resteront inviolables, avec leur caractère propre, leur vie particulière et les chefs-d'œuvre d'art qu'elles renferment. Le Maroc est heureusement et définitivement protégé contre les « embellissements » qui ont ravagé et déshonoré Alger. C'est un grand service que le résident général, venu à temps, a pu rendre à tant de merveilles dont mes yeux restent éblouis.

*
* *

Murs, ville,
Et port,
Asile de mort,
Mer grise
Où brise
La brise,
Tout dort.

Ces vers du poète des *Orientales* ne s'appliquent pas au Maroc. Le Moghreb ne dort pas, la mer n'y est pas grise, ses murs, ses villes et ses ports ont l'animation d'un réveil coloré, bruyant et actif, et au lieu des « Djinns funèbres, fils du trépas », c'est une fée bienfaisante qui a répandu dans l'empire chérifien le mouvement, l'ordre et la vie. Partout au Maroc les villes, les ports, les écoles, les hôpitaux se développent. La « séance a continué » et la bataille est gagnée. Il s'en faut certes que tout soit parfait, achevé, définitif, et que l'œuvre n'ait pas ses fissures ou ses lacunes. Mais qui les connaît aussi bien que le général Lyautey? A propos de certaines attaques dont l'absence de mesure n'était pas faite pour servir l'intérêt français, il me disait un jour : « Je sais bien tout ce qui manque, et nul ne pourrait mieux m'interpeller que je ne le ferais moi-même. Mais Paris ne s'est pas bâti en un jour, et tient-on compte des difficultés que la guerre m'a créées? »

Ceux qui savent en tiennent compte. Sur sept ans d'une administration, heureusement continuée pendant quelques mois par l'habile intérim du général Gouraud, le général Lyautey a subi, sans parler de sa guerre propre, quatre ans d'une guerre continentale qui a, de toutes façons, pesé lourdement sur le Maroc. Combien de projets ont été ajournés, diminués ou sacrifiés ! Avec la paix tout va reprendre et se développer, refleurir et revivre. L'heure est venue d'un plus grand libéralisme et d'une place plus large faite à la représentation élective. Nul ne comprend et n'admet mieux que le résident général cette nécessité.

Aidé par une femme admirable, dont seule une discrétion respectueuse m'interdit de louer en détail l'œuvre bienfai-

sante, qui lui vaut la gratitude publique et une émouvante popularité, le général Lyautey a le *sens social*. Si tout dans notre temps ne lui plaît pas au même degré, il n'en est pas moins de son temps, qu'il sait comprendre, et de son pays, qu'il a servi superbement. Le Maroc est son œuvre et c'est lui, vraiment, qui l'a donné à la France. Quand la France saura tout le prix de cette conquête, elle appréciera la contribution magnifique que la bataille du Maroc a apportée à sa victoire. Elle saura aussi que la libération du Maroc, arraché à l'emprise allemande et dégagé des entraves du traité de 1911, est une des clauses les plus heureuses, dont les conséquences peuvent à peine se mesurer, du traité de Versailles du 28 juin 1919. Le Maroc est, pour tout dire, l'un des plus importants facteurs de l'avenir de la France.

LOUIS BARTHOU

L'IDÉE

A ceux qui ont lutté, qui ont souffert ou qui sont morts pour une Idée.
A ceux qui ont agi ! En opposition avec ceux qui n'ont fait que parler.

I

LES DÉTERMINATIONS

1er août 1914. Au Brésil, dans les environs de Rio-de-Janeiro.

Il est cinq heures de l'après-midi. C'est le moment où, le soleil ayant perdu de sa force alanguissante, la vie renaît dans les exploitations.

Celle de Fernando Molabre, le grand éleveur de chevaux, est pleine, depuis longtemps déjà, de bruit et d'agitation.

Dans les différents ranchos, distants les uns des autres de plusieurs kilomètres, des gauchos conduisent les bêtes aux abreuvoirs ou parcourent les vastes pacages pour vérifier l'état des poulains ; d'autres sont occupés au dressage, des palefreniers procèdent à la réfection des litières, des fermiers déchargent des voitures de fourrage.

La demeure du maître, située au centre de l'immense domaine, s'entoure d'allées et venues de gens, fournisseurs ou employés, qui entrent dans les bureaux, en ressortent, emplissant les couloirs et les cours de leur verbe sonore et de leurs discussions bruyantes.

Seul, le bâtiment principal, habitation de M. Fernando, reste silencieux au milieu de cette vie exubérante.

Une galerie couverte, protégée contre les ardeurs du soleil par de grands panneaux en paille tressée, lui fait une ceinture d'ombre. Un parc, où des hamacs se balancent entre de hauts arbres feuillus et qui retentit en ce moment des rires de trois enfants, lui apporte le parfum de ses fleurs et la fraîcheur de ses cascades.

La pièce principale de la maison est une large salle commune, à la fois bureau et bibliothèque, dont l'ameublement offre une disparate qui surprend les regards de celui qui, pour la première fois, y pénètre.

D'un côté, se dresse une haute cheminée que dominent des trophées de chasse, des armes et une coiffure de chef peau-rouge. Des photographies de chevaux sont accrochées au mur et, dans un angle, des harnachements sont disposés avec soin sur des tréteaux.

De l'autre côté, toute la longueur de la cloison est occupée par des rayons chargés de livres et dans lesquels s'encastre un canapé. Des bustes de philosophes les surmontent. Une table couverte de brochures et de revues, de confortables fauteuils, un tapis de haute laine, complètent l'ameublement de ce coin plus intime, que des paravents isolent et qui forme contraste avec la simplicité sportive de l'autre partie de la pièce.

Un domestique indien dispose sur une table des alcarazas de terre brune et des verres.

Lucien Boutron entre, venant de l'intérieur de la maison. C'est un homme de trente-trois à trente-quatre ans, petit, chétif, à l'air hésitant et timide. Il porte un bonnet noir sur la tête, des lunettes sur le nez et des manches en lustrine aux bras. Après avoir posé des registres sur un guéridon, il se tourne vers l'Indien.

BOUTRON. — Il n'est encore venu personne?

L'INDIEN. — Personne...

BOUTRON. — Bon... Merci...

Il va vers la porte-fenêtre qui donne sur le parc et appelle : « Marcel !... Marcel !... Ah ! vous êtes là ?... Très bien !... Soyez sages !... N'allez pas vers la pièce d'eau ! »

On entend une voix d'enfant qui répond : « Oui, oui, on est sage ! »

Boutron retourne vers la cheminée à l'instant précis où deux

gauchos, qui viennent de descendre de cheval dans la cour, font leur entrée.

PREMIER GAUCHO. — Bonjour, monsieur Boutron.

BOUTRON. — Bonjour, mes amis.

PREMIER GAUCHO. — Le maître n'est pas là?

BOUTRON. — Monsieur Fernando vient d'être appelé au Rancho Castro.

DEUXIÈME GAUCHO. — C'est la première fois que je lui vois manquer le rapport hebdomadaire.

BOUTRON. — Il s'agissait d'une chose qui ne souffrait pas de retard.

PREMIER GAUCHO. — Sans doute un service à rendre à quelqu'un !

BOUTRON. — C'est cela même.

PREMIER GAUCHO. — Je l'aurais parié. Quel brave homme !

DEUXIÈME GAUCHO. — Ça, on peut le dire !

BOUTRON. — On doit le dire !... Pour nous tous, ce n'est pas un patron...

PREMIER GAUCHO. — C'est un père !

DEUXIÈME GAUCHO. — Aussi, tout le monde abuse-t-il de lui. Monsieur Fernando par-ci, monsieur Fernando par là. On s'adresse à lui dans toutes les circonstances.

PREMIER GAUCHO. — Il tranche nos débats, gère nos intérêts, nous donne des conseils.

DEUXIÈME GAUCHO. — Et nous nous en trouvons bien.

BOUTRON. — Il a de si belles conceptions de la vie et de la justice !

DEUXIÈME GAUCHO. — Et puis, il ne voit pas les choses comme les autres.

Tout en parlant, les deux hommes se sont versé à boire. Ils vident leurs verres.

PREMIER GAUCHO. — Alors, à qui devons-nous remettre nos papiers?

BOUTRON. — A moi. Le maître m'a prié de le remplacer. Voyons... Rancho Luiz !...

PREMIER GAUCHO (*posant sur la table des feuilles qu'il tire d'une sacoche*). — Voici la situation des chevaux, celle du matériel, l'état du fourrage.

BOUTRON. — Pas d'incident?

PREMIER GAUCHO. — Aucun.

A ce moment, un troisième gaucho entre dans la pièce en coup de vent. Il est rouge, couvert de poussière, essoufflé comme un homme qui vient de fournir une longue course rapidement. Boutron se lève aussitôt et va au-devant de lui.

TROISIÈME GAUCHO. — Je suis en retard ! Excusez-moi.

BOUTRON. — Ah ! Gomez, enfin !... Eh bien?

TROISIÈME GAUCHO. — Eh bien, Alvarez est introuvable !

BOUTRON. — Il n'est pas rentré chez lui?

TROISIÈME GAUCHO. — Non. Il est parti ce matin au petit jour, emportant son fusil, et, depuis, on ne l'a plus revu.

BOUTRON. — Alors, monsieur Fernando ne pourra pas lui parler?

TROISIÈME GAUCHO. — J'en ai peur.

BOUTRON. — Oh ! c'est désolant !

PREMIER GAUCHO. — Que lui arrive-t-il donc, à Alvarez?

TROISIÈME GAUCHO. — Vous n'êtes pas au courant?

DEUXIÈME GAUCHO. — Non.

TROISIÈME GAUCHO. — Sa femme s'est sauvée avec Morizio.

DEUXIÈME GAUCHO. — Elle est folle !

TROISIÈME GAUCHO. — Que voulez-vous? L'amour ne se commande pas !

PREMIER GAUCHO. — Il en a beaucoup de chagrin?

TROISIÈME GAUCHO. — Je l'ignore. Mais ce que je sais, c'est qu'il a juré de les tuer tous les deux !

DEUXIÈME GAUCHO. — C'est épouvantable !... Tu le crois capable...

TROISIÈME GAUCHO. — Lui? Sans aucun doute ! Dans la colère il ne se connaît pas ; il le fera comme il l'a dit !

BOUTRON. — Tuer... tuer !... Quelle folie !... A quoi cela avance-t-il, je vous le demande un peu?

TROISIÈME GAUCHO. — Certes ! Mais vous raisonnez en homme doux et pondéré, monsieur Boutron. Alvarez est un impulsif, un brutal. En ce moment il voit rouge et si sa femme se trouve sur son chemin, avec Morizio, il commettra un crime... quitte à le regretter après !

BOUTRON. — Oui... et à pleurer... à souffrir toute sa vie !... Si le maître pouvait seulement lui parler !

TROISIÈME GAUCHO. — Lui seul est capable d'empêcher un malheur.

BOUTRON. — Mais il faudrait qu'il le vît maintenant, sans quoi...

TROISIÈME GAUCHO. — Heureusement, Morizio et la femme sont partis pour Rio hier ; ils ne rentreront que ce soir ou demain.

BOUTRON. — Ah ! tant mieux !

TROISIÈME GAUCHO. — Et puis, nous veillerons de notre côté.

BOUTRON. — Je vous en supplie... Il faut éviter ce crime affreux, à tout prix !

TROISIÈME GAUCHO. — Comptez sur moi. Je vais repartir tout de suite pour attendre Alvarez. Voici les états du rancho.

BOUTRON. — Merci... Allez vite !

TROISIÈME GAUCHO. — Au revoir. Je vous tiendrai au courant.

Il serre la main de Boutron et celles de ses camarades, puis sort.

DEUXIÈME GAUCHO. — Bon retour !

***

PREMIER GAUCHO. — Eh bien, en voilà, une histoire !

BOUTRON. — Ne m'en parlez pas. Je ne vis plus depuis qu'on est venu nous l'apprendre... Voyons... finissons le rapport... Rancho Wertzer !

DEUXIÈME GAUCHO (*posant ses papiers sur la table*). — Rien à signaler dans l'élevage ; les poulains vont bien.

BOUTRON. — Parfait !

DEUXIÈME GAUCHO. — Mais notre gérant, monsieur Wertzer, m'a chargé de prévenir monsieur Fernando qu'il allait sans doute être obligé de quitter le Brésil et qu'il fallait se préoccuper de lui trouver un remplaçant.

BOUTRON. — Quitter le Brésil? Et pour quelle raison?

PREMIER GAUCHO. — C'est facile à deviner, voyons. Wertzer n'est-il pas Allemand?

DEUXIÈME GAUCHO. — Si.

PREMIER GAUCHO. — Et ne dit-on pas que l'Allemagne va faire la guerre?

BOUTRON. — Ah ! vous croyez que c'est pour cela?

PREMIER GAUCHO. — Dame !... Je suppose.

BOUTRON. — C'est bien possible, en effet !

PREMIER GAUCHO. — A ce propos, quelles sont les dernières nouvelles, monsieur Boutron?

BOUTRON. — Le courrier n'est pas arrivé de Rio... Mais les télégrammes d'hier annonçaient la situation comme très grave... Enfin, il n'y avait encore rien d'irréparable... Ah ! mon Dieu, j'espère bien que les choses s'arrangeront... Une guerre à notre époque serait une telle monstruosité...

DEUXIÈME GAUCHO. — Ça vous intéresse, monsieur Boutron; vous êtes Français, n'est-ce pas?

BOUTRON. — Je suis Français.

PREMIER GAUCHO. — Mais ça ne peut pas vous toucher.

BOUTRON. — Comment?

PREMIER GAUCHO (*avec un gros rire*). — Dame ! vous seriez bien tranquille ici.

Boutron se redresse et le regarde pour la première fois fixement dans les yeux. Sa voix, sans rien perdre de sa douceur, se fait plus ferme et moins hésitante.

BOUTRON. — Vous êtes fou, mon ami. Si le malheur voulait qu'il y eût la guerre, je partirais aussitôt.

PREMIER GAUCHO. — Vous?... Un homme si paisible?...

BOUTRON. — On peut être paisible et ne pas manquer de bravoure.

PREMIER GAUCHO. — Oh ! ce n'est pas ce que j'ai voulu dire ! Excusez-moi. Mais comme je savais que vous aviez quitté la France depuis longtemps...

BOUTRON. — Dix ans !

PREMIER GAUCHO. — Comme je vous ai entendu dire que vous n'y aviez pas été heureux...

Le regard de Boutron se détourne à nouveau, sa voix redevient tremblante, mais prend un ton d'infinie tendresse.

BOUTRON. — Elle est ma patrie tout de même ; je n'ai point

cessé de l'aimer et, si on l'attaque, j'estime qu'il est de mon devoir de la défendre... C'est mon idée !

PREMIER GAUCHO. — Vous avez raison...

On entend du bruit dans la cour, des pas de chevaux et une voix d'homme qui crie : « Holà ! quelqu'un ! »

DEUXIÈME GAUCHO. — Tiens, des visiteurs pour vous, monsieur Boutron.

BOUTRON. — Des visiteurs?

PREMIER GAUCHO. — Je vais voir qui c'est.

Il se dirige vers la porte.

BOUTRON. — Merci.

DEUXIÈME GAUCHO (*quand son camarade est sorti*). — Dites-moi, monsieur Boutron... madame Miroslawa est-elle là?

BOUTRON. — Non, mon ami. Elle est allée avec madame Jacqueline Dupont et monsieur Dimitri visiter l'hôpital en construction.

DEUXIÈME GAUCHO. — Ah ! c'est dommage... J'aurais bien voulu lui dire bonjour et la remercier encore. Elle a soigné un de mes gosses si gentiment !

BOUTRON. — Ça ne m'étonne pas.

DEUXIÈME GAUCHO. — Elle est venue le voir tous les jours pendant une semaine. Au moment le plus grave, elle est restée deux nuits auprès de lui... Elle l'a sauvé.

BOUTRON. — Comme elle en a sauvé d'autres.

DEUXIÈME GAUCHO. — Elle est si dévouée !

BOUTRON. — Et puis, elle est docteur en médecine.

DEUXIÈME GAUCHO. — Vous lui direz toute ma reconnaissance, monsieur Boutron.

BOUTRON. — C'est entendu.

DEUXIÈME GAUCHO. — Le bruit court dans les ranchos qu'elle va épouser monsieur Fernando. Est ce exact?

BOUTRON. — Pas que je sache.

DEUXIÈME GAUCHO. — Tant pis ! Ils se compléteraient bien tous les deux. Avec un homme comme lui qui bâtit des écoles, s'occupe de nous, une femme comme elle qui crée des hôpitaux et nous soigne, on serait sûr d'être heureux longtemps dans l'exploitation.

BOUTRON. — Égoïste !... Après tout, cela se fera peut-être un jour... On ne sait jamais...

DEUXIÈME GAUCHO. — Eh bien, je vous assure que leur noce sera belle !

Le premier gaucho reparaît sur la galerie.

PREMIER GAUCHO. — Monsieur Boutron, c'est monsieur Hernandez, qui arrive de Rio, à cheval avec un autre homme pour parler au maître.

BOUTRON. — Ah ! bon... Faites-le entrer, je vous prie.

DEUXIÈME GAUCHO. — Allons, au revoir !

BOUTRON (*lui serrant la main*). — A bientôt !

DEUXIÈME GAUCHO. — N'oubliez pas ma commission, surtout.

BOUTRON. — N'ayez pas peur.

DEUXIÈME GAUCHO (*ouvrant la porte*). — Entrez donc, messieurs.

Les nouveaux arrivants entrent dans la salle, les gauchos sortent aussitôt.

Hernandez est un homme d'une quarantaine d'années, grand, solide. Type du gros commerçant brasseur d'affaires. Son compagnon, plus mince, plus affiné, est un garçon de trente ans environ, élégant et aimable.

***

HERNANDEZ. — Bonjour, Boutron. La santé?

BOUTRON. — Très bonne, monsieur Hernandez, je vous remercie.

HERNANDEZ (*faisant les présentations*). — Monsieur Boutron, comptable de l'exploitation. Monsieur Béjart, vice-consul de France à Rio.

BOUTRON. — Très honoré, monsieur le consul.

HERNANDEZ. — Monsieur Fernando Molabre est-il là?

BOUTRON. — Non, monsieur Hernandez.

HERNANDEZ. — Ah ! sapristi, c'est très ennuyeux ! Nous avons besoin de le voir aujourd'hui même. Quand rentrera-t-il?

BOUTRON. — Je vais appeler son secrétaire, Pierre Dupont.

Il pourra sans doute vous renseigner... Moi, je ne sais pas au juste.

HERNANDEZ. — C'est cela. Merci... Faites vite !

BOUTRON. — Je vous le ramène à l'instant... Si vous voulez vous rafraîchir?...

Il désigne les alcarazas et les verres.

HERNANDEZ. — C'est une idée !

Boutron sort. Hernandez s'approche de la table.

HERNANDEZ. — Je vous sers?

BÉJART. — Oui.. oui... Assez, merci... (*Il tire un étui de sa poche.*) Une cigarette?

HERNANDEZ. — Tout à l'heure.

Ils boivent et s'installent dans les fauteuils.

BÉJART. — Alors, vous êtes certain que je trouverai ici...

HERNANDEZ. — Tout ce que vous voudrez ! Les élevages Fernando Molabre sont les plus importants de la Sud-Amérique. Vous en avez bien entendu parler, bon sang, depuis cinq ans que vous êtes vice-consul à Rio?

BÉJART (*gêné*). — Oui... certainement... Mais je n'avais pas idée de ce qu'ils pouvaient fournir. Vous savez, on s'occupait peu des ressources du pays, au consulat.

HERNANDEZ (*éclatant de rire*). — Ah ! Français !

BÉJART. — Cette dépêche de mon gouvernement m'a pris au dépourvu. Ce Fernando pourra me procurer deux mille chevaux de deux à quatre ans?

HERNANDEZ. — Plus si vous le désirez... Ah ! à moins que...

BÉJART (*inquiet*). — A moins que...

HERNANDEZ. — A moins que votre collègue du consulat d'Allemagne qui, lui, est au courant des ressources du pays, ne vous ait précédé !

Béjart se lève, comme mû par un ressort et dit d'un ton effaré : « Sapristi ! »

HERNANDEZ. — Je ne le crois pas, d'ailleurs, car il était encore absent hier... Et puis, Fernando n'aurait peut-être pas voulu traiter avec lui.

BÉJART. — Il aime la France?

HERNANDEZ. — Il n'aime pas l'Allemagne.
BÉJART. — C'est la même chose.
HERNANDEZ. — Pas tout à fait.

Un temps.

BÉJART. — Quel homme est-ce, ce Fernando?
HERNANDEZ. — Un homme extraordinaire.
BÉJART. — Brésilien?
HERNANDEZ. — Non.
BÉJART. — Argentin?
HERNANDEZ. — Non plus. Il n'est rien.
BÉJART. — Comment rien?
HERNANDEZ. — Rien... Il n'est rien.
BÉJART. — Il a bien une nationalité?
HERNANDEZ. — Je ne crois pas.
BÉJART. — Comment cela peut-il...
HERNANDEZ. — Ah ! c'est une histoire !
BÉJART. — Racontez.
HERNANDEZ. — Donnez-moi une cigarette, alors... Merci.

Il se lève, allume la cigarette que Béjart vient de lui offrir, fait quelques pas et reprend :

Eh bien, il y a une quarantaine d'années, à peu près, dans un état du Nord, le Texas, je crois, une riche famille européenne, dont j'ignore la nationalité exacte, était venue s'installer. Il y avait une fille, très belle, dit-on. Cette jeune fille, un beau soir de printemps, fut... séduite, ont dit les uns, violentée, a dit la famille, par un Indien, le fils d'un chef, dont les territoires de réserve touchaient à la propriété de ses parents. Elle en eut un fils. Aussitôt après son accouchement, elle s'embarqua pour l'Europe, ainsi que son père et sa mère, laissant l'enfant à de braves gens, avec une forte somme pour l'élever et le faire instruire. On ne la revit jamais plus. C'était la mère de Fernando.

BÉJART. — Histoire curieuse !.. Et le père?

HERNANDEZ. — Oh ! le père !... Le père était rentré le soir même dans sa tribu et il ignora, sans doute, toujours qu'il avait laissé un rejeton derrière lui. Fernando grandit, fit de bonnes études, très complètes, puis, quand il eut vingt ans, partit prospecter dans le Colorado. Il trouva de l'or, accumula

une jolie fortune, voyagea et, un beau jour, arriva au Brésil. Séduit par la douceur du pays, il acheta des terres et installa ces magnifiques élevages dans lesquels vous vous trouvez aujourd'hui. Voilà.

BÉJART. — Très intéressant. Il ne s'est pas fait naturaliser Brésilien?

HERNANDEZ. — Non.

BÉJART. — Alors, il n'a pas de patrie?

HERNANDEZ. — Peut-être, officiellement, est-il inscrit sur les registres de l'état civil au Texas, c'est probable ; mais, en réalité il n'a pas de patrie, et je crois qu'il ne tient pas à en avoir une.

BÉJART. — Ah ! ah !... je vois : c'est un anarchiste.

HERNANDEZ. — Un indépendant, simplement. Fernando n'est pas un ennemi de l'ordre et des lois. C'est un homme très sociable, très bon, faisant le plus de bien possible autour de lui.

BÉJART. — Il donne beaucoup d'argent?

HERNANDEZ. — Évidemment ; mais il fait mieux que de donner de l'argent, il fonde des hôpitaux, des crèches, des écoles surtout, où il fait instruire les enfants de ses fermiers et, aussi, quelques jeunes Indiens dont il s'occupe personnellement.

BÉJART. — En souvenir de ses origines?... C'est très bien.

HERNANDEZ. — Mais ce n'est pas tout ! Il a donné un nom à cette propriété : « Le Refuge »... Et je vous assure qu'elle est bien baptisée, car Fernando recueille ici tous les malheureux, tous les déshérités, tous les désemparés de la vie, à quelque classe de la société et à quelque nationalité qu'ils appartiennent.

BÉJART. — Allons donc !

HERNANDEZ. — Vous verrez autour de lui des compatriotes à vous. D'abord le comptable, ce Louis Boutron que je vous ai présenté et qui vient on ne sait d'où, les uns disent du bagne.

BÉJART. — Du bagne?

HERNANDEZ. — On le prétend. Et puis le secrétaire, Pierre Dupont, qu'on est allé chercher, un fils de famille chassé par ses parents pour avoir épousé la femme qu'il

aimait et dont il allait avoir un enfant. Vous verrez aussi une Russe : madame Miroslawa, une femme-médecin, qui fut abandonnée par un homme qu'elle adorait, et que Fernando découvrit à Rio mourant de faim et prête à se suicider.

BÉJART. — Extraordinaire.

HERNANDEZ. — Le vétérinaire de l'exploitation est un nommé Dimitri Paklan, originaire de la Pologne allemande, exilé de son pays comme révolutionnaire patriote. Dans les ranchos, vous trouverez un Italien, Battisti; un Allemand, Wertzer, et d'autres, et d'autres !... La pitié de Fernando est inépuisable. Il pratique l'indulgence et l'amour de l'humanité.

BÉJART. — C'est un drôle de type !

HERNANDEZ. — Un chic type !

BÉJART. — Un peu fou !

HERNANDEZ. — Si vous voulez !

Un silence assez long. Béjart s'est levé. Il fait le tour de la pièce, regarde les photographies et se plante devant la bibliothèque dont il examine les volumes avec soin.

HERNANDEZ. — Un autre verre d'orangeade?

BÉJART. — Merci... Oh ! oh ! voilà une bibliothèque bien inattendue chez un Indien ! Que de philosophes ! Socrate, Platon, Descartes, Pascal, Voltaire, Diderot, Auguste Comte, Schopenhauer, même Bergson !

HERNANDEZ. — C'est intéressant, tout ça?

BÉJART. — Je vous avoue ne pas y avoir souvent mis le nez !

HERNANDEZ (*qui s'est approché*). — Tiens ! Quel est ce livre qui est retourné, là, au milieu?

BÉJART. — Attendez.

Il monte sur le canapé et atteint le volume qu'il ouvre.

Nietzsche !... Une réflexion est écrite au crayon sur la première page, sans doute par votre ami.

HERNANDEZ. — Que dit-elle?

BÉJART (*lisant*). — « Livre faux et dangereux. Le culte de la force est, en réalité, une faiblesse. Ce n'est que par la bonté, l'indulgence, la pitié, c'est-à-dire par l'amour, que l'homme peut s'élever... » Pas mal pour un sauvage !

*
* *

Pierre Dupont paraît sur la galerie suivi de Boutron. Il a vingt-huit ans, mais semble beaucoup plus jeune. Ses cheveux blonds, son teint clair, sa petite moustache fine, lui donnent un aspect d'adolescent. Seul, son regard, empreint d'une gravité qui surprend, indique qu'il a déjà souffert de la vie. Une ride, dont le sillon profond se creuse entre ses sourcils, témoigne d'une volonté réfléchie, proche de l'entêtement.

Il s'avance vers Hernandez, la main tendue.

PIERRE. — Je ne vous ai pas fait trop attendre, monsieur Hernandez ?

HERNANDEZ. — Non, non, cher ami. (*A Béjart.*) Je vous présente Pierre Dupont, dont je viens de vous parler... Monsieur Béjart, vice-consul de France.

PIERRE (*après avoir serré la main de Béjart*). — Vous désirez voir le patron?

HERNANDEZ. — Oui, au sujet d'un marché de chevaux pour le compte du Gouvernement français. Sera-t-il longtemps absent?

PIERRE. — Je ne pense pas. Il doit être à présent sur le chemin du retour.

BÉJART. — C'est que je voudrais être rentré à Rio avant la nuit.

PIERRE. — Si vous le désirez, je peux vous conduire au-devant de lui. Nous avons des chances de le rencontrer au croisement des routes. Vous pourrez alors gagner la ville directement.

BÉJART. — Parfait !

HERNANDEZ. — Seulement nos chevaux sont bien fatigués.

PIERRE. — On va vous en seller d'autres et j'enverrai un homme demain vous ramener ceux-ci.

HERNANDEZ. — Bonne idée.

PIERRE. — Une minute et je suis à vous.

BOUTRON. — Ne te dérange pas, je vais donner les ordres.

PIERRE. — Tu es bien gentil. Merci.

Boutron sort.

PIERRE (*aux deux visiteurs*). — Ce ne sera pas long. Vous vous êtes rafraîchis?

HERNANDEZ. — Oui. J'ai fait les honneurs.

Un temps assez long. Pierre hésite un peu, puis s'adresse à Béjart.

PIERRE. — Monsieur le consul, puis-je vous poser une question?

BÉJART. — Certainement.

PIERRE. — Hernandez a dû vous dire que j'étais Français. En cette qualité, je suis, en ce moment, assez préoccupé, vous vous en doutez.

Croyez-vous sincèrement que l'Allemagne va nous déclarer la guerre?

BÉJART. — Hélas, monsieur, j'en ai bien peur.

PIERRE. — Ah !... vous pensez?

BÉJART. — C'est mon opinion. Si vous avez des dispositions à prendre.

PIERRE. — Elles sont prises depuis deux jours.

BÉJART. — Je vous en félicite, et si je puis vous être utile en quoi que ce soit, je le ferai avec le plus grand plaisir. Hernandez m'a mis rapidement au courant de votre histoire...

PIERRE. — Oh ! elle est bien banale.

BÉJART. — Mais toute à votre honneur.

PIERRE. — Je vous demanderai simplement, monsieur le consul, le jour où la guerre éclatera, de me faciliter mon départ dans le plus bref délai.

BÉJART. — Vous rejoindrez immédiatement?

PIERRE. — Certes et désolé de n'être pas là pour le premier coup de chien ! Je serais parti avec angoisse si j'avais dû laisser ma femme et mon fils seuls et sans ressources, puisque mes parents me causent cette peine de ne pas vouloir les connaître, mais à présent que, grâce à Fernando, je les sais en sûreté auprès d'une nouvelle famille, je partirai presque joyeusement.

BÉJART. — Alors, nous ferons peut-être route ensemble.

PIERRE. — Vraiment?

BÉJART. — Oui, j'ai l'intention de quitter l'administration pour aller prendre ma place d'officier de réserve. Her-

nandez vous dira que je suis un fonctionnaire imprévoyant, je tâcherai, là-bas, d'être un chef utile.

BOUTRON (*revenant sur la galerie*). — Les chevaux vont être prêts.

BÉJART (*se tournant vers lui*). — Quant à vous, monsieur Boutron, je ne connais pas votre histoire...

BOUTRON (*gêné, et très vite*). — Mon histoire?... Oh!... elle serait trop longue, monsieur le consul... (*cherchant ses mots*) et... et... j'éprouverais quelques difficultés à vous la raconter.

Le consul se met à rire et lui tape cordialement sur l'épaule.

BÉJART. — Je ne vous la demande pas... Mais si, avant de partir, je puis vous servir, tout à votre disposition.

BOUTRON. — Je suis touché...

HERNANDEZ. — En route! Nous prendrons les chevaux à leur sortie de l'écurie.

PIERRE. — C'est ça.!... Passez donc, monsieur le consul.

Ils vont pour sortir, mais au même instant Jacqueline Dupont, Miroslawa et Dimitri Paklan paraissent dans l'encadrement de la porte. Béjart, qui se trouve le premier, s'efface et s'incline.

BÉJART. — Oh! pardon... Entrez donc, mesdames, je vous en prie...

Les nouveaux arrivants pénètrent dans la salle. Jacqueline est une jeune femme de vingt-cinq ans, très agréable, sinon jolie. Elle est mise simplement, mais avec goût. C'est la petite Parisienne du type courant. Miroslawa, très brune, plus grande, un peu étrange, d'allure décidée, donne par ses gestes, ses attitudes, l'impression d'une nature ardente et nerveuse, contenue par une grande volonté. Elle a trente ans. — Dimitri est un homme de trente-cinq ans, de haute taille, large d'épaules, à l'air très doux et très droit.

Pierre s'est précipité et fait les présentations.

PIERRE. — Monsieur le vice-consul de France, Jacqueline Dupont, ma femme, madame Miroslawa, notre amie, notre médecin, notre providence.

MIROSLAWA. — Le dernier mot est de trop, Pierre, je vous en prie...

PIERRE. — Dimitri Paklan, un Polonais ami de la France

BÉJART (*serrant la main de Dimitri*). — Enchanté, monsieur.

JACQUELINE (*que la vue de Béjart semble impressionner*). — Oh ! Monsieur le consul, excusez-moi, mais je suis folle d'inquiétude... Avez-vous des nouvelles récentes d'Europe?... Où en est la situation?

BÉJART. — Il n'y avait rien de changé ce matin, madame.

JACQUELINE. — Ah !

PIERRE (*vivement*). — Mais monsieur le consul me disait à l'instant, qu'à son avis, une petite détente semblait se manifester.

JACQUELINE. — C'est vrai?

PIERRE. — Oui, oui... Ne te fais pas de mauvais sang. Nous allons au-devant de Fernando. Je serai rentré dans une heure, dans une demi-heure ou dans vingt minutes, selon l'endroit où nous le rencontrerons.

HERNANDEZ. — Pardonnez-nous de partir si vite.

BÉJART. — Mes respects, mesdames.

PIERRE (*embrassant sa femme*). — A tout à l'heure, mon cher amour.

MIROSLAWA. — Bonne promenade !

Béjart, Hernandez et Pierre sortent.

***

MIROSLAWA. — Eh bien, vous voyez, Jacqueline, les choses vont s'arranger.

JACQUELINE. — Mon Dieu, si cela pouvait être !

DIMITRI. — Vous avez entendu ce qu'a dit le consul?

JACQUELINE. — Il n'a pas dit grand'chose... C'est Pierre...

MIROSLAWA. — Vous n'êtes pas raisonnable... Une pareille tension ne peut finir en vingt-quatre heures.

JACQUELINE. — Mais que vient-il faire ici, ce consul?... pourquoi a-t-il besoin de voir Fernando? Cette visite me tourmente.

MIROSLAWA. — Oh ! alors, là, vous exagérez, ma chérie... Ce monsieur a bien le droit de se promener et d'aller, si cela lui plaît, acheter un cheval aux élevages Fernando Molabre.

JACQUELINE. — Vous avez raison, je suis stupide !... Mais

j'ai si peur... Pensez donc... Mon Pierre ! Je n'ai que lui au monde ; mes parents sont morts, les siens ne veulent pas me connaître... Il est tout pour moi... La pensée qu'il pourrait être appelé à se battre, me bouleverse... Après tant de misères, nous étions enfin heureux, tranquilles, et il faudrait... Ce serait épouvantable !

DIMITRI. — Ne pensez pas à cela.

MIROSLAWA. — Une guerre en 1914 !... C'est impossible !

DIMITRI. — Chassez toutes ces idées...

BOUTRON (*cherchant à faire une diversion*). — Madame, je vous rends compte que votre fils Marcel a été très sage.

JACQUELINE (*dont le visage s'éclaire*). — Oh ! merci, Boutron, vous l'avez bien surveillé?

BOUTRON. — Je suis allé le voir plusieurs fois; il joue dans le jardin avec Œil-de-Tigre.

MIROSLAWA. — Œil-de-Tigre?... Qu'est-ce cela, donc?

BOUTRON. — Le fils du jardinier indien. C'est M. Fernando qui l'a surnommé de la sorte parce qu'il a les yeux verts.

JACQUELINE. — Vous permettez que j'aille embrasser mon rejeton?

MIROSLAWA. — Allez donc !... Et, surtout, plus de tristes pensées !

Jacqueline sort dans le parc. Ses compagnons la regardent s'éloigner.

DIMITRI. — Pauvre Jacqueline, comme elle se tourmente...

MIROSLAWA. — Elle aime tant son Pierre.

BOUTRON. — C'est le plus gentil petit ménage que l'on puisse voir. (*Un temps.*) Eh bien, madame Miroslawa, êtes-vous satisfaite de votre inspection?

MIROSLAWA. — Enchantée ! L'hôpital sera complètement fini dans quinze jours. C'est très bien. (*A Dimitri qui lui offre à boire.*) N'est-ce pas?

DIMITRI. — Admirable ! Il faut aller voir ça, mon cher, c'est à souhaiter d'être malade ! Miroslawa a fait là des merveilles.

MIROSLAWA. — Pas moi, l'entrepreneur !

DIMITRI. — Tout a été construit d'après vos plans et sous votre direction.

BOUTRON. — Vous vous êtes donné assez de mal !

MIROSLAWA. — Ne croyez pas cela. Les choses sont faciles avec de l'argent, et Fernando en a mis à ma disposition sans compter. C'est à lui que revient tout le mérite.

DIMITRI. — A lui et à vous, c'est exact.

MIROSLAWA. — Vous savez, Boutron, que déjà une salle fonctionne dans le bâtiment des enfants !

BOUTRON. — C'est prodigieux !

Jacqueline reparaît, radieuse et riant aux éclats.

MIROSLAWA. — Qu'y a-t-il donc?

JACQUELINE. — Œil-de-Tigre et Marcel jouent à l'attaque du courrier. Ils se sont collé des pétales de coquelicots sur le visage et fiché des plumes de coq dans les cheveux ; ils sont terribles !

BOUTRON. — Et le courrier?

JACQUELINE. — C'est la fille de la cuisinière. Elle s'enfuit en poussant des hurlements effroyables. Quant à mon fils, il m'a crié : « Maman, sauve-toi ! Œil-de-Tigre va te scalper ! » A six ans et demi, ce n'est pas mal.

DIMITRI. — Il promet !

JACQUELINE. — Ça lui fait du bien de s'agiter au grand air. Lui qui était si pâlot en France, il a maintenant de bonnes joues rouges et fermes !... Allons... où est mon ouvrage?

DIMITRI (*poussant devant elle une petite table de travail*). — Le voici... La couture, déjà?

JACQUELINE. — Il faut bien. Marcel grandit si vite, qu'à peine un costume terminé, je dois lui en faire un autre.

MIROSLAWA. — Vous êtes une bonne petite maman. Moi, je vais classer les fiches de tous les enfants de la colonie. Vous savez que ce cher Boutron m'a installé des casiers admirables et, qu'en plus de son travail, il a voulu tenir ma comptabilité sanitaire?

DIMITRI. — Rien ne m'étonne de lui.

BOUTRON. — Je suis trop heureux d'aider un peu madame Miroslawa dans son œuvre... Les enfants, je les aime tant !

MIROSLAWA. — Vous n'en avez jamais eu?

BOUTRON. — Jamais !

MIROSLAWA. — Hélas ! On se console en aimant ceux des

autres, n'est-ce pas?... Venez, Boutron, nous allons arranger tout cela.

Elle sort à gauche, suivie du comptable.

***

Dimitri regarde longuement Miroslawa s'en aller, puis il se dirige vers la porte afin de s'assurer qu'elle est bien fermée. Pendant ce temps, Jacqueline s'est mise au travail. Mais, bientôt, son angoisse la reprend, elle laisse tomber son ouvrage sur ses genoux, et demeure immobile, les yeux perdus au loin. Enfin, tout à coup, elle éclate en sanglots.

Dimitri qui, après avoir hésité une minute, s'approchait d'elle pour lui parler, s'avance vivement.

DIMITRI. — Jacqueline!... Ma grande amie!... Qu'avez-vous?

JACQUELINE (*surprise*). — Ah!... vous étiez là, Dimitri?... Pardonnez-moi... Je pensais être seule... Alors, je me laissais aller... Voilà si longtemps que je me retiens pour ne pas montrer mon inquiétude à Pierre... Je n'en pouvais plus...

DIMITRI. — Pleurez, Jacqueline...

JACQUELINE. — Non, c'est ridicule!... Je ne veux pas... C'est fini... Je serai courageuse... Il ne faut pas que Pierre puisse voir que j'ai pleuré...

Elle se lève et va s'essuyer les yeux devant une petite glace qui se trouve contre un mur. Un long silence. Elle se tourne, alors, vers Dimitri.

JACQUELINE. — Vous avez l'air préoccupé, vous aussi, mon ami. Pas d'ennui, au moins?

DIMITRI. — Jacqueline, je dois vous parler d'une angoisse qui me serre le cœur. Vous êtes ma camarade et j'estime la droiture de votre caractère. Il faut que vous me donniez un conseil.

JACQUELINE. — Un conseil, moi?

DIMITRI. — Oui.

JACQUELINE. — De quoi s'agit-il?... Si je puis...

DIMITRI. — Excusez-moi de vous entretenir d'une chose personnelle au milieu de vos préoccupations. Mais vous êtes

la seule à qui je puisse faire cet aveu... Et le sentiment dont il s'agit est si grand, qu'il mérite, je crois, votre secours...

J'aime, Jacqueline, j'aime depuis plusieurs mois d'un amour profond et définitif...

JACQUELINE (*l'interrompant, en souriant*). — Miroslawa !

DIMITRI (*étonné*). — Vous vous en êtes aperçue?

JACQUELINE. — Une femme s'aperçoit toujours de ces choses.

DIMITRI. — Pourtant, Miroslawa, elle, ne l'a pas vu, n'est-ce pas?... Je vous jure que j'ai tout fait pour qu'elle l'ignorât...

JACQUELINE. — Elle l'ignore, en effet, rassurez-vous... On n'est clairvoyant qu'en ce qui concerne les autres !... Donc, vous aimez Mira?

DIMITRI. — Oui... et je suis affreusement malheureux !

JACQUELINE (*riant, malgré elle*). — Comme vous avez dit ça, mon ami !... Voilà que vous me faites rire, et je vous assure que je n'en ai pas envie... Vous aimez une femme exquise, intelligente, jolie; elle est libre; vous aussi. Tout cela n'est pas très dramatique jusqu'à présent.

DIMITRI. — Mais si, Jacqueline. Vous ne vous en rendez pas compte, mais je suis dans une situation très angoissante. D'abord, rien ne me permet de supposer que Mira consentirait à devenir ma femme...

JACQUELINE. — Demandez-le-lui.

DIMITRI. — Je ne peux pas le lui demander.

JACQUELINE. — Pourquoi?

DIMITRI. — Je suis un homme loyal, mon amie. Toute ma vie je me suis efforcé de ne pas nuire à mon prochain. Il me semble que je ne pourrais plus jamais être heureux si j'avais, par inattention ou par égoïsme, brisé le cœur d'un autre homme. A plus forte raison celui de l'homme admirable que j'aime comme un frère et à qui je dois tout !

JACQUELINE. — Ah !... Je comprends...

Dimitri attend quelques secondes, puis courageusement, il demande avec une voix blanche que l'émotion fait trembler :

DIMITRI. — Jacqueline, croyez-vous que Fernando aime Miroslawa?

Jacqueline ne répond rien. Elle reste songeuse et hoche la tête.

DIMITRI. — Oui... Vous le croyez?

JACQUELINE (*vivement*). — Oh ! je ne prétends pas cela !

DIMITRI. — Vous m'avez dit, tout à l'heure, qu'une femme était clairvoyante en amour quand il s'agissait des autres. Vous avez dû, vous qui vivez plus près d'eux...

JACQUELINE. — Oui, oui... Mais Fernando n'est pas un homme ordinaire ; il a une telle maîtrise de lui-même qu'on ne peut pas lire aisément dans son cœur !

DIMITRI. — C'est juste. Il a une vie intérieure intense et il éprouve je ne sais quelle pudeur à se livrer.

JACQUELINE. — Parfois, j'ai cru qu'il l'aimait... et puis, l'instant d'après, j'en ai douté.

DIMITRI. — C'est bien vrai?... Oh ! vous pouvez me parler franchement. Je vous jure, sur mon honneur, que s'il l'aime je partirai immédiatement très loin, j'irai cacher ma douleur à l'autre bout du monde, j'en mourrai peut-être, mais il ne sera pas dit que j'aurai une fois rendu le mal pour le bien et fait douter un homme de l'amitié et de la reconnaissance.

JACQUELINE. — En toute sincérité, Dimitri, je ne puis rien vous dire, car je ne sais rien. C'est une question que je me suis posée souvent, sans pouvoir la résoudre !

DIMITRI. — Alors?... Je ne peux pourtant pas rester dans cette indécision, c'est impossible... Il faut que je sache... Il le faut... Conseillez-moi. Que dois-je faire?

JACQUELINE. — C'est bien simple et vous n'avez pas à choisir. Parlez-lui.

DIMITRI. — A qui?

JACQUELINE. — A lui.

DIMITRI. — A Fernando?

JACQUELINE. — Oui.

DIMITRI. — Vous croyez?

JACQUELINE. — Deux hommes de votre valeur et de votre conscience ne doivent aborder une pareille situation que de front. Aucun doute ne peut subsister entre vous. Parlez-lui !

DIMITRI. — J'avais bien envisagé cette solution...

JACQUELINE. — Et?...

DIMITRI. — Je l'avais rejetée par peur d'une réponse cruelle. Mais c'était lâche... Vous avez raison. Votre claire

logique de femme honnête n'a pas hésité, là est donc la vérité. Je lui parlerai dès son retour.

A ce moment on entend au dehors deux coups de fusil assez proches. Jacqueline sursaute en poussant un cri. Dimitri se dirige vers la galerie,

DIMITRI. — Qui s'amuse à tirer ainsi?

JACQUELINE. — C'est insensé ! On ne doit pas chasser à côté de la maison... Mon Dieu ! si les enfants...

Elle court à la porte donnant sur le parc.

DIMITRI (*descendant les marches*). — Je vais voir.

Miroslawa et Boutron entrent précipitamment.

MIROSLAWA. — Vous avez entendu?

BOUTRON. — Pourvu que ce ne soit pas...

JACQUELINE. — Quel est l'imprudent?...

BOUTRON (*à Dimitri*). — Vous voyez quelque chose?

DIMITRI (*du dehors*). — Oui... Un homme et une femme qui se sauvent à cheval... des gens qui courent... Une bagarre !... Ah ! voici Fernando et Pierre.

MIROSLAWA. — Ils n'ont rien, eux, au moins?

DIMITRI. — Non, non... Ils viennent poussant un gaucho devant eux et le protégeant contre les autres qui le menacent... Les voici.

Il s'écarte.

***

On entend une rumeur, des cris de « A mort ! Assassin !... Canaille ! » et Fernando paraît. Aidé de Pierre, puis de Dimitri, il écarte une dizaine de gauchos et de garçons d'écurie qui veulent frapper un de leurs camarades armé d'un fusil.

Fernando Molabre est un homme de quarante ans au masque énergique et volontaire. D'une taille moyenne, il appuie sur des jambes nerveuses un corps que l'on devine d'une souplesse et d'une force rares. Dans son visage d'un brun mat, les orbites se creusent sous les sourcils, les pommettes sont proéminentes. La mâchoire solide achève de donner à la physionomie un aspect de rudesse sauvage que tempèrent le rayonnement d'un grand front dégagé et l'expressive beauté des yeux.

C'est le type synthétique du mélange de races. Pour l'instant, il fait tête aux hommes qui n'osent pas franchir le seuil.

FERNANDO. — Allons ! voyons !... Laissez-le ! (*Il pousse le gaucho dans la pièce.*) Entre là, toi !

DES VOIX. — A mort l'assassin !... Donnez-le-nous !... On va le pendre à un arbre !

FERNANDO. — Je vous en prie, mes amis, retirez-vous !

UN HOMME. — Il a voulu tuer, on le tuera !

FERNANDO. — Ta justice est un peu simple !... Laissez-moi régler cette affaire tout seul... Vous avez confiance en moi, n'est-ce pas?

LES VOIX. — Oui... Oh ! certes, monsieur Fernando... Bien entendu !...

FERNANDO. — Vous m'avez confié les fonctions de juge... Cet homme m'appartient.

LES VOIX. — Le maître a raison !... Pourtant !... Si, si... Non... Laissons-le faire !...

FERNANDO. — C'est parfait !... Au revoir !

Les hommes se retirent. Pierre ferme la porte. Le bruit des voix diminue progressivement. Fernando va vers le gaucho qui se tient toujours au milieu de la salle, le fusil à la main, l'air furieux et buté.

FERNANDO (*dont la voix tremble un peu*). — Comment, Alvarez, c'est toi, toi qui fais une chose pareille?

ALVAREZ (*provocant*). — Oui, c'est moi !

FERNANDO. — C'est toi qui t'embusques derrière un buisson, avec un fusil, et qui cherches lâchement à assassiner un homme et une femme?

ALVAREZ (*s'emportant*). — Cette femme est ma femme qui m'a quitté et cet homme est son amant qui me l'a prise. C'est mon droit !

FERNANDO. — Ton droit?

ALVAREZ. — Oui !

FERNANDO. — Ah ! ça, tu es ivre !

ALVAREZ. — Je n'ai rien bu.

FERNANDO. — On n'a le droit de tuer personne !

ALVAREZ. — Ça, c'est votre opinion, ce n'est pas la mienne.

Quant à ces deux-là, je les ai ratés aujourd'hui, mais je ne les raterai pas la prochaine fois, je vous en réponds !

FERNANDO (*violent*). — Tu ne recommenceras pas !

ALVAREZ (*au comble de la rage*). — Je recommencerai ! Je veux tuer ma femme, vous entendez, je veux tuer ma femme et je la tuerai !

FERNANDO. — Pourquoi?

ALVAREZ. — Parce qu'elle m'a trompé.

FERNANDO. — Elle ne t'a pas trompé !

ALVAREZ. — Si !

FERNANDO. — Non. Elle t'a quitté, ce n'est pas la même chose.

ALVAREZ (*un peu interloqué*). — Ça... tout ça... c'est des mots....

FERNANDO. — C'est un fait !

ALVAREZ. — Quitté, trompé... pour moi, ça revient au même !... Comment? Je rentre chez moi avant-hier... je trouve la maison vide?... Sur la table, une lettre de ma femme, me disant qu'elle ne m'aime plus, qu'elle en aime un autre, qu'elle part avec lui... et vous croyez que je vais accepter ça, sans rien faire?...

FERNANDO. — Tu ne peux pourtant pas faire que ta femme t'aime à nouveau, si elle ne t'aime plus !

ALVAREZ (*buté*). — Non !... Mais je peux la tuer !

FERNANDO. — Et après?

ALVAREZ. — Après... après...

FERNANDO. — Tu seras plus heureux?

ALVAREZ. — Oui, elle sera punie.

FERNANDO. — Punie, quand elle sera morte !... Ça...

ALVAREZ (*après une seconde d'hésitation*). — Tiens !... là, vous avez raison !... La mort n'est pas une punition !... Eh bien, je tuerai son amant, l'homme qu'elle aime... Comme ça, elle souffrira, comme ça, elle sera véritablement punie !

FERNANDO. — Tu tiens donc absolument à la punir?

ALVAREZ. — J'y tiens !

FERNANDO. — De quoi veux-tu la punir?

ALVAREZ. — De ne plus m'aimer.

FERNANDO. — Ah ! çà, tu es fou ! Crois-tu qu'on soit maître d'aimer ou de ne pas aimer à volonté?... Elle t'a aimé !...

Est-ce sa faute si elle ne t'aime plus?... Es-tu bien sûr que ce ne soit pas la tienne?

ALVAREZ. — Ma faute?

FERNANDO. — Oui.

ALVAREZ. — Ça, c'est comique, par exemple !

FERNANDO. — Non, c'est douloureux. Es-tu sûr d'avoir toujours été pour ta femme, le mari que tu aurais dû être?

ALVAREZ. — Oui, monsieur Fernando.

FERNANDO. — Es-tu sûr de n'avoir rien à te reprocher?

ALVAREZ. — Parfaitement !

FERNANDO. — Ah ! oui?... Quand tu allais au marché à Rio, tu n'as jamais trompé ta femme avec des filles?

ALVAREZ. — Oh !... ça...

FERNANDO. — Réponds-moi honnêtement !

ALVAREZ (*cherchant ses mots*). — Elle... elle ne l'a jamais su!

FERNANDO. — Qui te l'a dit?... Ne t'est-il pas arrivé quelquefois, et même souvent, de boire plus que tu n'aurais dû?

ALVAREZ. — Un petit coup de vin, par-ci par-là, ce n'est pas un crime !

FERNANDO. — Quand tu avais bu, ne t'est-il jamais arrivé de rentrer chez toi titubant, disant des bêtises et puant l'alcool?

ALVAREZ. — Ça...

FERNANDO. — A ces moments-là, ayant perdu le contrôle de toi-même, ne t'est-il pas arrivé de prendre des colères absurdes et de lever la main sur ta femme?

ALVAREZ. — Mais...

FERNANDO. — Rentre en toi-même, interroge-toi... N'as-tu jamais fait les choses que je t'ai dites?

ALVAREZ (*après une hésitation*). — Ce... Ce n'est pas une raison.

FERNANDO. — Ah ! tu trouves?... Tu trouves que ce n'est pas suffisant pour dégoûter une femme, pour tuer peu à peu l'amour en elle?... Qu'est-ce qu'il faudrait donc, juste ciel, si cela ne suffisait pas !

Et quand, à bout de vexations et de souffrances, cette femme trouve un homme qui a pour elle les attentions, les douceurs, le respect, la tendresse dont son mari l'a sevrée depuis si longtemps, il faudrait qu'elle fût assez forte pour

commander à son cœur, renoncer au bonheur qui s'offre enfin à elle et jouer la comédie infâme de l'amour dans le lit de celui pour qui elle n'a plus que de la crainte et du dégoût?

Eh bien, non ! Cela est au-dessus des forces humaines ! Nul homme n'a le droit de demander un pareil sacrifice !

ALVAREZ (*s'obstinant*). — Je ne veux pas qu'elle soit à un autre !

FERNANDO. — Tu ne veux pas !... Et quel droit as-tu de vouloir?... Qu'est-ce que tu fais de la liberté, pour laquelle tu cries si haut et si fort?

Ta femme t'a aimé, elle ne t'aime plus, c'est son droit ! Elle te le dit loyalement et, plutôt que de te tromper en cachette, elle s'en va dignement sans rien emporter de ton bien qui est pourtant un peu à elle ! De cela tu devrais lui savoir un gré infini !

ALVAREZ. — Faudrait peut-être que je lui dise merci?

FERNANDO. — Oui !... Si le hasard te mettait face à face avec elle, tu devrais ôter ton chapeau et lui dire : « Femme, tu m'as aimé, merci ! Tu m'as donné ta pureté, ta jeunesse, la fraîcheur de ton cœur et de ton corps, merci ! Tu as partagé mes travaux et mes peines, merci ! Tu as été ma compagne fidèle durant de longues années, j'ai trouvé près de toi le réconfort et la tendresse qui consolent, merci !

Pour te récompenser, je t'ai fait du mal, pardon !

Je t'ai traitée comme un être inférieur, toi qui me dépassais de cent coudées, pardon !

Je n'ai pas compris tout ce qu'il y avait en toi d'indulgence et de pitié, pardon ! Je t'ai froissée, je t'ai peinée, pardon ! pardon ! pardon !

Aujourd'hui, tu ne m'aimes plus, c'est ma faute !

Tu quittes notre foyer et tu t'en vas essayer d'en créer un autre, je te salue très bas, malgré mon sot orgueil, malgré ma peine, et je baise le bas de ta robe, humblement, car je lis dans tes grands yeux mélancoliques que tu ne te diriges pas vers cette existence nouvelle avec le même enthousiasme juvénile que je t'ai connu jadis !

Hélas ! par ma faute, tu doutes à présent de la vie ! Je fus l'assassin de tes tendres illusions. Femme, c'est le front dans la poussière que je te demande pardon ! »

Voilà ce que tu devrais lui dire, si tu la rencontrais !

ALVAREZ (*interloqué*). — Monsieur Fernando !

FERNANDO. — Au lieu de cela, tu veux la torturer encore ! Tu la guettes à l'affût pour la tuer !... Tuer !... Mais sais-tu ce que c'est que de tuer?... Sais-tu le supplice que tu te réserves, une fois tombée la colère absurde qui t'aveugle?

ALVAREZ (*se reprenant*). — Je m'en moque !

FERNANDO. — Tiens, il y a ici un homme qui a tué et qui avait plus de motifs que toi de vouloir se venger... demande-lui quelle fut sa vie, dans la suite !

Il se retourne vers Boutron qui, depuis un moment, pleure doucement la tête dans ses mains, sans que personne s'en soit aperçu.

Boutron, parle à ce fou qui s'obstine, parle-lui, toi qui sais !

Tous les assistants, surpris, regardent le comptable.

ALVAREZ. — Vous, monsieur Boutron?

BOUTRON. — Oui... moi... J'ai tué !... J'ai tué ma femme et son amant !

Il s'arrête, hésite une seconde, fixe du regard ses amis qui baissent la tête et, se redressant avec courage, il continue :

Personne ne le savait ici que le maître... Je n'aurais pas voulu... Mais cela peut vous sauver... je dois parler... Voilà...

J'étais établi horloger, en France... J'avais une femme que j'adorais... Elle... elle ne m'aimait pas... elle me méprisait parce que j'étais timide et faible... Elle se moquait de moi... elle me parlait comme à un chien... Je supportais tout, dans la crainte de la voir partir.

Nous avions un employé aussi grand que j'étais petit, aussi fort que j'étais faible, aussi assuré que j'étais craintif !...

Un jour... Un jour, j'étais allé faire une course et il se trouva que je rentrai plus tôt que je ne l'avais prévu... Personne dans le magasin... Je montai à l'appartement... Entendant parler dans la chambre, j'ouvris la porte brusquement... et je les vis... tous les deux... là... chez moi... dans mon lit !... En m'apercevant, pâle, suffoqué... m'appuyant contre le mur pour ne pas tomber, ma femme se mit à rire et cria : « Ah ! c'est pour ça que tu es revenu plus tôt?... Tu voulais savoir?...

Eh bien, tu sais !... Va-t-en ! Celui-ci est un homme et je l'aime ! Va-t'en ! »

Je descendis comme un fou au magasin, je pris dans la caisse un revolver qui s'y trouvait... et je remontai... Ils méprisaient à tel point ma faiblesse, qu'ils n'avaient pas même refermé la porte à clef !... J'entrai... Je fis feu sur eux... Je tirai les six balles du barillet... Lui, atteint au cou et à la tête, roula dans la ruelle, raide mort !... Elle, blessée grièvement, s'était soulevée...

Affolé, dégrisé... je m'approchai... Elle me regarda profondément, prit ma tête dans ses mains... et murmura : « Tu étais donc un homme?... Pardon !... » Elle se renversa en arrière... Elle était morte !

Alors... Alors, brusquement, je compris !... Une lueur éclaira ma pauvre cervelle... Dans la trahison si basse, si laide de cette femme, il y avait un semblant d'excuse... Tout n'était pas de sa faute... il y avait aussi de la mienne... oui, de la mienne... ! J'avais été trop faible, trop timoré, sans caractère... Elle n'avait jamais eu l'impression d'avoir en moi un protecteur... un homme, enfin. Sa faiblesse de femme avait eu peur de la mienne...

Ah ! il y a dans le cœur humain et dans l'âme humaine tant de choses impondérables qu'on ne sait jamais, on ne peut jamais savoir !

C'est pourquoi il faut avoir pitié des autres et de soi-même ! Si vous saviez la vie qu'on mène quand on a tué ! Moi, je fus arrêté, jugé, condamné, envoyé au bagne, sans m'en rendre compte !... J'étais perdu... Je voyais sans cesse devant mes yeux, ses grands yeux remplis d'effroi et d'étonnement. J'entendais sa voix déjà lointaine : « Tu étais donc un homme !... » Je l'entends encore en ce moment... Il n'y a pas de nuit où je ne revive cette scène... C'est affreux ! C'est affreux !

Pendant ce récit, Alvarez s'est peu à peu effondré sur une chaise. A présent, il laisse tomber son fusil et cache sa tête dans ses mains.

ALVAREZ. — Mais je souffre, moi !... Je souffre !

FERNANDO (*s'approchant de lui*). — Souffre tout seul, frère... Ta souffrance te grandira ! (*Il lui prend la main.*)

ALVAREZ (*à travers ses larmes*). — Oh ! maître... maître... je ne sais plus... Que dois-je faire?

FERNANDO. — Pardonne !... Rentre chez toi. (*Il le conduit vers la porte.*) Médite sur les cendres de ton bonheur, et, que de ta peine, naisse dans ton cœur plus d'indulgence et plus de bonté... Va... Ta colère est bien morte?

ALVAREZ. — Oui, maître.

FERNANDO. — Tu n'as plus tes horribles idées?

ALVAREZ. — Je vous laisse mon fusil... Je n'ai plus envie que de pleurer.

Il sort vivement. Tous les personnages le regardent s'éloigner, le dos courbé, titubant, pliant les genoux, écrasé par le poids trop lourd de sa douleur.

***

MIROSLAWA (*très émue, s'adressant à Fernando*). — Oh ! mon ami, mon ami, que vous avez dit de bonnes et de belles choses !

PIERRE. — Chaque fois que je vous entends parler sur la vie, il me semble que je deviens meilleur !

JACQUELINE. — Quelle admirable éloquence !

FERNANDO. — Ce n'est pas moi qui fus éloquent. (*Montrant Boutron.*) C'est lui, parce qu'il était plus que moi dans les réalités de la vie... Tu me pardonnes, mon ami, de t'avoir mis en cause?... Il le fallait pour sauver cette femme et pour défendre cet homme contre lui-même.

BOUTRON. — J'accepte avec joie les conséquences de cette confession publique, puisqu'elle a pu empêcher un nouveau crime !

DIMITRI. — Vous avez été très brave, Boutron ; donnez-moi la main.

PIERRE. — A moi aussi.

BOUTRON (*touché*). — Merci, mes amis, merci.

MIROSLAWA. — Moi, je vous embrasse.

BOUTRON. — Que vous êtes bonne ! (*A Jacqueline qui lui tend la main aussi.*) Merci, madame Jacqueline.

PIERRE. — Quand on pense que, sans vous deux, ce misérable...

FERNANDO (*l'interrompant*). — Chut ! enfant... Pas de mots trop durs !... Ce n'est pas un misérable, c'est un homme, tout simplement, un homme mené par cette force inconsciente qu'on appelle l'instinct. Il faut avoir beaucoup réfléchi, beaucoup souffert, voyez-vous, pour savoir dominer son instinct par sa raison.

Tout à l'heure, quand Alvarez a tiré sur sa femme, j'ai bondi vers lui, le poing levé et j'ai failli le frapper, comme les autres... vous avez remarqué?... C'était l'instinct qui me poussait, et, sans doute aussi, un lointain atavisme brutal et cruel... Je me suis repris à temps, mais vous voyez bien qu'il faut être toujours sur ses gardes.

Allons, ne pensons plus à cette histoire. Nous aurons beaucoup de travail demain, réglons rapidement le programme de la journée... Excusez-nous, mesdames, c'est l'heure des affaires...

Il va s'asseoir à son bureau.

MIROSLAWA. — Nous vous laissons... Vous me permettez d'emmener Boutron pour finir mon classement?

FERNANDO. — Certes.

JACQUELINE. — Moi, je vais coucher mon fils et reconduire Œil-de-Tigre à sa mère.

MIROSLAWA (*riant*). — Prenez garde à votre chevelure.

JACQUELINE (*de même*). — Je suis très brave.

Elles sortent, l'une à gauche avec Boutron, l'autre à droite.

***

FERNANDO. — Dimitri, nous avons deux mille chevaux à fournir au consul de France dans le plus bref délai. Nous commencerons le travail de classement demain matin à la première heure.

DIMITRI. — Parfait.

FERNANDO. — Pierre, soyez assez aimable pour transmettre aux ranchos les heures de convocation.

PIERRE. — Je vais téléphoner des bureaux.

FERNANDO. — C'est ça ! Toi, Dimitri, tu seras présent, bien entendu, pour la visite sanitaire. Les chevaux seront ensuite conduits à Rio.

DIMITRI. — Compris.

FERNANDO. — Nous sommes bien d'accord tous les trois?... Bon. Allez, Pierre. (*Pierre sort.*) Moi, je vais reprendre les états et faire une première liste d'après les livres. A tout à l'heure.

Il va pour sortir, mais Dimitri le retient.

DIMITRI. — Un instant, veux-tu?... J'ai à te parler.

FERNANDO. — Tout de suite?

DIMITRI. — Oui, si cela ne t'ennuie pas.

FERNANDO. — Je suis à tes ordres. Qu'y a-t-il?

DIMITRI. — Voilà plusieurs semaines que je désire avoir un entretien avec toi... et que je n'ose... Aujourd'hui, je me suis décidé... Mais, si j'attends, mon courage s'en ira peut-être et alors...

FERNANDO (*surpris*). — Que tu n'oses?... Courage?.... Qu'est-ce que tout cela signifie?... Tu n'oses pas me dire quelque chose, à moi?... Tu n'as donc plus confiance en mon amitié?...

DIMITRI. — Oh ! Fernando, que vas-tu penser là? Tu sais bien que je n'ai pas d'autre ami que toi au monde. Mais... il s'agit d'une chose si délicate que j'aurais voulu trouver la vérité moi-même, sans être obligé de te la demander, car je me méfie de toi.

FERNANDO. — Tu te méfies?

DIMITRI. — Oui, de ton cœur... Comprends-moi... Il y a des gens dont on doute parce qu'on les sait capables de vous sacrifier à eux-mêmes, à leurs intérêts, à leur bonheur... Toi, on doute de toi, parce qu'on a peur que tu ne te sacrifies pour les autres, que tu ne fasses passer leur bonheur avant le tien... C'est pourquoi je te supplie de me répondre avec une absolue franchise.

FERNANDO. — De quoi s'agit-il, mon Dieu?

DIMITRI (*le regardant bien dans les yeux*). — J'aime Miroslawa.

Fernando ne détourne pas son regard. Il reste une minute silencieux.

FERNANDO. — Ah !... Et... tu le lui as dit?

DIMITRI. — Non. Je me suis même efforcé de ne pas le lui montrer.

FERNANDO. — Pourquoi?

DIMITRI. — Parce que j'avais un doute. J'ai eu peur, j'ai peur encore que tu ne sois, de ton côté, amoureux d'elle, et, comme je ne voudrais, pour rien au monde, te causer un chagrin, si léger soit-il, je n'entreprendrai aucune démarche sans être fixé sur ce point et sans avoir ton assentiment.

FERNANDO (*avec un grand élan sincère*). — Mon cher Dimitri, tes paroles me touchent plus que je ne puis dire. Je suis ému profondément par ta démarche... Agis sans crainte, mon frère, parle à Miroslawa, dis-lui ton amour... Elle ne peut pas trouver, pour refaire sa vie, un homme plus digne d'elle.

DIMITRI (*joyeux*). — Oh ! merci !... Merci !... tu ne l'aimes donc pas?

FERNANDO. — Follement !

DIMITRI. — Quoi?... Tu l'aimes?

FERNANDO. — Comme toi, de toutes les forces de mon cœur et de mon âme !

DIMITRI (*avec désespoir*). — Tu l'aimes?

FERNANDO. — Et après?... Est-ce une raison parce que je l'aime, pour qu'il faille nécessairement qu'elle se mette à m'aimer?... Non, n'est-ce pas?... Je lui ai offert autrefois d'associer sa vie à la mienne. Elle m'a répondu qu'elle ne désirait pas se remarier, qu'elle me demandait le temps de réfléchir, que, peut-être, un jour... Donc, elle ne m'aime pas. Il est tout naturel que tu lui offres à ton tour ton dévouement et ta tendresse.

Mais Dimitri n'entend plus rien. Effondré dans un fauteuil, il cache ses yeux dans son mouchoir et pleure.

DIMITRI. — Non... Non !... Tu l'aimes, c'est fini... Je te remercie de m'avoir parlé avec franchise... C'est fini !

FERNANDO. — Pourquoi?

DIMITRI. — Je ne veux pas te voler le bonheur auquel tu aspires.

FERNANDO. — Tu déraisonnes.

Il s'assied près de lui, prend ses mains dans les siennes et le force à le regarder.

Il ne s'agit pas de moi, en ce moment, ni même de toi. Il s'agit d'elle, et uniquement d'elle !

DIMITRI. — D'elle?

FERNANDO. — Parfaitement !... Suppose que Mira, un jour, par lassitude d'être seule, par désir de créer une famille, se décide à refaire son foyer et qu'elle m'épouse, s'imaginant que, parmi les hommes dont elle estime le caractère, je suis le seul à l'aimer ; puis qu'elle découvre plus tard, par hasard, qu'il y avait un autre homme plus jeune, plus près d'elle, qui l'aimait avec la même force, quelle amertume n'éprouverait-elle pas? Quel regret du vrai bonheur coudoyé et définitivement perdu?

Voilà ce que nous devons avant tout éviter, Dimitri.

Vois-tu, il faut toujours s'efforcer de donner à la liberté individuelle toutes les facilités et toutes les garanties.

Il ne s'agit pas en ce moment, je le répète, de toi ou de moi, il s'agit du grand principe de la liberté humaine.

C'est avec ce principe qu'il faut être scrupuleusement honnête.

DIMITRI. — Mais...

FERNANDO. — Que sont nos petits intérêts personnels à côté de cette pure et noble idée?

Ah ! mon ami, lorsqu'on a voué, comme moi, sa vie à la recherche de la liberté, lorsqu'on l'aime d'un amour sincère et profond, on éprouve pour elle un immense respect !.

Si tu savais comme tout se ligue contre elle : l'éducation, les préjugés, les traditions, les religions, les convenances, les intérêts, les superstitions... Il n'y a pas jusqu'à la pitié, la noble et sainte pitié, qui ne vienne, comme en ce moment, aider à l'entraver.

N'ajoutons pas une embûche à toutes celles que le libre arbitre rencontre sur son chemin.

Pour que Miroslawa puisse se déterminer librement, il faut qu'elle sache ! Déclare-lui ton amour, Dimitri ; si tu ne le faisais pas, c'est moi qui lui parlerais à ta place ; mais je ne serai pas obligé d'en arriver là, n'est-ce pas? Tu consens à lui dire toi-même ta passion?

DIMITRI. — Je ne sais... Comment voir clair en moi?

Fernando se lève, va à la porte de gauche qu'il ouvre, et après avoir eu un mouvement imperceptible d'hésitation, il appelle :

FERNANDO. — Mira !

DIMITRI (*courant à lui*). — Que fais-tu?

FERNANDO. — Mira !

MIROSLAWA (*du dehors*). — Qu'y a-t-il?

FERNANDO. — C'est notre ami Dimitri qui a besoin de vous parler. Il n'ose pas... C'est pourquoi je vous appelle.

MIROSLAWA (*paraissant dans l'encadrement de la porte*). — Il n'ose pas?... C'est une plaisanterie, je pense...

FERNANDO. — Pas du tout !... Je vous laisse... Grondez-le, il le mérite... Au revoir.

Il regarde longuement Dimitri et Miroslawa, puis sort sur la galerie et disparaît.

Dehors, le jour a baissé assez rapidement. Les ardoises des toits reflètent les derniers rayons pâlis du soleil ; un grand calme s'étend sur toute la campagne.

***

Miroslawa s'approche de Dimitri qui reste au milieu de la pièce, la tête baissée.

MIROSLAWA. — C'est vrai Dimitri, que vous n'osiez pas me parler?

DIMITRI. — C'est vrai, Mira.

MIROSLAWA. — Ce que vous avez à me dire est donc si difficile et si grave?

DIMITRI. — Oui, très difficile et très grave... ou, tout au moins, très sérieux.

MIROSLAWA. — Je vous écoute.

DIMITRI. — Excusez-moi... Mais je suis pris au dépourvu... Je n'aurais pas voulu aborder un pareil sujet aussi brusquement... Je ne sais comment vous dire?...

MIROSLAWA. — Dites-moi franchement. Vous savez bien que je ne suis pas une femme avec qui l'on est obligé de prendre des détours. Je suis pour vous une bonne camarade. Ai-je fait quelque chose qui vous ait déplu?... Vous ai-je, sans le vouloir, froissé?...

DIMITRI (*vivement*). — Oh ! non, Mira... Non, c'est beaucoup plus important.

MIROSLAWA. — Raison de plus, alors, pour parler nettement.

DIMITRI. — Oui, c'est juste ! Hésiter plus longtemps serait faire insulte à votre beau caractère et donner à mes intentions une allure suspecte indigne d'elles.

J'ai à vous dire, Mira, que, depuis de longs mois déjà, j'éprouve pour vous un amour très grand et que je n'ai plus qu'une seule ambition, celle de devenir, si vous y consentez un jour, votre associé, votre défenseur, en un mot, votre mari !

Vous voyez c'est à la fois très simple et très considérable... Cela tient en peu de mots... Pourtant le sentiment est si grand que je suis à présent tout interloqué de l'avoir exprimé aussi vite... et j'éprouve le besoin de parler encore... Mais j'ai dit ce que j'avais à vous dire, Mira... et je n'ai rien à ajouter. Ne me répondez pas tout de suite... Réfléchissez... Voyez... Ne me répondez pas.

Il s'est dirigé en parlant vers la porte ; il s'apprête à sortir, mais Miroslawa l'arrête d'un geste.

MIROSLAWA. — Si, Dimitri, je désire vous répondre immédiatement, au contraire, car il s'agit d'une question de principe. Si j'attendais, vous pourriez croire que votre personne est en cause et je vous jure que cela n'est point ! J'ai pour vous, au contraire, une haute estime ; votre caractère me plaît, votre bonté me touche, nos âges sont en rapport, vos conceptions de la vie sont pareilles aux miennes, nous sommes de la même race... enfin, il y aurait bien des raisons pour que je m'unisse à vous plutôt qu'à un autre... Mais je ne comprends pas le mariage sans amour et...

DIMITRI. — Et vous ne m'aimez pas?

MIROSLAWA. — Et je ne veux plus aimer !

Elle va vers la fenêtre, contemple un moment le coucher du soleil et revient près du jeune homme.

Connaissez-vous ma vie, Dimitri?

DIMITRI. — Je n'ai pas besoin de la connaître !

MIROSLAWA. — J'entends bien que vous n'avez pas l'âme assez mesquine pour avoir désiré connaître mon passé avant de m'offrir votre avenir. Vous n'avez pas besoin de savoir ce que je fus, il vous suffit de savoir ce que je suis, et, en cela, vous vous élevez au-dessus des autres hommes. Pourtant, je

tiens à vous mettre au courant, non point par un vain scrupule, indigne de vous et de moi, mais pour que vous compreniez ma détermination actuelle.

Elle le fait asseoir en face d'elle.

Rassurez-vous ; mon existence, qui me semble avoir été si longue par l'immensité des douleurs que j'y souffris, tient en quelques mots.

Vingt ans : toutes les illusions, tous les rêves et je ne sais quelle attente anxieuse de l'amour !

Mariée par une famille aux idées étroites à un homme beaucoup plus âgé que moi, brutal et grossier.

Une agonie affreuse de mes espérances dans le dégoût et la révolte.

Enfin, un jour, la découverte tragique de la volupté au milieu du vice et le plus répugnant. Alors, la peur de moi-même, la vision d'une chute irrémédiable, le sursaut d'une énergie latente, la ruée vers le travail qui sauve et le dévouement qui purifie.

Voilà mon entrée dans la vie, mes lamentables débuts de femme !

Puis ce fut la rencontre inattendue de l'amour ! Un homme se présenta, qui semblait réaliser mon idéal, et sur qui je plaçai mes admirables facultés d'aimer. Nous partîmes ensemble ; j'abandonnai mari, famille, considération mondaine et situation sociale. Lui-même résilia l'emploi qu'il occupait et nous commençâmes à travers le monde une course errante qui devait se terminer ici, au Brésil.

Ce fut d'abord un délire des sens et de l'âme. Nous vivions sans réfléchir et sans compter... Bientôt la misère vint. Je n'en aurais pas souffert si elle n'avait pas modifié le caractère de mon amant, ou, plus exactement, si elle ne l'avait point fait apparaître tel qu'il était en réalité !

Il s'aperçut alors que sa passion n'avait été qu'un caprice, et, un soir, il s'en alla en me laissant un banal mot d'excuses.

Je ne poussai pas de grands cris et je n'éprouvai point un de ces désespoirs furieux de femelle abandonnée.

Ma peine était plus profonde ; elle venait de moi seule, car la lumière s'était faite en mon âme. Je voyais que, moi aussi,

je m'étais trompée inexcusablement. Je n'avais pas aimé cet homme, j'avais aimé l'amour !

Dans cette union, j'avais tout donné, sentimentalement, physiquement, et voilà que je me retrouvais brisée, lasse, et plus que jamais écœurée !

Je ne sais pas quelle est la plus grande souffrance : du plaisir physique sans amour ou de l'amour sans objet. Mais je crois bien que cette dernière est la pire. Quand une fois je l'eus découverte et analysée, je pris une telle peur de moi que je résolus de mourir, plutôt que de risquer une nouvelle erreur, aussi dégradante.

Fernando, par hasard, me rencontra au moment où j'allais en finir avec la vie et me sauva en me montrant que le dévouement aux malheureux, aux petits, à tous ceux qui souffrent, à tous ceux qui sont faibles, était de l'amour encore, de l'amour purifié, grandi.

C'est à cet amour-là que j'ai voué mon existence, je ne veux pas redescendre.

Voilà les raisons, Dimitri, qui me poussent à refuser votre offre. Vous voyez qu'elles n'ont rien de désobligeant pour vous. Mais je ne veux plus aimer jamais, jamais !

DIMITRI (*avec une émotion sincère et une grande fougue*). — Pourtant, Miroslawa, il n'y a pas une douleur dans chaque amour... Je vous assure que celui que j'éprouve pour vous est au-dessus de tout soupçon !... Ce n'est pas une simple folie des sens !... J'aime votre âme et votre cœur à l'égal de votre beauté... Je voudrais pouvoir me dévouer pour vous, je voudrais pouvoir vous créer une vie toute de bonheur... Enfin... enfin... je vous supplie de ne pas prendre une décision irrévocable... Réfléchissez... Étudiez-moi... Mettez-moi à l'épreuve... J'attendrai... Jamais plus un mot d'amour ne sortira de mes lèvres... Mais ne me dites pas que c'est fini... que je ne dois plus espérer... Vous ne pouvez pas savoir ce que ce serait pour moi... Laissez-moi le droit de vous aimer dans l'ombre, discrètement... Oh ! vous le pouvez, Mira. Je vous jure que je n'éprouve pour vous qu'une immense tendresse très pure et qu'aucune pensée vilaine ne peut vous effleurer... Mais ne me dites pas que c'est fini, ne me le dites pas... surtout...

Miroslawa, troublée, s'est levée. Dimitri, toujours assis, a glissé légèrement de son fauteuil, tout en parlant, si bien qu'il est, à présent, presque à genoux. Il a pris une des mains de la jeune femme dans les siennes et appuie sur elle son front brûlant. Elle frissonne, se penche légèrement vers lui, de sa main restée libre elle esquisse au-dessus de sa tête un geste de caresse... mais elle se reprend aussitôt, se dégage avec une certaine brusquerie et s'écarte effrayée.

MIROSLAWA. — Laissez-moi... Ne dites plus rien... Ne dites plus rien... (*Elle va à la porte de gauche et appelle :*) Boutron !... Boutron !... Apportez-moi mes registres ici, je vous prie !

Et comme Jacqueline passe sur la galerie, elle court vers elle.

Jacqueline !... Eh bien, les enfants sont couchés?...

Elle se retourne vers Dimitri qui la regarde avec tristesse.

Je vous demande pardon...

***

Le crépuscule vient tout doucement, la pièce se remplit d'ombre; dehors une buée légère sort de la terre surchauffée, une brise agite les feuilles roussies des arbres.

JACQUELINE (*entrant*). — J'ai reconduit Œil-de-Tigre à sa mère. Il était si fatigué que j'ai dû le porter et ce terrible chasseur de scalps s'est endormi dans mes bras.

MIROSLAWA. — Pauvre petit bonhomme.

BOUTRON (*entrant par la gauche*). — Voici vos registres, madame.

MIROSLAWA. — Merci... Dimitri, allumez, s'il vous plaît... Il fait sombre... C'est d'une tristesse ! (*Dimitri tourne le commutateur.*) Ah ! A la bonne heure !

Elle va s'installer devant le bureau.

JACQUELINE. — Où est mon mari?

DIMITRI. — Au téléphone des bureaux.

FERNANDO (*venant du dehors*). — Le courrier est-il arrivé?

MIROSLAWA. — Pas encore.

FERNANDO. — C'est surprenant.

Il s'approche de Dimitri et l'entraînant à l'écart, il lui demande tout bas :

Que t'a-t-elle répondu?

DIMITRI. — Qu'elle ne voulait plus aimer.

Une lueur brille dans les yeux de Fernando. Il dit simplement avec une imperceptible intonation joyeuse : « Ah ! »

MIROSLAWA (*à Jacqueline qui a repris son ouvrage*). — Encore au travail?

JACQUELINE. — Je n'ai presque rien fait aujourd'hui.

Soudain, la cour, jusqu'à maintenant silencieuse, s'emplit de bruit. On entend des claquements de fouet, des pas de chevaux, des appels.

BOUTRON. — Voici le courrier, enfin !

Un murmure de voix nombreuses parvient jusque dans la salle.

JACQUELINE. — Quel est ce bruit?

BOUTRON. — Ce sont les employés et les garçons d'écurie qui réclament leurs colis et leurs lettres.

JACQUELINE. — Ils sont joliment bruyants.

DIMITRI. — Comme de coutume.

FERNANDO. — A chaque courrier, c'est la même chose.

Mais un silence profond a succédé au tumulte, puis on distingue la voix d'un homme qui parle seul, et, brusquement, des exclamations violentes retentissent.

JACQUELINE. — Aujourd'hui, c'est tout différent.

MIROSLAWA. — Oui, en effet !

JACQUELINE (*inquiète*). — Vous entendez?... Vous entendez?... Ils crient !

FERNANDO. — Quelque discussion !

MIROSLAWA. — Non... Il y a autre chose sûrement.

La rumeur augmente encore.

JACQUELINE (*la gorge serrée*). — Mais qu'ont-ils donc tous?

DIMITRI. — Vous avez raison, ce n'est pas naturel.

JACQUELINE. — Oh ! il faut que je sache !... Je vais aller...

Elle se dirige vers la porte, mais celle-ci s'ouvre brusquement

à cet instant même, et Pierre apparaît. Il est pâle, ému au point qu'il ne peut parler et doit s'appuyer une seconde contre le mur.

JACQUELINE. — Pierre !... Pierre !... Qu'est-ce que tu as?

FERNANDO. — Que se passe-t-il?

MIROSLAWA. — Vous êtes tout pâle !... Parlez... Parlez vite !

BOUTRON (*comprenant*). — Ça y est, Pierre?

PIERRE. — Oui !

FERNANDO. — La guerre?

PIERRE. — La guerre !

JACQUELINE (*se jetant dans ses bras avec un grand cri*). — Ah !... Pierre !... mon Pierre...

PIERRE. — Sois brave, ma chérie !

MIROSLAWA (*effondrée*). — La guerre !

DIMITRI (*rageusement*). — La guerre !

BOUTRON (*avec une joie extatique*). — La guerre !

FERNANDO (*grave*). — Ils ont osé !

Un grand silence lourd. Jacqueline sanglote nerveusement contre la poitrine de son mari qui lui embrasse le front. Les autres se recueillent.

PIERRE (*à Jacqueline*). — Allons, mon petit, sois courageuse... Ne pleure pas comme ça... tu me fais de la peine !

JACQUELINE. — Mon Pierre, mon Pierrot, mon grand !

PIERRE. — Ce n'est pas terrible, quoi !... Il fallait s'y attendre !... Je suis sûr de n'être pas tué, moi... C'est un pressentiment... Ah! tu vois... Voyons, une Française doit être forte !

JACQUELINE (*s'essuyant les yeux*). — Tu as raison... C'est fini. Je ne pleurerai plus... C'est fini... Je te le promets... Tu comprends, la surprise... Mais, rassure-toi, je n'amollirai pas ton courage... Je saurai ne plus pleurer...

PIERRE (*s'efforçant de rire*). — C'est ça !... Bravo !... Je reviendrai avec des tas de galons, et des tas de croix, tu verras !... Ce sera superbe... Ah ! ils nous déclarent la guerre !... Ah ! ils veulent encore venir prendre nos pendules, ils vont voir !... J'arrive d'Amérique, moi, Pierre Dupont... C'est quelque chose, ça !... Je suis sûr que si le kaiser s'était douté que j'allais rentrer tout de suite, il aurait hésité !...

JACQUELINE. — Il rit, lui... Quel enfant !

FERNANDO. — Non, quel homme !

BOUTRON. — Eh bien, et moi?... Tu ne crois pas que je représente un fameux renfort?

PIERRE. — Sapristi !

BOUTRON. — Tu vas voir les Prussiens !... Quand je vais leur lancer mes manches de lustrine à la figure... ils foutront le camp !...

MIROSLAWA. — Ma parole, on dirait que vous êtes contents !

BOUTRON. — Mais oui, je l'avoue, je suis content !

MIROSLAWA. — Content?

BOUTRON. — Parfaitement, content !... Content d'avoir enfin une occasion de faire quelque chose de propre, content de pouvoir peiner et souffrir pour un idéal, avec l'espoir de mourir chiquement sur un champ de bataille, au lieu de crever, rongé de remords, dans un lit ! Content à l'idée que ma carcasse sera enfouie dans la terre de France, de ma France que je n'espérais plus revoir... Oh ! oui, madame Miroslawa, je suis content, je suis content, je l'avoue, je suis très content !

FERNANDO (*souriant*). — Égoïste !... Et vous, Pierre?

PIERRE. — Moi, ce n'est pas de la joie que j'éprouve, mais de la colère ! Quand je pense que les barbares vont, encore une fois, tenter de s'approprier la douce France où il fait si bon vivre, pour comprimer son esprit dans le moule étroit de leur casque à pointe, je deviens fou de rage !... C'est que je les connais ; j'ai été en Allemagne. Je sais la haine qu'ils ont pour notre indépendance ! C'est le génie français qu'ils veulent saper et détruire. Nous serons là pour les en empêcher. Nous lutterons jusqu'au dernier pour l'avenir de notre race.

DIMITRI. — Très bien, Pierre !

PIERRE. — Mais ils sont forts... Ce sera dur !... C'est pourquoi je me désole en pensant que je ne serai pas là dès le premier jour. Ils vont essayer de faire vite, allez !... Pourvu que nous arrivions à temps... Y aura-t-il un bateau tout de suite?

DIMITRI. — Le consul a dû faire le nécessaire. Nous irons à Rio demain matin.

MIROSLAWA. — Comment « nous irons »?... Est-ce que vous, Dimitri...

DIMITRI. — Bien entendu, je pars avec eux !

PIERRE. — Ah ! c'est chic, ça, Dimitri !

BOUTRON (*sautant de joie*). — Vous venez?... Vous venez avec nous?...

FERNANDO. — Tu pars?

DIMITRI. — Je vais me battre pour la France !... C'est mon devoir... Je paierai ainsi une dette ancienne !

BOUTRON. — Ah ! ma France, on t'aime, va, on t'aime !

DIMITRI. — Elle est notre lumière !

Miroslawa qui, pour cacher son émotion, était allée sur la galerie, revient précipitamment.

MIROSLAWA. — Wertzer !... Voici Wertzer qui descend de cheval et se dirige par ici !

PIERRE. — Wertzer !

JACQUELINE. — Cet Allemand !... Que veut-il?

BOUTRON. — Il doit partir, lui aussi.

JACQUELINE (*à Fernando*). — Je ne veux pas le voir. Chassez-le ! Chassez-le !

FERNANDO. — Excusez-moi, Jacqueline, Wertzer vient me trouver, moi. C'est un homme qui m'a toujours servi loyalement, il fait son devoir, et je n'ai pas de raison...

JACQUELINE. — Je vous demande pardon... Ma douleur me rend folle... Ne m'en veuillez pas...

***

Wertzer a gravi rapidement les marches qui conduisent à la galerie; il s'arrête sur le seuil de la porte en voyant tous les habitants de la maison réunis, retire son chapeau, s'incline légèrement devant Jacqueline et Mira qui sont ensemble et s'avance franchement vers Fernando.

C'est un homme de quarante-deux ans, grand, large d'épaules, à la tête massive, aux yeux d'un bleu faïence, à la mâchoire solide. Son visage reflète une joie intense, pas méchante, presque enfantine.

WERTZER. — Ah ! je suis bien heureux de vous trouver là, maître.

FERNANDO. — Bonjour, Wertzer

Il lui serre la main.

WERTZER. — Vous savez la grande nouvelle?

FERNANDO. — Oui.

WERTZER. — Je pensais bien que cela ne devait pas tarder à se produire... Mais je ne supposais pas que les choses iraient si vite... Je suis navré de vous laisser dans l'embarras... mais il me faut rentrer immédiatement, vous comprenez?

FERNANDO. — Je comprends.

WERTZER. — Votre exploitation va se trouver bien démunie, c'est ennuyeux. Mon ami Dupont et mon ami Boutron doivent vous quitter, eux aussi?

FERNANDO. — En effet !

WERTZER (*s'approchant des deux Français, la main tendue*). — Serrons-nous une dernière fois la main, voulez-vous? Nous avons toujours vécu dans la plus parfaite intelligence et ce n'est pas une raison parce que nous allons être ennemis demain, malgré nous, pour que nous cessions brusquement de nous estimer.

PIERRE (*lui serrant la main, après une seconde d'hésitation*). — Vous avez raison.

BOUTRON (*de même*). — Nous faisons tous notre devoir.

WERTZER. — Je vous souhaite personnellement bonne chance. Si je puis, à un moment donné, vous être utile, n'oubliez pas le major Wertzer du 3e uhlans. On ne sait pas ce qui peut arriver. D'ailleurs, nous nous reverrons bientôt, si nous ne sommes pas tués, car cette guerre sera très rapide.

BOUTRON. — Croyez-vous?

WERTZER. — J'en suis certain. Dans un mois et demi ou deux mois, nous serons à Paris et dans quatre mois tout sera fini.

PIERRE. — Vous serez à Paris?

WERTZER. — Sans aucun doute.

PIERRE (*s'emportant*). — Ah ! çà, vous rêvez ! Vous pensez donc que les Français sont des lâches qui ne sauront pas se défendre?

WERTZER. — Loin de moi... Les Français sont d'admirables soldats, tout le monde le sait, et nous mieux que tout le monde, mais ils n'ont pas les moyens de nous résister.

BOUTRON. — Qu'en savez-vous?

WERTZER. — Je le sais, croyez-moi. Vous ne vous rendez

pas compte de l'outillage formidable dont dispose l'Allemagne, du nombre d'hommes colossal qu'elle va pouvoir jeter sur la France. Il n'y a pas de courage, d'héroïsme, qui puissent quelque chose contre cela.

PIERRE. — Ce n'est pas prouvé !

WERTZER. — Croyez-moi ; rien n'arrêtera l'Allemagne ! La grande race germanique, brisant le cadre étroit qui la comprimait, va s'étendre sur le monde !

FERNANDO. — Dans quel but?

WERTZER. — Occuper sous le soleil la place à laquelle le nombre de ses enfants lui donne droit, prendre le rôle prépondérant et directeur que son intelligence, sa culture, sa moralité l'appellent à jouer !

FERNANDO. — Pour cela?

WERTZER. — Elle englobera la Belgique, la Pologne russe, les provinces baltiques qui sont allemandes. L'Autriche prendra la Serbie et s'ouvrira un débouché vers la mer, à travers la Macédoine grecque...

BOUTRON. — Beau programme !

PIERRE. — Et la France, qu'est-ce que vous en ferez?

WERTZER. — A la France nous prendrons les ports du Nord, dont nous aurons besoin plus tard contre l'Angleterre, les bassins miniers nécessaires à notre industrie et sans doute aussi le Maroc, l'Algérie, la Tunisie pour notre expansion coloniale !

JACQUELINE. — Quel aplomb !

WERTZER. — A moins que...

PIERRE. — A moins que vous ne soyez battus?

WERTZER. — Non, c'est impossible ! A moins que la France ne soit assez sage pour comprendre quel avantage elle aurait à s'allier avec nous, sous notre domination amicale, et c'est la solution que je souhaite de tout mon cœur, car je l'aime énormément. D'ailleurs, croyez-moi, la plupart des Allemands ont, pour ce beau pays, une réelle affection.

PIERRE. — Une convoitise !

WERTZER. — Ils en aiment l'esprit créateur ; ils regrettent de voir ses richesses rendues improductives par un manque d'ordre et de méthode !... Administrée par l'Allemagne, la France grandirait du double !... Ce serait magnifique.

BOUTRON. — J'en hurle d'admiration !

WERTZER. — Mais elle comprendra... de gré ou de force. Nous sommes résolus. Nous ferons son bonheur malgré elle !

BOUTRON. — Merci !

WERTZER. — Comme nous ferons, ensuite, le bonheur de l'humanité en lui donnant notre culture et notre discipline.

BOUTRON. — Joli cadeau !

WERTZER (*continuant avec un accent prophétique*). — Car le peuple allemand est appelé à diriger le monde, il est l'élu de Dieu, le peuple-roi étant, de tous les peuples, le plus vertueux et le plus fort !

BOUTRON. — Simplement !

WERTZER. — Excusez-moi de vous parler ainsi, mais je ne puis faire autrement ; le moment est venu de crier cette vérité aux hommes ! Voici révolus les temps promis où va se réaliser le beau rêve de la grande hégémonie prussienne prédite par notre empereur qui est le représentant du Seigneur sur la terre. Je tressaille d'un noble enthousiasme et je souhaite de vivre assez pour assister à l'établissement de cette ère de félicité !

Allons, au revoir, monsieur Fernando, au revoir, mes amis. Je vais porter ma modeste pierre à la grande construction du bonheur universel... A bientôt ! Bonne chance !

Il sort théâtralement sans qu'aucun des assistants muets d'étonnement ne songe à prononcer une parole.

***

BOUTRON (*après un temps*). — Il est complètement fou !

MIROSLAWA. — C'est incroyable !

DIMITRI. — Je suis stupéfait !

PIERRE. — Pas moi. Voilà les Allemands tels qu'on les ignore.

JACQUELINE. — Ils ne sont pas tous comme celui-là, je suppose.

PIERRE. — Tous, à des degrés différents ! Ils vont à cette guerre qu'ils espéraient avec une joie d'illuminés et la lutte sera formidable. Mais, j'ai foi dans notre cause. Nous ne rêvons pas, nous, d'asservir le monde ; nous voulons simple-

ment vivre libres et indépendants. Si jamais une pareille contrainte nous était imposée, la vie ne vaudrait plus la peine d'être vécue !

JACQUELINE (*se serrant contre lui*). — Mon Pierre, ne parle pas ainsi !

PIERRE. — Mon amour, je dis ce que je pense. Élevons nos âmes et préparons-nous à tous les sacrifices.

Il écarte doucement sa femme et s'avance vers Fernando. Sa voix tremble un peu pendant qu'il parle. A certains moments, même, elle fléchit et s'étrangle, mais il se ressaisit aussitôt.

Mon cher Fernando, dans cette minute suprême de mes résolutions, en vous remerciant de tout ce que vous avez fait pour moi...

FERNANDO (*vivement*). — Je vous en prie, Pierre.

PIERRE. — Je veux vous demander de faire plus encore. C'est en ce moment que je sens d'une façon particulièrement cruelle la séparation imposée par mes parents. J'aurais voulu serrer ma mère sur mon cœur et lui confier ma femme. Hélas ! c'est impossible... N'en parlons plus...

C'est donc à vous, mon ami, que je remets Jacqueline et mon petit Marcel. De les savoir sous votre garde, cela me donnera du courage et de la patience. Si je meurs, ne les abandonnez pas, en souvenir de moi.

JACQUELINE. — Mais je veux t'accompagner en France. Il me serait impossible de rester si loin de toi.

Il l'arrête d'un geste à la fois autoritaire et tendre. Toute son attention est concentrée vers ce que Fernando va lui répondre. Celui-ci attend quelques secondes puis plante son regard dans les yeux du jeune homme et lui dit d'une voix grave :

FERNANDO. — Je suis touché, Pierre, de la marque de confiance que vous me donnez, mais je ne puis plus accepter, au moins sous cette forme, le dépôt sacré que vous voulez remettre entre mes mains.

PIERRE (*surpris*). — Vous ne pouvez plus?

FERNANDO (*lentement, en détachant bien chaque mot*). — Non, car, moi aussi, je pars avec vous ; moi aussi, je vais aller me battre à vos côtés !

PIERRE. — Vous?

BOUTRON (*bondissant*). — Oh ! quelle joie !

JACQUELINE. — Fernando !

DIMITRI. — Tu veux?

FERNANDO. — Oui ! J'hésitais... Mais les paroles de Wertzer ont déchiré le voile qui me cachait la vérité. Je vais aller me battre à vos côtés, car ce n'est pas seulement la France qui est en jeu, c'est aussi la liberté du monde !

MIROSLAWA. — Vous avez raison, mon ami.

FERNANDO. — Vous, Pierre, et vous, Boutron, vous allez risquer votre vie pour la défense de votre patrie ; toi, Dimitri, pour payer une dette ancienne ; moi, qui n'ai pas de patrie, moi qui ne suis lié par rien sur cette terre, je vais offrir la mienne, à l'Idée, à la grande Idée de la Liberté universelle !

Le triomphe de cette race germanique, je le vois clairement à présent, serait celui du despotisme le plus intolérable. L'humanité serait arrêtée dans sa marche en avant. Elle piétinerait à nouveau, et, pendant des siècles, peut-être, tournerait sur place, comme un fauve derrière les barreaux d'une cage. Cela ne doit pas être, ou, tout au moins, nous devons tout faire pour que cela ne soit pas !

J'irai me battre !

MIROSLAWA (*enthousiasmée*). — Nous partirons tous et chacun de nous s'efforcera de servir, dans la mesure de ses moyens.

BOUTRON. — Quel triomphe pour notre cause !

PIERRE. — Bravo, Fernando ! Voilà un noble langage !

JACQUELINE. — Vous êtes admirable !

DIMITRI. — Tu es le plus grand de nous tous !

FERNANDO. — Erreur ! Je suis comme vous, conséquent avec moi-même. Chacun doit servir son idéal.

BOUTRON. — Il n'y a pas jusqu'à ce Wertzer qui n'en ait un, lui aussi !

FERNANDO. — Tu te trompes, Boutron ! Wertzer n'en a pas ! Un idéal est, par définition même, abstrait et désintéressé. L'esprit de conquête et de domination n'est pas un idéal !... C'est un appétit, tout au plus !

(A suivre.)

JEAN-JOSÉ FRAPPA

LA CONDUITE DE LA GUERRE

SUR LE FRONT OCCIDENTAL

La guerre sur le front occidental a présenté trois phases nettement distinctes.

La première s'étend du commencement des hostilités à l'époque où les lignes se stabilisent, c'est-à-dire au milieu de novembre 1914. Elle comprend la première bataille générale entre Sarrebourg et Mons (18-24 août) et la bataille de la Marne, puis l'extension de la lutte vers la mer, enfin les deux tentatives des Allemands pour rompre la gauche des Alliés sur l'Yser et à Ypres. C'est la guerre de mouvements, sans emploi de retranchements autres que les ouvrages hâtivement creusés sur le champ de bataille.

La deuxième phase est celle de la guerre de tranchées, où les adversaires combattent d'une position à l'autre ; les grandes offensives visant la percée, les attaques à objectifs limités, les combats locaux alternent avec de longues périodes de stagnation. Ce régime se prolonge pendant plus de trois ans.

Le 21 mars 1918, l'armée allemande réussit à forcer les positions britanniques : la troisième phase commence. La guerre est reportée en terrain libre et c'est là que, l'offensive germanique ayant échoué, se livrent les batailles décisives. Après deux mois de victoires en rase campagne, les troupes alliées

se trouvent de nouveau devant les anciennes positions ennemies auxquelles elles ont fait face si longtemps. Mais la défense y est désorganisée, la résistance affaiblie. Les fortifications allemandes ne tiennent nulle part ; elles sont enlevées et dépassées sur tout le front de bataille lorsque la signature de l'armistice vient arrêter les hostilités.

Ainsi les opérations nous apparaissent sous l'aspect de deux périodes relativement courtes de guerre de mouvements, séparées par une autre, beaucoup plus longue, de guerre de positions. Si caractérisées que puissent être ces trois phases, il ne faudrait pas croire que dans chacune d'elles la physionomie de la lutte fût demeurée invariable. Au contraire, elle s'est transformée presque continuellement. L'objet même des offensives, la manière dont elles ont été menées, comme les procédés employés par la défense et jusqu'à l'armement des troupes n'ont cessé de subir des changements.

Il semble intéressant, malgré le petit nombre de documents publiés jusqu'à maintenant, de rechercher les causes de ces changements et de l'évolution constante qu'a suivie la conduite de la guerre dans chaque parti. Qu'on ne s'attende pas à trouver ici des révélations sur les opérations militaires, encore moins des plaidoyers ou des réquisitoires pour ou contre tel chef, telle coterie. La présente étude ne fait état que des sources d'information connues de tout le monde : communiqués alliés, résumés officiels du *Bulletin des Armées*, rapports britanniques, recueils de souvenirs ou ouvrages critiques parus en librairie ; elle ne s'attache qu'aux faits et ignore les personnes.

I. — LES DOCTRINES DE GUERRE

Pour pouvoir suivre l'évolution qu'a subie la conduite de la guerre, il convient d'abord d'en connaître le point de départ, c'est-à-dire la doctrine adoptée au moment où les hostilités ont commencé.

L'origine de la doctrine de guerre allemande est beaucoup plus ancienne que celle de la nôtre. Elle remonte à 1816, date à laquelle fut fondée l'École générale de guerre de Berlin,

centre d'études militaires pour les meilleurs sujets du corps d'officiers prussien. Le célèbre Clausewitz devint presque aussitôt directeur de l'établissement, qui prit plus tard le nom d'Académie de guerre. Ce brillant historien militaire orienta le travail de ses élèves vers la discussion des campagnes passées, notamment celles de la période napoléonienne ; il leur apprit à en dégager des principes généraux et des conclusions pratiques.

Un des meilleurs disciples de Clausewitz, Moltke, chef d'état-major général de l'armée prussienne en 1858, ne tarda pas à discerner ce qui manquait aux cours de l'Académie de guerre. Sans doute l'histoire militaire est une source féconde d'enseignements, mais elle ne suffit pas. A scruter toujours les événements d'autrefois, on perd de vue ceux qui se passent sous les yeux. Or à cette époque, il s'était produit, depuis la bataille de Waterloo, bien des changements qui devaient influer profondément sur la conduite de la guerre.

Le système de recrutement prussien, celui de la nation armée — que Moltke méditait déjà de développer — allait fournir des effectifs beaucoup plus nombreux que ceux qui avaient paru dans les guerres précédentes; d'autre part, l'extension des voies ferrées et l'invention du télégraphe électrique facilitaient les transports et les liaisons; enfin, la mise en service récente du fusil à aiguille et du canon rayé augmentait la rapidité de tir de l'arme du fantassin et la portée de l'artillerie.

Moltke fut le seul de son temps à se rendre compte clairement de la transformation que ces conditions nouvelles allaient apporter à la physionomie de la guerre. D'autres grands capitaines, comme Frédéric et Napoléon, ont brillé davantage sur les champs de bataille, mais la supériorité de leurs armées ne leur a pas survécu. Moltke au contraire n'a pris qu'une part indirecte à quelques-unes des plus belles victoires prussiennes ; en revanche, il a su réaliser, comme nul autre, une organisation militaire complète et durable. Instruit du passé, observant le présent, pressentant l'avenir, il a créé une doctrine de guerre répondant aux besoins de son époque et susceptible de s'adapter sans heurt aux situations qui naîtraient longtemps après. En voici les grandes lignes.

Moltke a d'abord fait siens les trois principes cardinaux de Napoléon : action offensive contre l'armée ennemie, concentration des moyens, économie des forces. Seule l'offensive donne la victoire ; la conception générale du chef doit être offensive ; ses lieutenants doivent avoir l'esprit offensif. Mais il faut se garder d'attaquer prématurément, à l'aveuglette. « *Erst waegen, dann wagen* »; d'abord peser, puis oser. N'agir qu'avec toutes les troupes dont on peut disposer ; ne pas risquer de les faire battre séparément. Enfin, si l'ennemi est entreprenant, supérieur en nombre, ne pas oublier les avantages qu'une défensive localisée peut donner en permettant de contenir l'adversaire sur certains points avec des effectifs restreints pour rassembler le gros des forces à l'endroit où on recherche la décision.

Le système de Moltke diffère essentiellement de celui de Napoléon en ce qui concerne le fonctionnement du haut commandement. L'empereur dirigeait tout lui-même et ne permettait à ses lieutenants que d'exécuter à la lettre les ordres qu'il leur donnait. Moltke estima qu'avec les armées considérables qu'il allait avoir à manier, avec la profondeur que prendrait la bataille en raison des progrès de l'armement, une pareille méthode n'était plus applicable. Le général en chef ne pouvait continuer à régler personnellement la marche de chaque corps d'armée pour conduire seul la bataille. Au lieu d'ordres strictement exécutoires, il donna à ses subordonnés des instructions d'un caractère plus général, des « directives », comme il les appela ; il leur laissa, dans ce cadre élargi, une grande initiative. De même que Napoléon a créé les corps d'armée, de même Moltke est le véritable initiateur de la guerre d'armées.

Ainsi le commandement en chef, ne pouvant plus embrasser l'ensemble de la bataille, s'en écarte délibérément et renonce à intervenir dans les mouvements tactiques. Mais il continue à régner en maître dans le domaine de la stratégie, dresse le plan de campagne, préside à la concentration des armées, dirige leur marche à l'ennemi. Ne conduisant pas la bataille aussi étroitement que ses prédécesseurs, il lui est difficile d'y intervenir après qu'elle est engagée. Il doit prévoir à l'avance la manœuvre décisive et ce ne pourra donc être qu'un mou-

vement enveloppant, débordant une ou les deux ailes de l'adversaire. Les réserves à la disposition du général en chef seront massées à l'avance derrière un des flancs, si possible derrière les deux.

La victoire ne résultera donc pas de l'inspiration du commandant en chef au cours du combat ; elle sera assurée par le développement méthodique d'un plan préconçu. Pour mettre cette doctrine en pratique, il faudra prévoir de loin les événements ; le plan de campagne sera poussé très avant et les mouvements réglés jusqu'à la première bataille si on le peut. Il appartiendra aux commandants d'armées d'exploiter ce plan, et c'est pourquoi ils seront dotés de puissants moyens d'action, le commandement supérieur n'en conservant que peu ou point pour lui-même. Jadis Napoléon se constituait, en sus de la Garde, une grosse réserve d'artillerie et de cavalerie pour s'en servir sur le champ de bataille au moment décisif. Moltke emploie sa cavalerie entière à la découverte et répartit toute l'artillerie entre les corps d'armée et les divisions. Il veut que ses lieutenants, auxquels il cède la responsabilité sur le terrain du combat, aient toutes les ressources entre leurs mains et des ressources aussi abondantes que possible ; la proportion d'artillerie à infanterie sera toujours plus forte dans l'armée allemande que dans les autres.

Telle est, résumée à grands traits, la conception de Moltke. L'Académie de guerre la diffusa dans l'armée et y réalisa promptement l'unité de doctrine. Les campagnes triomphales de 1866 et de 1870 en consacrèrent la valeur. A la mort du vieux maréchal, ses principes régnaient sans conteste et personne n'a jamais osé y toucher depuis. Pendant plus de cinquante ans, les générations d'officiers prussiens les ont appris dans les écoles et appliqués sur le terrain. En 1914, le commandement allemand en était comme pétri.

La masse des effectifs, un outillage perfectionné, un entraînement constant, le souffle guerrier entretenu depuis un demi-siècle dans le pays, tout cela mis au service des principes de Moltke faisait de l'armée allemande un instrument d'une extrême puissance. On pouvait prévoir que la mise en marche en serait parfaite et qu'elle se présenterait à la première bataille avec toutes les garanties de la victoire. Mais si cette

première victoire n'était pas décisive, si elle ne réduisait pas l'ennemi à merci, la doctrine risquait de se trouver en défaut, car elle s'accommode mal de l'imprévu. Fondée sur une préparation supérieure, elle est peu apte à faire face à l'inconnu. Sa lenteur, sa lourdeur menacent de la mettre en état d'infériorité devant un adversaire manœuvrier et habile.

La doctrine de guerre française n'a pas connu l'heureuse carrière de sa rivale. Elle ne s'est pas formée dans le recueillement d'une longue paix et n'a pas grandi à l'ombre du succès. Née dans la défaite, ses marraines furent l'incertitude et l'angoisse.

Au lendemain du désastre de 1870, toute l'armée était à refaire. Dès qu'on se ressaisit, on vota une loi de recrutement sur le modèle prussien, on dota nos troupes d'un fusil et d'une artillerie d'excellente qualité, mais ces précieuses améliorations ne pouvaient donner leur plein rendement tant que nos unités s'exerçaient au hasard et que nos généraux ignoraient la manière de les employer.

La guerre avait amplement démontré l'insuffisance du commandement. Éduqués à la funeste école d'Afrique, les chefs militaires du second Empire avaient complètement perdu de vue les conditions de la guerre européenne. Ils trouvèrent avantageux de décréter que la guerre est un art et non une science, qu'on naît avec le génie d'un grand capitaine et qu'il est impossible de l'acquérir. Cette théorie commode eut pour résultat de leur faire négliger l'étude et de les rendre incapables, le moment venu, de diriger les mouvements des armées placées sous leur commandement. Faute de connaissances techniques et d'expérience manœuvrière, ils furent paralysés dès qu'ils se trouvèrent en face d'un ennemi actif, et voués à la défensive passive.

Lorsqu'on entreprit de créer une doctrine de guerre pour l'armée nouvelle, chacun se rendit compte que cette défensive passive avait été le facteur principal de la défaite et qu'il fallait la rejeter absolument. Comme on devait s'y attendre, les vaincus, pleins d'admiration pour leurs vainqueurs, entreprirent d'abord de les imiter en tout. Nous avions calqué l'organisation de l'armée, son recrutement sur ceux des Alle-

mands. On créa l'École supérieure de guerre à l'image de la *Kriegsakademie*. Moltke devint chez nous, comme outre-Rhin, le maître infaillible de toute science militaire.

Bientôt l'examen attentif de son système fit apparaître que le feld-maréchal prussien s'était surtout inspiré des préceptes et des exemples napoléoniens, qu'il n'avait fait que les interpréter en les adaptant aux conditions de son temps. On remonta à la source ; on s'attacha à l'étude des campagnes du premier Empire, tombées depuis longtemps dans l'oubli. Un revirement se produisit. Le douloureux souvenir de 1870 était déjà moins obsédant et nos officiers commençaient à se fatiguer de copier servilement leurs ennemis.

A l'offensive selon la méthode allemande, on voulut opposer une offensive de caractère français et on crut en découvrir la formule dans une phrase de l'empereur, qui recommandait « de s'engager partout et de voir », puis de « provoquer l'événement » avec une masse de manœuvre. Ce principe servit de base à l'enseignement donné à l'École de guerre sous la direction des brillants théoriciens qui s'y succédèrent, les Maillard, les Cardot, les Langlois, les Bonnal. Il fut codifié dans le chapitre intitulé, *le Combat*, de notre règlement sur le service en campagne de 1895, dont voici le résumé.

Seule l'offensive permet d'obtenir des résultats décisifs. La bataille se fractionne en trois phases : 1° le combat de préparation, mené d'abord par les éléments de sûreté (cavalerie, avant-gardes), puis par une partie du gros de l'armée ; il est destiné à user l'ennemi, à orienter le chef sur les conditions dans lesquelles il lancera son attaque décisive ; 2° l'attaque décisive, exécutée sur le point le plus faible de la ligne ennemie au moment opportun par une masse de manœuvre tenue jusque-là à l'écart de la lutte ; 3° l'entrée en ligne de la réserve générale destinée à poursuivre en cas de victoire ou à couvrir la retraite en cas de revers.

Il y a vingt ans, cette doctrine était admise sans réserve par toute notre armée, mais son règne ne devait avoir qu'une courte durée. Dès les premières années du XXe siècle, les revers de l'armée britannique dans l'Afrique australe devinrent l'occasion d'ardentes polémiques en France. Certains écrivains militaires, notamment le général de Négrier, préten-

dirent que l'attaque décisive telle que la préconisait notre réglement était vouée au même sort que les assauts anglais contre les positions des Boers. Défendue vigoureusement par les généraux Langlois, Bonnal et leurs disciples, la doctrine en honneur resta maîtresse du champ de bataille, mais pour se voir assaillir peu après d'un autre côté.

Une tendance nouvelle se manifestait chez de nombreux officiers ; elle visait à stimuler l'esprit offensif, que l'enseignement officiel leur semblait insuffisamment développer, à exalter les forces morales trop négligées à leur gré. Napoléon a dit des forces morales qu'elles comptent pour les trois quarts à la guerre ; on y ajouta le quatrième quart, sans paraître se rappeler que les forces morales sont surtout la résultante de forces matérielles. Comme toute théorie, en art militaire, gagne à s'appuyer sur des faits historiques, on reprit la critique des guerres passées, et aussitôt Moltke dut descendre de son piédestal. N'avait-on pas trouvé dans ses écrits des passages où il admettait, en certains cas, l'emploi de la défensive? Puis, dans plusieurs ouvrages allemands, qui se répandirent en France à cette époque, des révélations semblèrent indiquer que quelques lieutenants de Moltke s'étaient montrés plus agressifs que lui. Alvensleben, commandant le IIIe corps d'armée, s'était jeté le 16 août avec de faibles effectifs sur l'armée de Bazaine et l'avait contrainte à livrer bataille. Ce général fut célébré à l'envi et devint le grand triomphateur de 1870 pour avoir imposé sa volonté offensive non seulement à ses adversaires, mais même à ses chefs.

La nouvelle école prêchait que l'offensive est le salut en tout état de cause, qu'on ne peut jamais être trop offensif, qu'il faut attaquer toujours et partout. Malgré son exagération, peut-être à cause de cette exagération même, le parti de l'offensive à outrance gagna rapidement du terrain et finit par prévaloir malgré la résistance de certains milieux et surtout de l'École de guerre, où on tenta vainement de mettre un frein à l'ardeur des néophytes. Désormais chaque chef de parti dans les *Kriegspiels*, chaque commandant d'unité aux manœuvres ne songea qu'à paraître plus offensif que le voisin. Peu à peu on en arriva à ne plus redouter qu'une chose : que

l'ennemi ne réussît à prendre l'offensive avant soi. L'initiative de l'offensive, tel fut le but qu'on proposa à tous. Il semblait que le seul fait d'attaquer le premier assurait le succès.

A force de s'entendre dire *qu'il fallait* attaquer et jamais *comment il fallait* attaquer, les officiers à tous les échelons de la hiérarchie militaire commencèrent à oublier qu'à moins de circonstances exceptionnelles, une offensive n'a de chances de réussir que si elle est soigneusement préparée, soutenue pendant son développement et bien exécutée. Il ne suffit pas de se jeter sur l'ennemi dès qu'on l'aperçoit; il est nécessaire d'étudier le terrain, de faire donner à l'infanterie l'appui le plus efficace que l'artillerie peut lui fournir, d'utiliser les couverts, de prendre des formations judicieuses, en un mot de manœuvrer. Faute de ces précautions, l'offensive se termine généralement par un échec sanglant. Or, le règlement disait : « Une infanterie brave et énergiquement commandée peut marcher sous le feu le plus violent, même contre des tranchées bien défendues et s'en emparer. » Cette phrase, qu'un de nos plus célèbres généraux voulait voir inscrire en lettres d'or dans les chambres des soldats, est significative; elle recommande uniquement les qualités morales, la bravoure, l'énergie ; il n'est pas question de réflexion, d'habileté, de manœuvre. Tel théoricien de l'offensive poussait la frénésie jusqu'à recommander « l'imprudence dans l'offensive comme la meilleure des sûretés » et s'écriait, dans une conférence demeurée classique : « Oui, messieurs, c'est la brigade Wedel qui nous a battus. » Or, la brigade Wedel est celle qui se fit tailler en pièces le soir de la bataille de Rezonville, parce que son chef, croyant n'avoir devant lui que quelques batteries, tomba sans s'y attendre dans le gros de la division de Cissey.

Les funestes résultats de cette exagération ne tardèrent pas à infecter l'organisme de l'armée. Sans doute, au commencement de l'instruction, les petites unités continuaient à apprendre l'utilisation du terrain et l'emploi des cheminements défilés, mais dès qu'arrivait l'époque des exercices à double action, l'infanterie s'empressait de ne plus tenir aucun compte de ce qu'on lui avait enseigné pendant la première partie de l'année. Tous ceux qui ont pris part ou

assisté à des grandes manœuvres dans les années qui précédèrent la guerre se souviennent de ces lourdes colonnes marchant en pleine vue de l'artillerie adverse, de ces épaisses chaînes de tirailleurs s'avançant alignées et impassibles sous la fusillade, de ces charges à la baïonnette courant pendant des centaines de mètres, drapeaux déployés, tambours battant, clairons sonnant, exposées aux rafales des mitrailleuses sans s'en soucier le moins du monde. L'armée prenait ainsi des habitudes de témérité et de négligence qui s'aggravaient de jour en jour.

Le haut commandement s'était laissé gagner par la doctrine nouvelle de l'offensive à outrance. Notre stratégie s'en imprégnait comme notre tactique. C'était le dogme universel. Son influence se répandit partout, s'exerçant non seulement sur l'art militaire, mais encore sur les questions de matériel, sur l'armement des troupes. Pendant les dernières années du XIXe siècle, nous avions toujours montré le chemin du progrès aux autres armées, adoptant avant elles un fusil de petit calibre à poudre sans fumée (1886) et un canon à remise en batterie automatique (1897). Plus tard, lorsque le culte exclusif des forces morales relégua dans l'ombre les moyens matériels, nous nous laissâmes distancer. On craignait pardessus tout d'encombrer les unités, de diminuer leur mobilité et leur élan. Quand l'artillerie lourde de campagne fut créée et se développa en Allemagne, le haut commandement français ne s'en inquiéta pas ; il estima que ce matériel devait alourdir les grandes unités et diminuer leur capacité offensive ; c'était le condamner sans appel. Pour répondre aux multiples constructions de nos voisins, nous nous bornâmes à mettre en service un dispositif augmentant l'angle de chute du projectile de 75 et à fabriquer vingt et une batteries d'obusiers d'une portée médiocre.

Les mitrailleuses, qui avaient fait leurs preuves dans l'Afrique du Sud et en Mandchourie, ne furent introduites que tardivement dans nos régiments et non sans timidité. On ne constitua ni compagnies, ni sections autonomes ; celles-ci ne devaient l'être qu'en cas de mobilisation. L'instruction s'en ressentit, d'autant plus qu'on marchandait les animaux de bât et les munitions d'exercice.

Dans la cavalerie, toujours pour exalter les forces morales, on maintint, véritable défi au bon sens, douze régiments de cuirassiers.

Enfin, la doctrine nouvelle, dans son intransigeance aveugle, nous enleva le bénéfice des exemples que procuraient les guerres contemporaines, particulièrement celle de Mandchourie, dont les conditions se rapprochaient sensiblement de celle d'un grand conflit européen. Au lieu d'y chercher la vérité sans idée préconçue, on s'efforça surtout d'y découvrir la consécration des principes acceptés. On condamna l'inaction des Russes, on s'enthousiasma pour la fougue des Japonais et ce fut à peu près tout. La préparation minutieuse et les méthodes d'attaque des vainqueurs, leur science profonde de l'utilisation du terrain, enfin et surtout leurs travaux défensifs pendant les périodes d'accalmie du combat ou d'arrêt entre les batailles, tout cela fut négligé. Il s'agissait là, disait-on, d'une guerre coloniale ; en Europe, tout irait plus vite et on ne pourrait voir se produire, étant donné l'esprit offensif qui y régnait, les longs entr'actes dont naquit en Extrême-Orient la guerre de positions.

Pendant tout le temps qui sépara nos deux guerres contre l'Allemagne, les yeux se tournèrent beaucoup plus vers le passé que vers l'avenir ou même le présent. Les théoriciens fondèrent notre dernière doctrine de guerre en disséquant les ordres d'Alvensleben ou de Frédéric-Charles plus qu'en méditant sur les réalités qui les environnaient. Aussi a-t-on pu dire sans paradoxe que nous avons mis quarante ans à apprendre ce qu'on aurait dû faire pour gagner les batailles que nous avions perdues en 1870.

En 1914, l'armée française est moins bien outillée, moins bien instruite que la colossale machine allemande à laquelle elle va se heurter. Sa doctrine de guerre lui a inculqué une passion irréfléchie de l'offensive ; elle aura une grande part de responsabilité dans notre première défaite, qui nous mettra à deux doigts de notre perte, mais, après une expérience chèrement acquise, dépouillée de ses exagérations, elle aidera la vaillance et l'abnégation de nos soldats à réparer leur échec et à ressaisir la victoire.

II. — LES PLANS DE CAMPAGNE

La meilleure doctrine ne vaut que par l'emploi qu'on en fait. Sa première application est le plan de campagne où, dès le temps de paix, sont réglés la formation, le rassemblement des armées et leur marche à l'ennemi.

Le plan de campagne de Moltke en 1870 avait parfaitement réussi et placé les armées allemandes dans des conditions de supériorité marquée vis-à-vis des Français avant même de les avoir abordés. La frontière franco-allemande était divisée à ce moment en deux parties : l'une, dirigée du Sud au Nord, suivait l'obstacle naturel du Rhin, que renforçait du côté français, celui des Vosges; l'autre, incliné du Sud-Est au Nord-Ouest, ne présentait pas d'accidents de terrain s'opposant à la marche des armées. Moltke, restant sur la défensive, le long du fleuve, pénétra en France par toute la partie de la frontière qui s'ouvrait à lui, entre le Rhin et le Luxembourg.

Au lendemain de la guerre, la situation générale restait sans changement appréciable malgré les annexions. La ligne des Vosges avait remplacé celle du Rhin. A partir du Mont Donon, la partie de la frontière orientée du Sud-Est au Nord-Ouest conservait le même caractère que la fraction correspondante de l'ancienne. Il n'y eut donc rien à modifier au plan de campagne précédent. Moltke s'attacha uniquement, pendant la fin de sa vie, à multiplier en Alsace-Lorraine les chemins de fer et les quais de débarquement, de manière à pousser le plus en avant possible les transports stratégiques et à hâter ainsi la concentration de ses armées.

Le feldmaréchal mourut en 1891, quelques mois après la disgrâce du prince de Bismarck, dont la politique avait toujours facilité sa tâche. Tant que Bismarck fut au pouvoir, la Prusse n'eut jamais qu'une grande puissance à combattre. Notre désastre ne le désarma pas, car il comprit que la France s'en relèverait promptement. Ne pouvant frapper un second coup pour nous abattre définitivement, il voulut du moins nous empêcher d'améliorer notre situation en Europe par des

alliances. C'est pourquoi il ne fit rien pour entraver nos entreprises coloniales, qui devaient, dans son esprit, distraire notre attention de l'Alsace-Lorraine et nous susciter des difficultés avec l'Angleterre. D'ailleurs, par la conclusion de la Triple-Alliance, son coup de maître, il semblait nous arracher à jamais tout espoir de revanche.

A cette politique prudente succède l'ambition tapageuse de Guillaume II, avec ses provocations à l'Angletrre et à la Russie. Le tsar Alexandre se rapproche aussitôt de la France, et dès 1893 l'Allemagne doit compter avec l'éventualité d'une guerre sur ses deux frontières de l'Ouest et de l'Est. C'est un problème ardu qui se pose au Grand état-major de Berlin. A l'armée française réorganisée, rajeunie, peuvent s'ajouter les ressources presque inépuisables de l'empire moscovite. Cependant l'armée russe est dispersée sur d'immenses espaces, mal desservis par des voies de communication insuffisantes. Il lui faudra donc beaucoup de temps pour concentrer ses troupes sur la frontière. D'où la déduction naturelle de battre séparément les deux adversaires, d'écraser la France avant que son alliée puisse intervenir efficacement. Mais pour réussir il faut faire vite et mettre la France hors de cause en quelques semaines.

Depuis 1870, la situation en Lorraine avait changé ; son territoire, resté sans défenses après le traité de Francfort, s'était couvert de fortifications, non pas de places isolées, comme Metz et Strasbourg, mais de barrières continues utilisant les avantages naturels du sol. Deux lignes d'ouvrages, celle de la Haute-Moselle et celle des Hauts de Meuse, s'appuyant sur les vastes camps retranchés de Belfort-Épinal et de Toul-Verdun, ne laissaient libres que les minces couloirs de Charmes et de Stenay. Dès leurs premiers pas sur notre territoire, les Allemands se seraient heurtés à ces boulevards trop puissants pour être enlevés d'assaut et difficiles à tourner par la brèche étroite ménagée entre eux. Seul un mouvement de grande envergure par les pays neutres permettait de les éviter.

L'existence de ces digues n'était pas le seul obstacle à la rapidité de l'attaque allemande. Le manque d'espace pour les effectifs, qui croissaient à chaque renouvellement de la loi de

recrutement, l'eût également entravée. Déjà en 1870 la frontière du Rhin à la Moselle suffisait à peine au déploiement stratégique des Prussiens et de leurs alliés. En approchant de la Sarre l'armée de Steinmetz empiéta sur la zone de marche du prince Frédéric-Charles ; celui-ci enjoignit à un de ses généraux de faire dégager, au besoin par la force, les routes qui lui étaient attribuées. Sur un front tout aussi exigu, les assaillants eussent été obligés de s'échelonner en profondeur et de ramener la guerre à une lutte d'usure peu faite pour brusquer la décision.

Ces considérations militaient en faveur d'une offensive par la Belgique et le Luxembourg. Un coup d'œil sur la carte montre d'ailleurs que la voie d'invasion la plus courte vers Paris passe par cette région. Aucun obstacle naturel. Trois places seulement, Liége, Namur, Maubeuge, isolées, sans lien entre elles et qu'il semblait facile de réduire ou de masquer à peu de frais, jalonnent la route de Paris, par les vallées commodes de la Meuse et de l'Oise.

La tentation était trop forte. Pour le gouvernement impérial, aveugle exécuteur des volontés du Grand état-major, le « chiffon de papier » d'un traité de neutralité n'allait pas peser lourd en regard des exigences stratégiques.

Sitôt leur décision prise, les Allemands se mirent à l'œuvre avec ardeur. De même que pendant vingt ans ils avaient perfectionné le réseau alsacien-lorrain et les lignes adjacentes, de même, à partir de la conclusion des accords franco-russes, ils ont procédé à la réfection des voies de la Prusse rhénane aboutissant à la frontière belge. En même temps, ils entreprenaient de fortifier les provinces annexées en créant les camps retranchés de Metz-Thionville et de Strasbourg-Molsheim, ainsi que les ouvrages de Neuf-Brisach et d'Istein sur le Rhin.

Ces divers travaux prouvaient l'abandon de l'ancien plan de campagne de Moltke pour un nouveau, qui consistait à reporter vers le Nord la masse principale des forces allemandes, à maintenir à gauche une attitude expectante pour faire tourner par la droite notre système fortifié de Lorraine.

Le commandement français ne tarda pas à être éclairé sur le changement d'orientation des projets allemands, mais il

restait dans l'ignorance au sujet de l'amplitude du mouvement débordant.

Il s'agissait de savoir si les envahisseurs franchiraient ou non la Meuse. Dans cette dernière éventualité, leur marche par les pays neutres se réduirait à une manœuvre d'aile destinée simplement à faire tomber la ligne des forteresses lorraines. Dans la première, le mouvement prenait une tout autre signification ; il menaçait directement Paris, transportait le point décisif de la lutte sur un théâtre très éloigné de la frontière commune, de la région des troupes de couverture, centre de gravité naturel des deux partis.

Les publications de nos écrivains militaires révèlent l'incertitude dans laquelle on a vécu en France pendant de longues années. La solution de la rive gauche de la Meuse compta relativement peu de partisans. La plupart des auteurs, parmi lesquels les généraux Langlois et Bonnal, estimèrent que les Allemands ne se risqueraient pas contre Liége et Namur et qu'ils se contenteraient d'utiliser les routes des Ardennes belges, au sud de la Meuse. A la veille de la rupture, le haut commandement semble s'être rangé à cet avis.

Le Grand état-major allemand ne s'est jamais plu aux demi-mesures. Du moment qu'il avait résolu de violer la neutralité de la Belgique, il entendait tirer de cet acte tout le profit qu'il pouvait en recueillir. Son intention était d'économiser le plus possible de troupes devant notre ligne fortifiée, de la Suisse à Verdun, pour agir avec le maximum de ressources en terrain libre, de Verdun à l'Escaut. La répartition des forces était faite en conséquence.

En Alsace, de la frontière helvétique au Donon, un détachement d'armée, ne comprenant qu'un corps d'armée de réserve et des formations territoriales, resterait strictement sur la défensive.

Deux armées, la VIIe (de trois corps d'armée) et la VIe (de cinq corps d'armée), devaient se concentrer entre le Donon et Metz, région où on attendait le gros effort de notre part. Leur rôle était d'abord de contenir les Français, ensuite de passer à l'attaque. Il ne pouvait s'agir là que d'une démonstration ayant pour objet, en menaçant la trouée de Charmes, de maintenir d'importants effectifs adverses loin du terrain

de l'action principale ; les barrières fortifiées françaises ne permettaient pas de pousser à fond de ce côté.

Pour la véritable offensive, entre Verdun et l'Escaut, les Allemands déployaient cinq armées à travers le Luxembourg et la Belgique. Trois d'entre elles, les Ve, IVe et IIIe, fortes les deux premières de cinq corps d'armée chacune, l'autre de quatre, marchaient sur un large front pour aborder la Meuse entre Verdun et Namur.

La masse de manœuvre, à la droite du dispositif, comprenait les deux armées les plus puissantes — l'une comptait six corps d'armée, l'autre sept — la IIe et la Ire ; elles étaient désignées pour opérer de l'autre côté de la Basse-Meuse et de la Sambre. Le mouvement décisif leur était confié. En outre, si le roi Albert refusait le passage, la mise hors de cause de l'armée de campagne et des places belges leur incombait.

Liége serait enlevé de vive force par une attaque brusquée, Anvers masqué par un détachement, Namur réduit par la grosse artillerie de siège,

Ce plan, d'une grande simplicité, est l'application parfaite de la doctrine de Moltke : concentration des moyens, économie des forces, large déploiement, manœuvre enveloppante préconçue, tous ses principes s'y trouvent exprimés. Il est la reproduction du plan de 1870 à plus grande échelle, avec cette seule différence que la manœuvre se fait par la droite (Ire et IIe armées en Belgique) au lieu de s'exécuter par la gauche (armée du Prince royal sur la Lauter). Comme dans la dernière guerre, on adopte une attitude expectante sur la partie du front naturellement forte ou couverte d'ouvrages solides, pour prononcer l'offensive dans toute la région de parcours facile. L'étendue du déploiement a augmenté avec les effectifs : elle a plus que doublé. Il en résulte que l'aile marchante aura un trajet très long à accomplir; en conséquence le centre et surtout la gauche seront à pied d'œuvre bien avant la droite ; elles devront attendre assez longtemps que celle-ci arrive à leur hauteur pour commencer leur mouvement.

Du point de vue militaire, le seul inconvénient de cette manœuvre logique, harmonieuse, remarquablement conçue, est d'étirer à l'extrême la ligne de communications de l'aile

droite et de rendre ainsi assez précaire le ravitaillement d'unités qui seront fatiguées par de longues marches. Nous ne parlons pas ici des dangers politiques de l'aventure, qui allait ranger la Belgique et l'Angleterre du côté de la France au premier jour de la lutte.

On a vu que la doctrine stratégique française se résumait d'un mot : initiative de l'offensive. La mise en pratique n'en était pas facile. Pour pouvoir l'appliquer intégralement, il eût fallu ou que les territoires neutres fussent respectés, ou que les armées françaises y eussent devancé l'ennemi, ce qui n'entrait nullement dans nos intentions. Notre plan de campagne de 1914 témoigne du désir de tenir compte à la fois des préceptes de la doctrine et des circonstances concrètes ; il fait des concessions aux uns et aux autres ; c'est une cote mal taillée entre l'offensive à tout prix et l'expectative, entre le sentiment et la raison.

Une partie de nos forces s'aligne devant la frontière allemande prête à la franchir entre la Suisse et Metz (1re et 2e armées) : c'est la partie offensive du plan. Une autre fraction se place en observation devant Metz et la fontière belge jusqu'à la hauteur de Mézières (3e et 5e armées) : c'est la partie expectante du plan. Enfin une réserve (4e armée) se masse à proximité des nœuds de voies ferrées au sud de l'Argonne.

Ce dispositif démontre que notre haut commandement croyait que les Allemands ne franchiraient pas la Meuse en Belgique. Notons aussi l'erreur grave commise en groupant toute une armée de choc dans le triangle compris entre Verdun, Toul et Metz, places qui se neutralisaient ; un grand déploiement de forces sur un pareil terrain ne s'explique pas.

Le 1er août, dans la soirée, les troupes prussiennes envahissent le Luxembourg; le lendemain, le gouvernement de Berlin somme la Belgique de livrer passage à ses armées. Ces événements étaient prévus; mais le 5 août, l'attaque furieuse de Liége par des forces importantes fournit une précieuse indication. Si les Allemands avaient voulu limiter leur manœuvre à la rive droite de la Meuse, ils se seraient contentés de masquer Liége, comme ils allaient le faire quelques jours

plus tard pour Anvers. Leur acharnement à emporter d'assaut le camp retranché souligne leur intention d'opérer de l'autre côté du fleuve et de s'en assurer les passages.

Les jours suivants, tous les renseignements concordent à établir que des masses considérables se dirigent sur la Meuse et la franchissent en amont et en aval de Liége, dont plusieurs ouvrages tiennent encore. Le commandement français se rend compte de son erreur. Il est urgent de prendre des mesures pour parer à la menace d'enveloppement. On étend la ligne au Nord-Ouest en faisant remonter la 5e armée vers la Sambre et en intercalant la 4e entre elle et la 3e ; cette dernière appuie aussi à gauche. A la suite de ces évolutions, les forces françaises sont divisées en trois groupements : à droite, les 1re et 2e armées entre la Suisse et la Moselle ; au centre, les 3e et 4e armées devant les frontières luxembourgeoises et belges jusqu'à Mézières; à gauche, la 5e armée, dans l'angle de la Meuse et de la Sambre, entre Dinant et Charleroi. L'armée britannique — environ quatre divisions — doit se concentrer à Maubeuge. Pour réaliser ce nouveau dispositif, il a fallu procéder à un remaniement en prélevant des unités de la droite au profit de la gauche.

Nos armées prennent l'offensive successivement, de l'Est à l'Ouest, à mesure qu'elles sont prêtes.

Le 7 août, à l'extrême droite, un détachement s'élance par la trouée de Belfort sur Mulhouse. Le lendemain, la droite et le centre de la 1re armée escaladent la crête des Vosges. Entre le Donon et Metz, la gauche de la 1re armée et la 2e en entier s'ébranlent, le 14, vers Sarrebourg, Dieuze et Delme.

Le 21, la masse centrale (3e et 4e armées) se met en mouvement et pénètre en Belgique.

Seule la 5e armée n'a pas le temps de prévenir l'offensive adverse ; le 21, avant qu'elle ait terminé ses préparatifs d'attaque, les Allemands enlèvent les passages de la Sambre, et, le 23, poussent énergiquement au delà avec leur IIe armée, tandis que leur Ire armée fonce sur la mince ligne britannique entre Sambre et Escaut.

Nous avons limité à ses traits essentiels l'exposé du plan de campagne français et des modifications qui y ont été

apportées jusqu'à l'engagement de la bataille générale. Si bref qu'il soit, cet exposé en fait apparaître les faiblesses ainsi que la situation d'infériorité dans laquelle il plaçait nos armées vis-à-vis de l'ennemi.

Certes, le commandement français se trouvait désavantagé d'emblée par la violation de la neutralité belge, mais nous avons montré qu'il ne pouvait pas l'ignorer et que seulement l'importance de l'aile droite allemande et l'amplitude de son mouvement lui restaient inconnus. Dans ces conditions, le bon sens conseillait d'éviter tout déploiement prématuré et, sous la protection d'une couverture suffisante, de grouper le gros de nos forces, largement articulé, dans une région centrale, de manière à être en mesure d'agir à bon escient dès qu'on serait fixé sur les intentions de l'ennemi, qui ne pouvait les dissimuler longtemps. Cette solution était la seule qui permît de conserver la possibilité d'une manœuvre stratégique ; elle était logique, raisonnable et n'excluait aucunement une offensive vigoureuse.

Malheureusement elle ne s'accordait pas avec la doctrine exaltée qui gouvernait l'armée. L'opinion n'eût pas admis qu'on n'attaquât pas sans délai les troupes allemandes qui se trouvaient à portée. Toute concentration retardant cette attaque aurait fait crier à la faiblesse, à la pusillanimité, voire à la trahison. La crainte d'encourir un tel blâme a peut-être inspiré au commandement la formule bâtarde qu'il a adoptée.

On pouvait espérer que l'attaque de Liége et le passage de la Meuse par les Allemands feraient abandonner la recherche de l'initiative de l'offensive par une attaque immédiate en Alsace et en Lorraine. En effet, cette attaque ne pouvait contre-balancer les dangers du mouvement allemand au delà de la Meuse que si elle progressait très rapidement et atteignait les lignes de communication de l'ennemi.

Voyons la carte. A la gauche de ce front d'attaque, toute la vallée de la Moselle est barrée par les fortifications de Metz et de Thionville, que l'insuffisance de nos calibres mettait à l'abri d'une attaque de vive force. A droite, la plaine alsacienne fermée au Sud par la Suisse, au Nord par le camp retranché de Strasbourg, à l'Est par le Rhin doublé de la

Forêt-Noire, se présente comme une impasse dont la possession ne donne aucun avantage stratégique. Il ne reste donc, pour agir librement, que la fraction de la frontière comprise entre Metz et le Donon, donnant accès à un pays que coupent en grande partie les étangs de la Sarre. En somme, région aisée à défendre, flanquée d'un côté par la place d'armes de Metz, de l'autre par les Vosges, peu propre par conséquent à la marche rapide de masses importantes. L'espoir de menacer par là les communications d'armées traversant la Belgique et le Luxembourg était une pure chimère.

Le théâtre d'opérations belge nous offrait un terrain d'action infiniment plus séduisant. La nature le divise en deux parties, que sépare la Meuse : à l'Est, les plateaux boisés des Ardennes, à l'Ouest les plaines très ouvertes du Brabant, du Hainaut et des Flandres.

C'est là, sur la rive gauche de la Meuse, qu'il fallait transporter notre offensive car, de Belfort à la Mer du Nord, c'est la seule contrée propice. On devait s'y décider dès que l'attaque de Liége annonça l'intention de l'ennemi, et on avait tout le temps, deux semaines pleines, pour préparer la manœuvre. Afin d'attaquer avec des forces suffisantes à notre gauche, il convenait d'en économiser à droite et de nous tenir sur la défensive en Lorraine. L'excellente barrière fortifiée de la Moselle et des Hauts de Meuse n'avait besoin que de faibles effectifs pour se garder et libérait le gros des forces de notre aile droite, leur permettant de s'employer avec plus de profit à l'autre extrémité du front. Ainsi rien ne nous empêchait de répondre au plan allemand du tac au tac et de chercher à remporter la victoire là où elle devait donner les plus grands résultats.

En prenant ce parti, on sacrifiait Nancy et une partie de la Meurthe-et-Moselle, riche en industries métallurgiques, mais le Nord et le Pas-de-Calais avaient-ils moins de valeur et gagnait-on au change en les abandonnant?

De plus, en reportant notre offensive à gauche, on la retardait de quelques jours. C'est à quoi le commandement ne put se résoudre. Il se contenta d'appliquer le plan primitif en allongeant la ligne vers le Nord-Ouest. Cette dernière opération ne s'exécuta pas sans peine à cause du déploiement

prématuré des 3e et 5e armées ; le mouvement de rocade qu'on leur imposa s'accomplit avec lenteur. Finalement, notre dispositif général prenait l'aspect d'une très longue ligne où la densité des troupes était à peu près égale partout, sauf devant Metz et sur la Meuse, entre l'embouchure de la Semoy et Dinant, où deux solutions de continuité se creusèrent.

Depuis 1870, nos historiens et nos professeurs de stratégie n'ont cessé de railler les chefs des armées impériales pour avoir formé leurs troupes en cordon le long de la frontière. En 1914, comme conséquence d'un plan mal conçu et hâtivement corrigé, nos armées figuraient de nouveau un cordon, plus long encore, avec lequel on devait non plus se défendre, mais attaquer sur tout son développement, avec le seul objet d'attaquer, sans idée de manœuvre, en faisant abstraction de l'ennemi, en aveugle.

III. — LA GUERRE DE MOUVEMENTS EN 1914

Depuis les premiers jours de la guerre on n'a cessé de répéter que les Allemands nous ont attaqués, en août 1914, avec une grande supériorité numérique ; l'opinion publique a fini par en être convaincue. Rien pourtant n'est moins exact.

Le résumé officiel des opérations, paru le 5 décembre 1914 dans le *Bulletin des Armées*, nous apprend que l'offensive d'août a été entreprise par les Allemands avec 21 corps d'armée actifs et 13 de réserve. Le corps de la Garde étant double des autres, cela fait 70 divisions de choc qui marchèrent vers nos frontières, plus 10 divisions de cavalerie.

L'armée française mettait en ligne 21 corps actifs, dont un à trois divisions, plus 25 divisions autonomes, le groupe alpin et 2 divisions d'Afrique, au total la valeur de 71 divisions. Nous disposions également de 10 divisions de cavalerie.

Avant d'être engagé, un corps d'armée allemand (corps de réserve de la Garde) repassa le Rhin pour se rendre sur le front oriental, pendant qu'aux forces françaises se joignaient le corps expéditionnaire britannique et l'armée belge. La balance penchait donc nettement dans la deuxième quinzaine d'août du côté des Alliés.

Si l'armée allemande ne disposait pas d'effectifs plus importants que la nôtre, en revanche elle lui était supérieure par l'organisation plus complète de ses formations de réserve, par le nombre de batteries et la puissance des calibres de son artillerie. Elle possédait de grosses pièces de siège, des canons à longue portée, des obusiers à tir rapide, toutes pièces modernes devant lesquelles nous faisions triste figure avec nos vingt et une batteries Rimailho et notre vieux matériel de Bange à tir lent. Les unités de mitrailleuses allemandes étaient mieux pourvues et plus entraînées que les nôtres. Enfin et surtout, l'instruction tactique des troupes allemandes avait été judicieusement comprise et ne s'acharnait pas à pousser l'infanterie dans la voie dangereuse que lui traçait notre règlement. De toutes les causes de notre défaite dans la première bataille générale, celle-ci est à coup sûr prépondérante.

On a beaucoup reproché au commandement français d'avoir lancé le 7 août un détachement sur Mulhouse. Cette accusation ne saurait être retenue étant donnée la faiblesse des effectifs engagés. Une pointe de ce genre, tant qu'elle n'absorbe pas de fortes unités, ne peut avoir d'effets fâcheux. L'ennemi en a exécuté deux, tout à fait analogues, le 10 août en Woëvre et le 15 contre Dinant, qui lui ont coûté plus cher que notre première opération en Haute-Alsace. Ces levers de rideaux ont cependant eu un résultat funeste pour notre armée, car le commandement s'en est prévalu pour attiser la témérité de nos fantassins, qui n'avaient certes pas besoin de ce stimulant. « Nos assauts à la baïonnette ont mis les Allemands en fuite », dit le communiqué du 9 août ; les « Allemands ne résistent décidément pas à l'arme blanche », appuie celui du 12. Enfin, le 13, il est annoncé officiellement que « les projectiles de l'artillerie lourde allemande se sont révélés très peu efficaces ».

Au lendemain de ces rodomontades, l'offensive française commençait en Lorraine. Pendant plusieurs jours il n'y eut que des engagements partiels. Le 20 août notre infanterie se jetait follement, sans appui efficace d'artillerie, contre les lignes allemandes de Delme à Sarrebourg. Après avoir été fortement éprouvée par le feu, son élan se brisait partout et

elle se repliait devant la contre-offensive des VIe et VIIe armées allemandes.

Le 21 août, c'est le tour des 3e et 4e armées. Leur confiance était telle que dans cette région boisée, coupée, des Ardennes belges, que n'avaient pu reconnaître ni les avions, ni la cavalerie, on pénétra sans s'éclairer, sans dispositif de sûreté, en faisant abstraction complète de l'ennemi. Cette insouciance coupable reçut le châtiment qu'elle méritait. Presque partout l'infanterie fut surprise en formation de marche, l'artillerie en colonne de route. Pertes graves ; dès le 22, le mouvement en avant s'arrêta et il fallut céder du terrain.

Enfin, le 23 août, notre 5e armée, pressée de front par la IIe armée allemande sur la Sambre, menacée à revers par la IIIe qui força le passage de la Meuse, se vit obligée de reculer ; il en fut de même des divisions britanniques en danger d'être écrasées par les masses de la Ire armée.

Ainsi, le soir du 23 août, du Donon à l'Escaut les Alliés sont partout mis en échec [1]. Leur gauche est en péril ; il faut aviser au plus vite. Deux solutions se présentent. On peut, ou bien se mettre sur la défensive un peu en arrière du champ de bataille et tenter d'y arrêter l'assaillant, ou attaquer de nouveau après avoir pris du champ en arrière.

La première de ces solutions est, après une défaite, l'expédient banal, qui vient naturellement à l'esprit et ne nécessite de la part du chef que le minimum de combinaisons et d'activité. Un général timide, un Canrobert, un Kouropatkine, l'eût sans doute choisie. Elle ne fait le plus souvent que retarder l'heure du désastre final et semblait particulièrement hasardeuse dans le cas présent, car le temps manquait pour étayer l'aile aventurée.

Le commandement français était trop imprégné de l'esprit offensif pour recourir à cette méthode. Il choisit la deuxième solution, la plus difficile, mais la seule par laquelle il fut possible d'arracher à l'ennemi la supériorité qu'il avait acquise. Elle imposait un cruel sacrifice, celui d'une large bande du

1. Dans la Woëvre, le groupe de divisions accolé à la 3e armée, remportait un succès marqué, mais cet avantage local ne pouvait influer en aucune manière sur l'ensemble de la situation.

territoire de la patrie. Pour se retirer rapidement sans atteindre le moral de la troupe, pour diriger l'armée vers la ligne la meilleure, l'arrêter au bon moment, ni trop tôt, ni trop tard et reprendre alors la marche contre l'ennemi, il faut un coup d'œil sûr et une fermeté de caractère peu commune.

Le 25 août, une instruction générale prévient les armées en retraite que leur mouvement rétrograde n'a pour objet que de reprendre l'offensive dans des conditions plus favorables ; en voici le premier paragraphe :

La manœuvre offensive projetée n'ayant pu être exécutée, les opérations ultérieures seront réglées de manière à reconstituer à notre gauche, par la jonction des 4e et 5e armées, de l'armée anglaise et de forces nouvelles, prélevées dans la région de l'Est, une masse capable de reprendre l'offensive, pendant que les autres armées contiendront, le temps nécessaire, les efforts de l'ennemi.

C'est donc bien l'offensive qu'on va prendre à la prochaine rencontre, mais cette fois une idée de manœuvre s'y ajoute. On ne va plus attaquer, comme la première fois, pour attaquer; on va attaquer pour envelopper l'aile droite de l'ennemi. On quitte le domaine de la pure théorie pour envisager le cas concret et s'occuper des Allemands. La doctrine dont l'exagération et l'intransigeance nous ont fait perdre la bataille au mois d'août, tempérée, assagie par l'examen de la situation, nous donnera la victoire en septembre.

Qu'on retienne les quelques lignes citées ci-dessus, qui expriment la décision prise le 25 août. En elles se trouvent l'annonce des événements des jours suivants, l'exposé du mouvement qui va arrêter l'ennemi, bouleverser son plan de campagne, changer le cours de la guerre. C'est là tout le « miracle » de la Marne.

La décision prise, on passe aussitôt à l'exécution. La 6e armée se constitue au Sud de la Somme, d'où elle doit, d'après les intentions du général en chef, se lancer, le 2 septembre, dans le flanc de la Ire armée allemande. Cette manœuvre est rendue impossible par la rapidité de la retraite de l'armée britannique, qui découvre la 5e armée et oblige le commandement à différer la reprise de l'offensive.

Le recul des armées alliées va donc continuer vers le Sud.

Comme le prescrit l'instruction générale du 25 août, la 5e armée entraînant avec elle le corps expéditionnaire britannique, cherchera le contact avec la 4e armée en appuyant à l'Est. La solution de continuité qui existait entre ces deux armées sur la Meuse disparaîtra et l'ensemble de nos forces, précédemment réparti en trois tronçons, ne formera plus que deux masses séparées par la Woëvre, de la Meuse à la Moselle, où elles seront reliées par le cordon des forts du système Verdun-Toul. La masse de Lorraine continuera à livrer, en avant de nos places de guerre, une bataille séparée au cours de laquelle elle repoussera l'adversaire. La lutte principale, celle dont dépendra le sort du pays, sera soutenue par les armées du groupe occidental.

En recherchant la liaison à l'Est, la 5e armée et l'armée britannique vont passer à une certaine distance de Paris, lorsqu'elles arriveront à sa hauteur. Le rôle que le camp retranché peut jouer alors attire immédiatement l'attention. Ou l'ennemi l'attaquera et sa ligne se tendra à l'extrême, s'appauvrira, deviendra trop ténue pour résister à une attaque générale, ou il poursuivra uniquement la destruction des armées qu'il a vaincues en Belgique et en ce cas il devra défiler devant la forteresse. Ces considérations inspirent aussitôt au commandement français sa résolution ; il arrêtera la retraite de manière à profiter des avantages que lui offrira la situation géographique de Paris.

Quelle sera la ligne d'où on repartira à l'attaque? Pour que la manœuvre désirée puisse se développer avec fruit, il importe que le front ennemi ait suffisamment dépassé Paris pour que sa droite soit exposée aux coups et qu'il ne l'ait pas cependant dépassé à tel point que les troupes de la place ne soient plus à portée d'intervenir. On peut concevoir l'attaque lorsque les Allemands auront atteint la Marne, quoique, à cette hauteur, leur flanc ne soit pas encore très compromis; on ne peut la remettre plus loin que la Seine. Le premier de ces cours d'eau apparaît comme la limite minima, le second comme la limite maxima qu'on doive laisser à la marche des têtes de colonnes germaniques. En exécution de ce plan, le général en chef prescrit à la 6e armée de se diriger sur Paris, et aux 3e, 4e, 5e armées, de continuer la retraite vers la ligne de la Seine et de l'Ornain.

Cette dernière partie de l'ordre a été violemment critiquée ; on a reproché au commandement d'avoir exagéré la profondeur du repli. Une pareille accusation ne paraît pas fondée. L'indication de la ligne de la Seine et de l'Ornain ne signifiait pas qu'en tout état de cause on reculerait jusque-là. Certes, il aurait été possible, au lieu d'une instruction générale, de donner plusieurs ordres successifs à mesure que le besoin s'en serait fait sentir, d'indiquer par exemple, d'abord la ligne de la Marne, puis celle du grand Morin et ne parler de celle de la Seine que le moment venu, si cela devenait indispensable. Mais cette manière de procéder a le double inconvénient d'énerver les exécutants et d'imposer au commandement un travail ininterrompu. En donnant l'ordre de prendre largement du champ, comme il l'a fait, le général en chef s'est libéré de toute préoccupation pour les jours suivants et a pu se consacrer tout entier à l'étude de la marche de l'ennemi, étude qui aboutit à arrêter le mouvement de repli le 5 septembre et à prendre aussitôt l'offensive générale dont sortit la victoire de la Marne.

Pendant la retraite de l'armée française, l'enthousiasme régnait dans le camp opposé. Joie explicable. Tout avait réussi aux Allemands. Leurs armées semblaient mues par un mouvement d'horlogerie impeccable et sûr. La mobilisation, la concentration, le déploiement de l'énorme masse, sa marche à travers la Belgique s'étaient déroulées dans les moindres détails conformément au programme établi d'avance. L'irrésistible raz de marée avait balayé la courageuse, mais éphémère résistance des Belges, puis, du premier coup, rejeté les forces anglo-françaises sur un front de plus de 300 kilomètres.

Il y avait pourtant une ombre au tableau. Le plan allemand escomptait l'enveloppement de l'aile gauche alliée par des forces très supérieures, grâce à quoi une défaite écrasante serait infligée à l'adversaire. Cet espoir ne se réalisait pas. Nos armées n'avaient pas subi de désastre ; elles s'étaient dégagées du champ de bataille, avec des pertes sérieuses sans doute, mais sans être entamées nulle part. Ainsi la campagne ne s'achevait pas au premier jour par un coup de tonnerre.

Le contact perdu, il importait de le reprendre au plus vite

et de frapper sans retard le coup décisif. Les Allemands n'y parvinrent pas. Seule l'extrême droite, la Ire armée, serra d'assez près le corps britannique pour le contraindre à combattre, le défit, mais ne put l'empêcher d'échapper pour la seconde fois à son étreinte.

L'armée d'invasion descendait vers le Sud. Elle arrivait d'un côté au contact de Verdun, de l'autre à portée de Paris. La présence de ces deux camps retranchés à proximité immédiate de la zone d'opérations aurait donné à réfléchir à des généraux moins certains de leur triomphe. Mais les chefs allemands n'en tinrent aucun compte ; le spectacle du champ de bataille de Belgique, jonché de cadavres ennemis et de canons abandonnés, leurs prises en personnel et en matériel les convainquirent que les armées françaises avaient reçu le coup mortel et que leur moral n'avait pas résisté à la défaite. Il suffirait de les rejoindre pour les achever. Contre un ennemi découragé point n'est besoin de savantes combinaisons; il n'y a qu'à courir sur lui par le chemin le plus court comme Moltke à Sedan, et l'atteindre pour le disperser ou l'anéantir [1]. Dans leur hâte de rattraper l'adversaire, les Allemands négligent Verdun et Paris, franchissent la Marne et s'engouffrent dans la plaine champenoise entre les deux camps retranchés.

C'est la faute qu'attend le commandement français. Dès la fin d'août, la plupart des unités engagées dans la première bataille ont reçu des renforts de leurs dépôts et recomplété leurs effectifs, sauf les cadres ; les canons et les mitrailleuses perdus ont été en grande partie remplacés; la gauche a été de nouveau renforcée par des prélèvements opérés sur la droite; une nouvelle armée, la 9e, est constituée au centre. Nos forces ainsi réorganisées font demi-tour et se précipitent sur l'envahisseur.

Au moment où les Allemands croient détruire facilement les débris d'une armée vaincue, les voici eux-mêmes assaillis de tous côtés. Le 6 septembre, de front, sur les deux flancs, les Français attaquent. C'est la surprise, presque le désarroi.

1. « La marche reprendra demain dès l'aube. Partout où on trouvera l'ennemi, on l'attaquera vigoureusement. » (Directive du G. Q. G. prussien pour la journée du 31 août 1870.)

On s'attendait à tout, excepté à une offensive d'un adversaire qu'on croyait tenir à merci. On est surtout inquiet des attaques de flanc; celle de l'Est, entreprise par la 3e armée française, dont le chef s'est cramponné à Verdun malgré l'autorisation qu'il a reçue de reculer sur l'Ornain, n'est pas très dangereuse, car cette armée est réduite à deux corps et un groupe de divisions de réserve. Mais celle de l'Ouest, menée par la 6e armée, prend sur le champ une allure menaçante. Rien ne peut être plus désagréable au commandement allemand. Depuis l'avènement de la doctrine de Moltke, la manœuvre débordante est chez lui comme un sixième sens et voilà qu'il s'est mis dans le cas non seulement de ne pouvoir l'employer, mais encore d'en tomber victime.

D'abord désorientés, les Allemands se ressaisissent vite. A chacune des ailes une armée fait face au péril d'enveloppement, la Ire à l'Ouest, la Ve à l'Est. Les trois armées du centre tentent de percer la ligne française par une attaque de front, puisque c'est la seule chance de succès qui reste. Mais la IIe armée est bientôt mise en très fâcheuse posture par le changement de front de la Ire et sa droite doit céder du terrain sous la pression des Alliés. En vain, sa gauche, soutenue par la IIIe armée, multiplie ses efforts désespérés contre notre 9e armée ; elle ne parvient pas à l'enfoncer.

Le 9 septembre, les attaques allemandes sont partout contenues; leur ligne fléchit de plus en plus entre Meaux et Montmirail ; elle va être percée. L'heure de la retraite a sonné. Il faut sortir, quoi qu'il en coûte, de la tenaille où on s'est imprudemment enfoncé. Le 10 au matin, les Alliés trouvent le vide devant eux ; les colonnes ennemies se replient partout vers le Nord. Arrivées à l'Aisne elles font tête. De Verdun à l'Oise la lutte s'embrase. C'est la troisième bataille qui commence.

Malgré leur défaite, les Allemands ne peuvent se résoudre à renoncer au plan de campagne primitif. Maintenant qu'ils sont hors de l'étau, ils vont essayer de ressaisir la victoire qu'ils croyaient tenir sur la frontière et qui vient de leur échapper à la Marne. L'idée leur vient naturellement de reprendre la manœuvre qui a déjà été couronnée de succès : ils conserveront une attitude défensive sur la plus grande

partie du front, y économiseront des effectifs, qui seront employés à tourner l'adversaire au delà de l'Oise.

Les Français trouvant les Allemands en position et déjà fortement établis vont eux aussi abandonner leurs efforts de front pour chercher le flanc de l'ennemi, du seul côté où cela est possible, à l'Ouest.

Les deux partis en présence puisent en même temps dans les troupes du front de Lorraine ; les déplacements d'unités sont parallèles. L'adversaire non seulement ne parvient pas à nous envelopper, mais il est incapable d'allonger son dispositif vers l'Ouest et c'est sur une ligne orientée du Sud au Nord, s'allongeant chaque jour, que se heurtent les renforts opposés sans obtenir ni les uns ni les autres d'avantage marqué. Il est visible que l'équilibre tend de plus en plus à s'établir entre les adversaires, dont aucun ne paraîtra bientôt plus en mesure de remporter une victoire décisive. Plus la bataille s'approche de la mer, plus les Allemands redoublent d'efforts ; ils s'aperçoivent qu'ils vont perdre à la fois la dernière occasion de tourner la ligne alliée et de s'emparer des ports du Pas-de-Calais, qu'ils ont négligé d'occuper auparavant et dont la conquête rendrait précaires les relations entre la Grande-Bretagne et la France. Aussi jettent-ils en Flandre toutes les troupes disponibles ; le corps de siège d'Anvers, que la chute de la forteresse vient de libérer, les divisions d'*Ersatz* [1] arrivant toutes fraîches d'Allemagne, les corps d'élite retirés du front d'Alsace et de Champagne.

La ruée lancée d'abord sur l'Yser par attaques denses, sans cesse renouvelées, sur un terrain défavorable, plaine bourbeuse quadrillée de voies d'eau, échoue avec de lourdes pertes, et finalement les inondations tendues par les Belges rendent toute la région maritime impraticable.

Il faut déplacer le front d'attaque plus au Sud. Le saillant constitué à la hâte par les Alliés autour d'Ypres semble vulnérable. Malgré l'intervention des meilleures unités et la

1. L'*Ersatz* correspond à ce qu'on appelait autrefois chez nous la deuxième portion du contingent. Il est composé des hommes en surnombre au moment de l'incorporation des recrues, qui ne font alors que quelques semaines de service. Il fallut compléter l'instruction des unités ainsi composées avant de les mettre en ligne, d'où le retard dans leur arrivée au front.

vigueur de leurs assauts, les Allemands ne réalisent que des gains de terrain sans importance et doivent se résigner, au milieu de novembre, après un mois d'offensives infructueuses, à cesser leurs tentatives de percée.

La bataille de l'Yser achève la bataille de la Marne et la complète. Elle scelle l'effondrement du plan de campagne allemand. L'espoir de mettre rapidement la France hors de cause s'est évanoui. De la violation de la neutralité belge les avantages militaires ont disparu ; seuls subsistent les inconvénients politiques, l'entrée en campagne des Anglais, le mécontentement des neutres.

Pour que le plan réussît, il aurait fallu que la campagne de 1914 suivît la même courbe que celle de 1870, où l'armée du Prince royal, aile marchante du dispositif de Moltke, déborda la droite de Mac-Mahon à Frœschwiller et mit son armée en déroute ; celle-ci se déroba à la poursuite, mais, hâtivement reformée, ne trouva hors d'état de résister à un nouveau choc à Sedan. Les Allemands en 1914 crurent que tout allait se passer d'une manière identique et, après leur victoire du début, ne tinrent plus aucun compte des excellents principes qui la leur avaient procurée. Du côté opposé, phénomène inverse. Après le revers initial, le commandement s'aperçoit que l'offensive n'est pas une panacée, qu'il faut manœuvrer ; la troupe a appris de son côté à ne pas confondre l'élan avec la témérité.

Bref, à la première bataille les Français ont attaqué sur tout le front, les Allemands ont monté une manœuvre bien conçue ; ceux-ci l'ont emporté. A la seconde rencontre, les Allemands ont marché droit devant eux, les Français ont manœuvré à leur tour et ont gagné la partie. Sur l'Yser, et à Ypres, nouvelle attaque de front allemande, nouvel échec.

La preuve est faite de la doctrine de guerre qui s'appliquait le mieux à la guerre de mouvements dans les conditions où elle se pratiquait en 1914.

IV. — LES OFFENSIVES FRANÇAISES EN 1915

Au milieu de novembre, les Allemands renoncent à enfoncer les lignes alliées et à provoquer la décision sur le front occidental. Leur plan de campagne a fait faillite ; il ne leur reste d'autre issue que d'en prendre le contre-pied, de rester sur la défensive en France et en Belgique, d'accabler la Russie et de revenir ensuite vers l'Ouest avec toutes les forces libérées par la liquidation du front oriental.

La nouvelle entreprise s'annonce favorablement. Le colosse moscovite s'est montré moins redoutable qu'on ne prévoyait, car l'indigence de l'outillage et des moyens de transport a entravé la mise en valeur de ses immenses ressources. Privées après quelques mois du matériel de guerre nécessaire, les armées russes se trouvent paralysées, à la merci d'un ennemi moins nombreux, mais mieux pourvu. Celui-ci toutefois doit compter avec l'hiver ; dans les plaines glacées de Galicie et de Pologne, ce n'est qu'au printemps, dans six mois, qu'une campagne active deviendra possible.

La lutte va donc changer d'allure sur notre front. Aux opérations rapides, aux chocs violents répétés coup sur coup succédera la guerre de positions. Les Allemands ont constaté depuis le début de la guerre et particulièrement depuis que les lignes se sont fixées sur une partie du front, combien l'armement actuel facilite la défensive. Ils vont s'en prévaloir pour ne laisser sur le front occidental que des effectifs réduits. Leur défensive ne sera d'ailleurs pas passive. Ils saisiront toute occasion de frapper ; on les verra fréquemment attaquer, soit pour s'emparer d'un point important, soit pour reprendre du terrain perdu, soit pour expérimenter un engin d'une invention récente, un procédé de combat inédit. Ces actions auront évidemment pour objet de maintenir le niveau guerrier de leurs unités et de tenir l'ennemi en haleine ; elles resteront toujours localisées ; aucune tentative de percée ne sera entamée pendant plus d'un an.

Le haut commandement français mit beaucoup de temps à comprendre que des opérations d'une autre nature commen-

çaient, que la tactique de la guerre de mouvements ne pouvait plus être appliquée comme auparavant. Au lendemain de l'insuccès des Allemands à Ypres, il sembla croire que l'ennemi était à bout de forces et qu'une offensive poussée énergiquement en aurait raison. Pourtant la continuité des retranchements sur tout le théâtre d'opérations excluait toute possibilité de manœuvre, obligeait à des attaques purement frontales. Ces attaques, on venait d'en faire pendant deux mois en Lorraine, en Argonne, en Champagne et on n'avait pu voir ce qu'elles coûtaient et ce qu'elles rapportaient. Malgré ces exemples dont on venait d'être témoin, une offensive importante fut prononcée sur plusieurs points du front entre l'Artois et l'Oise, le 17 décembre ; elle échoua partout.

Après cette déconvenue commence une période très confuse qui durera jusqu'au mois de mai suivant et pendant laquelle il semble bien qu'il y ait eu de fréquents désaccords entre le commandement et les exécutants. Le commandement, pressé par l'opinion de libérer le territoire national, harcelé par les demandes des Russes qui manquent de munitions et voient approcher l'orage, craint d'être taxé de mollesse et prescrit des attaques. En dépit de l'avertissement du 17 décembre se joignant aux précédents, l'offensive irraisonnée n'a pas encore vécu. L'artillerie n'a pu encore améliorer son matériel, les munitions ne sortent des usines qu'en quantités modestes. Pourtant la seule concession du haut commandement consiste, comme il le dit officiellement, à « substituer des opérations de moindre envergure aux offensives violentes qui risquent d'être plus onéreuses que productives ». Malheureusement, ces opérations de moindre envergure sont des attaques peu ou point préparées et entreprises avec des moyens insuffisants, le plus souvent contrairement à l'avis des exécutants, qui, placés au contact de la réalité, en sentent les périls.

Sur tout le front les lignes se sont immobilisées dans la situation où elles se trouvaient en fin de combat après les batailles de septembre (à l'Est et au Centre) et d'octobre (au Nord-Ouest). Dans certains secteurs, les tranchées adverses sont à quelques mètres de distance seulement, trop proches pour que l'artillerie puisse intervenir ; dans d'autres

au contraire elles sont trop éloignées pour que l'infanterie puisse franchir d'un seul élan le terrain qui les sépare ; rarement elles sont à distance d'assaut l'une de l'autre. Nulle part nos positions n'ont pu être aménagées, « équipées » comme on dira plus tard, en vue de l'attaque. Les parallèles de départ, d'où les troupes se lancent à l'assaut, les places d'armes pour les soutiens, les multiples boyaux nécessaires aux ravitaillements et aux évacuations, les emplacements de batteries, les dépôts de munitions, de matériel, de vivres, tout cela n'existe pas ou n'est encore qu'ébauché.

Les troupes chargées d'attaquer se rendent compte de toutes les lacunes de la préparation ; elles demandent des moyens supplémentaires et surtout des délais. On leur accorde parcimonieusement les premiers, on leur refuse généralement les seconds et on réitère l'ordre d'attaquer.

Après un bombardement plus ou moins long des ouvrages ennemis pendant lequel le tir, observé rudimentairement, endommage peu les retranchements, l'infanterie se porte en avant dans ses formations du commencement de la guerre. Le plus souvent elle ne parvient pas jusqu'à la première tranchée opposée ; si elle l'atteint, le combat s'engage dans les boyaux, où on essaie de progresser à la grenade. Pendant des heures ou pendant des jours, suivant le cas, l'affaire dégénère en une lutte d'usure coûteuse pour les deux partis, mais surtout pour l'assaillant, désavantagé par son ignorance du terrain. Au mieux, celui-ci gagne péniblement quelques lignes de tranchées, quelques centaines de mètres en profondeur, derrière lesquelles l'ennemi a eu le temps de construire de nouveaux ouvrages, de tendre de nouveaux réseaux de fil de fer, où l'offensive épuisée s'arrête définitivement.

Tout le long du front on voit se produire des offensives de ce genre, dont aucune n'obtient de résultat plus important que l'occupation de quelques observatoires. Une de ces opérations, celle menée du 16 février au 8 mars en Champagne, prend les proportions d'une véritable bataille par l'importance des effectifs engagés et la durée de son développement ; elle ne réussit pas mieux que les autres.

On semblait devoir continuer toujours à conduire la guerre de tranchées comme la guerre de mouvements et à s'enfoncer

de plus en plus dans l'ornière sans essayer d'en sortir, quand, au mois de mai, la physionomie de l'offensive changea radicalement.

Depuis quelque temps, les supplications toujours plus instantes de la Russie avaient déterminé le commandement français à engager une opération capable de fixer de gros effectifs allemands et de soulager nos alliés sur le front oriental. Il choisit comme terrain d'action le saillant de la ligne allemande au nord d'Arras.

Le général commandant le corps d'armée chargé du rôle principal était un ancien professeur du cours de tactique d'infanterie à l'École de guerre, où, comme nous l'avons dit, on avait tenté, de réagir contre la doctrine de l'offensive à outrance et où l'enseignement s'était toujours évertué à serrer de près la réalité. Ce général avait discerné que les errements en vigueur ne pouvaient mener à rien, qu'il fallait à une situation nouvelle des moyens et des procédés nouveaux.

La défense avait acquis une puissance de destruction insoupçonnée avec la mitrailleuse employée à courte distance pour balayer un glacis; d'autre part, la tranchée et le réseau de fil de fer constituaient un couvert et un obstacle qui protégeaient merveilleusement l'infanterie en position. Cette combinaison de la mitrailleuse, de la tranchée et du réseau de fil de fer s'était révélée comme un organe contre lequel les ressources ordinaires de la guerre de campagne restaient impuissantes. Pour triompher de ces moyens de destruction et de protection qui avaient donné jusque-là la supériorité à la défense, la seule solution consistait, pour l'attaque, à réunir des moyens de destruction et de protection plus efficaces encore.

Nous avons dit que la préparation d'artillerie se faisait sans méthode et sans précision. On allait remédier à ces lacunes par un programme soigneusement établi dans lequel on indiquait aux artilleurs non plus une région à battre, mais des destructions à accomplir. Les armées venaient de recevoir le matériel nécessaire, notamment les canons de tranchée Dumézil, dont les bombes devaient niveler les réseaux de fil de fer, et les mortiers de côte auxquels aucun abri n'était capable de résister.

L'attaque d'infanterie devait se modifier encore plus complètement que la préparation d'artillerie. Les modifications portaient sur la distance d'assaut et la formation de combat. On s'était enfin aperçu que la distance du point de départ au premier objectif, le trajet pendant lequel l'assaillant est en butte aux rafales des mitrailleuses et aux barrages d'artillerie, n'est pas un facteur négligeable. Elle fut fixée à 150 mètres environ.

D'autre part, la formation habituelle d'attaque en guerre de mouvements, la chaîne de tirailleurs suivie de loin par des colonnes, fut abandonnée : il importait en effet pour les unités d'assaut de franchir le plus vite possible la zone dangereuse et par conséquent de se suivre à très faible distance et toutes déployées dès le départ. Cette succession de lignes a reçu le nom de *vagues d'assaut.*

Enfin, une dernière innovation consistait à mettre les troupes d'attaque face à l'objectif dans leur formation d'assaut et en les abritant du tir de l'ennemi. Pour y parvenir, on creusait sur tout le front de l'offensive, à 150 mètres environ de la première tranchée adverse, une tranchée qui s'appela la *parallèle de départ,* puis, derrière cette parallèle, d'autres tranchées pour les vagues suivantes, ou des places d'armes reliées à la parallèle de départ par des boyaux y donnant rapidement accès.

Un pareil aménagement du terrain exige une somme de travail considérable. Le commandant de l'attaque d'Artois fit prévaloir ses vues en haut lieu ; il obtint le temps et les moyens nécessaires à la réalisation de son plan. Le succès fut foudroyant.

Le 9 mai, entre Carency et la Targette, l'attaque submergeait les lignes de tranchées successives des Allemands, progressait par endroits de 4 kilomètres, capturait 3 000 prisonniers, 6 canons, beaucoup de matériel. Malheureusement cette rupture du front n'avait pas été prévue. Après six mois de tâtonnements et d'échecs, on en était arrivé à s'hypnotiser sur la première ligne ennemie au point de ne plus rien considérer au delà. Dans l'offensive du 9 mai, les effectifs étaient suffisants pour enlever les positions, mais non pour exploiter ce succès. Aussi nos fantassins se trouvèrent bientôt

isolés au loin, sans soutien, sans appui d'artillerie, au moment où leur magnifique effort les avait épuisés. Recevant des coups de face, de flanc, à revers, ils se virent arrêtés alors qu'ils avaient franchi la zone organisée par l'ennemi et qu'il ne leur restait plus d'obstacles à surmonter. Ils durent se contenter de s'établir sur le terrain conquis — dont il fallut même abandonner une partie — de se mettre en mesure de résister aux contre-attaques et de se relier avec l'arrière.

L'occasion de tirer parti de cette brillante opération était passée. C'est ce que le commandement ne voulut pas admettre. Au lieu de mettre un terme à une offensive qui avait rendu ce qu'elle pouvait, on voulut en profiter et l'élargir à droite et à gauche, en même temps qu'on reprenait la poussée en avant. Mais la situation avait changé ; les avantages que nous donnait la préparation n'existaient plus. La lutte reprit le caractère des précédentes : poussées locales répétées, combats pied à pied, siège de localités. Jusqu'à la fin de juin, on s'usa à conquérir les maisons de Neuville-Saint-Vaast, les tranchées du massif de Lorette, le dédale de boyaux du sinistre Labyrinthe.

Il fallut près de deux mois pour qu'on renonçât à persévérer dans cette voie et qu'on se décidât à revenir au principe de l'offensive préparée, comme celle du 9 mai, en mettant à profit l'expérience acquise, en perfectionnant la méthode employée ce jour-là.

Il s'agissait d'une opération bien plus considérable que toutes les précédentes, résolue encore une fois à l'appel des Russes, dont la résistance se désorganisait de plus en plus. On espérait non plus remporter un simple succès tactique, mais rompre les lignes ennemies sur un large front, exploiter à fond la percée, faire déboucher en terrain libre des masses de cavalerie suivies de plusieurs corps d'armée.

Le terrain le plus propice parut être cette même plaine de Champagne où on s'était déjà battu au commencement, puis à la fin de l'hiver. Sur tout le front occidental, il n'y avait aucune région où des progrès rapides rencontreraient moins d'obstacles naturels, où la cavalerie trouverait plus d'espace découvert. En outre, tout gain important dégagerait deux secteurs très sensibles, ceux de Reims et de l'Argonne. Enfin,

la contrée dans laquelle on comptait porter la guerre est très faiblement peuplée, avec de pauvres cultures, sans industries; la dévastation y serait moindre qu'ailleurs.

Le commandant de corps d'armée qui avait conduit l'affaire de Carency, promu aux fonctions de chef d'armée, fut chargé de la direction de l'attaque de Champagne.

Les différences entre cette offensive et celle du printemps portaient sur trois points : étendue du front d'attaque, densité des troupes, fixation des objectifs. Ces modifications résultaient des enseignements de la dernière affaire.

Comme on ne recherchait plus l'occupation de quelques tranchées, mais la rupture complète, dans toute leur profondeur, des défenses ennemies, il importait de ne pas envoyer à l'attaque une mince colonne, trop exposée par son étroitesse aux actions de flanc, mais de donner de l'air à l'offensive en augmentant son front. De 7 kilomètres qu'il mesurait en Artois, il fut porté à 25 en Champagne, s'étendant de la Main de Massiges jusqu'à proximité d'Auberive. Pour nourrir le mouvement en avant, au lieu des quelques vagues d'assaut du mois de mai parties sans soutiens, sans réserves derrière elles, on rassembla sur le terrain de l'action des forces considérables ; dans chaque secteur d'attaque, il y eut un corps d'armée en première ligne, un en réserve. Le corps d'armée de tête ne mettait lui-même en première ligne qu'une division, dont le chef conservait généralement un régiment sur quatre à sa disposition, de sorte que, en définitive, trois régiments seulement restaient pour former les vagues d'assaut. On réalisait de cette manière un très fort échelonnement, dispositif excellent à condition de donner en temps utile l'impulsion aux divers éléments destinés à seconder les troupes d'attaque.

Ces troupes d'attaque, au lieu de recevoir des objectifs rapprochés comme cela avait été la règle jusqu'alors, se virent assigner des buts éloignés, de façon à dépasser largement tout le système des organisations allemandes.

Les autres dispositions préparatoires rappelaient, à peu de chose près, celles de la dernière offensive. Le terrain avait été aménagé soigneusement ; l'artillerie disposait de nombreuses batteries de calibre suffisant et d'abondants lots de

munitions. Toutes les conditions requises pour remporter la victoire paraissaient réunies.

Ce fut l'exécution qui se trouva en défaut. La préparation d'artillerie qui dura cinq jours ne réussit pas à frayer sur tout le front un passage sûr aux fantassins ; des nids de mitrailleuses qui avaient échappé au canon firent échouer l'attaque sur la partie du terrain où ils exerçaient leur action. Partout ailleurs les vagues d'assaut dépassèrent la première et souvent la deuxième position, mais, par suite d'une conception vicieuse de l'emploi des unités de seconde ligne, elles se trouvèrent aussi isolées, aussi impuissantes que celles qui avaient percé les lignes ennemies en Artois au mois de mai. Les commandants de divisions et de corps d'armée, au lieu de mettre les troupes restées à leur disposition en marche assez tôt pour appuyer la première ligne, les conservèrent en expectative ou ne s'en servirent que pour faire face, dans les trouées pratiquées par les vagues d'assaut, aux tranchées ennemies intactes des deux côtés de ces trouées. Les troupes de première ligne, prises sous le feu de tous côtés, attendirent en vain du renfort, et n'eurent d'autre ressource que de s'accrocher au sol ou de se replier. Pendant ce temps, des corps d'armée entiers demeuraient l'arme au pied à quelques kilomètres en arrière.

L'assaut avait été donné dans la matinée du 25 septembre ; le soir même, malgré la conquête de profondes bandes de terrain, la capture de 15 000 prisonniers et d'une centaine de canons, la tentative de percée avait échoué, la ligne allemande s'était reconstituée. Cependant, le lendemain on reprit l'attaque. Le commandement ne voulait sans doute pas avouer son insuccès ; il lui répugnait d'avoir rassemblé tant de troupes pour ne pas les employer, quoique le moment en fût passé ; il était comme le joueur qui « court après son argent ». Le résultat ne s'écarta en rien de celui des autres actions ainsi engagées. On avança un peu, on prit Tahure, et il fallut s'arrêter sans avoir gagné grand'chose, au prix de pertes élevées. Du moins l'offensive amena les Allemands à suspendre leurs opérations en Pologne et les armées russes purent reprendre haleine. L'hiver arrivait et avec lui le salut.

Le répit gagné par nos alliés fut le seul profit de nos opéra-

tions de 1915, de toute une année d'innombrables offensives, qui nous coûtèrent plus cher que les grandes batailles de 1914, mais où celles d'Artois et de Champagne marquent d'indéniables progrès. L'automne se termina sans action importante sur notre front. Notre commandement, nos états-majors s'évertuaient à tirer des conclusions des récentes batailles. « En Artois, disait un général, nous avons attaqué comme des enfants, en Champagne comme des vieillards ; espérons que la prochaine fois nous attaquerons comme des hommes. » Mais, la prochaine fois, ce n'est pas nous qui devions attaquer.

(La fin prochainement.)

RÉGINALD KANN

SANS RETOUR[1]

VI

Germaine songeait souvent aux sentiments de Marcel. Il provoquait en elle par sa présence, et mieux encore par les souvenirs qu'elle gardait de chacune de leurs entrevues, des sortes d'éclairs pareils à ceux qui se dégagent pour nous des premières notes d'une symphonie. Elle était avertie de l'existence même de joies qu'elle n'espérait pas de connaître. Il lui semblait bon que son cœur s'ouvrît et se répandît dans la solitude. « Cette fois, je devrai me défendre contre moi », se disait-elle, et le monde se trouvait embelli, à ses yeux, du reflet de l'amour. Elle s'exaltait à la perspective des luttes intérieures et des tristesses qui nous élèvent. Sans trop d'effroi, elle pensait que, plus tard, le chagrin qui suit un renoncement douloureux lui tiendrait compagnie.

Souvent elle ne sortait qu'à la fin de l'après-midi. Il lui plaisait de lire, sur les conseils de Jablines, des œuvres de Tolstoï, d'Eliot ou de Balzac.

Germaine était depuis le déjeuner dans le petit salon qu'environnait le silence de l'appartement et la fenêtre versait un jour d'hiver sur les pages de son livre, lorsqu'un domestique ouvrit la porte pour annoncer le baron Jean de Valleyres.

Le frère de Germaine, âgé de vingt-cinq ans environ, n'était

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet 1919.

pas grand, mais joli garçon, avec un front barré d'entêtement, des yeux clairs, qu'une expression vaniteuse et défensive rendait constamment un peu fixes, des moustaches blondes très retroussées. Jusqu'à présent, d'heureux emprunts lui avaient toujours permis de tenir son rang. Il était fier des complaisances gratuites d'une femme richement entretenue. Il avait la narine insolente et le plus absolu mépris de toute opinion contraire à la sienne.

Germaine remarqua bien vite qu'il était soucieux. Après quelques phrases de dégoût sur les théâtres et sur le monde, il parla d'un de ses amis qui venait de partir pour Nice.

— Il va jouer au polo et peut-être monter en aéroplane, — dit-il. — Je l'aurais bien accompagné.

— Pas en aéroplane.

— Pourquoi?

— Tu sais bien que maman ne le voudrait pas.

Jean de Valleyres haussa les épaules.

— On a bien le droit d'exposer sa vie si cela vous amuse.

Il s'informa des projets de Germaine. Et comme elle n'en avait point, il pensa qu'elle tirait bien peu d'agréments de sa fortune.

— Tu te plais donc à Paris en cette saison? — demanda-t-il.

— Autant qu'ailleurs.

— Ah ! tant mieux pour toi.

Pendant un silence, Germaine vit passer une ombre sur le visage de son frère. Il répéta ce qu'il avait dit en arrivant :

— A cette heure-ci, je croyais bien trouver ton mari.

— Tu voulais lui parler?

— Oui et non. Il m'a demandé un renseignement. Enfin, je lui téléphonerai.

Bien qu'il ne fût pas en veine de causerie, il prolongeait sa visite; il restait là, immobilisé par sa déception.

— Pardonne-moi si je suis indiscrète, — dit Germaine, — mais je suis persuadée que tu as des ennuis.

— Pas du tout.

— Autrefois, tu me les confiais. A plusieurs reprises, j'ai parlé pour toi à maman avec un demi-succès.

— Je me rappelle bien. Tu es une très gentille sœur. Allons, je te laisse à tes livres. Au revoir.

— Jean, je ne voudrais pas te froisser. Écoute-moi cependant. Il y a eu, ces jours derniers, entre mon mari et moi, un léger désaccord. Je n'aimerais pas qu'en ce moment il s'acquît des droits à ta reconnaissance... et à la mienne.

Elle rougit un peu. Son embarras renforçait la dignité muette de Jean de Valleyres.

— Tu ne m'en veux pas, — reprit-elle, — et tu es bien sûr que je ne puis rien pour toi, ni par moi-même, ni par maman.

— Mais non, tu ne peux rien. En vérité, je dois quinze cents francs à un ami qui me les réclame sur un ton déplaisant. Et je cherche un prêteur qui ait assez confiance en moi pour ne pas exiger des garanties impossibles. Je le rembourserai dans un an, dans dix-huit mois au plus tard. J'espérais que ton mari me donnerait un conseil.

Germaine réfléchit.

— Si maman veut m'aider, je parviendrais peut-être à t'avancer mille francs. Et papa, lui as-tu parlé?

— Oh! non, je le connais trop. Il est l'égoïsme en personne. Je t'assure qu'il se soucie peu de nous. A toi, il te fait des phrases qui l'attendrissent lui-même. Avec moi, il garde le silence ou murmure des promesses qui n'en sont pas. Dès qu'il est débarrassé de ma présence, il se dépêche de tout oublier. Du reste, il n'est pas riche.

— Maman non plus. Aussi je ne vois pas comment tu règleras jamais tes dettes.

— Sois tranquille. Dans un an, je me marierai de telle façon que les soucis d'argent me deviendront inconnus. Je suivrai ton exemple.

Il avait parlé dans la simplicité de son ambition et n'eût pas compris que Germaine fût blessée. Il ajouta :

— L'argent, c'est bien la première chose qu'il faut avoir.

— Les héritières ne sont pas très nombreuses. Enfin, je sais que maman s'occupe de toi. Tu lui feras grand plaisir lorsque tu consentiras à l'écouter.

— Ce serait le moyen de ne jamais réussir. Quand j'aurai choisi une jeune fille bien riche et un peu laide, je jouerai le grand jeu. Aucune vieille dame n'ira parler de moi à ses parents. Je m'adresserai à son cœur directement. Est-ce que tu attends quelqu'un? Je crois qu'on a sonné.

— J'attends madame de Monval.

— Alors, je me sauve.

— Téléphone-moi avant le dîner. J'aurai vu maman.

Il ne répondit pas. N'était-ce pas lui qui méritait des remercîments? Il ne doutait pas que Ravenel lui eût prêté quinze cents francs et peut-être davantage. « Avec lui, se disait-il, j'aurais parlé d'une dette plus importante. » Toutefois, il embrassa la main de sa sœur moins distraitement que de coutume.

Vers cinq heures, Germaine rencontra Jabline chez madame Berthelier. Ils s'assirent au fond du salon, sur un grand canapé. Elle avait mis une robe bleue qui conduisait agréablement les regards vers la jeunesse de son visage. Maintenant, on ne remarquait plus dans ses attitudes l'indolence d'autrefois. Elle était constamment en éveil. Le sentiment qui grandissait en elle donnait quelque chose de plus précis à tous les contours de sa personne. Il la portait, pour ainsi dire, à la rencontre de la vie. Et mille émotions venaient l'effleurer, qui lui apprenaient que le renoncement n'était conforme ni à son âge, ni à sa nature. Elle éprouvait de petites jalousies lorsque Jablines témoignait trop d'admiration pour la beauté ou l'intelligence de quelques femmes. Tandis que celles-ci lui paraissaient douées d'un pouvoir de séduction qui demeurait toujours aussi présent et aussi fort, elle songeait que le charme qui monte d'un cœur tendre s'effarouche et se voile promptement. Lorsqu'elle apprit que Marcel devait faire le portrait de madame de Réau, elle détourna, un instant, ses yeux qui s'attristaient. Puis elle dit :

— Madame de Réau est en situation de vous rendre les plus grands services. Vous serez le peintre à la mode, si vous avez su lui plaire. Et je ne doute pas que vous y réussirez. Elle est très écoutée par les gens du monde. Elle a de l'influence, dit-on, sur les ministres. On l'admire parce qu'elle a dans le caractère quelque chose de décidé qui impose. Depuis la mort de son mari qui lui a laissé de quoi assurer son indépendance, elle étend sur un milieu composé des éléments les plus divers une autorité de souveraine. Il y a en elle beaucoup d'orgueil et de coquetterie.

Elle se tut, puis ajouta :

— Enfin, je suis bien contente.

Et cependant, il semblait que ces mots fussent portés par un soupir. Tous deux rêvaient mélancoliquement d'un autre portrait. Mais il était bien certain que Ravenel ne se soucierait jamais d'encourager un jeune peintre.

Germaine reprit.

— Madame de Réau occupera beaucoup de votre temps et de votre pensée. Elle s'entend fort bien à conquérir. Prenez un peu garde.

Ce jour-là, un rayon nouveau, celui de la chance, éclairait le visage de Marcel. Et Germaine songeait qu'ainsi paré d'ardeur et de jeunesse, il plairait à d'autres femmes qui le comprendraient moins. Voici qu'elle se sentait soudain attirée vers lui d'une façon plus vive. Elle croyait le voir s'embarquer pour une destinée libre et heureuse où elle eût tant voulu l'accompagner. Troublée, elle lui dit, en se levant pour se rapprocher des autres personnes :

— Comme il doit être agréable de promener à Paris un succès naissant !

Tout à la fin de la journée, Germaine se rendit chez sa mère qui habitait sur la rive gauche, près de Sainte-Clotilde. Elle y plaida la cause de son frère et se surprit à dire :

— Je vous assure, maman, qu'il a des idées très raisonnables. Il m'a parlé de mariage en des termes qui sont un gage de sa sincérité.

— J'espère bien, — répondit madame de Valleyres, — qu'aucune de ces créatures avec lesquelles il se plaît un peu trop n'a sur lui une véritable influence. Je me souviens que l'an dernier, il a su rompre très à propos avec une femme divorcée. Mais j'ai eu déjà trop de bontés pour lui. Je crois que l'aider en ce moment serait lui rendre un très mauvais service. Je veux qu'il sache enfin que l'argent est difficile à trouver. Ah ! il exerce ma patience. Enfin, je n'ose pas me plaindre. Le ciel m'a récompensée en toi, ma chère enfant.

Elle s'informa de Ravenel qui préparait sa candidature au Jockey. Il avait bien raison de croire que son entrée en ce cercle serait la meilleure consécration de sa noblesse récente. Madame de Valleyres estimait que lorsqu'on peut dire d'un homme : « Il est du Jockey », cela répond à toutes les petites

questions méprisantes que tant de gens aiment à poser. Pour son mari et son fils, elle avait toujours considéré que c'était à la fois un droit et un devoir que d'appartenir à ce club.

— J'ai voulu que Jean s'y présentât dès la sortie du régiment, — dit-elle, — et je me suis opposée ensuite à la démission de ton père qui trouvait la cotisation trop lourde. Je prévoyais que cette économie pourrait nuire un jour à mon gendre.

Germaine craignait un échec.

— Pourquoi donc? — s'écria madame de Valleyres. — Maurice a tant d'amis.

— Oui, mais il est bien facile aux amis de mettre des boules noires sans qu'on les soupçonne de cette petite trahison.

— Oh ! je vais te gronder pour ta défiance. Tu sais bien qu'on aime beaucoup Maurice.

Avant de s'en aller. Germaine tenta encore d'obtenir que sa mère vînt en aide à Jean.

— Je crains qu'il ne s'adresse à mon mari et cela me serait un peu désagréable, — dit-elle. — Je suis bien sûre, maman, que vous me comprenez.

Madame de Valleyres réfléchit puis, toute heureuse de sa propre bonté, elle déclara :

— Je tiens à t'épargner toute contrariété. Je vais te donner cinq cents francs pour ton frère.

Jean de Valleyres apprit, le soir, par téléphone, que mille francs étaient à sa disposition.

VII

Marcel sentit bientôt qu'il ne réussirait pas le portrait de madame de Réau, ou tout au moins qu'elle serait déçue en n'y découvrant point des grâces qu'il ne savait pas inventer. Il remarquait des pauvretés de ton sur le visage de la jeune femme. Son intérêt de peintre n'était pas excité. Il craignait de laisser trop paraître en son œuvre l'âme impérieuse et sèche qu'il avait surprise. Il imposa bien des réserves à son pinceau.

Madame de Réau, brune, mince, assez grande, était repré-

sentée en robe de soie lamée d'or, assise de trois quarts sur un fauteuil, près d'une petite table et d'un bouquet de roses rouges. La volonté de plaire aiguisait les traits de son visage et ses yeux vifs et beaux paraissaient guetter le moment où elle pourrait tendre sur quelque nouvel admirateur les rênes d'une amitié oppressive. Ses cheveux noirs ornés d'un cercle de brillants s'écartaient sur un front poli qui portait le signe de l'ambition. En sa personne étroite, on devinait l'armature d'un acier flexible et éprouvé. Elle commandait l'attention sans provoquer la sympathie. La vérité contenue dans ce portrait ne se dégageait pas au premier regard. Une ombre un peu froide l'enveloppait.

Beaucoup de gens vinrent à l'atelier. Ils se répandirent en vagues compliments coupés de réticences plus vagues encore. Madame de Réau réservait son opinion. Elle prétendait laisser à ses amis toute liberté de jugement. Ceux qui la connaissaient bien prenaient cependant sur sa figure le mot d'ordre des éloges modérés. Et ils pensaient que bientôt le plaisir du dénigrement leur serait accordé. Ils préparaient donc les phrases qui leur feraient honneur et se souvenaient naturellement qu'ils avaient toujours douté du talent de Jablines.

Marcel comprit que la faveur mondaine s'éloignait de lui, mais le jugement qu'il portait lui-même sur son œuvre était le plus grave. Il ne voyait pas en effet dans le portrait de madame de Réau ces traits qu'une heureuse inspiration vous a fait rencontrer et qui demeurent sur la toile, encore tout chauds de la vie où l'on a su les cueillir. Pour reprendre confiance en lui-même, il se penchait sur des feuilles où pendant des nuits entières il avait tracé le visage et la silhouette de Germaine. Et il songeait : « Ce portrait que je ne ferai jamais eût été mon chef-d'œuvre. »

Un soir, très impatient de rencontrer Germaine et sachant qu'elle avait dîné chez les Jean de Maisoncelles, il décida de s'y rendre vers les dix heures, selon l'invitation qu'il avait reçue. La jeune femme, dès qu'il vint la saluer, remarqua la gravité triste de ses yeux et pensa : « Que va-t-il me dire? » Elle pâlit légèrement, mais il fallait bien qu'elle continuât de causer avec Philippe de Champdeuil, un garçon brun, élancé, flexible, qui lui exposait ses goûts raffinés sur la toilette et

sur l'ameublement. Il décrivait la robe persane portée à un bal récent par la comtesse de Chérence. Il prétendait souffrir lorsque, dans un salon, les nuances n'étaient pas combinées de façon savante avec un ton dominant et d'heureuses oppositions. Parfois, il recourait à des jeux de physionomie, à de menus gestes des doigts pour indiquer que les mots ne pouvaient rendre toute la subtilité de sa pensée.

Marcel savait par expérience que Champdeuil ne vous cède jamais la place. Il s'éloigna donc et fut abordé par la belle madame Sorèze. Elle lui parla de son ami André Gibert, demanda s'il avait du talent et ne dissimula point qu'il ne lui plaisait guère. Du reste, elle comprenait mal qu'on fût en confiance avec les littérateurs.

— Ils ont toujours des idées de l'autre monde, — disait-elle. — On ne sait jamais ce qu'ils croient surprendre en vous.

Dans un coin du salon, madame de Vargemont, assise près de Lucien Jaman, écoutait ses histoires avec un calme méprisant. Sa physionomie régulière et froide recouvrait ses pensées d'un marbre poli. Et les pointes de sa malveillance toujours aiguisée se distinguaient seulement de temps à autre aux coins de ses yeux. Elle était armée et attentive. Il n'y avait point de réunion qui ne lui offrît un intérêt particulier. Il fallait qu'elle se conciliât l'amitié aveugle de telle femme. L'impression que tel homme emporterait d'elle ne lui était pas indifférente. Elle préparait de loin l'avenir. Cette fois, elle méditait d'encourager furtivement le comte de Chavannes que son mariage avait enrichi et qui, jusqu'à présent, ne s'était voué qu'aux amours faciles. Madame de Vargemont commençait à se lasser de Ravenel. De plus, elle s'irritait de n'être point devenue l'amie de Germaine. La conversation de Jaman ne l'intéressait pas. Cet homme qui n'avait pas même les mœurs qu'on pouvait imaginer d'après l'afféterie de ses manières, ne représentait rien pour elle. Il semblait médire à tort et à travers. Elle était méchante autrement et, par moquerie, défendit contre lui quelques réputations. Bientôt elle se leva pour rejoindre Chavannes. Et elle parut lui trouver de l'esprit tandis que Ravenel, silencieux dans un groupe où cependant on parlait de la chasse, la surveillait d'un œil un peu lourd.

Enfin, Marcel s'approchant de Germaine lui dit :

— Comme je voudrais causer avec vous pendant une heure, loin de tous ces gens! J'ai des projets à vous confier. Je vais peut-être quitter Paris.

— Pour longtemps?

— Je ne sais pas.

— Et vous irez?

— En Italie ou plus loin. Rien n'est décidé. Je verrai. Du reste, cela ne dépend pas que de moi.

— Et de qui cela dépend-il?

— Je vous le dirai si vous voulez bien m'écouter un jour... en amie.

Troublée, elle ne disait rien et s'efforçait de sourire. Il continua :

— Vous n'imaginez pas comme le jardin du Luxembourg est tranquille et charmant en cette saison. Ne serait-il pas naturel que nous allions nous y reposer ensemble au soleil après que je vous aie servi de guide au musée? Je ne suis pas compromettant comme un homme du monde. D'ailleurs, c'est justice, je n'ai pas les mêmes audaces.

Germaine réfléchit.

— Vous me proposez une imprudence, — répondit-elle. — Enfin, j'accepte tout de même.

Ils furent séparés. Madame de Saint-Hilliers emmena Marcel. Souriante et dans un geste qui approchait du jeune peintre sa poitrine opulente, elle dit :

— J'aime vos tableaux et je crois bien qu'ils m'ont révélé votre caractère qui me plaît aussi beaucoup. Venez me voir prochainement. Je vous donnerai de bons conseils pour votre avenir.

Ravenel vint annoncer à sa femme qu'un bridge l'attendait au cercle et qu'il partait. Ce départ fut observé par la petite comtesse de Chérence qui rejoignit ensuite quelques hommes au fumoir et mit la conversation sur Germaine. On était bien sûr de n'être dérangé ni par Jablines ni par elle, et tout d'abord on se demanda si elle connaissait la liaison de son mari et de madame de Vargemont. Cette liaison se faisait d'autant mieux remarquer depuis quelque temps que Ravenel n'était pas toujours maître de sa jalousie et que, fréquemment, dans

le monde, il essayait d'obtenir par des mots dits à voix basse qu'une explication intime fût prochaine. Madame de Chérence déclara :

— Si Germaine Ravenel n'était pas au courant, madame de Vargemont serait devenue son amie la plus chère. Du reste, pourquoi voulez-vous qu'elle ne soit pas clairvoyante? Assurément, elle n'aime pas son mari et les sentiments seuls permettent les illusions.

Le regard vif et direct sous ses longs cils noirs, la jeune femme fumait des cigarettes d'Orient sur un grand canapé. Une robe verte à reflets bleu-paon la serrait étroitement des hanches aux genoux, puis s'entrouvrait sur des bas de dentelle d'or.

Près d'elle était assis le duc de Lancé, dont la physionomie correcte et tranquille annonçait que tout son esprit flottait de lui-même au niveau des conversations du monde. Il énonçait peu d'opinions, mais on voyait bien qu'il ne pensait pas à autre chose. Il tenait sa place avec une sorte d'autorité inconsciente et discrète. La plénitude rose de son visage orné d'une fine moustache blonde reposait les yeux.

Il y avait là d'Orival, Félix de Morsang, joli homme souvent déçu dans ses ambitions matrimoniales et marqué des plis d'une amertume un peu dédaigneuse, Sénart qui, depuis son échec auprès de Germaine, avait su obtenir la complaisance d'une jolie Anglaise, Jaman, Philippe de Champdeuil.

Félix de Morsang affirma que madame Ravenel était au mieux avec le peintre Jablines.

— Peut-être, — dit madame de Chérence. — Pourtant, je ne le crois pas. J'ai l'impression qu'elle serait moins triste ou le serait différemment. On n'est pas triste dans un amour comme dans une prison.

Champdeuil avoua que la peinture de Jablines ne l'intéressait qu'à demi. Puis, s'éloignant, il se perdit à formuler pour lui seul des jugements qui ne seraient pas compris.

Le duc de Lancé plaignit le sort de cette jeune femme qu'il trouvait charmante. Il ajouta :

— J'espère bien qu'elle se consolera d'avoir été trompée par Ravenel.

Jaman ne croyait pas qu'un tel mari l'eût rendue heureuse en l'aimant.

— Comme il est dommage qu'elle n'ait point d'enfants, — s'écria d'Orival. — Les femmes sont nées pour être mères.

Madame de Chérence n'osa point répliquer : « Et les hommes pour distribuer la maternité, n'est-ce pas? » Mais elle dit avec conviction :

— Les enfants c'est l'avenir, ce n'est pas tout le présent.

Quant à Sénart, il déplora l'amitié de Germaine pour Jablines sur un ton qui n'admettait pas la contradiction. Et, comme on l'interrogeait des yeux, il répondit :

— Les artistes sont dangereux. Même lorsqu'ils fréquentent avec assiduité le monde, par ambition ou par snobisme, ils n'en connaissent que rarement la pensée et les usages. Ils ne savent pas concilier les droits de la tendresse avec les véritables intérêts d'une femme. Parfois ils l'entraînent, sans trop le vouloir, vers une aventure qui la déclasse. D'ailleurs, quelque révolte contre la société se mêle toujours aux sentiments qu'ils inspirent. Il y a autour d'eux un parfum de bohème. Au fond, ils n'ont aucune de nos idées où les ont à leur manière, ce qui est pire.

Jaman approuva. Seulement, il fit remarquer que l'amour comptait avec l'argent aujourd'hui et il finit par dire :

— Si monsieur Jablines est assez loin de nos idées pour rêver d'enlèvement, de mariage peut-être avec une femme déjà mariée, croyez bien cependant qu'il se souviendra fort à propos que presque toute la fortune du ménage appartient à Ravenel.

Après un silence, Félix de Morsang demanda :

— Est-ce que Jablines n'a pas été l'amant de madame de Saint-Hilliers?

— Comment voulez-vous qu'on sache? — répondit Sénart.

Jean de Valleyres, ce soir-là, partit avec sa sœur de chez les Maisoncelles. Il profitait ainsi de l'automobile qui le conduirait rue Royale lorsque Germaine serait rentrée. Il était dans la voiture depuis quelques instants et n'avait pris que le temps de sourire au luxe qui lui plaisait lorsqu'il dit :

— J'ai été surpris de voir Jablines. Je croyais sa carrière mondaine terminée. Enfin, elle est au moins compromise. Il n'a pas grand talent, à ce qu'on prétend. Pour moi, je ne connais aucun de ses tableaux.

Germaine se tut. Il continua :

— Il n'y a rien de plus singulier que ces artistes qu'on rencontre pendant une ou deux saisons et qui disparaissent ensuite. Généralement c'est le caprice d'une femme mûre qui les a lancés. On raconte qu'ils ont beaucoup d'avenir, on se pâme devant leurs œuvres. Quand ils ne doutent plus de rien, ils se permettent enfin quelque bonne indélicatesse vis-à-vis de l'une de leurs protectrices. Les yeux s'ouvrent à la fois sur l'homme et sur le peintre.

— Il est très injuste d'attribuer à monsieur Jablines un succès de ce genre.

— Je ne dis pas. Je sais seulement que sa faveur est en baisse. Son portrait de madame de Réau lui a fait du tort.

VIII

Par un après-midi ensoleillé, Germaine se rendit à l'entrée du Luxembourg qui est au bas de la rue de Médicis. Elle traversa tout le jardin avec Marcel et bientôt ils furent assis l'un près de l'autre, au bord d'une pelouse, dans un coin paisible et provincial, près de l'avenue de l'Observatoire. Les arbres où pointaient quelques bourgeons mettaient des ombres fines sur le gazon. Un souffle tiède amollissait le sol et tout le paysage était empli d'un rayonnement égayé çà et là par des reflets plus vifs. Le réveil des choses semblait peupler l'espace et l'agrandir. Des femmes avaient apporté leurs ouvrages. Installées sur des pliants, elles formaient de petites sociétés et travaillaient en surveillant leurs enfants. Le son de leurs voix et l'air de leurs visages disaient leurs vie menues et renfermées. Le cercle rétréci de leur horizon se traçait idéalement autour d'elles et leurs personnes prenaient trop peu de relief pour que l'impression de solitude fût diminuée par leur présence. On croyait seulement entendre à l'infini autour de soi le faible bruit des existences innombrables et modestes.

— Peut-être, — dit Marcel, — ne causerons-nous plus jamais comme aujourd'hui ; peut-être suis-je à la veille d'un grand voyage. Laissez-moi vous parler selon mon cœur. Ce

qu'il en adviendra, je l'ignore et je n'ai pas à le prévoir. J'ai sur les lèvres l'offre de toute mon existence. Si je dois souffrir, je veux au moins que ce soit sous vos yeux et comme au soleil, d'une blessure profonde et ouverte. Le premier jour, chez madame Berthelier, il m'a semblé que vous reveniez à moi du fond de tous mes rêves. Comment aurais-je résisté à la force qui se faisait si douce pour me porter vers vous? Je me suis bien dit que vous n'étiez pas heureuse. Tous les secrets de votre nature me sont apparus, mêlés aux grâces dont ils ont l'air de se recouvrir. Souvent, un de vos regards m'a révélé tout un passé d'impressions délicates, un peu douloureuses. Ah ! je n'ai pas lutté contre mes sentiments et ils n'ont pour moi aucune obscurité. Je sais que vous pourriez combler toutes les attentes qui sont en moi. Ne vous offensez pas, je vous en supplie. Je suis venu ici sans autre intention que de rompre la solitude intime où j'étouffais.

Germaine s'enfermait toute tremblante dans une minute d'un émoi indicible. Éblouie par le soleil épandu sur le gazon, elle sentit monter des larmes à ses yeux et murmura :

— J'espérais vous garder plus longtemps pour ami. Voilà qu'il faut déjà que nous nous séparions.

— Ah ! pourquoi?

— Ne m'avez-vous pas vous-même parlé d'un grand voyage?

— Je ne sais plus...

Ils se turent parce que des gens approchaient. Ils entendirent des pas lents sur le sable de l'allée et le grincement des roues d'une voiture d'enfant. Un pensionnat de petites filles en robes bleues passait de l'autre côté de la pelouse. Germaine inclinait la tête et se détournait de Marcel. La contraction de tous ses nerfs lui était sensible. Cependant, la lumière du jardin pénétrait sa pensée, semblait venir en elle à la rencontre d'une autre clarté, prisonnière celle-ci dans le fond de son cœur et qu'il ne tenait qu'à elle de délivrer. Elle était comme au seuil d'un monde où tout eût été nouveau pour elle. Un oiseau qui chantait sur une branche voisine avait bien l'air d'appartenir à ce monde enchanté. Et le printemps, autour de Germaine, paraissait attendre, pour rayonner dans tout son éclat, qu'elle voulût bien y consentir.

Mais avec un effort, elle amassait dans ses yeux l'ombre du passé pour que son amour en fût voilé.

— Il faut que vous partiez, — dit-elle. — Il le faut pour vous. Je serais coupable en vous retenant.

Puis comme elle ne pouvait plus douter que tout son visage la trahissait, elle ajouta :

— Il le faut aussi pour moi.

— Alors je vous laisserais seule. Je n'aurais apporté dans votre vie qu'une souffrance de plus. Non, non, c'est impossible, je resterai. J'ai parlé de voyage. Oh ! je partirais si je vous aimais moins ou si je vous voyais heureuse... heureuse d'un bonheur qui m'écarterait.

— Que ferez-vous? Quelles sont vos espérances? Vous n'avez pas lutté contre vos sentiments. Moi, je n'ai pas à lutter contre les miens pour repousser toute idée d'une liaison où ils seraient humiliés.

— Je sais bien que je ne puis vous proposer que des folies, au jugement des gens. Mais la vraie folie, n'est-ce pas de demeurer dans une existence où l'on souffre? N'est-il pas affreux que tout soit sacrifié au repos, à la vanité d'un mari comme le vôtre? La vie qui vous est faite ne répond à rien de votre cœur, ni de votre esprit. Elle est à la fois sans soutien et sans but. Elle ne peut pas vous créer de devoirs. En vérité, vous êtes libre... libre si vous le voulez. Je rêve de vous garder tout à fait, de vous emporter. Et jamais, je ne renoncerai à ce rêve. Avec vous, tout me serait donné par surcroît. J'aurais le courage qui commande à la fortune. Vous m'apporteriez même du génie. Comme je saurais peindre tout ce que nous aurions aimé ensemble !

— Il faut que je rentre, — dit Germaine.

— Pas encore.

— Si, je ne veux pas vous écouter davantage. Vous ne me parlez que dans l'exaltation.

— Vous me permettez de vous revoir?

— Je ne devrais pas.

— Oh ! ne m'abandonnez pas.

Il pensait : « J'ai parlé trop tôt, j'aurais dû attendre encore. » Il devenait humble, suppliant. Germaine debout, maintenant, se raidissait contre son émotion. Il dut se lever.

Et comme tous deux s'éloignaient de leurs chaises, un gamin leur cria en courant :

— Au revoir, les amoureux.

Ils suivirent lentement une allée que l'ombre envahissait déjà. Bientôt ils furent en vue du palais. Le jardin découvert s'étendait devant eux sous un grand ciel très doux où montaient les bruits de la ville. Des espaces infinis s'offraient à leur tristesse. Déjà ils avaient l'impression du vaste désert où ils se trouveraient l'un sans l'autre. Et Marcel disait :

— Laissez-moi rester votre ami.

Elle ne lui répondait pas encore, mais elle ne le fuyait plus. Comme elle passait près des balustrades qui dominent les parterres, elle vint s'y accouder silencieusement. L'heure avait interrompu les jeux des enfants, et leur gaîté ne couvrait plus la mélancolie sonore du jet d'eau. Germaine comprenait bien qu'elle ne s'en irait pas en désespérant Marcel. Mais elle entendait ne lui dire une parole indulgente qu'au moment de le quitter. Dès qu'elle aurait changé d'attitude, son amour allait monter à ses lèvres et dans ses yeux. Elle ne parviendrait plus qu'à le contenir quelques instants. Et il ne fallait pas que Marcel fût témoin de cette effusion.

Il répétait :

— Je ne puis croire que ce soit fini de notre intimité, de nos causeries. Suis-je si coupable? Je vous ai dit la vérité. Je n'ai manifesté aucune exigence. Ne me punissez pas si cruellement.

Reprenant sa marche pour se diriger vers la rue de Médicis, elle répondit :

— Je ne vous punis pas. Nous serons amis plus tard si plus tard vous le désirez. Maintenant, que vous dire sinon : voyagez. Votre ami Jacques Morel a souvent exercé sur vous des influences heureuses, m'avez-vous dit. C'est un artiste délicat. J'ai compris qu'il avait pour vous une grande affection. Ne vous accompagnerait-il pas?

— Je ne veux pas m'en aller. L'air d'une ville où vous ne seriez pas me semble irrespirable. Écoutez-moi. Je vous jure de causer avec vous comme auparavant. Rien ne paraîtra changé entre nous. Vous saurez seulement que je suis tout à vous. Acceptez au moins d'éprouver ma sagesse.

Il essayait encore de la convaincre lorsqu'ils sortirent ensemble du jardin. Ils approchaient de la station des voitures.

— Alors, dans un instant, je serai seul. Sans vous soucier de ce que je deviendrai, vous m'aurez dit : adieu.

— Non, je ne vous dis pas adieu. Mais réfléchissez bien. Séparons-nous tout de même un peu si vous ne partez pas. Un jour, sans doute, vous suivrez mon conseil sans que je vous l'aie répété.

Seule dans le fiacre automobile, elle s'enfonça dans l'ombre et appuya son mouchoir sur sa bouche. Elle sentit bien que ses larmes n'étaient pas toutes amères. Le frisson qui la secouait éveillait en elle des forces nouvelles, inconnues. Comme sa santé avait toujours été fragile, elle se demanda si ces forces ne seraient pas destructives. Puis elle pensa : « Suis-je aimée à ce point? N'est-il pas vrai aussi que je l'aime? Seulement, je garde ma raison. »

IX

Ravenel attendait madame de Vargemont dans un petit appartement situé au rez-de-chaussée, sur une des rues qui avoisinent l'avenue Kléber. Le soleil couchant parait d'une lumière dorée les maisons d'en face et la rumeur de la ville se mêlait à cet éclat. La pièce où se tenait Ravenel était meublée à l'anglaise. Malgré l'ombre discrètement ménagée, il n'y régnait pas une atmosphère d'intimité. Ainsi que la chambre au vaste lit de cuivre et aux tentures claires qu'une porte ouverte laissait apercevoir, elle paraissait ne refléter que le rapide courant de la vie moderne. Il s'abritait là des amours qui n'avaient point le temps de rêver. Quelques gravures galantes témoignaient le respect traditionnel des voluptés du dix-huitième siècle. On remarquait au coin d'un bureau d'acajou la photographie joliment encadrée du duc de Lancé sur son poney de polo.

Madame de Vargemont avait su flatter et dominer Ravenel. Il admirait son allure, le coup d'œil qu'elle jetait sur les champs de la mondanité, ses opinions sur les gens. Près d'elle,

il songeait toujours avec un trouble qui avivait ses désirs, qu'elle pourrait être une ennemie redoutable. Pour qu'il eût en lui-même toute la confiance nécessaire, il fallait que la faveur de cette jeune femme lui fût clairement acquise. En ce moment, il se disait : « Pourquoi accorde-t-elle tant d'attention à cet imbécile de Chavannes? » Il se rappelait aussi comment il avait refusé de s'engager plus avant dans une affaire que recommandait Vargemont. Quelques coups discrètement frappés à la porte qui donnait sur l'escalier lui annoncèrent l'arrivée de sa maîtresse.

Bientôt, elle fut auprès de lui dans le salon. Grande, large d'épaules et de hanches, elle était vêtue d'une robe sombre. Sous sa voilette, son visage régulier s'éclairait d'un sourire qui n'entr'ouvrait pas ses lèvres. Ravenel cherchait à l'embrasser :

— Mon cher, — dit-elle, — vous avez une précipitation de collégien.

Puis dirigeant sur lui ses yeux clairs, elle ajouta :

— J'ai bien cru que je ne viendrais pas.

— Pourquoi me dites-vous cela?

— Parce que c'est la vérité. Vous pensez peut-être que toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, mais je suis d'un autre avis.

— Et vous êtes venue pour me dire des vérités?

— Peut-être, si l'occasion s'en présente.

Elle s'assit au coin du bureau, assura de la main l'équilibre de son chapeau sur ses cheveux châtains et parut attendre que son amant, par quelques mots peu réfléchis, lui donnât l'avantage de la riposte. Il saisit la main gantée de la jeune femme :

— Depuis quelque temps, vous vous plaisez à me tourmenter. Que vous ai-je fait?

Il pensait : « Elle m'en veut peut-être parce que je n'ai pas écouté son mari. Après tout, leurs intérêts sont liés. » Du reste, il ne prêtait point d'élévation d'âme à madame de Vargemont, mais une sorte d'élégance qu'il croyait être de race et que rien ne pouvait entamer. Elle avait souvent une façon particulière d'interpréter les choses et ne daignait pas s'expliquer. Il acceptait d'être étonné par elle.

— Que vous ai-je fait? — reprit-il. — Vous m'infligez un vrai supplice lorsque devant moi vous encouragez Chavannes par des sourires et des approbations qui certainement ne sont pas sincères. Je ne saisis pas les raisons qui vous font agir. Mais je ne doute pas que vous en ayez. Peut-être provoquez-vous ma jalousie afin d'obtenir je ne sais quelle preuve de mon attachement. Expliquez-vous. Je ne comprends pas.

— Je cause avec monsieur de Chavannes parce qu'il est aimable. Il se peut aussi que vous m'ayez un peu déçue.

— Oh ! Jeanne, — dit-il.

Elle avait été son orgueil. Depuis longtemps déjà, elle pensait pour lui. Tout à coup, il se trouva comme averti de sa propre faiblesse. Sa fatuité chancelait. Craignant d'avoir révélé sa misère par le ton de sa voix, il affecta la violence :

— Je vous en prie, ne me poussez pas à bout. Vous ne savez pas ce dont je serais capable.

— N'essayez pas de m'effrayer. J'ai encore de la bonté pour vous puisque je suis ici. Du reste, je pense bien que vous reculeriez devant un scandale qui rejaillirait sur vous autant que sur moi. Un scandale, mon cher, ne vous servirait pas. C'est un luxe de grand seigneur... ou d'artiste. Vous n'êtes pas très heureux en ce moment. Un éclat ne vous ouvrira pas les portes du Jockey dont fait partie Chavannes. N'oubliez pas vos ambitions politiques qui sont également en souffrance. Soyez raisonnable.

— Cela dépend de vous. Je n'admets pas l'idée que vous vous éloigneriez de moi, surtout de cette façon, sans que j'aie le moindre tort à votre égard.

— Vous aimeriez mieux avoir pris les devants.

Elle sourit. En vérité, elle ne lui en voulait pas ou, du moins, elle avait une telle certitude de pouvoir satisfaire, en se jouant, les petites rancunes qu'elle lui gardait, que ses traits se détendirent dans une expression de fausse indulgence. Il la pria de retirer son chapeau. Elle y consentit. Comme elle était debout devant la glace qui surmontait la cheminée, son image lui donna des conseils de malice :

— Il faut croire, — dit-elle, — que j'accapare toute votre

jalousie car vous n'en témoignez guère à votre femme, à ce qu'il me semble.

— Que voulez-vous dire?

— Que vous ne dérangez pas beaucoup ses amitiés.

— Je ne comprends pas.

— Naturellement.

Il haussa les épaules, mais du reste, cette attaque contre sa femme lui paraissait appartenir au genre classique et le rassura sur les sentiments de sa maîtresse. Celle-ci éprouvait à s'engager dans les intrigues de la malveillance le bien-être le plus conforme à sa nature. On pouvait lui voir une palpitation de narines et un regard qui montraient combien le goût des complications rusées et de la domination était lié en elle aux secrets ressorts de la volupté.

Elle reprit :

— Vous avez toute confiance en votre femme parce qu'elle a repoussé les hommages d'un Sénart et de quelques autres. Il semble en effet que vous n'ayez pas à redouter pour elle une aventure légère... celle que tout le monde ne sait pas. Vous êtes exposé à mieux que cela.

— Vous ne connaissez pas ma femme.

— Et vous, êtes-vous bien sûr de la connaître? Vous pensez qu'elle a de la fierté, qu'elle a reçu les meilleurs principes, qu'elle a de la conscience enfin. Tout cela est bon, mais, croyez-moi, en certaines circonstances, il n'y a d'un peu solide que le respect de l'opinion. Et on prétend que madame Ravenel a quelque disposition à mépriser les jugements du monde.

— Où voulez-vous en venir?

— A vous donner un bon conseil. Éloignez d'elle un jeune peintre.

Ravenel fronça les sourcils à la perspective d'une explication avec sa femme sur un pareil sujet. Madame de Vargemont avait réussi à l'inquiéter. Pour achever son œuvre, elle ajouta :

— Je vous préviens que l'on commence à causer. On est si malveillant !

Puis elle dit encore :

— Surtout, soyez adroit.

Il gardait un visage préoccupé. S'approchant de lui, elle posa sa main sur son épaule.

— Vous voyez bien que je suis une amie.

Après un instant de silence, il répondit;

— Oui, vous êtes une amie, ma seule amie.

Comme il l'entraînait, elle dit seulement :

— Je voudrais bien n'être pas décoiffée.

X

Germaine, seule en son petit salon où elle venait de recevoir quelques personnes indifférentes, rêvait tristement à la tombée du jour. Elle n'osait plus voir aussi souvent Marcel qui n'avait pas quitté Paris. Et vraiment, en dehors de son amour, tout n'était que solitude autour d'elle. Qu'est-ce que la famille lorsqu'une communion de sentiments et des ressemblances de nature n'y créent pas d'intimité? De quel secours sont les amitiés? Madame de Monval habitait presque définitivement les environs de Pau. Il était question pour Françoise de Gouvernes d'un mariage où, lasse des plaisirs légers, elle paraissait tout à coup ne plus chercher que des joies tranquilles et simples. Madame Berthelier se maintenait dans une constante agitation de cœur et d'esprit grâce à ses devoirs maternels, à l'organisation d'œuvres de charité, au spectacle des infortunes qu'elle excellait à découvrir.

Il arrivait à Germaine de songer : « Quand je serai vieille, je voudrais un soir livrer mon secret tout doucement à une amie éprouvée par des tristesses. » Ce secret, la jeune femme s'épuisait à le contenir ; ne faudrait-il pas qu'une fois au moins son rayonnement parvînt à une autre âme?

Le petit salon s'emplissait d'ombre et Germaine eut peur qu'on ne la surprît ainsi dans l'obscurité. Elle alluma une lampe sur la cheminée. Debout, une sorte de lassitude lui rendait sensible toute la forme gracieuse de sa personne. Elle vit la lumière sur son bras. Elle aperçut l'image de ses cheveux blonds. Allait-elle pleurer d'être jolie? De loin, elle envoya comme un hommage de sa beauté à celui qu'elle n'avait pas vu depuis plusieurs jours. Ses yeux exprimèrent une tendresse

infinie. Puis elle toucha le marbre de la cheminée pour se ressaisir. Et elle crut sentir que tout le froid de son existence montait dans ses veines.

En ce moment, un domestique vint l'avertir que monsieur le comte était rentré. Par exception, elle dînait chez elle et seule avec son mari. Sans doute, il la quitterait de bonne heure pour aller au cercle. Dès qu'il fut auprès d'elle, Germaine, afin de lui préparer par avance une sortie naturelle, dit qu'elle avait un peu de migraine et se coucherait tôt.

— J'en suis désolé, — répondit-il, — et d'autant plus que je voulais causer avec vous.

— Oh ! je pourrai tout de même vous entendre.

Voyant qu'il avait le front barré d'ombre, elle ajouta :

— Vous avez eu quelque ennui, peut-être une querelle?

— Non, je ne me suis querellé avec personne. Rassurez-vous si toutefois cela vous inquiétait. Ce qui me préoccupe n'est pas très grave... ou du moins... Enfin, je ne peux pas m'expliquer en quelques mots. Je préfère attendre que nous ayons tout loisir.

Pendant le dîner, ils échangèrent sur les uns et les autres des propos indifférents. Puis, au fumoir, où le café avait été servi, Ravenel commença :

— Ma chère amie, nous causons trop rarement ensemble. Il nous devient ainsi difficile d'aborder les sujets les plus simples. Ce que j'ai à vous dire, ce soir, est peut-être délicat. Je crois cependant obéir à un sentiment que vous partagez. Ne vous déplaît-il pas, comme moi, que les gens viennent à soupçonner le désaccord ou plutôt le silence qui règne entre nous?

— Oui, cela me déplaît, mais que faire? Votre liaison avec madame de Vargemont n'est pas mystérieuse. Une liaison avec cette femme ne saurait l'être puisqu'on ne doute jamais qu'elle en ait une et que nécessairement on cherche à savoir. Vous êtes fâché des bruits qui courent. Les sympathies ne vous sont peut-être pas acquises?

— Il ne s'agit pas de cela.

— Expliquez-vous.

— D'abord, je vous en prie, ne voyez sous mes paroles aucun sentiment de jalousie. J'ai confiance en vous. Je n'ignore

pas à quel point votre nature est droite et vos principes solides. Seulement, les gens ne sont pas forcés de vous connaître aussi bien et l'on remarque auprès de vous la présence assidue d'un jeune homme, d'un peintre, monsieur Jablines.

— Qui le remarque?

— Mais... moi... et j'ai toute raison de penser que les autres ne se privent pas d'en parler.

— Je rencontre en effet monsieur Jablines de temps en temps. Il vient me voir quelquefois. Je rencontre et reçois de même Lucien Jaman, Maisoncelles, Félix de Morsang lui-même.

— Oui, mais il y a entre les personnes que vous citez et Jablines une différence, c'est que Jablines n'est pas tout à fait de notre monde et qu'ainsi ce qui pour Maisoncelles, Jaman et d'autres n'est que l'usage d'une liberté courante, devient pour lui une faveur.

— Monsieur Jablines est un artiste. N'oubliez pas qu'il est recherché dans les maisons que vous estimez le plus. N'avons-nous pas dîné avec lui chez les Champdeuil, chez le duc de Lancé?

— En effet, mais, croyez-moi, nous n'avons pas à recevoir des artistes. Laissons à d'autres ce snobisme que je ne comprends pas. Enfin, il serait trop long de discuter ces questions-là. Au surplus, elles importent peu. Je n'imagine pas que vous teniez essentiellement à monsieur Jablines, et le sacrifice que je vous demande n'est donc pas considérable. Voyez-le moins souvent. Évitez de le froisser si cela vous est désagréable... bien que... mais marquez-lui bien clairement une indifférence progressive.

Germaine se redressa :

— J'entends sur ce point ne consulter que ma conscience, — dit-elle. — Il est singulier que vous gardiez toutes les libertés et qu'il me soit même défendu de choisir mes amis. Je ne me compromets pas. Vous êtes obligé de reconnaître que je mérite votre confiance. Restons-en là si vous n'avez rien d'autre à me dire.

— Oh ! vous prenez les choses de bien haut, de plus haut qu'il ne convient, je vous jure.

Maintenant, Ravenel n'éprouvait plus un sentiment de

gêne comme au début de cet entretien. Il semblait qu'il fût jeté dans la lutte et toutes les armes qui pouvaient blesser Germaine s'offraient à lui. Il s'irritait du regard de la jeune femme, de son attitude. Le flot de ses plus anciennes rancunes revenait battre la résistance qu'il rencontrait soudain. Les poings à demi serrés, il marchait dans la pièce où flottait la fumée de son cigare. Dans un instant, il parlerait sans contrainte.

Germaine assise, le buste droit, sur un grand fauteuil de tapisserie, attendait avec le courage le plus tranquille. Jamais elle ne s'était senti une pareille lucidité d'esprit et ne doutait pas qu'elle fût sur le point d'apercevoir en elle-même d'importantes vérités. Le mot de la situation allait lui apparaître tout à l'heure. Elle ressemblait aux gens qui, par une nuit d'orage, guettent les éclairs pour découvrir une physionomie ou déchiffrer une lettre. Et elle était bien certaine de ne pas détourner ses yeux de la lumière, de dire sans hésitation ce qu'elle aurait vu et compris.

Ravenel se rapprocha d'elle :

— Ah ! je puis dire que je n'ai jamais trouvé en vous de vraies complaisances, — reprit-il. — Si l'on connaissait mieux l'histoire de notre ménage, il n'est pas sûr que l'on me donnerait toujours tort. Qu'avez-vous jamais fait pour moi? Ne vous êtes-vous pas montrée indifférente, presque hostile aux ambitions que j'ai eues, et que vous deviez approuver? Jamais vous n'avez été pour moi une amie, celle qui pense avec vous, celle qui vous comprend. Et vous prétendez que je vous sois reconnaissant d'une sorte de loyauté qui n'est en somme qu'une loyauté d'adversaire. Si nous faisions nos comptes, on verrait ce que j'ai apporté dans votre vie et le peu que j'ai reçu en retour. Je vous dois que ma carrière politique n'ait pas encore commencé. Vous m'avez empêché, pour des raisons à vous, de m'établir dans une province où tout me souriait. Et si je n'ai pas su découvrir un autre pays, si je l'ai cherché mollement, c'est que j'ai bien senti combien vous m'aideriez froidement auprès de mes électeurs. Croyez-vous aussi que j'eusse échoué au Jockey si vous aviez consenti à vous lier, comme cela vous était si facile, avec les femmes de tels ou tels hommes influents? Pour la duchesse de Lancé elle-

même, vous n'êtes que correctement polie. Vous préférez madame de Monval, madame Berthelier. Joli calcul. Jamais la pensée de servir mes intérêts ne vous effleure. Ah ! je me suis bien trompé sur votre compte lorsque je vous ai rencontrée en Seine-et-Marne, chez les Maisoncelles. Je vous ai jugée d'après les propos de votre mère, d'après l'atmosphère qui vous environnait. Toutes les qualités que je désirais en vous, le monde où vous avez été élevée semblait me les garantir. Je n'ai pas soupçonné que vous étiez justement dans ce milieu une personne qui ne ressemblait pas aux autres, une exception, et que je serais éloigné de vous par tous les goûts qui auraient dû nous rapprocher. Mes façons à moi de penser et de sentir sont celles de votre monde. Assurément, monsieur Jablines en a d'autres qui vous plaisent davantage. Cependant, vous serez bien forcée de ne plus le voir. J'ai résolu de ne rien accorder au déplorable esprit d'opposition qu'il y a en vous.

— Pour parler comme vous faites, il faut être bien sûr de son pouvoir.

— Je connais mes droits et voici ma volonté : vous ne recevrez plus monsieur Jablines ici, chez moi; vous ne causerez plus avec lui dans le monde. Si je vous parais brutal, je le regrette. Avec le temps, vous m'excuserez peut-être ou, du moins, vous comprendrez qu'il m'a été impossible de vous persuader doucement. Je ne vous demande pas de me répondre. Le mieux est que je vous laisse réfléchir.

— Restez encore. Vous m'avez dit un grand nombre de vérités, ne voulez-vous pas en entendre aussi quelques-unes avec les conclusions qu'elles imposent. Vous regrettez amèrement de m'avoir épousée. Je conviens que j'ai eu tort de vous accepter et j'étais peut-être plus coupable car les pressentiments, les inquiétudes ne m'ont pas fait défaut. Tout à l'heure, il y avait dans votre voix l'expression d'une hostilité profonde, ancienne. Depuis longtemps déjà, vous pensiez tout ce que vous m'avez dit. Il n'est pas probable que vous changerez un jour d'opinion et moi, certainement, je serai toujours la même. Au nom de quelle espérance, nous obligerions-nous donc à vivre ensemble? Quel intérêt peut nous réunir? Puisque nous n'avons pas d'enfants, la situation est

simple à régler entre nous. J'espère que cette fois nous allons être d'accord. Séparons-nous.

Ravenel écoutait avec un regard lourd et fermé. Il répondit :

— Vous êtes folle.

Il n'entendait pas renoncer aux avantages mondains que son mariage lui procurait. Après tout, la vie extérieure comptait surtout pour lui et il refusait de se trouver soudain seul en présence de gens qui, pour la plupart, auraient pris le parti de Germaine. Un instant, le calme de la jeune femme l'inquiéta. Il en vint à se reprocher l'énergie dont il avait fait preuve en vue de mériter l'admiration de madame de Vargemont. Puis, songeant à la modeste fortune des Valleyres, il se rassura bientôt au point de sourire à demi.

— Réfléchissez bien, — dit-il, — à toutes les conséquences d'une séparation. Et ne croyez pas que je vais me prêter à quelque comédie, me laisser condamner, par complaisance, à vous servir une forte pension.

— Je n'en accepterai jamais aucune.

Ces mots eurent l'air de créer autour d'elle un espace qui la protégeait contre son mari. Les gens riches, alors même qu'ils se flattent que tout leur est dû pour des mérites indépendants de leur fortune, sentent bien qu'on les désarme lorsqu'on méprise l'argent. Ravenel aurait été le maître d'une jeune femme qui eût adoré le luxe. Cependant, il avait attaché du prix, en se mariant, à la simplicité des goûts de Germaine.

Il dit :

— Vous êtes folle, je ne sais que penser de vous. Jusqu'à présent, je ne vous ai pas fait l'injure de mettre en doute votre honnêteté d'épouse. Maintenant, je me demande si vous ne rêvez pas d'aller vivre n'importe où, en marge du monde, avec monsieur Jablines. Ah ! je serais vengé bien vite si vous réalisiez un tel projet. Mais tout me semble possible. Allons, répondez-moi. Êtes-vous la maîtresse de Jablines?

Germaine leva les yeux et dit simplement :

— Non.

Elle était consciente de toute la franchise empreinte sur son visage et dans ses regards. Elle dédaignait de témoigner quelque indignation.

Après un instant de silence et d'immobilité, Ravenel haussa les épaules en s'éloignant :

— Je ne suis pas très loin de vous croire, — dit-il, — et pourtant... Enfin, je saurai prochainement à quoi m'en tenir. En attendant, voulez-vous un conseil ? Allez raconter à votre mère votre beau projet de séparation. Elle vous parlera le langage de la sagesse. Bonsoir. Quand vous serez devenue plus raisonnable, nous recauserons.

Et il sortit.

Germaine regagna sa chambre. Elle pensait : « Il me déteste. J'aimerais mieux vivre tout à fait seule et dans une sorte de misère que de rester auprès de lui. »

XI

Madame de Valleyres habitait près de Sainte-Clotilde une maison où sommeillait la poésie du passé. Une porte cochère qu'on ouvrait peu séparait de la rue, d'ailleurs paisible, une voûte silencieuse comme celle d'un couvent, une cour où l'herbe poussait entre les pavés et qui semblait contenir entre ses murs une fraîcheur et une ombre séculaires. Le silence de l'escalier se refermait vite sur les moindres bruits ; le temps avait mis jusque sur les marches et sur la rampe une patine de souvenirs qui caressait les yeux, les invitait à la rêverie, peut-être au repos. A sentir peser sur ses paupières tout ce qui flottait là de l'existence des gens d'autrefois, on songeait à s'endormir pour longtemps, à se bercer en évoquant de lointaines images.

L'appartement de madame de Valleyres se composait de quelques pièces assez vastes qu'elle avait meublées à l'ancienne mode en rassemblant ce qui lui était venu de plusieurs héritages. On remarquait dans le salon des fauteuils recouverts d'une soie foncée, une armoire de Boulle avec incrustations de cuivre sur bois noir, quantité de bibelots et de photographies sur les tables. Une pendule qui représentait un temple à l'amour ornait la cheminée. Tous les objets paraissaient enveloppés de leur histoire et les portraits d'un Val-

leyres officier sous Louis XVI et de sa femme dominaient ce petit monde tranquille.

Madame de Valleyres menait une existence provinciale. Elle voyait surtout quelques vieilles amies qui demeuraient sur la paroisse. Les échos du monde arrivaient peu jusqu'à elle, bien qu'elle les accueillît volontiers. Elle pensait sur toutes choses comme elle avait fait trente années auparavant et, dans sa retraite, parvenait à nourrir sa vanité. Le sentiment d'avoir établi sa fille richement ne cessait pas de l'environner à ses propres yeux d'une sorte d'auréole. Elle ne doutait pas que d'autres mères dussent l'envier et trouvait au fond de sa conscience les sources d'une satisfaction continue.

La marquise de Maisoncelles causait justement avec elle, vers les trois heures de l'après-midi, lorsque Germaine entra dans le salon.

— Voici ma fille qui va nous donner les nouvelles du monde, — s'écria madame de Valleyres. — Jamais les réceptions n'ont été plus nombreuses. J'en lis tous les matins les comptes rendus dans *le Gaulois*.

Madame de Maisoncelles s'informa des danses à la mode, qui lui paraissaient choquantes et qui étaient pour sa belle-fille les occasions de vifs succès.

— Maintenant, — dit-elle, — on danse à toutes les heures et avec des robes étonnamment indiscrètes.

Elle cita les noms d'Américaines qui donnaient des soirées très select et très audacieuses.

— Il y a des maîtresses de maison qui ne permettent chez elles que la valse, — dit Germaine.

— De mon temps, c'était le quadrille qu'on permettait seulement en certains bals. Ah ! on a fait un grand pas depuis ce temps-là.

Avant de partir, madame de Maisoncelles leva ses yeux perçants sur Germaine et lui dit :

— Vous semblez fatiguée. C'est la saison qui veut cela. Vous sortez sans doute tous les soirs. Prenez garde. Nous sommes au quinze mai. Comment tiendrez-vous jusqu'en juillet si vous ne vous reposez pas? Allons, à bientôt. Venez me voir, n'oubliez pas que je vous aime beaucoup.

— Germaine sait tout ce qu'elle vous doit, — dit madame de Valleyres.

La jeune femme changea de physionomie dès qu'elle fut seule avec sa mère dans le salon.

— Maman, — dit-elle, — j'ai à vous parler de choses graves et je voudrais que mon père les entendît aussi.

— Tu me fais peur. Qu'est-il arrivé?

— Ce qui arrive dans bien des ménages. Je vous expliquerai tout.

— Ah ! mon Dieu, si je m'attendais !

— Je sais bien.

On fit prévenir M. de Valleyres. Il entra bientôt avec la bonhomie souriante et distraite qui ne le quittait jamais. Naturellement, il ne remarqua point la mine de Germaine en l'embrassant. Ses yeux étaient admirablement habitués à ne point voir. Et même il semblait que de ses regards émoussés il éloignât tout ce qui pouvait le contrarier dans la vie. Du reste, le cercle des habitudes où il se plaisait lui paraissait à l'abri de toute atteinte. Les difficultés avec sa femme ne recommenceraient point puisqu'il n'avait plus d'argent à dépenser ou presque plus. Sa fille était bien mariée. Il se flattait de l'aimer. Il pensait rarement à son fils. En somme, il s'intéressait surtout à la nièce d'une femme chez laquelle il passait la plupart de ses après-midi. De bonne foi, en tapotant affectueusement les bras et les hanches de cette jeune personne qu'il jugeait digne du bonheur le plus honnête, il goûtait des impressions de vertu et de pureté.

Lorsqu'il sut ce dont Germaine voulait parler, il s'apprêta seulement à témoigner de la sensibilité, comptant bien que sa femme saurait intervenir, écarter les nuages qui menaçaient le repos de la famille.

Madame de Valleyres prit le soin de condamner sa porte, puis elle vint s'asseoir près de sa fille et lui dit :

— Nous t'écoutons, mon enfant.

Alors, Germaine raconta ce qu'avait été son existence depuis le mariage. Elle fit le portrait de cet homme dont elle connaissait si bien toute la médiocrité brutale. Une idée étroite et dure, celle de s'imposer au monde et d'être envié, tenait lieu chez lui de sentiment et de pensée. C'était avec

cette idée qu'il eût fallu s'accorder. On ne rencontrait que sécheresse et que vide lorsqu'on prenait une autre voie pour s'approcher de lui.

— J'en ai fait souvent l'expérience, — disait la jeune femme. — Les humiliations, les froissements ne m'ont pas été épargnés. Bientôt, j'ai compris qu'il attendait de moi tout simplement le partage de ses ambitions et de sa vanité.

Elle dit ensuite comment elle avait soupçonné la liaison de Ravenel et de madame de Vargemont :

— Une fois avertie, — continua-t-elle, — je les ai observés dans le monde, je suis passée souvent près d'eux à l'improviste. Un soir enfin, il m'a été donné d'entendre une phrase édifiante. Mon mari sait bien que je l'ai entendue.

— Une phrase n'est pas une preuve, — dit madame de Valleyres.

— Elle contenait cependant une allusion précise à un rendez-vous.

Germaine en vint à la scène de la veille, aux reproches que lui avait adressés Ravenel.

— Il ne me permet de relations qu'avec les gens qui peuvent le servir ou qu'il est flatté de connaître. Il prétend régir mes amitiés et il m'a parlé sur le ton d'un maître qui ne cherche plus qu'à se faire craindre. J'ai la certitude qu'il me déteste.

— Je suis bouleversée, — dit madame de Valleyres. — Je te croyais heureuse. Pourquoi ne nous as-tu pas confié plus tôt tes chagrins?

— Je n'ai rien dit tant que j'ai pu les supporter. Qu'aurais-je gagné à détruire vos illusions? Aujourd'hui, je viens vous annoncer la grave résolution que j'ai prise. Je veux me séparer de monsieur Ravenel.

Madame de Valleyres gardait la tête inclinée. Elle avait posé une main sur les genoux de sa fille et accordait un temps à l'émotion qu'elle se faisait un mérite de dominer. Elle invoquait le ciel pour obtenir le courage qui lui était si nécessaire et attendait qu'un peu de calme revînt en son esprit, que les paroles efficaces lui fussent inspirées. Regardant la jeune femme à travers deux larmes qui brillaient aux coins de ses yeux, elle répétait :

— Ma pauvre enfant, ma pauvre enfant !

Un accablement courbait les épaules de M. de Valleyres. Sa physionomie exprimait : « Que peut-on dire? » et il ne doutait pas cependant que sa femme saurait parler.

Celle-ci d'abord embrassa Germaine avec une sorte d'onction réfléchie.

— Je te comprends, — dit-elle. — Il est tout naturel que la première pensée qui te soit venue soit celle de quitter ton mari et de l'abandonner à son indignité. Pourtant, il serait très fâcheux pour toi de céder à ce mouvement de révolte. Heureusement, je suis là. Mes conseils, mon appui ne te manqueront pas. Ah ! ma pauvre chère enfant, je ne croyais pas que j'aurais jamais un tel rôle à jouer auprès de toi. Je suis bien émue, bien malheureuse.

— Maman, — dit Germaine, — je ne vois pas ce qui pourrait me retenir auprès de monsieur Ravenel. Il n'y a entre nous aucun lien sérieux. Du moins, il n'y en a qu'un seul, c'est sa fortune. Et si elle m'empêchait de m'affranchir, ce serait là de ma part une lâcheté.

— Prends garde. Tu déplaces la question.

Madame de Valleyres se recueillit. Les paupières baissées, elle rassembla les arguments qui lui paraissaient d'ordre supérieur. Elle commençait toujours par exprimer ceux-ci, gardant pour finir, les arguments moins nobles, peut-être parce que, tout de même, elle leur croyait plus de pouvoir.

— Mon enfant, — reprit-elle, — il est possible que nous différions d'avis sur le mariage. Je pense qu'à lui seul il constitue un lien très sérieux, un lien consacré qu'il ne convient pas de briser avec légèreté. Je suis d'un temps où le divorce n'était pas admis. En ce temps-là, on ne craignait pas de se reconnaître des devoirs. Mon enfant, personne ne comprend mieux que moi toute la peine que tu éprouves, je la partage mais il faut que je te parle en toute franchise. Ton devoir est de rester près de ton mari. Il est très coupable envers toi. Ne le condamne pas cependant sans appel. Tout à l'heure, tu as parlé de lui dans la colère. Cette colère était justifiée, je me hâte de le dire, mais enfin, je connais aussi Maurice Ravenel.

D'un geste, elle arrêta sur les lèvres de Germaine une interruption.

— Je n'excuse pas sa faute. Seulement, tu n'as peut-être pas été tout à fait sans reproches dans les premières discussions qu'il y a eues entre vous. Pourquoi méprises-tu chez lui des ambitions qui sont très naturelles? Je t'assure que si tu montres de la douceur, de la patience, il te sacrifiera madame de Vargemont beaucoup plus tôt que tu ne crois. Il a peut-être été conduit vers elle par un secret dépit. Bientôt, il la jugera. Ton honnêteté, ta pureté auront leur revanche. Je me souviens d'un roman où une femme ayant dit : « Vous devez me mépriser » à l'homme à qui elle s'était donnée, il lui répondait : « Parbleu. » C'était là de la bonne psychologie. Lorsque Ravenel te reviendra, tu verras reparaître en lui les qualités que tu méconnais assez naturellement aujourd'hui. Et ce sera ta récompense.

— Maman, — dit Germaine, — je vous assure que je ne puis m'attendre à aucune surprise heureuse, de la part de mon mari. Il y a entre nous une hostilité de fond que rien n'atténuera jamais. La liaison avec madame de Vargemont n'est qu'un épisode dans notre histoire. Comment compterais-je sur le retour de ce qui n'a jamais été?

Madame de Valleyres suivait le cours de ses idées.

— Réfléchis bien, — dit-elle, — songe que par une séparation, c'est toi surtout que tu puniras. Je ne parle pas des ressources modestes qui te resteraient. Il ne s'agit pas de soulever la question d'argent. Elle ne doit jamais venir qu'en tout dernier lieu. Mais enfin l'existence d'une femme séparée est une triste existence. Elle est obligée à des précautions infinies pour déjouer la malignité du monde. Puis c'est un avenir de solitude qui s'ouvre devant elle. Représente-toi bien en quelles conditions tu devrais vivre si ton projet se réalisait. Moi, j'en frémis pour toi. Je t'assure que tu nous causerais à ton père et à moi le plus grand chagrin.

— Oui, oui, — murmura M. de Valleyres.

Germaine laissa le silence se prolonger quelques instants comme pour montrer qu'il n'existait entre les idées de ses parents et les siennes aucun contact. Puis elle dit :

— Nous ne nous entendons pas. Je ne puis accepter de payer le luxe qui m'entoure par ma présence auprès d'un homme qui me déteste certainement. Vous seriez de mon

avis si je pouvais mettre sous vos yeux tous mes souvenirs, si vous l'aviez seulement entendu me parler hier soir.

— C'est toi peut-être surtout qui le détestes, — dit madame de Valleyres.

— Je ne l'aime pas. D'ailleurs mon parti était pris quand je suis venue, et il est irrévocable.

— Ce sont là de grands mots, ma chère enfant, et tu nous permettras de nous étonner que nos conseils aient si peu d'importance pour toi. Je voudrais que ton père nous laissât seules quelques instants.

Il y consentit. Lorsqu'il se fut éloigné, madame de Valleyres attacha longuement ses regards au visage de Germaine et dit :

— Mon enfant, n'aurais-tu pas quelque secret motif pour désirer si fort une séparation? D'où vient que ta résolution date d'hier alors que tu connais depuis longtemps la liaison de ton mari? Je me demande pourquoi la liberté te paraît tout à coup si nécessaire, si précieuse, et je crains que tu ne nous aies pas tout dit.

— L'existence avec monsieur Ravenel me serait bien moins intolérable si j'étais de celles qui cherchent... et trouvent des compensations.

— Oui, mais tu peux éprouver je ne sais quel sentiment romanesque. La tentation ne revêt pas les mêmes formes pour toutes les âmes. Je remarque en toi quelque chose de décidé et d'ardent qui m'effraie. Il faudrait te confier à moi, mon enfant. Je saurais te préserver des erreurs les plus dangereuses.

— Ce que je vous ai dit de mon mari ne suffit donc pas pour justifier ma résolution? Évidemment, j'ai eu trop de patience. Il m'en coûtait de troubler votre repos. Hier soir, je suis arrivée au bout de ma résignation ou plutôt j'ai pensé que cette résignation pourrait bien devenir une lâcheté. Tout à coup, j'ai été prise d'une invincible répulsion pour la fortune même de monsieur Ravenel.

— Cependant, s'il t'exprimait des regrets, si tu recevais de lui les assurances que tu dois désirer?

— Je ne tiens pas à écouter de nouveaux mensonges.

— Je n'obtiendrai rien de toi aujourd'hui. Mais il ne faut pas que les événements se précipitent. Du reste, tu n'as

certainement pas les moyens d'agir. Et ne compte pas sur mon aide pour briser dans ta vie ce qui peut encore y assurer l'ordre et la dignité.

— Comme vous êtes dure, maman !

— Non, je fais mon devoir. Tu m'en seras reconnaissante un jour. Je te plains. J'espère que tu seras bientôt éclairée, puis consolée.

Et elle soupira, regrettant que sa fille n'implorât point le Ciel qui lui eût envoyé de bienfaisantes lumières. Germaine n'avait point gardé de la religion l'idée qui l'associe à tous nos intérêts. C'était seulement chez elle un souvenir d'émotions passées, une partie vague et confuse de l'idéal. Toujours assise auprès de sa mère, elle songeait : « Je ne puis pas même pleurer entre ses bras. » Des larmes brûlantes vinrent à ses yeux. Elle se sentait brisée, perdue comme une enfant dans un désert de sécheresse. Par moments, d'ailleurs, la fatigue ne laissait subsister dans sa pensée qu'une sorte de plainte enfantine et tendre qu'elle n'osait exprimer. Elle se faisait petite, elle se blottissait dans le vide et le désir d'être environnée de l'affection qui réconforte courait sur toute sa personne. La fraîcheur de sa jeunesse flottait sur son chagrin. Elle appuyait un mouchoir à ses lèvres. Quelques cheveux blonds descendaient sur ses joues. Voici qu'elle eût été sans force devant une parole douce. Mais le silence se prolongeait.

Madame de Valleyres se leva pour rappeler son mari. Germaine tendit les mains vers lui quand il entra. Il les prit en disant :

— Calme-toi, mon enfant, calme-toi, je t'en supplie.

— Vous me comprenez?

— Oui, mais sois bien raisonnable.

— Pensez-vous, comme maman, que je n'aie qu'à m'incliner, à accepter de monsieur Ravenel toutes les humiliations... et la fortune?

Il parut embarrassé.

— Mon Dieu, je ne veux pas blâmer ta mère, ni toi. Il faut de la patience, beaucoup de patience.

Il continuait à tenir les mains de sa fille entre les siennes, mais on voyait bien que sa pensée ne se fixait pas. Il passait en fermant à demi les yeux au travers d'un moment pénible.

Au fond, il était persuadé que tout s'arrangerait et songeait vaguement à sa propre existence qui ne serait pas longtemps troublée. Tout son égoïsme de faible apparut à Germaine qui baissa la tête et perdit ses regards dans un angle de la pièce pour empêcher que cette révélation se précisât trop douloureusement.

Après un temps elle dit :

— Je vais rentrer.

Elle ajouta :

— Je n'aurai pas l'héroïsme de dîner ce soir chez les Champdeuil.

Madame de Valleyres approuva :

— Repose-toi bien, mon enfant, repose-toi bien.

Et elle posa sur le front de Germaine le baiser d'une tendresse qui se réservait.

XII

A peine rentrée de chez ses parents, Germaine écrivit une lettre aux Champdeuil, en fit placer une autre sur le bureau de son mari, puis se coucha. Pendant toute la nuit, elle laissa luire l'électricité sur sa table. Les scènes avec son mari, avec sa mère se retraçaient indéfiniment dans son esprit, tandis qu'elle fixait des yeux la calme blancheur des draps et que le silence coulait vers elle des murs de la chambre et des rideaux. Bientôt elle se rappela des paroles de Jablines, le revit lui-même comme il s'était montré au jardin du Luxembourg. Elle se demandait : « A-t-il su lire en moi? Depuis ce jour-là, m'aime-t-il davantage? » Facilement, elle se fût inquiétée. Et elle s'étonnait de sentir qu'elle pourrait si vite et si bien oublier les déceptions trouvées près de son mari, même près de ses parents si une autre déception ne s'y ajoutait pas. Reconnaissant tout l'empire que l'absent exerçait sur son cœur, elle fermait à demi les yeux. Le soupir qui soulevait sa poitrine s'accompagnait d'un mouvement des épaules et des bras qui semblait esquisser le geste de l'étreinte. Comme il eût été bon de se confier à lui, de le rendre heureux ! Elle ne gardait plus que ce rêve qui, cependant, lui paraissait encore

impossible à réaliser. Elle n'oubliait pas qu'elle était presque pauvre. Elle craignait de peser sur l'existence du jeune homme. Et cependant elle n'imaginait pas non plus que, seule, elle pourrait se défendre contre lui, en l'aimant.

Au matin, lorsque sa femme de chambre l'eut coiffée, elle s'étendit sur une chaise longue. Pour réparer ses forces, elle ne prit que du thé. Vers les deux heures de l'après-midi, on lui apporta une lettre.

Madame de Valleyres écrivait :

« Ma chère enfant,

» J'ai eu ce matin la visite de ton mari. Il reconnaît ses torts, mais prétend qu'il est bien revenu de ses égarements. Il en serait revenu depuis longtemps, m'a-t-il dit, si tu ne l'avais pas découragé chaque fois qu'il a tenté de te reconquérir. Tu ne possèdes point d'armes contre lui, m'a-t-il assuré. Il m'a raconté toute votre conversation d'avant-hier et comment il avait provoqué ta révolte en te demandant de voir un peu moins souvent un jeune peintre qui te fait du tort aux yeux du monde, monsieur Jablines. Plutôt que d'y consentir, tu as agité des idées de séparation. La ruine définitive et publique de ton ménage aurait été consommée si elle n'avait dépendu que de toi. Cependant ton mari ne te soupçonne d'aucune complaisance coupable pour monsieur Jablines. Ce qu'il m'a dit a réconforté mon cœur de mère, je te l'avoue et, en te le répétant, je ne veux pas douter que tu y seras sensible. Il voit en toi une âme romanesque dont il faut ménager les susceptibilités tout en la mettant en garde contre les vaines apparences du sentiment, tout en la défendant contre elle-même. Il est prêt à la réconciliation la plus franche pourvu que tu veuilles bien lui donner satisfaction sur monsieur Jablines. Un seul mot de ta part suffira. Et il y répondra par l'engagement d'être à l'avenir un mari fidèle et attentif. Il m'a dit son respect pour toutes les idées sérieuses. Son repentir d'une faute qui a peu duré m'a semblé très sincère. Ce qu'il exige est naturel. En somme, j'ai retrouvé le gendre que je croyais avoir.

» Maintenant, je voudrais retrouver ma fille. Lorsque tu

échapperas enfin à l'influence de sentiments que je ne veux pas connaître, tu ne comprendras pas comment ton esprit s'est arrêté un jour à d'aussi déraisonnables projets. Ne m'en parle plus. Si tu dois en rougir, que ce soit devant toi seule. Je t'ai dit toute ma pensée et je craindrais de l'exprimer en des termes trop vifs s'il y avait entre nous une sorte de discussion. Du reste, n'as-tu pas appris qu'il ne faut pas discuter les tentations mais les repousser délibérément? Dieu merci! nous savons toujours clairement quel est notre devoir. Fais donc le tien qui est de tendre la main à Ravenel et d'éloigner monsieur Jablines. Ton père et moi, nous attendons l'instant où nous lirons sur ton visage que la raison et la vertu ont triomphé, que tu ne rêves plus d'une impossible et chimérique séparation.

» Pense à tes parents, à moi qui n'ai jamais eu en vue que ton bonheur et croyais bien que ton mariage l'avait réalisé. Qui ne l'aurait cru devant les avantages incontestables qu'il t'apportait? Vraiment je ne puis me reprocher les conseils que je t'ai donnés autrefois. Ma conscience est tranquille. Fasse le Ciel que tu sois forte et digne de notre nom! Je te recommande à lui et je t'embrasse.

» TA MÈRE »

Germaine, après avoir lu, garda longtemps cette lettre sur ses genoux. Elle interrogeait ses souvenirs d'enfance. L'affection de sa mère avait toujours été aussi convenue. Elle se rappelait son retour après un long séjour à Nice, dans la première année de son mariage. Le sourire de madame de Valleyres n'avait point révélé que l'absence de Germaine l'eût fait souffrir. En somme, il lui suffisait de vivre avec l'idée qu'elle se formait de sa fille. Monsieur de Valleyres, lui, s'attendrissait volontiers. Mais il désirait qu'on ne lui demandât pas davantage. Il craignait toute confidence qui l'eût obligé à prendre parti. Parfois, supposant que Germaine aurait pu se plaindre ou le consulter, il s'était ingénié à multiplier les sujets de conversation indifférents et vagues. La jeune femme voyait donc la solitude s'étendre pour elle sur le passé. Et, tout à coup, il lui parut qu'au souffle froid de cette solitude, un grand courage venait à son cœur. Elle pensa : « Je saurai

m'affranchir. Je partirai. » Par la fenêtre, elle regardait la rue qui monte vers le Trocadéro. Le ciel clair de l'horizon captivait ses regards. Elle répéta : « Je partirai, ce serait accepter de mourir que de rester ici. D'ailleurs, j'ai prononcé les paroles sur lesquelles on ne revient pas. » Elle calcula que les revenus de sa dot ne dépassaient guère sept mille francs et ne fut pas effrayée. Elle résolut d'emporter, à titre d'acompte sur ce qu'on lui devrait, la somme importante qui se trouvait justement dans son tiroir. Toute cette activité pratique de sa pensée remettait des couleurs à ses joues.

Debout et brave, elle sentit que l'image de Jablines n'avait jamais cessé de lui être présente. L'amour s'emparait d'elle au point de l'étourdir. Il lui sembla qu'elle s'enveloppait des regards qu'elle avait souvent remarqués dans les yeux du jeune homme. Elle voulut le voir aussitôt, lui dire ses projets. Sonnant sa femme de chambre, elle demanda une robe bleue, une chemisette de linon dont les revers s'épinglent à ceux de la veste. Elle s'habilla vite puis choisit une petite toque en paille surmontée d'une plume et assortie à la robe. Un mois auparavant, ainsi vêtue, elle avait été rejoindre Marcel au Luxembourg.

Sitôt prête, elle descendit sur l'avenue. Une auto l'emmena vers le quartier lointain où demeurait Jablines. Dans la voiture, elle se tenait droite et cueillait d'un regard vif le mouvement des passants, l'éclat du soleil sur la rivière. Elle passa près de la gare d'Orsay. Boulevard Saint-Germain, au long de la chaussée bruyante, les arbres étendaient leur ombre sur un trottoir paisible. Puis elle vit des rues aux boutiques provinciales, Saint-Sulpice avec la fraîcheur de la fontaine sur la place, enfin les arbres du Luxembourg contre le ciel qui semblait se rapprocher des choses. Il leur versait la douceur du printemps sans réveiller le passé qui dormait là. Le Paris neuf, envahi par les étrangers, était bien loin. Germaine entrevoyait un monde poétique, profond, intime. Elle allait vers lui en fuyant tout ce qui jusqu'à présent, autour d'elle, avait été si factice et si dur. Elle pressentait l'oubli des gens inutiles et des années perdues. Devant ses yeux, mêlé au soleil du jardin et des trottoirs, elle croyait voir trembler le reflet attirant des vérités qui sortiraient de son cœur. Déjà,

il lui semblait goûter des impressions telles qu'en y renonçant, elle mourrait d'ennui. Ah ! sa résolution était bien prise. Elle ne rentrerait dans sa vie d'autrefois que pour quelques heures.

Lorsque la voiture se fut arrêtée devant la porte de Jablines, Germaine griffonna quelques mots à la hâte, puis descendit et pria la concierge de les porter à l'atelier. Ensuite, elle remonta dans l'auto qu'elle fit avancer de quelques pas. Elle craignait qu'un ami du jeune homme, que Gibert, par exemple, sortît en cet instant et l'aperçût. Marcel était chez lui comme toujours à pareille heure. Bientôt il parut :

— Vous, — dit-il, — quelle surprise !

Il sentit la petite main nerveuse et froide dans la sienne.

— Je suis venue pour causer avec vous, — dit Germaine. — Mais nous serons mal dans cette voiture. Chez vous, sans doute, on nous dérangerait à moins d'une consigne qui me gêne un peu. Et puis je crains l'escalier, la sortie.

Ils allèrent à l'avenue de l'Observatoire et s'assirent au pied d'un arbre, non loin de la fontaine de Carpeaux. Là, Germaine dit son histoire ; elle peignit sous les couleurs les plus vraies sa situation avec son mari, celle avec ses parents. Et elle conclut :

— Je vais partir. Il importe peu que la séparation soit prononcée contre moi. Qu'ai-je à ménager?

Un grand charme montait de la fragilité délicate qu'on devinait sous sa bravoure.

— Je vous aime de toute mon âme, — dit Marcel. — Ma vie entière est à vous. Je veux dissiper l'ombre qui est sur votre bouche et dans vos yeux. Rien maintenant ne m'empêchera de vous suivre. Si même vous me le défendez, je ne saurai pas vous obéir.

Germaine songeait avec une sorte de stupeur : « J'oublie tout, je suis presque heureuse. » Cependant, elle croyait avoir agi surtout par dignité blessée. Elle s'était dit, sans autrement réfléchir : « Il faut que j'avertisse Jablines de mon départ. » En sa présence, elle ne commandait plus à son visage. Il s'éclairait. Le silence devenait chaud comme un baiser.

— Je partirai demain, — dit bientôt Germaine. — Je ne sais pas trop pour quelle destination. J'ai pensé au lac de Genève, à Montreux.

— Je vous accompagnerai.

— Oh ! non, je puis être observée, je partirai seule.

— Je vous rejoindrai donc.

Elle murmura :

— Je ne vous le défends pas.

Lorsqu'ils se quittèrent, Marcel envisageait l'avenir, la grande aventure qui décidait de sa vie, avec une ardeur joyeuse. Pour éloigner de lui les difficultés qu'il était bien forcé de prévoir, il se dit : « J'entamerai la somme que m'a léguée mon oncle. » Cette somme était modeste, mais il comptait bien que plus tard sa peinture le rendrait riche. Comment en douter lorsque la faveur du destin semblait si évidente ! Marcel admirait l'enchaînement des circonstances qui l'avaient enfin rapproché de Germaine. Au-dessus du tumulte de sa tendresse et de ses désirs, s'élevait un sentiment de confiance, voulu, fort et serein.

XIII

Le train entrait en gare de Montreux. Germaine qui attendait Marcel sur le quai le vit descendre d'un compartiment. Bientôt il prit la main gantée de la jeune femme qui portait une robe sombre de voyageuse. Toutes les sonorités environnantes se mêlaient à leur émotion. Un souffle frais et libre caressait leur visage. Vraiment, ils croyaient se rejoindre au bout du monde. Le mouvement des gens inconnus leur était agréable. Germaine fut saluée par un employé qui l'avait renseignée tout à l'heure. Le profil des montagnes s'effaçait dans le crépuscule. Une lumière égale et grise, reposante, flottait sur les rues de la petite ville tandis que les roses du couchant s'éteignaient, sans doute, dans l'eau tranquille du lac. Germaine accueillait Marcel en ce pays où jusqu'à présent elle s'était sentie étrangère et qui se découvrait à elle sous un jour nouveau et plus familier depuis l'arrivée de Jablines. Il semblait que l'amour en prît possession et se dit : « Voici le premier abri qui me sera cher. » La jeune femme pensa, sans oser l'exprimer encore : « Nous sommes chez nous. » Les impressions douces réveillaient en elle quelque chose d'inquiet. Son âme s'y livrait avec crainte,

les redoutant toujours furtives et menacées. Après tout le courage dont elle avait fait preuve, elle se retrouvait timide et il lui était impossible d'imaginer que la vie ne fût pas cruelle.

— Je ne comprends pas, — dit-elle, — comment j'ai pu m'arracher à tout ce qui me blessait dans mon existence d'autrefois. C'est vous qui avez fait ce miracle. Depuis que je vous ai rencontré, je ne suis plus la même.

Il appuya contre lui le bras de la jeune femme.

— Dites-moi que vous ne regrettez rien, que vous avez confiance?

Elle ne répondit que d'un regard. Leurs visages étaient près l'un de l'autre.

Ils entrèrent à l'hôtel qu'une rue seulement séparait de la gare. Marcel monta dans sa chambre. Il aperçut les montagnes violettes du soir au delà du lac teinté de mauve au couchant. L'eau clapotait contre les rives. Quelques lumières commençaient à briller. Le jeune homme s'était accoudé à la fenêtre et le paysage lui paraissait une coupe d'ombre voluptueusement douce. Il emplissait ses yeux des lueurs lointaines ou les abaissait vers le jardin de l'hôtel, sur des feuillages voilés d'une brume transparente. En se disant : « Il faut que Germaine soit heureuse, » il acceptait comme un devoir ce qui répondait au désir profond de son cœur. Ses nerfs en vibrant semblaient protéger en lui l'attente de délices infinies.

Vers huit heures, il se trouva dans la salle à manger, assis à une petite table, en face de Germaine.

— Il me plaît que nous soyons entourés d'inconnus, — dit-il. — Je pense avec joie à tous les espaces que j'ai traversés pour vous rejoindre et sur lesquels la nuit tombe maintenant. Nous sommes seuls, vraiment seuls. Je vous aime, Germaine, je vous aime. Ces mots que je vous ai si souvent adressés de loin, ce soir, je vous regarde les entendre.

Elle répondit, souriante :

— Je n'ai plus que vous. Mais ne me demandez pas trop de paroles, ne m'en veuillez pas si je tremble un peu.

Résolue à ne pas différer le don d'elle-même, il lui semblait parfois qu'elle aspirait à l'immolation de sa pudeur. Lorsque

celle-ci serait vaincue, Germaine pourrait enfin se reposer. Elle éprouvait une sorte de lassitude étrange qui laissait en elle comme un foyer. Et elle distinguait au delà d'instants qu'elle n'osait pas imaginer, celui où sur l'épaule de Marcel, elle respirerait un bonheur apaisé. Ah ! elle était vraiment et totalement une amoureuse. La confuse idée des révélations qui lui seraient apportées bientôt, la bouleversait.

— Je veux que vous n'ayez plus de craintes, — dit Marcel.

Germaine s'inclinait un peu vers la table et il semblait qu'à chaque respiration toute la jeune fraîcheur de ses épaules, de ses bras, de sa gorge vînt jusqu'à Marcel comme une onde. Il était troublé par la souplesse de sa taille. Il accueillait toute sa personne dans un désir de la défendre, de l'étreindre et de la bercer. Puis, comme il avait su deviner combien elle était pure, il se demandait : « Obtiendrai-je pour ce soir tout le bonheur que je rêve? » Il avait peur de rencontrer je ne sais quelles défenses instinctives. Tandis qu'elle demeurait silencieuse, il parlait pour étourdir son impatience.

— Nous ne serons jamais séparés, — dit-il, — jamais. Il me semble d'ailleurs que mes sentiments resteraient à demi prisonniers s'ils n'avaient pas devant eux l'infini. J'aperçois toute la suite des jours qui seront parfumés et chauds de votre présence. J'ai une sensation de liberté que je n'avais jamais connue. Toutes mes impressions pourront s'étendre, se prolonger. La fuite du temps me devient presque indifférente. Autrefois, elle m'a toujours surpris et révolté. Ç'a toujours été un mystère pour moi que les trésors contenus dans une minute puissent disparaître dans la minute suivante. Où vont-ils? Vers quel ciel? Aujourd'hui, vous êtes là. Toute ma vie vous appartient, je suis heureux.

Il expliqua comment ils s'épouseraient un jour, puis reprit :

— Avec vous, j'aimerai toutes les heures. J'ai des visions de printemps et des visions d'hiver. Je songe à des pays et à des chambres. Je m'enveloppe de mon bonheur et je rêve aux joies qui éclaireront vos yeux. Germaine, nous voyagerons en des villes d'Espagne et d'Italie. Nous verrons du soleil sur des pierres anciennes. Nous écouterons les rumeurs matinales de Florence, de Venise. Je vous sentirai près de moi,

dans un coin frais, touffu, arrosé des jardins de l'Alcazar à Séville. Les images de notre amour se multiplieront. Nous confierons les nuances de notre tendresse à ces témoins discrets que sont les choses pour qu'elles viennent nous les redire indéfiniment.

— Marcel, Marcel, j'ai en vous toute confiance. Seulement, il me semble que devant la vie et toutes ses menaces, nous sommes deux enfants.

— Je ne suis pas un enfant, je vous assure.

— Mais si, Marcel, plus que moi, peut-être, et comme le sont d'ailleurs bien des artistes.

Il protesta sans la convaincre.

Elle dit encore :

— N'avez-vous pas des illusions sur moi? Je ne m'exagère pas ma valeur. Je ne suis pas une intellectuelle. Si j'allais ne pas comprendre ce qui vous séduit dans beaucoup d'œuvres d'art! Celles qui ne s'adressent qu'à l'esprit je les entends peu et ne me risque pas à les juger.

— Vous êtes infiniment sensible, rien ne vaut mieux.

Un instant, elle se souvint de toutes les amours où les femmes ont fini par souffrir.

— Peut-être, — dit-elle, — ne serons-nous jamais plus heureux qu'en ce moment.

— Oh ! Germaine, que dites-vous là?

— Pardonnez-moi.

Le dîner fini, ils descendirent au bord du lac, sur la promenade. Ils ne trouvèrent la solitude qu'assez loin de l'hôtel, sur un banc qu'ombrageait un petit arbre tordu. Là, devant le paysage empli des lueurs laiteuses de la lune, du bruit tranquille de l'eau qui recouvrait quelques rochers, leurs lèvres s'unirent pour la première fois. Ils restèrent longtemps, jetés aux bras l'un de l'autre. Puis les yeux de Germaine se rouvrirent sur la douceur pâle du visage de Marcel. Et elle murmura :

— Quoi qu'il advienne, je ne paierai jamais trop cher cette minute.

Lorsqu'ils furent rentrés à l'hôtel, Germaine prévint les instances de Marcel et dit, dans un souffle, au moment de le quitter devant sa chambre :

— Je vais venir.

En effet, elle ne tarda pas à le rejoindre. Il l'attira contre lui. Tout à coup, par des gestes rapides, elle se dévêtit. Elle sacrifiait elle-même sa pudeur avec l'audace et la précipitation qui marquent le courage des faibles. Puis, entre les bras de Marcel, ce fut à toute l'exaltation de son amour qu'elle demanda de fondre en une seule impression, vaste et profonde, toutes celles qui l'eussent agitée de mille manières.

Vers le matin, brisée, elle s'endormit. Le soleil paraissait entre les rideaux lorsqu'elle ouvrit les yeux. Sur le visage de Marcel qui s'éveillait aussi, il n'y avait que reconnaissance, tendresse et joie. Elle sourit.

(*La fin prochainement.*)

GEORGES DE LAURIS

LES FÊTES DES VICTOIRES A PARIS SOUS LA RÉVOLUTION

Les fêtes publiques, qui tiennent une si grande place dans la vie sociale de la Révolution, n'eurent pas toutes le même but, le même sens et les mêmes caractères. Il y eut les fêtes anniversaires : dès 1790, la Fédération du 14 juillet, en même temps qu'elle symbolisait l'unité de la patrie, célébrait aussi le souvenir de la prise de la Bastille. Et de même, la République eut ses fêtes commémoratives du 14 juillet, du 10 août, du 1er vendémiaire, puis du 9 thermidor, ayant pour but d'inviter le peuple à se réjouir des faits que rappelaient ces dates.

D'autres fêtes eurent pour objet de célébrer une fois pour toutes certains événements ou d'honorer certains hommes : telles la fête de la translation des cendres de Voltaire au Panthéon, le 11 juillet 1791 ; celle des Suisses de Châteauvieux, le 15 avril 1792; celle en l'honneur de Simoneau, le 3 juin suivant.

Puis viennent les fêtes religieuses, ou du moins destinées à remplacer celles de la religion catholique : fêtes de la Raison, de l'Être Suprême.

D'autres enfin offrent un caractère symbolique, philosophique : telles furent celles que la Convention institua, au moment de se séparer, par la loi du 3 brumaire an IV : fêtes de la Jeunesse, des Époux, de la Reconnaissance, de l'Agriculture de la Liberté, etc.

Parmi les fêtes de la seconde catégorie, destinées à célébrer un événement actuel, il faut ranger celles qui furent décrétées en l'honneur des victoires remportées par nos armées.

I

Naturellement, ces fêtes n'eurent lieu qu'à partir du moment où la France fut en guerre : il n'y en eut donc pas sous la Constituante. Naturellement aussi, les revers par lesquels la guerre débuta pour nous ne permirent pas d'en célébrer sous la Législative. Valmy vint arrêter l'invasion : l'ère des victoires commençait avec la Convention.

Cependant, il faut arriver à la bataille de Jemmapes pour trouver une proposition de fête. Le 9 novembre 1792, après la lecture des lettres de Dumouriez et de Beurnonville annonçant cette victoire, Jean De Bry demanda que, « pour célébrer la première victoire gagnée en bataille rangée par les armées de la République », il fût institué une fête nationale. Après quelques observations de Lasource, il retira sa proposition de rendre cette fête annuelle, mais il insista pour que cette victoire fût célébrée par la République.

Barère combattit cette proposition. « Des fêtes pour des massacres d'hommes ! s'écria-t-il ; non, citoyens, nous n'imiterons pas le despotisme... Quoi ! des milliers d'hommes ont péri ! car les Autrichiens sont des hommes... Trois cents Français ont laissé au milieu de nous des veuves et des orphelins, et nous parlerions de fêtes ! Parlons d'un monument funèbre et d'un éloge public pour nos défenseurs !... »

Mais Vergniaud exprima un avis opposé. « Comme nos généraux n'ont pas ajourné la victoire, dit-il, nous ne devons pas ajourner l'expression de notre joie. Il a péri des hommes, sans doute, dans ces batailles ; mais enfin, c'est la liberté qui triomphe... Prononcez aussi l'éloge funèbre des héros de la liberté, mais que la fête ait lieu ! que le regret d'avoir perdu des défenseurs se confonde dans la joie d'avoir vu triompher la liberté ! »

Il exalta l'enthousiasme qui avait poussé nos soldats à voler aux frontières pour repousser l'ennemi ; il demanda qu'on entretînt ce feu sacré par tous les moyens qu'offraient

les circonstances. « L'aliment le plus efficace pour le vivifier, ce sont les fêtes publiques... C'est par de pareilles fêtes que vous ranimerez sans cesse le civisme. Chantez donc, chantez une victoire qui sera celle de l'humanité. Il a péri des hommes, mais c'est pour qu'il n'en périsse plus... »

Et sur sa proposition, la Convention décréta une fête nationale pour honorer le succès des armées de la République, et renvoya au Comité d'instruction publique pour présenter les moyens d'exécution.

Ce Comité s'occupa de la question dans ses séances des 14, 15, 17 et 19 novembre. David, Quinette et Mercier furent chargés de faire un rapport ; une somme de 20 000 livres fut mise à la disposition du pouvoir exécutif pour les frais de cette fête ; mais c'est tout ce qui fut fait. Ni à la Convention, ni au Comité d'instruction publique il n'en fut plus question. D'une part, l'opinion publique fut probablement absorbée par le procès de Louis XVI ; d'autre part, la France traverse, en 1793, une nouvelle période de désastres : c'est la défaite de Neerwinden, c'est la trahison de Dumouriez, ce sont les revers de Custine sur le Rhin, la perte de Mayence et de Valenciennes, l'invasion de la France par cinq armées ennemies. A l'intérieur, c'est l'insurrection de la Vendée, c'est la révolte de Lyon, c'est Toulon qui se livre aux Anglais. Enfin, les derniers mois de l'année ramènent la victoire : Hondschoote en septembre, Wattignies en octobre ; en décembre Toulon est repris et Landau est débloqué.

La reprise de Toulon, surtout, excita une joie immense. Barère l'annonça à la Convention le 4 nivôse an II (24 décembre 1793), et cette fois, ce fut lui qui proposa de la célébrer par une fête, en même temps qu'il faisait décréter que l'armée dirigée contre Toulon avait bien mérité de la République. « Depuis longtemps, dit-il, le peuple nous demande des fêtes civiques. Quelle plus belle circonstance s'est présentée aux législateurs pour décréter une fête nationale ! C'est là, c'est au milieu du peuple, en présence de sa justice impartiale et souveraine, que les représentants près l'armée de Toulon doivent distribuer des couronnes civiques et les récompenses nationales aux soldats de la République qui ont fait des actions héroïques... »

Le Comité de salut public fit adopter un décret portant qu'une fête nationale serait célébrée dans toute l'étendue de la République, le décadi suivant, et que la Convention tout entière y assisterait.

C'est David qui fut chargé, de concert avec le Comité d'instruction publique, d'organiser cette fête « en mémoire des victoires des armées françaises, et notamment à l'occasion de la prise de Toulon ». Son projet, qu'il présenta le 7 nivôse, comportait un long cortège qui se déroulerait sous les yeux du peuple. Une salve générale du parc d'artillerie placé à l'extrémité occidentale de l'île de Paris annonçait, à sept heures du matin, le commencement de la fête. Les députations armées des quarante-huit sections partaient simultanément pour se réunir dans le jardin du Palais national (les Tuileries). Chaque section fournissait cent hommes armés. Les quarante-huit sections conduisaient au Jardin national les blessés qu'elles renfermaient dans leur sein, et les installaient dans quatorze chars, préparés à cet effet et consacrés aux quatorze armées de la République. Puis le cortège partait des Tuileries pour se rendre au Temple de l'Humanité (les Invalides), dans l'ordre suivant :

Un détachement de cavalerie ouvrait la marche, précédé de ses trompettes et suivi de tous les sapeurs. Venaient ensuite quarante-huit canons sur deux files, traînés et environnés par des détachements de canonniers de chaque section ; puis, précédé de tambours, un groupe de citoyens, composé des sociétés populaires, des comités révolutionnaires, des tribunaux, de la Commune et du Département de Paris, des communes environnantes et du Conseil exécutif provisoire, avec leurs bannières.

Les Vainqueurs de la Bastille, précédés de tambours, étaient suivis des quatorze chars représentant les armées du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Moselle, des Ardennes, du Nord, des côtes de Cherbourg, des côtes de Brest, de l'Ouest, des Pyrénées occidentales, des Pyrénées orientales, de Toulon, du Var, des Alpes, et l'armée révolutionnaire. Un vaisseau qui se trouvait chez Pache était porté dans le cortège, avec l'inscription : Armée navale.

Ces chars étaient séparés par les détachements armés des

quarante-huit sections, formant bataillon carré, drapeaux en tête et chantant des hymnes à la Victoire. Chaque char était entouré de jeunes filles vêtues de blanc, ornées de ceintures tricolores et portant à la main une branche de laurier.

Puis venait la Convention, environnée d'un ruban tricolore que portaient les vétérans et les enfants de la patrie entremêlés. Enfin, après un groupe nombreux de tambours et la musique de la garde nationale, venait un dernier char, celui de la Victoire, rempli de drapeaux enlevés à l'ennemi et portant le faisceau national, surmonté de la statue de la Victoire. A ce faisceau étaient attachées quatorze couronnes, de chacune desquelles partait une guirlande de laurier entrelacée de rubans tricolores et tenue par un guerrier choisi dans chacun des chars. Un détachement de cavalerie avec ses trompettes fermait la marche.

Arrivé au Temple de l'Humanité, le cortège s'augmentait des invalides, auxquels le président de la Convention exprimait la reconnaissance du peuple. Puis on se rendit au Champ-de-Mars et l'on chanta un hymne dans le Temple de l'Immortalité, autour duquel étaient rangés les quatorze chars remplis des défenseurs de la liberté. Les jeunes filles, en passant devant ces chars, y déposaient les branches de laurier.

Enfin, au bruit d'une musique guerrière et des chants de triomphe, le Conseil général de la commune de Paris conduisait les blessés à un banquet civique et fraternel.

J'ai dit que la reprise de Toulon avait provoqué une joie immense. Les rapports adressés journellement au ministre de l'intérieur par ses agents secrets, les « observateurs de l'esprit public », nous en font connaître les manifestations. Ils nous montrent les marchands de chansons se multipliant depuis cet heureux événement, et faisant retentir l'air de nos victoires; le peuple, dans toutes les rues, chantant l'*Hymne des Marseillais*, se pressant en foule aux représentations gratuites données à cette occasion par les théâtres, s'entretenant à l'avance de la fête projetée, s'étendant sur la magnificence dont elle devait être accompagnée. « La fête qui doit avoir lieu demain est aujourd'hui l'objet de toutes les conversations, écrit, le 9 nivôse, l'un de ces observateurs; partout on entend dire : « Nous irons. »

Les rapports qui suivirent la fête nous donnent également des renseignements sur le succès qu'elle obtint. Elle fut, disent-ils, très brillante, très gaie, très patriotique; la plus grande fraternité y régna. Le ciel lui-même parut prendre part à la joie publique. Un peuple immense y assistait. Dans toutes les rues, on chantait des chansons et des hymnes patriotiques ; dans les cafés, on chantait aussi avec enthousiasme le *Ça ira* et la *Marseillaise*, on criait : « Vivent la Nation et la République, et nos braves sans-culottes qui ont repris Toulon ! » Rue du Bac et dans plusieurs autres, où le cortège défila, on voyait cette inscription sur les portes de tous les marchands de vin : « A demain, citoyens ! Aujourd'hui nous sommes tous à la fête. »

La vue des blessés qui étaient dans les chars produisit une vive émotion dans le public. On disait : « Voyez ces malheureux ! Tout infirmes qu'ils sont, cela n'empêche pas qu'ils chantent encore les victoires que les troupes républicaines remportent sur les esclaves. » Cette vue augmentait encore la haine du peuple contre les tyrans. Des femmes disaient : « Comment ! il ne viendra pas un temps où nous pourrons mettre à la guillotine tous ces rois ! » D'autres répondaient : « Avant trois ans, ils y seront tous. »

Les réjouissances se prolongèrent une partie de la nuit. Au Gros-Caillou, elles durèrent jusqu'à minuit. Dans le quartier de l'Arsenal, des citoyens avaient mis devant leurs maisons des tables couvertes de pain, de viande, de vin et d'eau-de-vie, destinées à ceux qui reviendraient de la fête. Les maisons de ce quartier étaient toutes illuminées.

Cependant, il y eut aussi quelques critiques. On se plaignit surtout que la cérémonie eût commencé trop tard. Une grande partie du peuple qui attendait le cortège au Champ-de-Mars se retira, voyant qu'il n'arrivait pas à l'entrée de la nuit. N'oublions pas, en effet, que le 10 nivôse an II, c'est le 30 décembre 1793 : à ce moment de l'année, la nuit vient vite. L'organisation avait été un peu défectueuse. Le général de l'armée révolutionnaire, Boulanger, suait sang et eau à vouloir mettre chacun à sa place et disait qu'il y perdait la tête ; ce qui inspirait cette réflexion à un citoyen : « S'il perd la tête pour une cérémonie, que serait-ce s'il était en face de l'ennemi? »

D'autres personnes se plaignaient du peu d'ordre qui régnait dans la marche ; mais un bon sans-culotte observait que les fêtes de la liberté ne devaient pas ressembler à celles de la tyrannie. « Ce ne sont point ici les processions symétriques des cordons bleus et des parlements, où de vils satellites maintenaient l'ordre en repoussant l'honnête citoyen à coups de crosse ; c'est le mélange de toutes les classes du peuple, que réunissent et confondent la sainte égalité et la douce fraternité... Ce qui donne surtout à ces fêtes civiques un prix que celles des despotes n'ont jamais eu, c'est que ce n'est point la fête d'un petit nombre d'individus privilégiés, mais bien celle de la masse entière du peuple... »

Le lendemain, on ne s'entretenait partout que de la fête ; partout, chacun exprimait la joie qu'il y avait éprouvée. Depuis les enfants jusqu'aux vieillards, tous désiraient en voir une pareille au moins tous les mois.

Toutes les victoires, néanmoins, ne furent pas fêtées avec autant de pompe. Pour celle de Fleurus, par exemple, un concert fut donné, le 11 messidor, au Jardin national, rempli d'une foule immense qui dansait en chantant des airs patriotiques, en attendant le concert. A neuf heures du soir, la façade du palais donnant sur le jardin fut illuminée par plusieurs cordons de lampions, et l'Institut national de musique, auquel s'étaient joints un grand nombre d'artistes des différents théâtres, donna un concert qui dura deux heures, sur une estrade autour de laquelle flottaient les drapeaux pris aux ennemis. Des airs patriotiques et guerriers, des hymnes et des chœurs furent exécutés au milieu d'un silence qui n'était interrompu, à la fin de chaque morceau, que par les cris de « *Vive la République ! Périssent les tyrans !* » Après le concert, les danses reprirent et durèrent jusqu'à la naissance du jour. On disait : « C'est l'invincible Cobourg qui paie les violons. »

II

Au début de l'an III, la Convention chargea le Comité d'instruction publique d'organiser une fête, qui fut d'abord fixée au 10 vendémiaire, pour célébrer « les victoires rapides

de nos armées et l'entière évacuation du territoire de la République ».

Cette fois, le porte-parole du Comité fut Marie-Joseph Chénier. On était après le 9 thermidor : la réaction contre le régime précédent se manifestait dans les idées artistiques comme dans les idées politiques. Les rapports de Chénier à la Convention sont, en même temps qu'un réquisitoire contre la Terreur, une critique des conceptions de David, l'ami de Robespierre. Le 7 vendémiaire, Chénier montrait la nécessité « d'imprimer aux fêtes nationales un caractère solennel et d'en écarter sans retour les détails minutieux, les images stériles, également indignes du génie du peuple et des talents qu'il rallie autour du char de la Liberté ». Il comparait la grandeur des événements qu'il s'agissait de fêter et la faiblesse, la nullité des ressources créées jusque-là pour leur célébration : « Des arts paralysés, des talents rebutés par un long dédain, nuls monuments durables et forts comme la liberté, mais des matériaux sans cohérence, des esquisses sans dignité..., des plans bizarres sans originalité, durs sans énergie, fastueux sans véritable richesse, monotones sans unité ; des fêtes, en un mot, colossales dans leur objet, petites dans leur exécution, et n'offrant d'imposant que la présence du peuple, qui a voulu la République, et de la Convention, qui l'a fondée... Nos fêtes nationales n'ont pu avoir et ne peuvent avoir encore le caractère auguste qui leur convient. » Il en rejetait la faute sur le régime de la Terreur, qui avait persécuté les gens de lettres ou déclamé contre eux, et sous lequel les talents distingués dans les beaux-arts se cachaient ou languissaient dans les cachots. « Il est temps, disait-il en terminant, que dans la République on puisse avoir du génie impunément ; il est temps que les talents dispersés par l'épouvante se rassemblent fraternellement sous l'abri de la protection nationale. Alors, mais alors seulement, nous aurons des fêtes et des monuments dignes du peuple, car le génie a besoin de la liberté, et la liberté a besoin du génie. »

Comme il avait montré les entraves que le Comité avait rencontrées dans l'organisation de la fête projetée, on demanda qu'elle fût retardée d'une décade ; mais le deuxième décadi de vendémiaire avait été consacré par un décret à la transla-

tion des cendres de J.-J. Rousseau au Panthéon. En conséquence, la fête fut ajournée au 30 vendémiaire. A ce propos, Bourdon (de l'Oise) demanda que la Convention se défît « de la manie de faire des processions. C'est le peuple, ajouta-t-il, qui doit être tout dans les fêtes... Ses représentants ne doivent s'occuper que de travailler à son bonheur... Renonçons donc à cette manie monarchique de nous donner en spectacle dans les fêtes du peuple. »

Le 27 vendémiaire, Chénier fit un nouveau rapport : nouvelle critique des cérémonies publiques antérieures au 9 thermidor. La Convention et le Comité d'instruction publique ont senti, dit-il, « qu'il fallait renoncer à ces processions éternelles qui consument une journée entière, qui fatiguent le peuple sans l'amuser ». Ils avaient également renoncé aux représentations théâtrales, dont profitait une très petite partie du peuple. Le projet qu'il avait conçu comportait « des jeux militaires, exécutés dans le Champ de la Fédération... par ces jeunes élèves de l'École de Mars, au milieu des trophées de nos quatorze armées triomphantes, au milieu de nos braves soldats si glorieusement mutilés pour la cause de la liberté ; une musique fière et belliqueuse, animant des danses civiques ; des hymnes préparant de nouvelles victoires en chantant les victoires passées ; le Temple de l'Immortalité s'ouvrant devant le peuple, devant ses représentants, devant ses défenseurs... ; le président de la Convention nationale gravant, pour l'histoire et pour les siècles, sur la pyramide du Temple de l'Immortalité, le nom des armées de la République et de leurs principales victoires... »

C'est ce plan qui fut adopté. La Convention en avait applaudi un autre, présenté dans la séance du 7 vendémiaire par Merlin (de Thionville); elle en avait ordonné l'impression, mais elle s'était bornée à cette marque d'estime. Les idées de Merlin étaient curieuses, étranges aussi ; elles méritent de retenir un instant notre attention.

Merlin partait de ce principe qu'une fête n'est pas un spectacle : au spectacle le peuple écoute ou regarde ; dans une fête il doit être occupé. « Il ne suffit pas, pour prendre plaisir à une fête, d'y être spectateur; il faut y être acteur. L'inaction du peuple a nui jusqu'ici aux fêtes publiques ; l'inaction

avant et pendant la fête le fatigue et l'épuise... C'est une fatigante, une pénible séance pour cent mille personnes, d'être plusieurs heures de suite à attendre pour écouter et considérer debout, pendant plusieurs heures, sous la verge d'une police au moins gênante. » Il voulait que la musique, au lieu d'être écoutée par le peuple, eût pour objet d'exciter ses chants, de les diriger, de les animer. Au lieu d'un seul orchestre, au centre de la réunion, il en demandait treize, placés à égale distance les uns des autres, pour être entendus de tous les assistants, qui chanteraient avec ou après eux ; ou plutôt, il n'en demandait qu'un, au centre, renforcé d'un orgue moyen, et il proposait de distribuer à la périphérie douze grandes orgues, auxquelles seraient jointes des voix de tous genres. « J'invite Gossec à tenter cette nouveauté », disait-il.

Il concevait la fête comme une sorte de drame, qu'il divisait en actes et en scènes, et dont il esquissa le plan. La scène se passait au Champ de la Réunion (Champ-de-Mars). La Convention devait se grouper autour de la statue de la Liberté. Les citoyens arriveraient de leurs sections sur douze colonnes et par douze entrées. Ils porteraient leurs offrandes à la Liberté : les prémices des récoltes, des fruits, des guirlandes de fleurs, des gerbes. Puis ils garniraient les amphithéâtres entourant le Champ de la Réunion. Après plusieurs coups de canon, le drame commence. Au premier acte, le peuple chante, accompagné par les douze orchestres du pourtour : « Représentants, de la Liberté c'est aujourd'hui la fête; rien ne doit-il la troubler? » L'orchestre du centre répond « avec un calme imposant » : « De la Liberté c'est aujourd'hui la fête. Peuple, tes ennemis y viendront à tes pieds. » La moitié des orchestres de chaque côté répète ces paroles sur le même ton; l'autre moitié les répète « avec transport et y ajoutant quelques expressions d'enthousiasme, comme *Vive la République*, etc. ». Un chœur général les répète « avec plus de transport et d'enthousiasme encore ». L'orchestre central chante : « Citoyens, rassemblez vos offrandes, hâtez-vous de les consacrer à la Liberté ; de la Liberté c'est aujourd'hui la fête ; peuple, tes ennemis y seront à tes pieds. »

Chœur général : « Hâtons-nous, rassemblons nos offrandes, venons célébrer la Liberté. »

A l'acte II, le canon gronde, les tambours battent la charge au loin. Au centre, un coryphée annonce : « L'armée de la République attaque Bellegarde. » La moitié des orchestres répète ces paroles sur le même ton que l'orchestre central ; l'autre moitié les dit à son tour, « avec l'expression qui annonce un moment de doute sur le succès ». Chœur universel, invocation à la Liberté et à l'Égalité.

Au troisième et dernier acte, douze chars, ornés de feuillages couverts de fruits, de gerbes, de pampres et de flammes tricolores, et traînés par des taureaux (dont, précise Merlin, les cornes ne sont pas dorées), entraient et se dirigeaient vers le centre, « conduits par des citoyens en habits villageois et non pas en esclaves »; des chants religieux, des airs rustiques et belliqueux, des fanfares, des salves d'artillerie précédaient l'annonce de nos victoires ; elles étaient proclamées par l'orchestre du centre, répétées par tous les autres, et Merlin indique soigneusement ce qui sera dit « avec transport », ce qui sera dit « avec enthousiasme », ce qui sera dit « avec la plus grande véhémence ». Puis quatre chars, couverts des dépouilles de nos ennemis, entraient et se plaçaient au pied de la Liberté. Le tout se terminerait par une dernière salve d'artillerie. Après quoi, les orchestres joueraient, chacun de son côté, des airs gais, variés, dansants ; les citoyens étaleraient sur l'herbe leur dîner de famille ; la jeunesse danserait. A la nuit, « quelques milliers de fusées volantes, nobles et vives images de l'élan républicain à l'escalade de la tyrannie », s'élèveraient dans les airs. Enfin, des illuminations traceraient aux citoyens le chemin de leurs foyers, et ils rentreraient chez eux, « en chantant quelque refrain chéri ».

Nous avons vu que la Convention se contenta d'applaudir ce projet, mais le Comité d'instruction publique n'en tint aucun compte. Voici, d'après le plan qui fut adopté et le compte rendu que donna le *Moniteur*, quelle idée nous pouvons nous faire de la fête telle qu'elle eut lieu.

Dès le point du jour, un rappel général invitait les citoyens à s'y rendre et le carillon de la Samaritaine donnait le signal de l'allégresse publique. A peine le soleil était-il levé que l'atmosphère se couvrit d'un épais brouillard ; mais bientôt « la sérénité d'un beau jour succéda aux brumes de matin ».

Partout, on voyait les citoyens se diriger vers le Champ de la Fédération. La force armée des sections de Paris s'y rendait aussi, tambours battants et enseignes déployées. Le programme portait qu'elle devait s'y rassembler à neuf heures précises du matin; le *Moniteur*, dans son compte rendu, dit qu'il était environ deux heures lorsque toutes les sections furent arrivées.

Les blessés des diverses armées et les militaires invalides étaient groupés autour du rocher qui avait été élevé au milieu du champ pour la fête de l'Être Suprême, du 20 prairial, mais qui avait changé de forme et qui offrait l'aspect d'une redoute.

La Convention s'était réunie à l'École militaire. Quand la force armée de Paris, les blessés et les invalides furent assemblés, elle sortit de l'École militaire et s'avança vers le rocher au son d'une musique triomphale. Elle était précédée de l'Institut national de musique, qui prit également place sur le rocher.

Le président de la Convention, qui était alors Cambacérès, prononça un discours « analogue à la cérémonie ». Il commença par évoquer le souvenir du 20 prairial, du jour où « un conspirateur hypocrite » était venu dans ce même endroit « étaler l'appareil fastueux de la tyrannie et brûler en l'honneur de la divinité un encens qu'en secret il réservait pour lui ». Aujourd'hui le peuple et ses représentants venaient y proclamer la liberté, et la défaite des despotes coalisés contre elle. Il invita les assistants à répéter à l'envi le cri de la victoire : « Le territoire de la République est évacué ! » Il compara les premiers succès remportés par l'armée française, alors que l'ennemi fugitif couvrait encore nos frontières de ses bataillons, avec les triomphes actuels, définitifs. « Nous disions alors : nous avons vaincu tel jour, en tel endroit, à telle heure ; nous disons maintenant : nous avons vaincu tous les jours, à toute heure, en tout lieu. Nous disions : une telle armée a été défaite; aujourd'hui nous disons : toutes les armées ont disparu. Autrefois, après la victoire, il nous restait des craintes et des périls; aujourd'hui, plus d'alarmes : la victoire est complète... » Puis il évoqua le moment où, sur les ailes de la victoire, viendraient l'abondance et le bonheur, et la

douceur de raconter les maux passés, en les comparant avec la félicité présente.

Après ce discours, l'Institut national, sous la direction de Gossec, exécuta le *Chant du départ*.

Un peuple immense couvrait les glacis, tout autour du Champ de la Fédération, à l'extrémité duquel avait été construit un fort que les élèves de l'École de Mars devaient emporter d'assaut. Leur cavalerie, dont une partie avait pris les couleurs des ennemis, fit d'abord dans la plaine une petite guerre. Lorsque le fort eut été enlevé et que le drapeau tricolore eut remplacé sur ses tours les enseignes blanches qui y avaient flotté pendant le siège, la Convention descendit du rocher et se rendit au Temple de l'Immortalité, élevé au milieu du Champ-de-Mars, entre le rocher et l'École militaire. Les élèves de l'École de Mars, les blessés des armées et le char de la Victoire, devant lequel on portait les trophées formés de drapeaux ennemis, firent le tour du champ et se rendirent aussi au Temple de l'Immortalité. Les trophées furent déposés au sein de la représentation nationale, et le président, au nom du peuple français, grava sur une pyramide élevée au milieu du temple les noms des armées de la République et l'énumération de leurs victoires.

Le soir, le Jardin national fut illuminé; sur le bassin circulaire en face du pavillon de l'Unité, dans une île où, dix jours auparavant, avaient été déposées les cendres de Rousseau, était un petit monument contenant une urne funéraire consacrée aux mânes des guerriers morts pour la patrie. Une députation de la Convention vint, au nom de la nation entière, déposer sur cette urne une couronne de chêne, d'après le plan de la fête, de laurier, dit le compte rendu du *Moniteur*.

Des orchestres se tenaient dans le Jardin national, place de la Bastille, place du Panthéon, et la fête des Victoires se termina par des danses joyeuses.

III

Nous voici au Directoire. Les victoires de nos armées continuent. Celles de l'armée d'Italie surtout frappent l'imagi-

nation et excitent l'enthousiasme. Bonaparte et ses lieutenants, Laharpe, Masséna, Augereau, battaient les Autrichiens et les Piémontais à Montenotte, Millesimo, Dego, Ceva, Mondovi : en quinze jours, l'armée d'Italie remportait six victoires, prenait vingt et un drapeaux (dix aux Autrichiens, onze aux troupes sardes), cinquante-cinq pièces de canons, et faisait perdre aux ennemis 25 000 hommes, tués, blessés ou prisonniers. Le Conseil des Cinq-Cents, le 17 floréal an IV, et le Conseil des Anciens, le lendemain, décidèrent que la fête de la Reconnaissance (fixée par la loi du 3 brumaire au 10 prairial) serait en même temps une fête de la Victoire. Cette loi fut consacrée par un arrêté du Directoire, le 20 floréal. Ce même jour, le Directoire reçut en audience publique les vingt et un drapeaux pris à l'armée austro-sarde, qui lui furent apportés par Junot et Murat, aides de camp de Bonaparte. Des discours furent prononcés par Petiet, ministre de la guerre, Junot et Carnot, à ce moment président du Directoire. Celui-ci donna l'accolade fraternelle à Junot et à Murat et leur remit des armes que le Directoire leur offrait comme récompense de leur conduite. Cette petite cérémonie, qui dura une demi-heure, fut comme le prélude de la fête du 10 prairial.

Cette fête, d'après le « programme » qui en fut dressé, offre déjà un caractère bien différent de celles de la Convention. C'est une fête pour les « autorités », non plus pour le peuple.

Elle fut célébrée, comme la précédente, au Champ-de-Mars. Au centre était une plate-forme de douze pieds de haut, sur trente toises de diamètre, entourée de quatorze arbres auxquels étaient attachés les trophées et drapeaux des quatorze armées, avec le nom de chacune d'elles inscrit sur des boucliers placés devant ces arbres. Au milieu, sur un piédestal entouré de quatre trépieds antiques d'où s'élevait continuellement une épaisse fumée d'encens, se dressait la statue de la Liberté, le bras droit levé en l'air, le bras gauche appuyé sur l'acte constitutionnel. Derrière elle était un grand chêne, dont les branches étaient garnies de drapeaux pris aux ennemis, excepté ceux des puissances avec lesquelles la France avait fait la paix et dont les envoyés assistaient à la fête. Devant la statue de la Liberté était dressé l'autel de la Patrie, chargé de couronnes civiques et de palmes. De chaque côté, à une

distance de trente pieds, étaient placées, sur des piédestaux un peu moins élevés que celui de la Liberté, des Victoires, sous la figure de Renommées, tenant d'une main une palme ornée de couronnes, et de l'autre embouchant la trompette guerrière. Le Champ-de-Mars était entouré de peupliers, en nombre égal à celui des départements français, et des drapeaux tricolores flottaient aux branches.

Le programme fixait la place du Directoire, des ministres, de la garde nationale, de l'armée de l'intérieur, des autorités constituées. La garde nationale était divisée en quatorze camps, représentant les quatorze armées. Le programme ajoutait : « La consigne sera sévèrement donnée de ne laisser pénétrer ni dans les camps ni dans les places désignées que ceux à qui ces places seront réservées. Il sera, pour cet effet, envoyé des cartes imprimées à chacune des autorités constituées, au nombre de deux mille... L'enceinte du Champ-de-Mars destinée à la fête sera en conséquence fermée par un cordon de la garde nationale parisienne. »

Enfin, le programme annonçait que la fête durerait, pour la cérémonie, jusqu'à la retraite du Directoire. « Des danses, ajoutait-il, pourront s'établir ensuite et durer jusqu'à la chute du jour. » Les danses, qui faisaient partie intégrante de ces fêtes, sous la Convention, sont maintenant considérées comme une partie purement accessoire, et en quelque sorte tolérées.

Au lever du soleil, la fête fut annoncée sur le Champ-de-Mars par le bruit du canon. Les cinq Directeurs, en grand costume, se rendirent à l'École militaire, accompagnés des ministres, messagers d'État et huissiers, de la garde et de l'État-Major. Leur arrivée fut annoncée par une salve d'artillerie. Les autorités constituées s'étaient placées sur le tertre élevé au milieu du Champ-de-Mars. La foule était massée sur les grands talus qui entouraient le Champ. Un cordon de la garde nationale garnissait tout le tour de l'enceinte. L'infanterie et la cavalerie étaient rangées en bataille à l'intérieur de cette enceinte. Des troupes formaient une double haie depuis l'École militaire jusqu'au tertre qui y faisait face.

Une députation des autorités constituées se rendit à l'École

militaire pour y chercher le Directoire, qui se mit alors en marche, précédé des ministres, du corps diplomatique, de la députation des autorités constituées, des cavaliers et de la garde directoriale, et, au son d'une musique militaire, vint s'asseoir sur des sièges élevés, en avant de la statue de la Liberté. Ceux qui les accompagnaient s'assirent des deux côtés, en demi-cercle.

Notons ici que, contrairement à ce qui se passait pour la Convention, les deux Conseils n'avaient aucune place dans cette fête. L'article 72 de la Constitution de l'an III portait, en effet, que le corps législatif n'assistait à aucune cérémonie publique et n'y envoyait pas de députation. C'était une consécration du vœu que nous avons vu formuler par Bourdon (de l'Oise), le 7 vendémiaire an III.

Après une symphonie militaire exécutée par le Conservatoire de musique, il se fit un grand silence. Le secrétaire général du Directoire lut le décret qui fixait la célébration de la fête et en déterminait le motif. Puis Carnot, comme président du Directoire, prononça un discours dans lequel il adressait un témoignage solennel de la reconnaissance nationale à tous ceux qui travaillaient pour le bien de la France, aux artisans de la Révolution, et surtout aux armées républicaines, dont il célébra les exploits.

Après ce discours, pendant que le Conservatoire exécutait des hymmes de victoire composés par Chénier, Lebrun, et mis en musique par Gossec, Méhul, les députés des quatorze armées s'avancèrent, accompagnés des vétérans et des soldats blessés. Ils montèrent sur la colline, reçurent les couronnes civiques pour eux et les drapeaux pour chaque armée, puis rentrèrent dans les quatorze bataillons dont chacun représentait une armée. Ceux-ci s'avancèrent avec leur musique et leurs nouveaux drapeaux déployés, s'étendirent dans la plaine et, soutenus par la cavalerie, exécutèrent des évolutions. Les porte-enseignes montèrent sur la colline, et Carnot attacha à chaque drapeau une couronne de chêne.

Le *Chant du départ* et la *Marseillaise* furent joués, et toute la colonne défila devant la colline. La fête se termina par des évolutions militaires et par une salve générale de canon. Puis le Directoire se retira dans le même ordre qu'il avait

suivi pour venir, et le Champ-de-Mars fut ouvert au peuple pour les danses.

Certes, cette cérémonie, à en lire les détails, ne manque pas de grandeur; mais ce fut une cérémonie officielle bien plus qu'une fête populaire. Son grand défaut fut de se développer dans un espace restreint, loin des spectateurs, qu'une ligne de gardes nationales maintenait à l'écart.

Outre le procès-verbal officiel que nous trouvons dans le registre du Directoire, nous avons des récits de contemporains, et ce sont des documents plus intéressants, parce qu'ils nous donnent des impressions de témoins. L'un de ces documents est une lettre écrite par un maître de ballet, Jean-Georges Noverre, à un de ses amis, et datée de Saint-Germain-en-Laye, 29 prairial an IV. C'est une critique impitoyable de la fête.

« Je n'ai rien vu, écrit Noverre. Tout était offert et tout était placé dans une perspective si éloignée que je ne distinguais rien... N'eût-il pas été bon de supprimer les programmes et d'y substituer des télescopes? Alors on aurait vu le plateau, la figure de la Liberté et celles des Renommées ; enfin on aurait vu le pouvoir exécutif et les ambassadeurs qu'on désirait voir et qu'il a été très impossible de distinguer, dans le très petit pâté qu'on avait très économiquement placé au milieu d'une table immense... On n'eût pas mieux réussi si l'on avait destiné cette fête aux aveugles. »

« Ce spectacle, qui devait être imposant, était pauvre et insignifiant, dit-il encore... Le plateau que l'on avait élevé au centre de la place et qui formait le point principal de la fête, était trop écrasé et à peine aperçu ; il eût fallu doubler au moins son élévation. La figure de la Liberté, celles des Renommées, quoique infiniment plus grandes que nature, n'étaient que très vaguement distinguées. Donc, la place était trop vaste ou les objets de décor étaient trop petits. »

On pourrait dire que ce Noverre, qui avait été, sous l'ancien régime, maître en chef des ballets de l'Opéra et, par la protection de Marie-Antoinette, ordonnateur des fêtes de Trianon, était animé de sentiments royalistes qui lui faisaient dénigrer cette fête républicaine ; que cette critique d'un homme qui déclare qu'il a fait des fêtes toute sa vie et qu'il pourrait

encore en faire, est dictée par une sorte de jalousie professionnelle. Mais voici un autre témoignage : c'est celui d'un docteur en droit de Hambourg, Frédéric-Jean-Laurent Meyer, qui a, dans un livre très intéressant, décrit Paris tel qu'il le vit lors d'un séjour qu'il y fit en l'an IV. Son livre, *Fragments sur Paris*, fut traduit par le général Dumouriez ; cette traduction parut à Hambourg en 1798. Les jugements de cet étranger sont impartiaux et ses sentiments sont plutôt sympathiques. Il assista à la fête du 10 prairial ; il en fit une description dans laquelle il en signale toutes les beautés ; mais il formule aussi des critiques qui ne sont nullement inspirées par la passion et qui confirment celles de Noverre, bien qu'exprimées sur un ton plus grave et dépourvu d'ironie.

Il fait d'abord une observation générale au sujet de ces fêtes, dont la plupart ressemblent à un spectacle de l'Opéra. « Sous cet aspect, dit-il, quelques-unes ont un effet pittoresque, agréable pour l'œil, mais elles n'en ont aucun sur l'âme du spectateur ; il n'y est ni intéressé, ni acteur ; il leur est étranger ; son esprit et son cœur n'éprouvent aucune sensation dans ces illusions théâtrales. »

Il dépeint le public de ces fêtes, composé d'oisifs attirés par la curiosité, par le désœuvrement, par le désir de chercher à s'amuser. Et il prend comme exemple la fête du 10 prairial, qu'il déclare du reste avoir été très brillante, grandement et noblement ordonnée, et dans la juste proportion du Champ-de-Mars.

« Le Champ-de-Mars, en lui-même, dit-il, est un excellent local pour ces solennités, à cause de sa position, de sa grandeur, de sa régularité, lorsque de grandes masses d'hommes en groupes, des scènes guerrières, des triomphes, des processions, sont bien distribués dans ce vaste espace. C'est ce que j'ai vu à la fête de la Victoire ; mais la scène principale était concentrée au centre de la place sur une hauteur qu'on y avait élevée. Tout ce qui s'y passait n'était vu et entendu que par ceux qui étaient rassemblés sur cette colline en vertu de leurs emplois... La plus grande partie des spectateurs est placée sur la large digue qui entoure tout le Champ-de-Mars, et trop éloignée du point central pour prendre part aux scènes qui s'y passent. De ce point, on tient des discours au

peuple ; le peuple ne les entend pas... Un excellent orchestre exécute une musique excellente ; on chante en chœur des hymnes patriotiques. Le peuple, du côté qui est sous le vent, entend seulement le son bruyant des instruments à vent et le bruit des timbales... Toutes les cérémonies se passent sur la colline, on y fait les sacrifices à la déesse de la Patrie, on y distribue les couronnes civiques. La multitude voit seulement dans le lointain des nuages épais de fumée qui s'élèvent de l'autel ; on n'en voit pas davantage, même avec la meilleure lunette d'approche, parce que les arbres et la terrasse de la colline et de l'amphithéâtre renferment dans leur centre tout le spectacle pour les assistants les plus voisins et coupent la vue dans l'éloignement. Le peuple ne voit que ce qui se passe hors de cette enceinte... »

Et, après une description à laquelle j'ai emprunté un certain nombre de détails, pour les combiner avec le compte rendu que donne le procès-verbal du Directoire, il termine par ces mots :

« Les évolutions militaires, au son d'une musique guerrière, firent un grand effet. Le reste de la cérémonie fut en pure perte pour le plus grand nombre des spectateurs. Leur nombre était fort petit en proportion de la population de Paris. La plupart, trop éloignés pour voir le spectacle, restèrent froids et indifférents, malgré les *Vive* et les battements de mains qui partaient souvent de la colline, qu'ils ne répétaient point, parce qu'ils en ignoraient la cause. Il en resta fort peu pour la danse. »

IV

Terminons par quelques mots sur une solennité qui eut lieu l'année suivante, le 10 ventôse an V, et qui s'éloigne encore plus des fêtes populaires de la Convention.

Le 30 pluviôse an V, Bonaparte avait, de Tolentino, écrit au Directoire pour lui annoncer l'envoi de soixante drapeaux conquis par l'armée d'Italie sur les Autrichiens composant la garnison de Mantoue. C'est Augereau qui les apportait.

Le Directoire organisa une fête pour la réception de ces drapeaux ; elle eut lieu le 10 ventôse (28 février 1797).

La veille, les deux Conseils donnèrent un banquet en l'honneur d'Augereau. Un des assistants, Marragon, membre du Conseil des Anciens, nous en a laissé le récit dans une lettre qu'il écrivit à un de ses amis. « Nous étions plus de cinq cents, dit-il; l'objet a été de fêter les braves officiers de l'invincible armée d'Italie qui nous ont apporté tant de trophées, témoins irrécusables de leurs victoires multipliées. Augereau, le fier Augereau, était à leur tête... Les présidents des deux Conseils ont porté alternativement douze toasts, précédés et suivis d'une musique guerrière... On a chanté plusieurs hymnes. »

Un détail nous montre la transformation qui s'accomplissait peu à peu. Ce n'est plus le triomphe de la Liberté qu'on fêtait, c'est le triomphe d'un homme, du jeune général en qui semblait s'incarner la victoire. Jérôme, le plus jeune frère de Bonaparte, assistait au banquet. Il n'avait pas encore douze ans et demi. Augereau le prit dans ses bras et le posa sur la table. « Tous les yeux, écrit Marragon, se sont fixés sur cet enfant où l'on voyait briller le génie et les traits de son frère, et bientôt il a été enlevé de toutes parts. Chacun se disputait le plaisir de l'embrasser et de le serrer dans ses bras. »

Le lendemain, 10 ventôse, la fête eut lieu, non plus au Champ-de-Mars, mais dans la première cour du Palais du Luxembourg, la salle des audiences n'étant pas assez vaste pour la cérémonie.

Le ministre de l'intérieur invita le Directoire à descendre dans la cour. Le Directoire, précédé de ses huissiers et messagers d'État et accompagné des ministres et du corps diplomatique, se rendit dans la cour et se plaça sur une estrade qui avait été élevée au milieu, au pied de l'arbre de la liberté. Un trophée de plusieurs drapeaux autrichiens, précédemment envoyés par l'armée d'Italie, était suspendu à cet arbre, surmonté d'un drapeau tricolore.

Une foule de citoyens remplissait la cour et se pressait aux fenêtres du Palais. La garde à cheval du Directoire était rangée en double haie autour de l'estrade, et la garde à pied garnissait la cour et y maintenait l'ordre. Une musique militaire jouait des airs patriotiques.

Une salve d'artillerie annonça l'arrivée d'Augereau et des soixante drapeaux pris à Mantoue. Il entra, au milieu des

acclamations et des cris de *Vive la République!* Soixante vétérans le suivaient, dont chacun portait un drapeau autrichien.

Arrivé à l'estrade, il fut présenté au Directoire par le ministre de la guerre, Petiet, qui prononça un discours. Puis Augereau parla. Le public était impatient de l'entendre, dit le *Moniteur.* « A ses côtés étaient son père, vieux militaire en qui l'air martial semble encore, malgré ses cheveux blancs, respirer l'ardeur des combats, et son frère, compagnon de ses travaux comme son aide de camp. Près de lui on distinguait aussi, avec un vif intérêt, un frère du général en chef Bonaparte ; chacun s'étudiait à reconnaître sur sa figure les traits du conquérant de l'Italie. »

Augereau protesta de l'inviolable attachement de l'armée d'Italie à la Constitution de l'an III et du désir qu'elle avait de procurer à la République une paix aussi durable que glorieuse.

Puis Reubell, président du Directoire, prononça quelques paroles et donna l'accolade fraternelle à Augereau ; il lui remit un drapeau tricolore, que le corps législatif lui avait décerné, et lui fit don, au nom de la République, d'une armure.

Les vétérans qui portaient les drapeaux défilèrent alors devant le Directoire, qui retourna ensuite dans le lieu de ses séances, accompagné d'Augereau, et en observant le même ordre que pour venir.

Pour satisfaire la curiosité d'une foule immense de spectateurs qui, n'ayant pu trouver place dans la cour, s'étaient répandus dans le jardin du Luxembourg, les drapeaux y furent promenés « au milieu des vives acclamations, de l'allégresse générale et des accents d'une musique guerrière » ; puis les vétérans revinrent dans l'intérieur du Palais, escortés par la garde montante, et déposèrent les drapeaux sous les yeux du Directoire, à côté de ceux qui servaient de trophées aux précédentes victoires de l'armée d'Italie.

Ainsi cette fête n'avait même plus eu lieu sur une place publique, dans un vaste emplacement où la foule pût du moins, comme l'année précédente, voir de loin l'endroit où se passait quelque chose ; elle se déroula dans la cour intérieure

d'un palais, entre quatre murs, et l'on peut supposer que les assistants étaient uniquement des invités. Il fallut, pour que le public pût en avoir sa part, une part minime, promener les drapeaux dans le jardin du Luxembourg. Ces fêtes, on le voit, s'éloignent de plus en plus de celles de la Convention.

Mais toutes, elles offrent un caractère commun : elles ont pour but de célébrer *des* victoires, — que ce soit la reprise de Toulon, ou les victoires qui ont amené l'évacuation du territoire français, ou celles de l'armée d'Italie ; mais ce n'est pas *la* victoire finale, celle qui doit amener la paix. Quand on les célèbre, on est toujours en guerre. La foule manifeste la joie patriotique, la fierté que lui inspirent les succès de nos armes ; le sentiment qu'elle éprouve, ce n'est pas cet immense soulagement que nous avons connu le 11 novembre 1918 ; ce n'est même pas la satisfaction d'en avoir fini avec une guerre infiniment moins angoissante que celle dont nous sortons, la satisfaction que pouvaient témoigner, par exemple, les Parisiens qui, sous le second Empire, acclamaient nos troupes à leur retour de Crimée ou d'Italie.

La Révolution a célébré des victoires, mais non la paix. Voilà pourquoi ces fêtes que nous avons décrites, de quelque éclat qu'aient voulu les revêtir leurs organisateurs, quelque allégresse qu'elles aient excitée dans l'âme des assistants, ne sauraient être comparées à la réception que Paris va faire à nos poilus, quand ils suivront la voie triomphale, dans l'enthousiasme populaire qui saluera en eux, en même temps que les héros de « la Grande Guerre », les artisans de la victoire et de la paix.

PAUL MAUTOUCHET

LES LETTRES ET LA VIE

Sur l'immortalité des académiciens, on prête à Jules Simon une parole amère : « Notre immortalité ! Vingt-quatre heures de louanges au lendemain de notre mort, deux heures d'éloges à la réception de notre successeur, voilà où ça commence et où ça finit ! »

Paul Hervieu — dont, faute de place, je n'ai pu vous parler l'autre mois — Paul Hervieu n'aura guère bénéficié que d'une partie de ces avantages posthumes. Car le discours que M. de Curel lui a consacré constitue un des morceaux les plus malicieux qu'ait jamais entendus la Coupole.

C'est évidemment une innovation, puisque jusqu'ici ces brimades formaient l'apanage exclusif des récipiendaires. Mais il demeure qu'ayant enduré à l'entrée les paternelles taquineries de Brunetière et à la sortie les mordantes remarques de M. de Curel, Paul Hervieu se trouve avoir subi un traitement exceptionnel.

Ce coup de deux a paru à beaucoup de gens bien dur. Et le second, tout au moins, me semble comporter des réserves que l'on voudra bien croire impartiales si l'on considère que la longue intimité qui me lia à Paul Hervieu, avait, pour mon grand regret, complètement cessé depuis des années.

Donc, si vous permettez, écartons les lauriers de papier vert dont M. de Curel a courtoisement masqué ses rigueurs, soufflons sur la légère couche de sucre dont il a saupoudré ses acidulés et regardons le dessous, c'est-à-dire sa pensée intime sur Paul Hervieu, comment il se le représentait, et

comment il nous l'a dépeint. Nous avons, au total, un jeune bourgeois parisien, à la fois parvenu mondain et parvenu littéraire, ayant grimpé de la roture aux salons, de la basoche à l'écriture, se hissant, un pied devant l'autre, du barreau à la chronique boulevardière, de la chronique au roman, du roman à on ne sait quelle tragédie sans lendemain, et finalement tout ébloui tant de son accès dans le beau monde que de son admission aux belles lettres.

Si piquante que soit cette pointe-sèche — je devrais mettre ce mot composé au pluriel — et si alerte le burin dont M. de Curel l'a enlevée, les moins prévenus conviendront qu'elle ne nous offre de Paul Hervieu qu'une effigie bien diminuée. Il y a même dans cette esquisse plus que des sévérités — de véritables erreurs de dessin.

De la première qui concerne l'esprit de Paul Hervieu, M. de Curel est excusable puisqu'il nous avoue n'avoir rencontré que deux ou trois fois l'auteur de *l'Armature*. A le fréquenter plus assidûment, M. de Curel n'eût pas manqué d'apprécier mieux son esprit qui, par la finesse, l'humour profond et le parfum constant de littérature qui l'imprégnaient, était bien tout l'opposé de la vulgarité boulevardière. Sur les œuvres, les gens, les traits de caractère on citerait de Paul Hervieu des centaines de mots délicieux — et terribles — qui loin de rappeler le Bienvenu du *Tintamarre* évoquaient le La Rochefoucauld des *Maximes*. Et l'on en aura peut-être des échantillons de choix le jour, prochain j'espère, où sera publiée la correspondance complète de l'auteur.

Mais à défaut de l'homme même, les œuvres dressent déjà leur rectification. Lisez les livres humoristiques d'Hervieu : *Diogène le chien, les Deux plaisanteries*, certaines lettres de *Peints par eux-mêmes*, certaines pages de *l'Armature*, lisez la *Bêtise parisienne*, ces chroniques excellentes et comme j'en souhaiterais aujourd'hui — *experto crede...* — à beaucoup de gazettes. Puis vous me direz si c'est là l'esprit d'un observateur ou celui d'un simple faiseur de nouvelles à la main.

D'autres griefs élevés par M. de Curel paraissent en fait, plus fondés. Ainsi il ne semble pas niable que Paul Hervieu ne courut jamais le cerf ou le sanglier, non plus qu'il n'exécuta, en battue, le coup du roi.

Mais de ce qu'un auteur ne mena pas la vie de maître d'équipages et ne fut pas un grand fusil, s'ensuit-il forcément qu'il soit fermé au sentiment de la nature?... *L'Alpe homicide*, entre autres, cette suite de nouvelles aussi sobres et combien plus émouvantes que celles de Mérimée, s'inscrivent en faux contre une pareille doctrine. Paul Hervieu écrivait ce livre à vingt-huit ans, après huit saisons d'alpinisme militant ; et rien n'y sent l'apprenti, l'effort de métier, tout, au contraire, la communion la plus spontanée avec les splendeurs de la nature.

De même pour ce qui est des ascendances de Paul Hervieu et de leur influence sur son œuvre. Sans doute il est incontestable que Paul Hervieu n'était pas né. Mais de ce qu'un auteur n'a pas son nom au d'Hozier, résulte-t-il nécessairement chez lui une incapacité foncière à retracer les mœurs de la haute société, leurs détours, leurs secrets et même leurs faiblesses? Il semblerait plutôt que, talent à part, un nouveau venu sera plus vivement frappé par les particularités de cette société que ceux qui, à y vivre constamment, finissent, dans l'émoussement de l'habitude, par ne les plus apercevoir, par n'y plus prendre garde.

Nous avons, du reste, dans notre littérature, un exemple célèbre à l'appui, celui d'un petit croquant de bonne bourgeoisie parisienne comme Paul Hervieu : j'ai nommé Jean de La Bruyère. Sur les prérogatives des ducs et pairs, sur les questions de tabouret et les contestes de blason, La Bruyère ne vaut certes pas Saint-Simon. Mais trouvez-vous que l'humble salarié des Condé soit fort au-dessous du grand seigneur, quand il s'agit de peindre au vif la foule illustre des *Mémoires* et quand il nous donne à leur sujet : *De la Cour, Des Grands, Des Biens de fortune*?

Que M. de Curel ait protesté contre certaines duretés de Paul Hervieu à l'égard des milieux mondains et qu'il ait, en regard, montré les hautes et fortes vertus de sa caste, rien, assurément de plus généreux et de plus légitime. Seulement où son plaidoyer dévie, c'est lorsqu'il tourne au réquisitoire et veut disqualifier le témoin en raison de ses origines.

Que dis-je, M. de Curel va plus loin. Il en arrive à dénoncer Paul Hervieu comme un pratiquant des ridicules

mêmes ou des méfaits qu'il flagelle. Ainsi *Peints par eux-mêmes* n'est visiblement, sauf les épisodes passionnels, qu'une âpre satire du snobisme mondain. « Snob, vous-même ! » crie M. de Curel à Paul Hervieu, sans d'ailleurs ajouter à son cri trop de preuves. *L'Armature*, d'autre part, constitue, avec les *Biens de fortune* de La Bruyère, ce qu'on a écrit de plus cinglant, de plus corrosif contre la diabolique puissance de l'argent dans la société. Mais M. de Curel n'en verra pas moins dans ce redoutable pamphlet qu'un scandaleux hommage au Veau d'Or.

Le malentendu, au fond, n'a pas de quoi étonner : éternelle mésaventure de tous les satiristes. Vous fustigez dans un roman, dans une pièce, un travers, un vice. Vous voilà aussitôt taxé de complicité avec ce travers ou ce vice. Le mot d'ordre de la société, c'est : « Chut ! ». Gare à l'auteur qui l'enfreint. Les bassesses ou les tares qu'il révèle rejailliront sur lui comme la boue sur le balai. Mufle, immoral, anarchiste, calomniateur, depuis d'Aubigné, en passant par Molière, jusqu'à Balzac, toujours les mêmes épithètes qui l'attendent. Baudelaire seul peut-être avait là-dessus prévu son sort, inscrivant en épigraphe au titre des *Fleurs du mal* les vers fameux des *Tragiques* :

On dit qu'il faut couler les exécrables choses
Dans le puits de l'oubli et au sépulchre encloses,
Et que par les escrits le mal ressuscité
Infectera les mœurs de la postérité ;
Mais le vice n'a point pour mère la science
Et la vertu n'est pas fille de l'ignorance.

Précaution qui, du reste, ne l'empêcha pas d'être traîné en correctionnelle et dûment « salé ». Mais en matière littéraire, la voix du ministère public n'est pas sans appel. Et j'ai idée que *Peints par eux-mêmes* ou *l'Armature* survivront aux censures de M. de Curel comme *Madame Bovary* ou *les Fleurs du mal* aux conclusions de M. Pinard.

En dirons-nous autant des pièces de Paul Hervieu? M. de Curel ne nous laisse sur leurs chances de durée que de bien précaires espoirs, atténuant d'un cruel peut-être l'immortalité qu'il leur promet. Ici la plus grande circonspection s'impose, car quoi de plus fécond en illusions d'optique que les

prédictions sur la durée des œuvres théâtrales? Qui, par exemple, eût deviné, au temps où les Augier occupaient toute la scène de leur éclat, que les pièces destinées à subsister dans l'immense répertoire de leur époque, seraient probablement *la Parisienne*, *les Corbeaux*, et quelques comédies de Meilhac et Halévy ?

La Course du Flambeau, *la Loi de l'Homme*, *l'Énigme*, qui ne connurent leur vraie fortune et ne prirent leur vrai rang qu'avec le commencement du vingtième, se joindront-elles un jour à cette glorieuse liste? M. de Curel a certes le droit de ne pas s'engager sur ce point, puisque ne s'est pas encore écoulée la trentaine d'années au bout desquelles s'accuse généralement ou la pérennité ou la décrépitude d'une pièce.

Mais où la malice de l'auteur des *Fossiles* me paraît s'égarer, c'est dans ses aperçus sur le style de ces œuvres magistrales. A en croire M. de Curel ce serait un style endimanché qui se faisait beau pour « aller dans la tragédie », tel un courtaud de boutique pour aller dans le monde. D'où il faudrait conclure ou bien que Paul Hervieu reniait comme un charabia trivial tout le style de ses œuvres précédentes, dont chacun sait pourtant la haute tenue et l'art raffiné. Ou bien que la tragédie lui apparaissait comme un genre de gala où il importait d'arborer l'enflure et la grandiloquence. En réalité, Paul Hervieu ne commit ni l'une ni l'autre de ces erreurs.

Le ton « simple et naturel » que préconise au théâtre M. de Curel, rien n'eût été plus facile à l'auteur de *l'Énigme*, comme le démontreront plus tard ses lettres d'un tour si libre, si familier, et comme l'attestait journellement l'aisance aiguë de sa conversation. D'autre part, avec cette perspicacité pratique que donne aux maîtres le sentiment de leur supériorité et des concessions à faire pour rendre cette supériorité accessible au public, il n'ignorait aucun des avantages scéniques que lui eût rapportés un dialogue plus proche du dialogue coutumier.

S'il renonça à ces facilités et à ces revenants-bons, ce ne fut donc pas, comme suppose M. de Curel, par une vénération didactique et quelque peu puérile pour le genre qu'il exerçait. Ce fut — et je parle non sur hypothèses, mais sur confidence

— par un double respect pour l'idéal dramatique qu'il s'était créé et pour les sujets qu'il traitait.

Pensant laborieusement, comme tous ceux qui pensent d'une façon personnelle, arrachant une à une ses idées des profondeurs de la réflexion, une fois sa pensée au clair, il lui voulait une expression digne d'elle, la forme la plus strictement adaptée et la plus noble. Puis, en outre, comme le plus souvent il imaginait des cas et des caractères au-dessus du commun, leur prêter l'abandon de notre langage journalier, nos bavardages, nos badinages, lui eût paru plus qu'une faute de goût, une faute de vérité, bref, une sorte de tricherie.

Périlleuse conscience, puisque même dans les menues répliques du dialogue, à moins de rompre l'unité du ton, elle forçait Paul Hervieu à garder l'accent altier et guindé des épisodes principaux. Cela choquait chez certains spectateurs l'instinct du réalisme. D'autres souriaient, demandant où l'on s'était jamais dit bonjour ou bonsoir comme cela. Et les critiques accusaient l'auteur d'affectation, de maniérisme...

Paul Hervieu, tout imbu de son idéal, ne se fit jamais à ces reproches : « Quoi ! s'écriait-il, parce que j'écris en prose, je n'aurais pas le droit, sur la scène où l'on joue Corneille, Racine, Victor Hugo, de parler autrement qu'Henry Monnier ou monsieur... »

Et il citait des contemporains, dont ma discrétion taira les noms...

Mais il va de soi que celui de M. de Curel n'y figurait pas. Aussi, quand je cherche les raisons de l'étrange désaccord entre l'auteur de *la Fille sauvage* et son prédécesseur, j'en viens à penser que toute son explication réside dans une petite phrase du discours de M. de Curel : « Je n'ai rencontré Paul Hervieu qu'une ou deux fois. »

Oui, voilà le mal. Il n'eût fallu, pour l'éviter, que quelques fois de plus.

Écrivains de large envergure, rivaux mais aux mêmes régions de l'art, s'ils s'étaient davantage connus, tous deux étaient faits pour se comprendre, et pour s'aimer presque.

***

Vous vous souvenez peut-être qu'il y a quelque six mois je

vous signalais l'espèce de chaos et d'anarchie que présentait le roman actuel. Ni tendances déterminées, ni écoles fixes, mais une surabondance de tentatives variées, en tous les genres : réaliste, psychologique, sentimental, etc. J'espérais que, peu à peu, de cette surabondance même, comme nous l'avions vu pour les poètes, se dégageraient des lignes plus saisissables, une orientation plus marquée. Rien n'en a été, et au bout de six mois, nous avons une situation inchangée : chacun tirant de son côté au mieux.

L'inverse semblerait plutôt vraisemblable ; et cette dispersion se comprendrait mieux chez les poètes que nous verrions sans étonnement éparpillés par le souffle de l'inspiration aux quatre coins du ciel littéraire ; tandis que les romanciers, tous soumis aux mêmes devoirs d'observer et de composer, nous paraîtraient plus aptes aux théories ou groupements d'école. Mais les faits sont là. Trois ou quatre jeunes poètes que rassemble l'identité de leurs préférences ou de leurs aversions, voilà une revue qui se crée, une esthétique qui s'édifie, une école qui se fonde. Le romancier au contraire sera presque toujours un isolé, suivant son tempérament propre et ne professant de doctrines qu'une fois son œuvre achevée, quand encore il lui arrive de bien savoir comment et pourquoi il accomplit cette œuvre.

Prenons la période de 1820 à 1850, les illustrations du roman d'alors : Balzac, Dumas, George Sand, Stendhal. Chacun opère à sa guise, sans se soucier du voisin ; et c'est seulement sur la fin de sa vie, que Balzac s'apercevra de Stendhal.

Sous le second Empire, mêmes constatations. Un J.-J. Weiss pourra se créer une notoriété éphémère par son article sur la *Littérature brutale* où il masse pêle-mêle Dumas fils, Feydeau, Flaubert -- et frapper par là le public qu'impressionnent toujours les synthèses à dehors philosophiques. Mais le rapprochement ne tient pas debout. Dumas est un dramaturge romantique mâtiné d'un moraliste qui s'ignore encore. *Fanny* est un accident heureux dans l'œuvre de Feydeau. Flaubert est un créateur et un maître.

L'influence même de *Madame Bovary* reste nulle pendant des années.

Champfleury essaie bien d'inventer le « réalisme », mais ses tristes romans nous montrent toute la distance de la conception à l'exécution. Et les ouvrages de Duranty, son féal, quoique présentant plus de valeur, n'aboutissent, par la pauvreté de la forme et la vulgarité minutieuse des détails, qu'à l'avortement obscur.

Il faut attendre sept ans, jusqu'en 1864, pour noter avec *Germinie Lacerteux* un premier choc en retour de la secousse qu'a imprimée *Madame Bovary* au roman français, car les autres ouvrages des Goncourt : *Charles Demailly, Sœur Philomène, Renée Mauperin* sont bien plus près de Duranty que de Flaubert.

En 1863 Flaubert reparaît, mais se détachant lui-même de sa première voie, c'est avec un roman historique : *Salammbô*. Et à ce roman historique c'est en 1867 un roman réaliste des Goncourt qui répond : *Manette Salomon*. Et l'année d'avant, ç'a été Victor Hugo abordant le roman humanitaire avec *les Misérables*.

Cependant Zola débute. Par quels romans? Des livres marqués de Flaubert, de Goncourt? Nullement. Des feuilletons mélodramatiques comme *les Mystères de Marseille, Madeleine Férat, Thérèse Raquin, la Confession de Claude*, ou de petits récits bénins comme *les Contes à Ninon*.

Alphonse Daudet débute aussi. Mais sous l'égide de quel maître? De Charles Dickens. Et c'est *le Petit Chose*, et ce seront *les Contes du Lundi*.

Enfin, en 1870, paraît *l'Éducation sentimentale*. Pour Flaubert cela ne représente qu'un roman de plus, après deux autres, sans préméditation de bouleversement littéraire ou de création d'école. Pour toute une génération de romanciers, cela va être néanmoins le grand modèle, le roman-type quant à la forme, la composition, les développements. La Bible naturaliste est née.

Zola ne fait pas qu'en partir pour commencer les Rougon-Macquart. Il en tire les éléments d'une doctrine, il y trouve le point de ralliement d'une école. Neuf ans plus tard, comme Victor Hugo lançant *la Muse romantique*, Zola et ses adeptes publient, avec un défi insolent à la critique, *les Soirées de Médan*. Pour la première fois, dans notre littérature, le roman

se présente publiquement avec des cadres disciplinés, une esthétique officielle, une direction accusée.

Mais ce ne sont là qu'apparences. Ni Goncourt, ni Alphonse Daudet ne figurent dans *les Soirées de Médan*. Et quant à Flaubert, malgré son affection pour Zola, il ne cesse, dans ses lettres, de s'indigner soit contre ses prétentions de chef d'école, où il ne voit qu'offenses à l'art et publicité, soit contre le vague de ses théories.

Dix ans plus tard, d'ailleurs, le temps lui donnait raison. Le roman psychologique reparaissait. Le groupe de Médan s'était dissocié. De tout ce bruit et de toutes ces polémiques, ne subsistait que ce qui eût eu pareillement surnagé sans programmes ni doctrines : quelques livres, quelques noms — ceux des plus forts.

Et si l'on envisage la suite, elle confirme ce que nous a appris le passé sur les destinées du roman français : ni dogmes, ni écoles, mais de-ci de-là un tempérament de romancier ou de conteur qui se révèle, fait date, grandit, selon son instinct, ses moyens, ses dons — en attendant le suivant.

De ces intermittentes apparitions d'étoiles nous avons eu deux exemples récents en la personne de M. Georges Duhamel et de M. Pierre Benoit. Nous vous en citerons peut-être un autre tout à l'heure.

Mais dans l'intervalle, on peut distinguer un certain nombre de jeunes romanciers qui, n'ayant pas encore atteint au succès éclatant, n'en méritent pas moins et la lecture de ce qu'ils ont donné et l'espoir de ce qu'ils donneront.

Voici d'abord un groupe de psychologues qui, sans constituer à proprement parler une école, peuvent être rapprochés pour leurs affinités sociales, leur classicisme, leur sobriété, leur culture, leur élégance : M. Gilbert de Voisins, M. Jean-Louis Vaudoyer, M. Émile Henriot.

Si je ne m'attarde pas beaucoup au premier, ce n'est pas mésestime pour ses deux derniers romans : *le Mirage* et *l'Esprit impur*, l'un où il nous dépeint un type amusant et attendrissant de mari un peu timbré, l'autre où il nous conte l'angoissante et lente agonie d'un homme que poursuit la phobie de la démence. C'est plutôt en raison du grand cas que je faisais de ses deux remarquables romans : *le Bar de la Fourche*

et *l'Enfant qui prit peur*. Il y avait là une sensibilité, une profondeur, et je dois le dire, un soin, que j'ai eu le regret de ne pas retrouver au même degré dans ses récents livres. Je préfère donc une autre occasion pour vous parler de ce romancier qui compte déjà et sur qui nous pouvons compter.

M. Jean-Louis Vaudoyer et M. Émile Henriot se ressemblent sinon comme deux frères du moins comme deux cousins germains. Tous deux ont débuté par la poésie, par des vers raffinés et élégiaques, publiés en délicates plaquettes. Tous deux professent les mêmes goûts les plus antinomiques : le culte du classicisme le plus strict et celui du modernisme le plus ballet russe, l'amour des élégances les plus surannées et celui du chic le plus dernier cri. Tous deux écrivent en un style châtié, ennemi du faux éclat, comme de la vaine pompe. Tous deux ont pareillement subi l'influence de M. Anatole France. Tous deux, comme l'auteur du *Lys Rouge*, chérissent l'art, l'amour, l'Italie. Et s'il fallait absolument les différencier, on pourrait dire que M. Henriot est plus 1820 que M. Vaudoyer, et M. Vaudoyer plus second Empire que M. Henriot.

C'est du reste effectivement un personnage second Empire autour duquel gravitent les chapitres des *Permissions de Clément Bellin*, le nouveau roman de M. Vaudoyer. Une sorte de duchesse de Castiglione dont la beauté sauvée des ans à force de sortilèges secrets, garde quand même, malgré sa fraîcheur factice et ses atours modernes, comme l'aspect d'un Constant Guys. En fait, l'éblouissante madame Contale, dont Clément Bellin s'est follement épris au cours d'une permission, a passé la soixantaine. Mais à l'instar de la duchesse sa devancière, comme elle ne s'est donnée à Bellin que dans l'obscurité, celui-ci ignore tout de son état civil. Et par bonheur, un obus le tue avant qu'il ait pu apprendre l'âge de sa divine bien-aimée. Je dis par bonheur, l'auteur ayant pris ce quiproquo, sinon au tragique, au pathétique, et laissant aux mauvais esprits la responsabilité d'en sourire. Telle quelle, l'histoire n'en est pas moins pleine de grâce, abondante en traits ou en personnages pittoresques, et d'un agrément constant. Mérimée en eût fait une nouvelle. Maupassant un conte. Tout augmente ! Seulement ici, il n'y a pas à se plaindre.

Valentin, de M. Henriot, est — à ce prénom-titre vous l'avez déjà deviné — un émule d'*Adolphe*. Comme sujet, l'analyse impitoyable, tenace et dénudée d'un cas de passion s'alliant à un cas de conscience. Nul détail physique, nul portrait des héros, trois cœurs aux prises, presque sans corps. Deux de ces cœurs sont deux amis étroitement unis, le troisième une femme, maîtresse de l'un, puis devenant, après une héroïque résistance, maîtresse de l'autre. Vous voyez le drame. Les épisodes nous en sont retracés par M. Henriot d'une façon serrée, rapide, poignante, dans une langue dépouillée de toutes fioritures, et rien de plus curieux que le contraste entre la froideur classique de ce style et la véhémence romantique des personnages. Le livre n'a sans doute pas l'âpreté ni la généralité d'*Adolphe*, mais il dépasse de beaucoup en portée et en émotion *l'Instinct et le Souvenir*, le précédent roman de M. Henriot, et il fait au jeune romancier grand honneur.

Puis en regard de ce trio de psychologues n'évoluant que dans le sentiment et les parages mondains, voici un duo de réalistes populaires, j'entends ayant choisi pour cadre les faubourgs et pour héros de petites gens, sinon pis : M. Alfred Machard et M. Francis Carco.

Trique, gamin de Paris, forme le tome neuvième de cette série que M. Alfred Machard eût pu, tel Ratisbonne, intituler la *Comédie enfantine* et qu'il a dénommée plus ambitieusement : *l'Épopée au Faubourg*. Vous y retrouverez avec leur candeur, leurs bravades, leur langage stéréotypé, toutes ces mômes et tous ces lardons dont M. Alfred Machard s'est institué, avec M. Poulbot, le peintre breveté ; c'est-à-dire beaucoup de verve, beaucoup de vérité, beaucoup de talent. Cependant, pour être sincère, M. Alfred Machard me semble sur une pente dangereuse. A ce train, ses *Cent gosses* du début ne tarderont pas à devenir les *Cent mille gosses*. Il tourne au père Gigogne. Et à se borner continûment aux mêmes personnages, il finira par se répéter, si ce n'est déjà fait. Figurez-vous Victor Hugo, après le succès triomphal de Gavroche, s'obstinant à ne plus nous offrir que des gavroches ; fatalement, un jour ou l'autre, il aurait rebuté le lecteur. En se confinant sans répit à la hauteur de Nénesse, de Titine

ou de Trique, M. Machard court les mêmes risques. Il sait voir, entendre, décrire. Qu'il ferme donc sa nursery en plein vent et qu'il nous donne désormais, sur d'autres sujets, d'autres types, les bons livres que nous espérons de lui.

M. Francis Carco a commencé comme Huysmans par des croquis parisiens intitulés *Instincts*, et continué comme Charles-Louis Philippe par la peinture des apaches et de leurs compagnes. La présentation de ces personnages m'est difficile, non qu'ils aient choqué ma pudeur, mais parce que la politesse me commande de vous croire sur ce chapitre plus chatouilleux que moi. *Instincts*, le titre du premier livre de M. Carco pourrait, d'ailleurs, servir de titre général à tous ses autres livres, car ce qu'il a voulu nous y décrire, ce sont, au sein même de la civilisation et de l'ordre, des héros quasiment sauvages et n'obéissant qu'aux impulsions de la primitive nature. En quoi il diffère de Charles-Louis Philippe, sans le surpasser, car si *Bubu de Montparnasse* nous offrit également des personnages crapuleux et des milieux louches, la description de ces personnages et de ces milieux ne formait pas le but unique de l'auteur. Elle n'était pour lui qu'un moyen d'attirer la pitié sur certaines misères, l'attention sur certain péril social ; et Louis Philippe s'y montre bien moins un adepte du naturalisme qu'un disciple du Tolstoï de *Résurrection*.

M. Francis Carco, quoique n'étant dénué, quand il le faut, ni de générosité, ni d'émotion, goûte évidemment un plaisir plus direct au maniement de ses personnages ; et c'est vraisemblablement à la sympathie amusée ou attendrie de leur auteur que ceux-ci doivent tant de relief et de vitalité. Somme toute, ils ont rencontré en M. Carco un annaliste fidèle, ingénieux, hardi, doué d'une « patte » énergique ; et pour peu que vous ne soyez pas trop collet monté, je vous engage à lire leurs diverses aventures, depuis le singulier *Jésus-la-Caille* jusqu'aux *Malheurs de Fernande* et aux *Innocents*. Ce sont partout des récits attachants ou comiques, ou dramatiques, qu'un humour presque permanent élève au-dessus du plat réalisme. Pourtant je crierais volontiers à M. Carco le même casse-cou qu'à M. Machard. Les petits bars, les hôtels borgnes, tout le grouillement des bas-fonds, sujets aussi dignes de

l'artiste que tant d'autres, mais à condition de ne pas s'y enliser et de se rappeler qu'ici-bas, dans la vie, dans la société, il n'y a pas que les grinches, les filles et les conflits de leurs instincts farouches.

Et pour finir, voici un « isolé », M. Marcel Proust, avec *Du côté de chez Swann* et *A l'ombre des jeunes filles en fleurs*, deux romans tellement bizarres, tellement émancipés de toute discipline, bref, tellement anormaux qu'on s'épuiserait à en dire tous les défauts, toutes les étrangetés et qu'on se perd même à y vouloir choisir.

D'abord leur masse que je qualifierai d'éléphantiforme, car ces deux volumes à eux deux représentent bel et bien, typographiquement, sept ou huit romans de la dimension courante. Et M. Proust nous en annonce sous presse trois autres de même taille. C'est le record des six mille pages de *l'Astrée* battu !

Ensuite leur minutie qui dépasse en raffinements les pires tortionnaires de la psychologie. Deux maîtres, dont l'œuvre a certainement influé sur M. Proust, Dickens et Tolstoï, nous indisposaient souvent par la lenteur de leurs récits et la ténuité de leurs remarques. Auprès de M. Proust, il font figure de trains-éclairs. Au bout de cent pages, on récapitule ce qu'on a lu : on se trouve avoir suivi une promenade ou assisté à un déjeuner. C'est plus que de la psychologie au microscope ; c'est de la psychologie en pellicules de cinéma, où un pas, un geste se décomposent en vingt clichés.

Ensuite le style, d'une correction presque toujours absolue, mais offrant des enchevêtrements, des puzzles tels que les plus aguerris s'y reprennent à deux fois sur chaque phrase. A croire que M. Proust, en s'exerçant à pasticher Saint-Simon — et avec quel brio ! — a contracté le germe de la période interminable et des incidentes casse-tête.

Enfin, les négligences allant par endroits jusqu'au rabâchage, comme par exemple, au tome II, où page 426 nous apprenons que « les rêves du héros se trouvèrent libres de se reporter sur telle ou telle des amies d'Albertine et d'abord sur Andrée ». Puis à la page 433, que « ses rêves se retrouvaient libres de se reporter sur telle ou telle des amies d'Alber-

tine et d'abord sur Andrée ». Ce qui, la seconde fois, manque un peu d'imprévu.

Quant au sujet de ces pachydermiques volumes, oh ! des plus simples, un souffle, un rien : *1re partie* : le héros, un petit garçon de vieille bourgeoisie, s'amourache à la campagne d'une petite voisine, mademoiselle Gilberte Swann ; *2e partie* : histoire méticuleuse de la liaison qui a précédé le mariage de madame Swann et de M. Swann, parvenu mondain de haut bord, membre du Jockey ; *3e partie* : divers rapprochés avec Gilberte, puis rupture; *4e partie* : séjour à la mer, amourette avec une petite jeune fille du nom d'Albertine, et flirts vagues avec ses compagnes. Et c'est tout.

Eh bien, après cet éreintement carabiné, je vous étonnerai fort en vous déclarant qu'avec le *Jean Barois* de M. Martin du Gard paru en 1913, les deux volumes de M. Proust forment, à mon avis, une des œuvres les plus intéressantes, les plus captivantes, pour ne pas dire les plus importantes qui aient vu le jour en ces dernières années.

Ils sont le contraire de tout ce que j'aime : ordre, choix, sobriété. Techniquement parlant, ils n'existent pas, sont construits en dépit de tout bon sens et de toutes règles — ni romans, ni mémoires, ni recueil de maximes — des hottes à souvenirs et à impressions plutôt que des livres.

Mais qu'importent les fautes de métier, si en arrière on trouve quelqu'un, une âme, une sensibilité personnelle, une intelligence vive et libre? Et c'est le cas pour M. Proust.

Dans ces neuf cents pages de texte archi-serré, presque pas une seule de médiocre, presque pas une seule qui ne charme l'esprit, qui n'émeuve, qui ne fasse sourire. Il n'est pas jusqu'au style même dont les méandres et les contorsions ne s'achèvent à chaque instant en un tour piquant, un mot qui frappe, une image neuve, un trait d'écrivain. Ajoutez-y, sauf quelques silhouettes un peu conventionnelles et vulgaires, comme la vieille bonne Françoise ou le jeune cuistre parnassien Bloch, toute une galerie de silhouettes mondaines, égalant pour la finesse ou le relief, les meilleurs portraits de *Guerre et Paix*. Ajoutez un sens délicat des sites, de la nature. Enfin, une grâce osée à peindre les amours puériles comme je ne m'en rappelle d'analogues que dans le déjà nommé

Guerre et Paix ou dans le joli livre de M. Larbaud, *Enfantines*. Et vous comprendrez comment, en nous donnant tant de mal, M. Proust peut nous donner tant de plaisir.

Tout ce que je reprocherais à l'auteur de *Swann* ce ne sont pas ses travers de technicien qui me semblent irrémédiables, ce n'est pas l'espèce de paresse artistique dont ils témoignent ; ce serait plutôt certaines faiblesses dans les tonalités de ses récits.

Il y a là dedans, en mainte remarque, en mainte observation, en maint souci, comme du poussiéreux, du désuet. Le snobisme même qui imprègne ces pages, quoique l'auteur s'en défende, date déjà, paraît 92, Sagan, cordon de moire noire ; et quelque chose des préjugés bourgeois d'alors plane sur toute l'œuvre.

M. Proust alléguera que c'est de l'histoire. Mais précisément, ce qui caractérise l'histoire, c'est de nous donner la sensation du révolu et non du démodé.

Souhaitons donc que dans ses prochains livres, M. Proust arrive rapidement à notre époque. Car au contact de l'heure actuelle, il perdra certainement cette buée archaïque, ce je ne sais quoi de vieillot qui ternit un peu ses récits.

***

Le titre de *l'Indiscret*, de M. Edmond Sée, que le Théâtre-Français vient de reprendre avec un vif succès, est assez amphibologique. Il fait croire à une comédie de caractère, quand c'est une comédie de sentiment qui nous attend. Le héros n'est pas indiscret par tempérament, mais par occasion ; ses indiscrétions ne proviennent pas du besoin de parler, de briller ; elles ne sont que des exutoires à ses joies ou à ses douleurs de cœur. En réalité, il ne trahit pas, il déborde. D'où un certain trouble chez le public qui, sur la foi du titre, ne demande qu'à rire de ses indiscrétions — traits de caractère — puis reste surpris de ses exaltations tragiques — traits de passion.

Par contre, l'héroïne semble un personnage moins défendable puisqu'elle ne s'avise de l'indiscrétion de son amant et ne s'en révolte que dans l'instant où elle se dispose à le tromper. Les protestations qu'elle élève au nom de son honneur menacé

ne représentent que des échappatoires vers une aventure nouvelle. Dans ses griefs, elle a tout le comique du loup se plaignant de l'agneau. Sa rouerie risque de faire sourire. Et en tout cas, elle n'émeut pas.

Mais tous ces légers défauts disparaissent sous la sincérité, l'humanité, la chaleur dont est animée la comédie de M. Sée. C'est une de ces pièces comme en produit seule la jeunesse, une œuvre où un cœur s'avoue, se vide, et dont les cris comptent dans le répertoire de la douleur humaine.

Certains ont trouvé odieux ce jeune chérubin en contravention avec tous les usages du monde et de la société. Cela tient peut-être à ce qu'ils ignorent combien l'amour peut rendre anarchiste. Qu'eussent-ils dit de Pouchkine, qui, en plein Opéra, en pleine première loge, mordait, dans une crise de jalousie, l'épaule nue de sa perfide maîtresse?

FERNAND VANDÉREM

P. S. — Les concours de tragédie-comédie au Conservatoire ont présenté cette double particularité d'être universellement déclarés médiocres et de déclencher sur les concurrents une avalanche de lauriers : trente-trois candidats primés sur cinquante.

Il est vrai que beaucoup des concurrents mâles ayant perdu quatre ou cinq années au front, il s'agissait, vu la limite d'âge, de les couronner au plus vite, si l'on ne voulait pas qu'ils quittassent la maison, dénués de tout diplôme. Et du moment qu'on y allait si largement avec les messieurs, comment, sans manquer à la galanterie, se montrer pingre envers les dames? Au résumé, de part et d'autre, ce qu'on appelait, en 1914, des prix de guerre.

Il faut aussi noter la haute équité de M. Lafferre n'hésitant pas à repêcher d'autorité trois infortunés candidats, omis sur la liste de concours. Ce repêchage a été accueilli par ce que l'*Officiel* nomme des « mouvements divers ». Néanmoins, nous avons désormais, rue de Grenelle, plus qu'un grand-maître : un maître. Et comme il est écrit au livre de *Samuel* : « *Rex erit super nos, et judicabit nos rex noster, et egredietur ante nos.* »

Parmi les lauréats, je signalerai M. Drain, qui jouera agréablement les Barré, mademoiselle Renard qui a une bien belle voix et une bien belle auto, et mademoiselle Renaud qui marque déjà de la personnalité et à qui je crois de l'avenir.

F. V.

L'ÉVOLUTION DU JAPON

SA PUISSANCE ÉCONOMIQUE

Depuis des mois, le monde, de toutes ses forces encore organisées, se débat, lutte pour un renouveau d'équilibre, un aboutissement de paix, d'une paix toute de reconstitution rapide. Dans l'immense dénuement de l'Europe, son épuisement économique, une production intensive, tant agricole qu'industrielle, est immédiatement nécessaire : production pour les besoins intérieurs, mais aussi pour les besoins extérieurs, pour les marchés autrefois tributaires des industries de l'Entente, des marchés capables de l'aider à revivre, à reconstituer ses réserves financières.

L'Angleterre, pays exportateur par excellence, dont l'outillage n'a pas été atteint durant la guerre, s'est lancée en avant sitôt l'armistice signé. Manchester, la grande cité des filatures, des tissages, qui couvre le monde de ses cotonnades, a fait ses offres habituelles à ses grands clients, l'Inde et la Chine. Or, Inde et Chine, surtout l'Inde, ont fort peu répondu : un nouveau fournisseur avait surgi depuis peu de temps, un concurrent que la lutte d'Europe — le *harakiri* des grandes nations de race blanche — a grandi à un degré que peu de gens encore soupçonnent.

Oui, il s'est levé, dans l'Orient lointain, un nouvel empire, une vigoureuse nation, qui se développe fébrilement, dans l'enthousiasme, l'orgueil légitime de sa rapide croissance, du « potentiel » que représentent ses 75 millions d'âmes.

Cet empire, c'est le Japon, la terre de la déesse Soleil, ardente, vivifiante, reine de l'Asie, — reine du monde un jour, pensent secrètement ses fils. L'emprise économique du Japon, durant la guerre, ne s'est pas confinée à la Chine, à l'Indo-Chine, aux Indes néerlandaises et à l'Inde anglaise ; elle s'est étendue jusqu'en Afrique australe, jusqu'en Amérique, le sud-Amérique surtout. L'Europe elle-même, l'Angleterre principalement, a été touchée sur son propre sol, dans l'industrie de la bonneterie en particulier — bonneterie de soie, mais aussi de coton.

Le cri d'alarme vient d'être jeté par les Chambres de commerce. Le *Times* du 12 avril dernier va jusqu'à dire que la concurrence japonaise, en ce qui concerne la lingerie de coton, est un désastre véritable pour le marché intérieur anglais. La situation apparaît si sérieuse, en ce qui regarde surtout les grands marchés de l'Orient aux centaines de millions de clients, que le Gouvernement est sommé par les industriels du Lancashire d'avoir à constituer, d'urgence, une mission de spécialistes qui s'en irait enquêter sur les marchés de l'Inde et d'Extrême-Orient.

N'est-il pas impressionnant cet exemple d'une menace aussi directe, venant de si loin, à l'industrie anglaise, à la si puissante industrie des textiles, menace surgissant d'un nouveau-né dans le monde économique, d'un insulaire si pauvre, si dénué de moyens il y a vingt ans encore, un nouveau-né qui entend brûler les étapes d'une croissance normale, qui aspire à un développement de géant?

Mais c'est aussi l'Amérique qui s'émeut : les États-Unis envoient en Europe une mission spéciale de l'industrie cotonnière, parce que « les progrès rapides de l'industrie textile japonaise ont créé de ce côté une situation difficile en France, en Belgique, en Russie et en Angleterre (New-York, 18 mai) ».

Il devient donc particulièrement intéressant et utile de faire connaître au public français, en un résumé précis, toute l'étendue de l'effort économique japonais, de ses réalisations ces dernières années, depuis 1914 principalement. Il importe également de se résigner, une bonne fois, à considérer dans le Japon autre chose que le pays des bibelots minuscules et

des kimonos fleuris ; il importe de l'envisager sous son aspect réel, son indéniable métamorphose en puissance économique, en puissance politique aux ambitions illimitées ; une puissance avec laquelle il faudra de plus en plus compter.

Telle est la réalité ; rien ne servirait de chercher à s'illusionner sur des apparences et même sur quelques faits isolés. Une longue étude d'un diplomate à ce sujet, récemment parue, est particulièrement décevante : elle nous rejette dans le passé, dans le Japon de *Madame Chrysanthème*, laisse totalement dans l'ombre, incompris, le puissant avatar réalisé, avec les inquiétantes aspirations nouvelles qui en jaillissent, irrésistibles, violemment impérialistes.

La guerre a permis au Japon de développer son commerce, ses industries, sa marine marchande à un degré extraordinaire, dépassant toute prévision. Les profits ont été immenses et tout de suite utilisés pour plus de progrès, plus de puissance industrielle.

Les bénéfices énormes réalisés par l'industrie japonaise lui ont naturellement permis d'amortir en totalité ou en grande partie ses dépenses de développement ou de création d'usines, de chantiers, ses dépenses d'exploitations nouvelles, minières, par exemple : ces dernières doivent la libérer de toute dépendance étrangère en ce qui concerne l'*acier*, dont le Japon consomme actuellement 1 200 000 tonnes, tandis qu'il n'en produit que de 550 à 600 000. L'effort a été tel en 1918 que la production a atteint 800 000 tonnes et comme cet effort n'ira qu'en s'accentuant, que de nouveaux gîtes importants sont mis en exploitation, on peut estimer que d'ici quatre à cinq ans elle ne sera pas loin de 1 200 000 tonnes. Cette quantité, d'ailleurs, est déjà envisagée comme un minimum : l'État-Major et la Marine, d'accord avec les métallurgistes, étudient déjà les moyens de produire 5 à 6 millions de tonnes d'acier annuellement.

Le Japon étant pauvre en minerai de fer, c'est la Corée, mais surtout la Chine qui est mise à contribution : au Hou Pé, mines de Ta Yé ; au Chan Tong, mines de Tsïn Ling Tchen ; en Mandchourie méridionale, mines de Pen Hsi Hou et de Ngan Chan Tien. Les gîtes actuellement étudiés de cette der-

nière province réprésenteraient 250 millions de tonnes de minerai. La Mandchourie du Nord serait encore plus minéralisée, et en minerais de toute sorte.

En ce qui concerne le cuivre, le Japon en possède abondamment : sa production est bien près d'atteindre 100 000 tonnes. Il se place maintenant au deuxième rang des pays producteurs de ce précieux métal, dépassant l'Espagne, le Mexique, la Russie.

Il y a encore lieu de signaler l'argent, le plomb, l'antimoine, dont la production devient intéressante, le soufre, qui est très abondant (production de 72 000 tonnes en 1915), et enfin l'or, dont la quantité extraite devient appréciable : 7 500 kilogrammes en 1915.

Quant au charbon, il est abondant et bon marché, parce que facilement distribué par eau à travers la mer Intérieure. La consommation pour les transports et l'industrie a passé de 7 280 000 tonnes, en 1906, à 16 260 000, en 1915.

Un autre combustible important est le pétrole qui s'exploite à Sakhaline de plus en plus. La production en 1915 a atteint 2 568 000 kokus [1]. D'autres gîtes pétrolifères ont été récemment découverts dans l'île de Formose.

La force motrice hydro-électrique jouera aussi, d'ici longtemps, un grand rôle, en raison du nombre considérable de chutes d'eau qui existent dans ce pays partout accidenté.

Le Japon a donc les moyens de fournir à sa population laborieuse de la force motrice à très bon compte. Aussi le nombre de ses ouvriers d'usines et d'ateliers a-t-il passé de 622 000 en 1906, à 910 800 en 1915, et a dépassé le *million* en 1917. Les industries textiles utilisent déjà plus de 600 000 ouvriers et se développent encore considérablement. Le Japon en crée aussi en Chine et veut même en établir en Indo-Chine et jusque dans l'Inde anglaise. Lui qui, il y a dix à quinze ans, ne possédait que quelques centaines de mille broches, en compte à l'heure actuelle 3 millions sur son seul territoire insulaire.

L'industrie de la laine, qu'on ignorait totalement au Japon, il y a encore peu d'années, a compté en 1915 comme chiffre

1. Koku = 1 hectolitre 80.

d'affaires pour 40 284 000 yens[1]; elle fabrique principalement des mousselines, flanelles, serges, draps et couvertures. Les industries du fer, la construction mécanique, inexistantes il y a peu de temps, occupent à l'heure actuelle 120 000 ouvriers au moins. Les industries chimiques, plus de 100 000 ; l'alimentation, 151 000 ; la fabrication du papier, les articles en cuir, bois et bambou pour l'exportation, 85 000. Mais le plus étonnant développement est celui de l'industrie électrique, qui, en 1906 ne comptait que 1 284 moteurs d'une force de 4 063 kilowats, en utilisait 42 000 en 1915 (générateurs à vapeur), d'une force de 137 000 kilowats. Ce chiffre est largement dépassé maintenant, puisque rien qu'en force hydro-électrique, le Japon s'est enrichi d'une production de 760 000 kilowats, atteinte en juillet 1918. En outre, il s'adonne de plus en plus à la fabrication d'appareillages électriques, et durant la guerre, sous le stimulant de la nécessité, il a réussi à construire les machines électriques de grande puissance qu'il achetait encore en Allemagne. Il établit maintenant des dynamos de 10 000, de 12 000 kilowats, et des turbines de 7 000. Aussi a-t-il commencé à exporter sérieusement, sextuplant son exportation en quatre ans.

J'ai fait allusion aux industries chimiques. Le Japon les développe fiévreusement, en ayant saisi toute l'importance tant au point de vue industriel qu'au point de vue militaire. Personne n'a suivi plus attentivement que lui les progrès si homicides de cette guerre. Aussi entend-il se libérer entièrement de toute dépendance étrangère en ce qui concerne toute fabrication d'ordre chimique. Il possède depuis des années des spécialistes éduqués en Allemagne qui, depuis leur retour, se sont attachés à former de nombreux élèves. Le Japon s'est naturellement beaucoup adonné à la fabrication des couleurs synthétiques, à celle des médicaments de toute sorte, et il faudra compter avec lui pour les produits de cet ordre[2]. Il fabrique même, prétend-on, de la morphine pour les Chinois, en remplacement de la pipe d'opium.

En verrerie, il a fait d'immenses progrès, si bien que la Belgique a fini d'exporter désormais des vitres en Chine.

1. Yen = 2 fr. 60.
2. Il a produit, en 1917, 20 000 livres anglaises d'iode et d'iodures.

Mais les vitres, c'est peu de chose : le Nippon peut nous expédier maintenant presque toute la délicate verrerie de laboratoire et jusqu'au thermomètre médical.

Le Japon a résolument abordé l'industrie de l'horlogerie, il produit par milliers montres et pendules. Il imite toutes les quincailleries, fait de la tôle émaillée et a même réussi à exporter, en 1916, pour 12 millions de yens d'articles en fer ou en acier ouvré. Il imite tous nos instruments scientifiques, fabrique des mètres, des balances de précision, des lunettes astronomiques, des jumelles prismatiques, des microscopes. Il fabrique aussi toute sorte de parfums, de savons, y compris ceux de luxe, des liqueurs et même des cognacs [1], ou encore notre vermouth, qu'il se garde bien de boire, qu'il se contente d'exporter. On l'accuse même d'imiter un peu trop facilement les produits de grande marque européens et américains : mais le haut commerce japonais et le Gouvernement réagissent de plus en plus contre ces abus.

Le Japonais essaye d'imiter aussi certaines fabrications, certains tissus de soie pour le goût européen, les velours en particulier et même les rubans. Il est encore loin de nous, mais il poursuivra son initiative avec la patience, la ténacité qui le caractérisent. Sa concurrence est d'autant plus à envisager, pour certains produits, qu'il possède la matière première en abondance. Il a sextuplé sa production de soie grège en quinze ans; et avec la disparition de la sériciculture en France, nous dépendons de plus en plus du Japon. Il y a bien la Chine, mais le Japonais cherche à mettre la main sur la production de ce pays, visant ainsi à devenir, en même temps que le grand producteur, le grand répartiteur mondial de la soie grège. En 1916, il a vendu pour 604 millions et demi de yens de soie brute ou ouvrée, la soie brute exportée aux États-Unis, en France et en Italie comptant pour le chiffre énorme de 267 millions de yens.

Il agit de même en ce qui concerne les oléagineux dont la Chine est si riche en quantité et variétés. Or, cette question des oléagineux est de la plus haute importance, intéresse tout particulièrement Marseille, d'autant plus que l'Angleterre

1. Alors que la culture de la vigne n'existe pas chez lui.

semble devoir se réserver toute la production de l'Inde dont nous étions largement tributaires.

Le Japon a un énorme avantage sur nous du fait de sa proximité de la Chine. Il se glisse partout, va dans la profondeur des provinces, des moindres districts, peut traiter directement avec le producteur, l'acheteur, dont il parle la langue. De plus, le Japonais userait de certains moyens, à l'allemande, qui lui feraient le plus grand tort s'ils se développaient, s'ils ne restaient l'erreur de quelques marchands trop habiles.

On a aussi accusé le haut commerce japonais de viser à l'accaparement des principales matières premières de l'immense Chine par des combinaisons entre les grandes compagnies de navigation et les grands exportateurs japonais. Mais cette tentative, si elle s'est quelque peu matérialisée, ne saurait durer, — ne serait-ce qu'en raison des risques courus par les spéculateurs, et des représailles inévitables. Le Japon en viendra rapidement à une conception plus nette des limites que comporte toute loyale concurrence.

La presse japonaise a commencé, ces derniers mois, une campagne où elle dénonce ces pratiques, ne pouvant les nier. Elle dénonce, en particulier, la tromperie sur la quantité et la qualité des marchandises délivrées aux clients de Chine, d'Australie, des Indes. Elle s'exprime à peu près ainsi : « Une ère nouvelle doit s'ouvrir où l'industriel, le commerçant, l'armateur auront conscience de tous leurs devoirs et tiendront désormais à honneur de laver le Japon d'accusations hélas ! méritées. Au travail donc, dans l'intérêt mieux compris du grand Japon. »

Et il est à l'œuvre, le Japonais, dévorant d'activité, se multipliant. Aussi, son effort sera-t-il puissant, remarquablement continu. Il sera d'autant plus sérieux, cet effort, qu'il sera compact, réunira tous les éléments d'efficacité. Au Japon, en effet, toute l'industrie, tout le commerce, tous les capitaux sont entre les mains de quelques hommes, tels que les Mitsui, les Kuhara, les Assano, les Susuki, les Sumitomo. Ils possèdent les charbonnages, les gîtes métallifères, emmagasinent la production agricole, construisent et

possèdent les navires, les usines; ils sont exportateurs et importateurs de tous produits, et les banques sont leurs banques. Les docks des ports sont leurs docks. Une armée d'artisans, de marins, d'employés de toute sorte gravitent autour de la famille Mitsui. Les employés supérieurs, ingénieurs, chefs d'entreprise, capitaines de navires constituent la « clientèle » de ce clan, au sens romain du mot. Et, roi de la soie, roi du coton, roi des oléagineux, roi du cuivre, tous ces potentats du « business » sont trustés ou se trustent chaque fois qu'il est nécessaire, que l'intérêt général l'exige. Et par qui sont-ils mus? D'où vient le mot d'ordre qui courbe toutes les volontés, éteint momentanément toutes les convoitises particulières? Du Trône, du Palais mikadonal, ou plutôt des vrais gouvernants, des *Genros*, qui restent pendant que ministres passent, qui restent malgré toutes les attaques dont ils sont l'objet depuis quelque temps. D'ailleurs, peu importe qu'ils disparaissent : leur esprit subsistera, l'esprit de toutes les générations d'ancêtres, affolées d'amour pour le Dai Nippon, la Terre sacrée de la déesse Soleil.

Il ne faudrait pas croire toutefois que l'action du Gouvernement soit tracassière, tyrannique : tout au contraire. Elle est prudente, avertie, a le souci de n'être qu'une aide, une protection, la *régulatrice* de tous les efforts dans un but sacré : la grandeur du Japon. Donc, rien de plus tutélaire, de plus efficient que le Gouvernement japonais. De là, dans le travail, sur tout le territoire, entente, unité d'organisation, discipline de l'ouvrier, conscience du devoir ; grèves rares sauf pour injustices flagrantes ou apparaissant telles. Quant à l'industriel, à l'homme d'affaires, il a toute l'audace américaine. La perspective d'une grande perte ne l'arrête jamais: il recommence, refait une fortune, d'autant mieux que le clan s'emploie toujours à le relever.

Le Japon est donc formidablement armé pour la concurrence, étant donné surtout que sa population atteint déjà près du double de la nôtre. Évidemment, il a encore beaucoup à apprendre et à perfectionner, mais il possède les facteurs de succès matériels et moraux : main-d'œuvre nombreuse, à bon marché, croissant rapidement, capable d'adaptation technique rapide, sinon d'effort créateur ; force motrice et transport à

bon marché ; usines, ateliers neufs avec outillage moderne, navires neufs en grande partie, le tout amorti; 3 millions de tonnes de bateaux contre 790 000 en 1914, et le tonnage actuel, avec la multiplication des chantiers, pourra s'accroître rapidement. Le Japon veut obstinément que sa flotte marchande atteigne 5 millions de tonnes dans les trois ou quatre années qui vont suivre, comme il veut, non moins ardemment, que sa flotte de guerre égale un jour la puissance de la flotte anglaise.

Facteurs moraux : homogénéité de la race pour la plus grande masse de la population ; unité de vue, d'objectifs; patriotisme intense, foi en une haute destinée : la domination de l'Asie et même du monde !

En résumé, l'effort industriel et commercial du Japon depuis vingt ans, mais surtout depuis ces dix dernières années, a été remarquablement continu, tenace, comportant tous les sacrifices individuels ou collectifs en vue d'une fin assignée, ardemment poursuivie : la libération progressive du pays, de la tutelle économique étrangère.

Les résultats obtenus sont considérables : le Japon de Loti, le Japon des bibelots, des riens charmants est sur la voie de devenir un vaste atelier, une puissante usine, où la haute métallurgie voisine avec la grande filature de soie ou de coton, la fabrique de bonneterie, de dentelles même; où les tissages de laine, les distilleries des sous-produits de la houille prospèrent à côté de l'humble boutique où se modèlent encore magots et bouddhas, où se peignent éventails et kimonos, dans un contraste impressionnant.

De 1914 à 1917 inclus, l'accroissement de capital japonais placé dans l'industrie atteint, dans ce pays en formation, le chiffre de 2 milliards 200 millions de yens. Fabriques de celluloïd, de carton, de papier européen, fabriques d'articles de bureau, y compris crayons et même la plume-réservoir ; travail du caoutchouc, même pour bandages d'auto ; galvanoplastie, électricité médicale, céramique sanitaire, lunetterie, le petit homme jaune entreprend tout. L'humble artiste d'antan est devenu mécanicien, électricien, verrier, chimiste. Le charpentier, constructeur de barques, rive maintenant de lourdes tôles d'acier sur les chantiers Mitsubichi ou

Kawazaki; et le pêcheur de la mer Intérieure, qui ne perdait jamais ses côtes de vue, court à l'heure présente les océans sur de lourds cargos, de grands paquebots construits de plus en plus à Nagazaki, à Kobé, à Yokohama. Le paysan, au sabot-escabeau, pataugeant dans la rizière, est devenu mineur. Le rendement des mines a doublé entre 1914 et 1917, et la valeur des minerais et métaux exportés en 1916 a atteint 120 432 500 yens.

Mais si le Japonais s'est montré capable de créer rapidement toutes sortes de fabrications inconnues de lui, il y a peu d'années, il n'a pas déployé moins de qualités de volonté, d'esprit de suite et de patiente organisation dans le développement de l'industrie agricole : en ce qui concerne la sériciculture, en particulier, il a obtenu des résultats tout à fait remarquables. Ayant pris soin d'étudier les méthodes Pasteur, et surtout de les appliquer rigoureusement, sans faiblesse, il a réussi à sextupler sa production de soie grège, en moins de vingt ans, alors que la Chine est restée à peu près stationnaire.

Le coton brut que le Japon a produit jusqu'ici, en très petite quantité, devient l'objet de toutes les attentions du Gouvernement et des industriels. La Chine peut en fournir une quantité considérable, mais ce que le Japon veut cultiver, ce sont les variétés à longue soie d'Amérique et d'Égypte. Il a déjà obtenu en Corée des résultats encourageants, et il va poursuivre inlassablement ses expériences, non seulement en Corée, mais en Mandchourie méridionale : il est bien décidé à se libérer de la tutelle américaine et anglaise.

Il veut être, aussi, producteur de laine, ce à quoi il n'avait jamais songé autrefois. Il a introduit différentes races de moutons, dont l'australien, dans son île septentrionale, le Hokkaido. Il va faire de même en Corée et en Mandchourie. Il se pousse aussi vers la Mongolie, où l'élevage du mouton est très développé, mais avec qualité de laine médiocre.

Et ce n'est pas tout : notre ambitieux Japonais veut avoir son lin, son chanvre et son jute, comme il a déjà la soie et espère produire le coton qui lui est nécessaire. Le chanvre pousse facilement partout en Extrême-Orient, surtout dans le Nord. Quant au lin, les expériences faites, ces dernières années, en Mandchourie, sont concluantes : ce textile y pousse facile-

ment, mais la fibre demande à être améliorée par la sélection et une meilleure culture : le Japonais n'y faillira pas. Il cultive déjà le lin belge au Hokkaido. Est-ce qu'il n'a pas réussi en 1916 à exporter 828 000 livres de fil pour dentelle, — de qualité très médiocre, c'est vrai, mais ce n'est qu'un début?

Je signalerai encore les oléagineux, le tabac, le sucre qui attirent de plus en plus l'attention du Japonais : la Mandchourie si vaste et si productive est pour lui un important réservoir de ces produits. La Mandchourie du Sud est le vrai sol à *soja*, le fameux haricot huileux qui s'exportait par centaines de mille tonnes en Angleterre, avant la guerre.

Les essais de culture de betteraves à sucre tentés récemment dans cette même province ont réussi : la betterave a donné un rendement moyen de 13 p. 100. C'est la Compagnie japonaise du Chemin de fer Sud-Mandchourien, — dont les entreprises de tout ordre ne se comptent plus et pourraient être un exemple pour nous, — qui a fait cette expérience appelée à un grand développement. L'usine de traitement des betteraves a été construite à Moukden et achevée en 1917.

Mais c'est à Formose — la grande île qui commande la Chine du Sud et les bords de Shanghaï, donc l'accès à l'immense bassin du Yangtse —, c'est à Formose que le Japon a fait le plus gros effort de production de sucre, — sucre de canne. Cette production s'est si vite développée que le Japonais est, à l'heure actuelle, exportateur de sucre et tend à concurrencer les Philippines et les Indes Néerlandaises. En 1916, il a exporté pour une valeur de 16 421 000 yens rien que de sucre raffiné.

Il est aussi brasseur et grand exportateur de bière dans l'Extrême-Orient. Il s'est instruit à l'école des Allemands, puis les a évincés du marché. Devenu brasseur, il s'est mis à la culture de l'orge et du houblon.

Bref, partout le Japon augmente le nombre de ses produits de culture et surtout tend à en améliorer le rendement et la qualité. Il a créé des écoles, un institut agronomique au Hokkaido, partie du Japon dont le climat se rapproche le plus de nos climats tempérés. Il a créé des fermes-modèles jusqu'en Corée et en Mandchourie. Un vaste plan de transfor-

mation agricole, y compris l'arboriculture, est en voie d'exécution dans tout l'empire.

L'élevage, cette branche de l'agriculture presque ignorée au Japon, il y a peu d'années, a pris un développement remarquable, l'élevage du cheval en particulier, mais aussi du bœuf, du mouton. Il y a des stations d'expériences, des haras, en particulier au Hokkaido. On s'efforce à n'importe quel prix d'améliorer les races indigènes par des reproducteurs étrangers.

Au milieu de ces créations, transformations, améliorations inlassablement poursuivies, le Japonais insulaire ne saurait oublier que la mer est une source inépuisable de richesse ; aussi l'exploite-t-il, depuis quelques années, rationnellement, scientifiquement. Il a créé des écoles de pêche, intensifié la pisciculture, une spécialité des races jaunes ; il a construit des flottilles spéciales de haute mer, à voile et à vapeur, qui s'en vont dans la mer d'Okhotsk capturer la baleine, le phoque, le thon, la bonite, la morue. Ces flottilles sont montées par 48 000 marins. Sur les côtes du Japon, de Chine et de Sibérie, il pêche, en quantité croissante, le hareng, la sardine, l'anchois, le saumon et l'esturgeon. C'est pourquoi l'industrie des conserves de poisson est en voie de développement rapide au Japon.

Il exporte un produit que nous n'avons jamais songé à exploiter : la gélatine des algues marines, le *kanten*, dont il a vendu en 1916 pour 2 460 650 yens.

On voit la multiplicité des entreprises et les progrès réalisés.

Ce résumé de l'effort industriel, agricole et commercial japonais est assez éloquent. Cette nation homogène, d'une vitalité si grande, concurrente économique d'aujourd'hui, de demain surtout, ne mérite-t-elle pas quelque peu notre attention? Je sais bien que la plupart de ses fabrications sont encore défectueuses, inférieures aux nôtres, le resteront même un certain temps, quelques-unes toujours sans doute. Mais qu'importe? L'amélioration se fera graduelle : d'ailleurs l'article moyen, médiocre même, trouve plus facilement preneur parmi les centaines de millions de Jaunes ou d'Hindous. Je sais bien que le Japon est sans grande expérience encore, va trop vite même, dans son zèle de néophyte industriel, d'in-

génieur, de technicien encore insuffisant, et surtout sans intelligence créatrice; mais cette intelligence n'est pas une nécessité, car l'Européen, l'Américain s'évertueront, comme par le passé, à l'initier à toutes leurs inventions.

Naturellement aussi le Japon subira des crises économiques, des crises sociales, en raison de l'avidité des possédants; mais sa vitalité, sa capacité de vouloir et de travail sont telles, son patriotisme, son orgueil aussi, dans le violent désir d'égaler en tout la race blanche, que nous devons nous convaincre qu'il deviendra, d'année en année, un concurrent plus redoutable. Il le sera d'autant plus que sa marine marchande, au tonnage déjà important, est ainsi organisée qu'elle peut transporter au loin à très bon marché.

La guerre lui a aussi permis de prendre pied commercialement en Indo-Chine, dans l'Inde Anglaise, l'Afrique Australe, l'Égypte, l'Asie Mineure, le Centre et le Sud-Amérique, et même l'Europe. Le Sud-Amérique est particulièrement visé en ce moment : il tente un effort considérable tant sur la côte orientale, plus éloignée, Argentine et Brésil, que sur la côte occidentale, Chili, Pérou et Mexique. Ce printemps, deux expositions de produits japonais se tiendront à Buenos-Ayres d'une part, à Rio de Janeiro d'autre part.

Son avenir, son développement total, impressionnant, est aujourd'hui plus que jamais assuré : la Conférence de la Paix, liée par des traités secrets, abandonne le Chantoung aux Japonais et laisse dans l'ombre la question de Mandchourie, d'importance mondiale cependant : toute la Chine du Nord tombe dans la sphère d'influence, l'emprise immédiate du Japon.

Que représente cette Mandchourie? Rien moins qu'une immense région de 810 000 kilomètres carrés (France, 536 000), plus riche encore que le Chantoung dans ses parties cultivées et possédant en outre, dans la moitié nord, un vaste territoire encore inexploité, capable du plus grand développement agricole, pastoral et minier. La Mandchourie a donc une énorme valeur économique d'autant que sa population, très vigoureuse, s'accroît rapidement, atteint déjà près de 20 millions d'âmes.

Il est aussi important de mentionner, en ce qui concerne plus directement l'Europe, que la seule grande voie de communication terrestre, facile et rapide, entre la France, l'Angleterre et l'Extrême-Asie, le Transsibérien, traverse la Mandchourie, que le tronçon-terminus, dit de l'Est chinois, long de 1 700 kilomètres, constitue le seul débouché de l'Europe en Chine. Or, ce n'est plus la Russie effondrée qui domine l'énorme province de Mandchourie et son grand tronçon ferré terminus, mais bien le Japon qui l'en a chassée, comme on le sait et l'occupe virtuellement depuis. Déjà, en 1914, la soie grège asiatique s'est détournée en partie de la voie de mer, a pris le Transsibérien, si bien que Moscou se préparait au moment de la guerre à devenir le marché de la soie en Europe, au détriment de Lyon et de Milan. La Sibérie, ce Canada asiatique, est maintenant considérée dans sa partie orientale, comme sphère d'influence japonaise où l'industriel, le commerçant nippon doivent avoir influence, action prépondérante.

On ne saurait reprocher au Japon sa dévorante activité, son bel effort d'expansion économique, mais nous, Français, devons toutefois nous souvenir que la Russie asiatique, y compris l'Oural, a été surtout développée avec nos capitaux et nos ingénieurs, que la grande voie ferrée reliant l'Europe à l'Extrême-Asie a été en grande partie construite avec ces mêmes capitaux : nous est-il donc possible de nous désintéresser de ces vastes régions aussi importantes politiquement qu'économiquement?

Qu'est le Chantoung? Une vaste province de 30 millions d'hommes, riche en houille et en fer, mais aussi en produits agricoles de toute sorte : céréales, légumineuses, oléagineux, sans oublier ces précieux textiles que sont la soie, le coton et le chanvre. L'Allemagne avait fait un bon choix et c'est un véritable protectorat qu'elle exerçait sur le Chantoung, qu'elle dominait par la construction de la voie ferrée Tsing Tao-Tsinan, celle de Tientsin-Hsu-Tcheou et la mainmise sur les principaux gîtes miniers.

Mais quelle situation découle de la seule maîtrise du Japon sur le Chantoung ? La ligne ferrée Tsing-Tao-Tsinan conduit sur les communications directes de la Chine du Nord avec la Chine Centrale permet de menacer la capitale, Pékin, de

l'*isoler*, même, de l'immense bassin du Fleuve Bleu. On comprend donc l'émotion de la Chine à ce moment, sa profonde inquiétude. Elle se voit virtuellement dépossédée d'un territoire deux fois grand comme la France et pour elle de si grande valeur économique, d'un territoire qui permet au Japon de la dominer politiquement.

Certains m'ont posé la question : « Mais pourquoi cet immense pays de 400 millions d'âmes ne se défend-il pas? » C'est ignorer que la Chine n'est qu'une masse amorphe, inorganique, en crise d'évolution, de croissance, pacifiste dans l'âme, et n'ayant qu'un fantôme d'armée qui serait brisée par le Japon à la première tentative de résistance.

Nous espérons toutefois que le Japon sera généreux puisqu'il se proclame le champion de la paix en Asie, le champion des faibles surtout. Mais ce qu'il nous est difficile d'oublier, nous, c'est que le Japon, cet empire guerrier de 75 millions d'âmes, d'une si belle audace, d'une si grande vigueur, va devenir rapidement, par l'exploitation si directe de la Chine aux immenses ressources, une puissance formidable, politiquement, économiquement : ce n'est plus l'équilibre asiatique seulement qui est rompu, surtout depuis la débâcle russe, mais bien l'équilibre mondial. C'est là une réalité qu'il serait vain de nier.

Le remède existe, mais il faudrait avoir le courage, la patience de l'appliquer : il s'agirait d'aider, de protéger la Chine, nous les grandes nations de race blanche, de la sortir du chaos politique, du chaos financier où elle se débat, s'enlise, d'en faire la « régulatrice » de la paix asiatique, de la paix mondiale, peut-on dire, si l'on sait regarder dans l'avenir. Le Japon pourrait coopérer à cette grande œuvre pacifique, l'activer considérablement ; il en retirerait le suprême bénéfice, lui le voisin immédiat de la Chine, si fortement organisé déjà pour une poussée économique des plus féconde.

J'ai exposé une série de faits, et de ces faits la conclusion est aisée.

Loti a dit : « Petit, vieillot, à bout de sang et de sève, est le Japonais ; j'ai conscience de sa momification qui va bientôt s'achever... » Loti n'est pas allé au delà des appa-

rences : cet émotif a cédé à des impressions, des impulsions sentimentales, au lieu de faire appel à son jugement pour scruter des faits, rien que des faits. Il n'a vu qu'un masque, non le vrai facies, la vraie forme physique, saine incontestablement. Surtout il n'a pas su voir l'âme ardente, si jeune et si puissante de volonté.

Écoutez aussi un Anglais, sir Arnold : « Le Japonais tient plus de la nature de l'oiseau ou du papillon que de celle de l'homme ordinaire. Il ne voudra ou ne pourra jamais prendre la vie au sérieux. » Des oiseaux, des papillons, des enfants ne pensant qu'à leurs jeux, ces Nippons, ardents guerriers, industriels, agriculteurs progressifs. Des papillons, ces profonds réalistes, d'un si bel esprit de suite, attelés depuis vingt ans à une formidable tâche politique et économique de domination asiatique! Des papillons, ces Jaunes débordant de vitalité, trop conscients de leur force présente et future ! Des oiseaux, ces lutteurs qui se poussent sur la scène du monde par tous les moyens !

Nous sommes en présence d'une grande nation, d'une très grande nation en formation rapide. Elle va vite, trop vite même à cette heure, embrasse trop à la fois, mais soyez sûr qu'elle se contrôlera, restreindra d'elle-même, sans tarder, mettra au point ses industries, ses finances pour le développement intensif, le rayonnement mondial du grand Japon. Sans repos, sans faiblesse, sans arrêt, il se poussera de l'avant, le Japonais, dans l'exaltation de son orgueil, de sa foi en de hautes destinées, dans son immense amour, son *fétichisme* véritable pour son sol, celui de tant d'ancêtres valeureux qui jamais ne souffrirent sa violation par un ennemi, quelque puissant fût-il.

Dr A.-F. LEGENDRE

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

LIVRES NOUVEAUX

BREST-LITOWSK,
par **S. Grumbach.**

Prononcée à Berne, devant un auditoire socialiste, cette conférence est d'abord un vigoureux réquisitoire contre la politique des bolchevistes, qui, par leur entente avec le gouvernement impérial, ont fait courir les plus grands dangers aux peuples ligués contre le militarisme prussien. Puis, avec beaucoup de fermeté et une connaissance approfondie de l'action du gouvernement et des partis d'outre-Rhin, M. Grumbach montre que la paix de Brest-Litowsk n'a été qu'une paix de violence, voulue ou acceptée par les diverses fractions de l'opinion allemande. Il n'est pas inutile de rappeler quelle fut l'attitude des prédécesseurs du comte Brockdorff-Rantzau à une époque où les hommes d'État allemands n'étaient pas touchés de la grâce démocratique.

LA PSYCHOLOGIE DE STENDHAL,
par **Henri Delacroix.**

C'est avec raison que l'auteur inaugure l'histoire de la psychologie française au XIXe siècle par l'étude de Stendhal. Celui-ci a un double titre à cette place : créateur de types incomparablement fouillés, l'un des maîtres du roman psychologique, il a aussi analysé en théoricien les passions, l'art, la musique. M. Delacroix rattache justement Stendhal aux idéologues, dont il élargit la méthode; il résume et commente ses idées sur la nature et les caractères de l'amour, à la connaissance duquel ses romans, ses souvenirs personnels et ses travaux d' « idéologie » contribuent également. La psychologie positive peut y trouver des renseignements précieux sur un moment important de la pensée littéraire du siècle dernier et de pénétrantes observations sur les multiples formes de l'amour, en lui-même et dans ses rapports avec la vie sociale moderne. L'excellent livre de M. Delacroix contribuera à dégager les éléments durables de l'œuvre de Stendhal.

LA... ET LA-BAS,
par **Pierre Izambard.**

Le jeune poète de *Là... et Là-Bas* est un combattant : il a vécu l'âpre vie des tranchées, il a vu, à ses permissions, la molle existence de certains civils ou « auxiliaires » de l'arrière. Il a exprimé cette opposition en sonnets symétriques qui constituent une sorte de long dyptique en vers fermes, incisifs, nerveux, avec de réelles qualités pittoresques. Cette trop courte plaquette, illustrée de dessins de Gumery, sera lue avec intérêt : elle contient plus que des promesses de talent.

LE REVERS DE 1914 ET SES CAUSES,
par le **Lieutenant-Colonel de Thomasson.**

L'auteur incrimine à la fois nos institutions politiques, qu'il n'aime guère, l'état matériel et moral de notre armée qu'il a personnellement observé, sans optimisme, enfin et encore le plan initial d'opérations et les à-coups dans l'exécution de ce plan. Le livre intéresse par son accent personnel, un ton mécontent et bougon, des développements clairs pleins de bon sens et de verdeur pittoresque.

TOUTOUNE ET SON AMOUR,
par **Lucie Delarue-Mardrus.**

C'est l'étude d'une âme d'enfant, et naturellement madame Lucie Delarue-Mardrus y excelle. Elle s'entend comme pas une à dégager le pathétique si sincère et si profond que peut contenir un cœur puéril. L'amour de « Toutoune » c'est sa tendresse longtemps malheureuse pour une mère qui la néglige longtemps, jusqu'au moment où ses propres déceptions l'amènent à la comprendre. Le livre est de la plus fine qualité sentimentale.

CONTES A MADELON,
par **Gabriel Timmory.**

Rien de plus amusant que la façon humoristique dont M. Gabriel Timmory accommode les légendes célèbres. Son soldat de Marathon et son Don Juan « dérangés » selon le goût moderne, sont exquis. On aimera tout autant l'ironie qui se dégage d'aventures moins historiques et qui sont contées le plus drôlement du monde par un fantaisiste qui n'oublie jamais d'être un écrivain.

NOS MARINS EN GUERRE,
par **H. Bornecque et Germain Drouilly.**

Pour donner au public une idée d'ensemble de la vie des marins français pendant la guerre et répandre l'histoire de leurs exploits, les auteurs ont choisi dans les livres des conteurs de la guerre navale des épisodes variés et significatifs. Les premières rencontres, la fin tragique des grands cuirassés, les péripéties de la lutte contre les sous-marins, les vols hardis des hydravions, l'épopée déjà légendaire des fusiliers-marins à Dixmude sont présentés ainsi dans des récits pittoresques, d'un intérêt à la fois patriotique et documentaire.

LA REVUE DE PARIS

85bis, faubourg Saint-Honoré

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	60 »	31 »	16.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES.	66 »	34 »	18 »
ÉTRANGER.	72 »	37 »	19.50

PRIX DE LA LIVRAISON : **3 fr. 50**

On s'abonne aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré (téléphone : Élysées* 16.20*), dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être au nom de M. l'administrateur-gérant de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

Les annonces sont reçues aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* 2 *fr.* 50.

POCHY, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85 bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.